

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles - Conseiller : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

179e ANNEE



N. 139

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel - Adviseur : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

179e JAARGANG

MERCREDI 22 AVRIL 2009
PREMIERE EDITION

WOENSDAG 22 APRIL 2009
EERSTE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne, p. 32272.

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, p. 32374.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat, bl. 32340.

27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indiening en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, bl. 32384.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Öffentlicher Dienst der Wallonie

27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst, S. 32305.

27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, S. 32379.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1440

[C - 2009/27082]

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la semaine volontaire de quatre jours et au congé pour interruption de la carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les fonctionnaires généraux, notamment l'article 9, alinéa 2;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 24 avril, 24 septembre et 10 novembre 2008;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés les 30 avril et 2 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné le 23 mars 2009;

Vu le protocole de négociation n° 523 du Comité de secteur n° XVI, établi le 9 décembre 2008;

Vu l'avis n° 45.711/2 du Conseil d'Etat, donné les 11 et 12 février 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Article 1^{er}. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, l'alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Les rangs sont répartis entre les niveaux comme suit :

1° au niveau A, six rangs désignés par la lettre A;

2° au niveau B, trois rangs désignés par la lettre B;

3° au niveau C, trois rangs désignés par la lettre C;

4° au niveau D, quatre rangs désignés par la lettre D ».

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 2° à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« 2° au rang A2, le grade de directeur général;

3° au rang A3, le grade d'inspecteur général;

4° au rang A4, les grades de directeur et de conseiller; »;

2° au 6°, les mots « d'attaché scientifique » sont supprimés.

Art. 3. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sont fonctionnaires généraux dirigeants les mandataires des rangs A1 et A2. ».

Art. 4. L'article 8 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 8. Les grades de premier attaché, de premier gradué, de premier assistant et de premier adjoint sont des grades d'encadrement. ».

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les §§ 1^{er} à 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le secrétaire général coordonne, dans le cadre du mandat qui lui est conféré par le Gouvernement en application des dispositions prévues au Livre II, les actions du Service public de Wallonie.

§ 2. Chaque Direction générale est dirigée par un directeur général, dans le cadre du mandat qui lui est conféré par le Gouvernement en application des dispositions prévues au Livre II.

§ 3. Chaque Département est dirigé par un inspecteur général. »;

2° au § 5, le mot « Ministère » est remplacé par les mots « Service public de Wallonie ».

Art. 6. Dans l'article 11 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le cadre des services administratifs comportant d'une part les intitulés des Directions générales, des Départements et des Directions et, d'autre part, les emplois liés aux grades de secrétaire général, de directeur général, d'inspecteur général, de directeur ainsi que ceux liés aux grades d'encadrement.

Par service, il faut entendre une direction ou une entité non constituée en direction dans les services extérieurs. »;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement approuve, sur proposition du Comité de direction visé à l'article 163, l'organigramme qui répartit les emplois entre les différents services et détermine les métiers attachés à ces emplois et le plan de personnel exprimant au moins annuellement les effectifs existants ainsi que les besoins en personnel, actuels et futurs. »;

3° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Par métier, il faut entendre un ensemble de compétences et de capacités requises pour exercer certaines catégories de fonctions. »;

4° au § 4 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Aux rangs A6, B3 et C3 » sont remplacés par les mots « Aux grades de conseiller, de premier attaché et d'attaché et aux niveaux B et C »;

b) à l'alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « Aux rangs D3 et D4 » sont remplacés par les mots « Au niveau D ».

Art. 7. Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du cadre fonctionnel » sont remplacés par les mots « de l'organigramme »;

2° les mots « au Secrétaire général, qui les communique aux membres du Gouvernement » sont remplacés par les mots « au directeur général du Personnel et des Affaires générales et aux ministres fonctionnels concernés ».

Art. 8. Dans l'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 avril 2005, des alinéas rédigés comme suit sont insérés avant l'alinéa 1^{er} :

« Le Gouvernement déclare vacants les emplois d'encadrement, de directeur et d'inspecteur général.

Le directeur général du Personnel et des Affaires générales déclare vacants les emplois de recrutement prévus dans le plan de personnel sur proposition du Comité de direction de la Direction générale dont relève l'emploi. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 13^{bis}. Les conditions d'accès à un emploi sont vérifiées préalablement à son attribution. ».

Art. 10. L'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 1^{er} avril 2004 et 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. § 1^{er}. Sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité interne ou externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur successivement par :

1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;

2° mobilité interne ou externe.

§ 2. Sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité interne ou externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi d'encadrement successivement par :

1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;

2° mobilité interne. ».

Art. 11. L'article 15 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité interne ou externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi de recrutement successivement par :

1° promotion par accession à un niveau supérieur;

2° recrutement.

Toutefois, si la déclaration de vacance intervient conformément à l'article 13, alinéa 3, il est pourvu à l'emploi successivement par :

1° promotion par accession à un niveau supérieur;

2° mutation ou réaffectation;

3° mobilité interne ou externe;

4° recrutement. ».

Art. 12. L'article 16 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 16. § 1^{er}. La procédure d'appel à candidatures à la mutation se réalise en application de l'article 71.

La procédure d'appel à candidatures à la promotion par accession à un niveau supérieur se réalise en application des articles 120 et suivants.

La procédure d'appel à candidatures à la réaffectation ou à la promotion par avancement de grade est fixée conformément au § 2.

§ 2. L'appel aux candidats est envoyé simultanément par pli postal aux agents concernés et diffusé sur l'intranet. Il comprend le profil de la fonction et les critères de sélection et de classement.

La procédure d'appel à candidatures ne peut être lancée entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

§ 3. Sous peine de nullité :

1° les candidatures doivent être déposées dans un délai de dix jours à compter du troisième jour ouvrable, samedi non compris, suivant celui du dépôt à la poste de l'appel au candidat;

2° l'agent candidat à plusieurs emplois mentionne ses préférences par ordre décroissant et en chiffres arabes;

3° la candidature à tout emploi de directeur, d'encadrement ou de recrutement est motivée et accompagnée d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI.

Les conditions doivent être réunies le jour de la déclaration de vacance de l'emploi et le jour de son attribution. ».

Art. 13. Dans l'article 17 du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 14. Dans l'article 19, 5°, du même arrêté, les mots « l'annexe II » sont remplacés par les mots « l'annexe III ».

Art. 15. Dans l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « des niveaux 1 et 2+ » sont remplacés par les mots « des niveaux A et B », et les mots « des niveaux 2 et 3 » par les mots « des niveaux C et D »;

2° à l'alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « du niveau 1 ou 2+ » sont remplacés par les mots « du niveau A ou B », et les mots « du niveau 2 ou 3 » par les mots « du niveau C ou D ».

Art. 16. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 17. Dans l'article 24 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) les mots « des niveaux 1 et 2+ » sont remplacés par les mots « des niveaux A et B », les mots « de niveau 1 » par les mots « du niveau A »;

b) les mots « du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie »;

2° au § 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « des niveaux 2 et 3 » sont remplacés par les mots « des niveaux C et D »;

b) à l'alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « de niveau 1 » sont remplacés par les mots « du niveau A » et les mots « des niveaux 2 et 3 » par les mots « des niveaux C et D ».

Art. 18. Dans l'article 27, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « des niveaux 1 et 2+ » sont remplacés par les mots « des niveaux A et B » et les mots « des niveaux 2 et 3 » sont remplacés par les mots « des niveaux C et D ».

Art. 19. Dans l'article 28 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « de pool au sein du même cadre organique » sont remplacés par les mots « de Direction générale après avis de la Direction générale qui accueille le stagiaire »;

3° à l'alinéa 3, les mots « de pool » sont remplacés par les mots « de Direction générale ».

Art. 20. Dans l'article 29 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les alinéas 1^{er} et 2, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. La commission des stages est composée :

1° du directeur général du Personnel et des Affaires générales ou de son délégué du rang A3 au moins;

2° du directeur général de la Direction générale dont dépend le stagiaire, ou de son délégué du rang A3 au moins;

3° de l'inspecteur général des Ressources humaines.

La commission est présidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales ou par son délégué du rang A3 au moins.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, si le supérieur hiérarchique direct du stagiaire est le directeur général du Personnel et des Affaires générales ou l'inspecteur général des Ressources humaines, il est remplacé par l'inspecteur général des Affaires générales. »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « au Gouvernement » sont remplacés par les mots « au directeur général du Personnel et des Affaires générales », et le mot « pool » par les mots « Direction générale ».

Art. 21. L'article 30 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif des stagiaires des niveaux A, B, C et D ».

Art. 22. L'article 31 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Sauf en cas de faute grave, le stagiaire licencié au cours ou au terme du stage bénéficie d'un délai de préavis d'une durée de trois mois. ».

Art. 23. Dans l'article 32, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par la Direction du recrutement du Ministère de la Région wallonne » sont supprimés;

2° aux alinéas 2 et 3, les mots « Direction du recrutement » sont remplacés par « Direction de la Sélection ».

Art. 24. Dans l'article 33 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots les mots « Direction du recrutement » sont remplacés par « Direction de la Sélection ».

Art. 25. Dans le même arrêté, au chapitre V du titre III du Livre premier les modifications suivantes sont apportées :

1° les sections première à III, comprenant les articles 46 à 58, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 31 août 2006 et 15 février et 13 septembre 2007, sont remplacées par ce qui suit :

« Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 46. Les promotions sont de trois types :

- 1° la promotion par avancement de grade;
- 2° la promotion par avancement d'échelle de traitements;
- 3° la promotion par accession à un niveau supérieur.

Sous-section 1^{re}. — Des généralités quant à la promotion par avancement de grade

Art. 47. § 1^{er}. La promotion par avancement de grade est la nomination au grade supérieur dans le même niveau.

§ 2. Au niveau A, l'agent peut être promu au grade de premier attaché, de conseiller, de directeur ou d'inspecteur général.

A l'exception des promotions par avancement de grade aux grades de conseiller, de gradué principal, d'assistant principal, d'adjoint principal et d'adjoint qualifié, la promotion par avancement de grade est subordonnée à la vacance d'un emploi de ce grade.

La promotion par avancement de grade produit ses effets le premier jour du mois qui suit la nomination. Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci produit ses effets à compter du jour où l'emploi devient vacant.

*Sous-section 2. — De la promotion par avancement de grade
aux grades d'adjoint qualifié, d'adjoint principal, d'assistant principal et de gradué principal*

Art. 48. Est promu par avancement de grade :

- 1° au grade de gradué principal, le gradué;
- 2° au grade d'assistant principal, l'assistant;
- 3° au grade d'adjoint principal, l'adjoint qualifié;
- 4° au grade d'adjoint qualifié, l'adjoint.

Art. 49. § 1^{er}. Est promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal et de gradué principal l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de quinze ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

L'adjoint est promu par avancement de grade au grade d'adjoint qualifié s'il satisfait aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et soit compte une ancienneté de rang de huit ans soit compte une ancienneté de rang de quatre ans et est lauréat d'une épreuve d'acquisition de qualifications professionnelles.

§ 2. Peut être promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal et de gradué principal, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être titulaire d'un certificat de validation de compétences pour le grade et le métier concernés.

La promotion est accordée une fois par an aux agents sans qu'ils aient à faire acte de candidature, par le Comité de direction concerné, après avis du directeur général du Personnel et des Affaires générales, dans le respect du nombre de promotions dans le niveau prévu pour l'année en cours par le plan de personnel.

Sous-section 3. — De la promotion par avancement aux grades de directeur et de conseiller

Art. 50. § 1^{er}. Peut être promu au grade de directeur par le Gouvernement, l'agent du niveau A qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de niveau de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée;
- 4° être titulaire du brevet de direction.

§ 2. Le Comité de direction de la Direction générale dont relève l'emploi à pourvoir établit, sur la base notamment du profil de compétence et de la vision du candidat quant à l'exercice de la mission liée à l'emploi, une proposition provisoire de classement des candidats jugés aptes :

- 1° à la mutation, à la réaffectation ou à la promotion par avancement de grade;
- 2° à la mobilité interne ou externe.

Le Comité de direction n'établit de proposition selon les modes déterminés à l'alinéa 1^{er}, 2°, qu'en l'absence de toute candidature à l'attribution de l'emploi selon les modes déterminés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou si l'autorité décide de n'attribuer l'emploi à aucun des candidats.

§ 3. La proposition provisoire de classement ou de non-classement est motivée et notifiée aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Comité de direction. Le Comité de direction statue sur la réclamation dans les deux mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

En cas de modification de la proposition provisoire, la proposition définitive est motivée et notifiée à tous les candidats. Il y est fait mention des différentes voies de recours.

Art. 51. Le directeur est nommé à sa demande au grade de conseiller pourvu qu'il compte une ancienneté de rang de quinze ans et qu'il remplisse les conditions fixées à l'article 49, § 2, 2° à 4°. La condition d'ancienneté de rang n'est toutefois plus exigée dans le chef du directeur âgé de cinquante-cinq ans au moins.

Art. 52. Sont promus par avancement au grade de conseiller le premier attaché et l'attaché qui justifient de l'évaluation favorable à l'issue d'un mandat complet attribué en application du Livre II, pour autant qu'ils ne soient pas sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Sous-section 4. — De la promotion par avancement de grade aux grades d'encadrement

Art. 53. § 1^{er}. Peut être promu :

- 1° au grade de premier attaché, l'attaché;
- 2° au grade de premier gradué, le gradué principal et le gradué;
- 3° au grade de premier assistant, l'assistant principal et l'assistant;
- 4° au grade de premier adjoint, l'adjoint principal et l'adjoint qualifié.

§ 2. Peut être promu l'agent visé au § précédent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de niveau de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être titulaire d'un certificat de validation des compétences pour le grade concerné;
- 5° être lauréat, dans les quatre ans qui précèdent la déclaration de vacance, d'un examen d'aptitude à l'encadrement réalisé pour le niveau concerné;
- 6° réussir un test de sélection professionnelle destiné à vérifier l'adéquation du profil du lauréat avec le poste à pourvoir.

§ 3. Sans préjudice des alinéas 2 à 4, les emplois d'encadrement sont pourvus conformément aux règles fixées à l'article 50, §§ 2 et 3.

Pour les emplois d'encadrement de niveau B, C et D, le Comité de direction élargi à l'agent de rang A4 et, le cas échéant à l'agent du niveau A dont relève l'emploi établit une proposition provisoire de classement des candidats.

L'emploi est attribué par le Gouvernement pour le niveau A et par le directeur général du Personnel et des Affaires générales pour les autres niveaux. La proposition du Comité de direction se base sur le test visé au § 2, 6°.

En cas d'ex aequo, est promu par avancement de grade à l'emploi d'encadrement, l'agent qui possède l'ancienneté la plus grande du rang le plus élevé parmi les lauréats jugés aptes.

Art. 54. A sa demande, l'agent qui occupe une fonction d'encadrement obtient sa réintégration dans le grade et l'échelle qu'il avait ou qu'il aurait obtenus en application des articles 49, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 56, § 1^{er}.

La réintégration est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales et produit ses effets le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la demande.

L'agent réintégré est en instance de réaffectation.

Section 2. — De la promotion par avancement d'échelle de traitements

Art. 55. § 1^{er}. La promotion par avancement d'échelle de traitements est l'attribution d'une échelle de traitements plus élevée dans le même grade.

§ 2. Est promu par avancement d'échelle de traitements :

- 1° à l'échelle A4bis, le premier attaché ou l'attaché titulaire de l'échelle A5S, A5 A6S ou A6;
- 2° à l'échelle A5, l'attaché titulaire de l'échelle A6;
- 3° à l'échelle A5S, l'attaché titulaire de l'échelle A6S;
- 4° à l'échelle B1bis, le gradué principal titulaire de l'échelle B2;
- 5° à l'échelle C1bis, l'assistant principal titulaire de l'échelle C2;
- 6° à l'échelle D1bis, l'adjoint principal titulaire de l'échelle D2.

Art. 56. § 1^{er}. Est promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles A5, A5S, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de quinze ans;
- 2° justifier d'une évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Est promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles B1bis, C1bis et D1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de dix ans;
- 2° justifier d'une évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être titulaire d'un certificat de validation de compétences pour l'échelle et le métier concernés.

§ 2. Peut être promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles A4bis, A5S, A5, B1bis, C1bis et D1bis l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être titulaire d'un certificat de validation des compétences pour l'échelle et le métier concernés.

La promotion est accordée une fois par an aux agents sans qu'ils aient à faire acte de candidature, par le Comité de direction concerné, après avis du directeur général du Personnel et des Affaires générales, dans le respect du nombre de promotions dans le niveau prévu pour l'année en cours par le plan de personnel.

Section 3. — De la promotion par accession à un niveau supérieur

Art. 57. § 1^{er}. La promotion par accession à un niveau supérieur est la nomination au grade de recrutement d'un niveau plus élevé que celui de l'agent.

La promotion par accession à un niveau supérieur est subordonnée à la vacance d'un emploi de ce grade.

§ 2. La promotion par accession à un niveau supérieur est octroyée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales.

§ 3. La promotion par accession à un niveau supérieur produit ses effets le premier jour du mois qui suit la nomination. Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci produit ses effets à compter du jour où l'emploi devient vacant.

Art. 58. § 1^{er}. Peut être promu par accession à un niveau supérieur :

- 1° au grade d'attaché, l'agent du niveau B ou du niveau C;
- 2° au grade de gradué, l'agent du niveau C;
- 3° au grade d'assistant, l'agent du niveau D.

§ 2. Peut être promu l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de niveau de quatre ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être lauréat d'un concours d'accèsion valable pour le niveau et le métier considérés. ».

2° les sections IV et V comprenant les articles 59 à 62bis, modifiées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004, 15 avril 2005, 15 février 2007 et 13 septembre 2007 sont abrogées.

Art. 26. L'article 64 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64. La désignation pour l'exercice de fonctions supérieures peut s'effectuer pour les emplois d'inspecteur général, de directeur, d'encadrement et de recrutement. ».

Art. 27. L'article 65 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 65. Pour être désigné pour exercer des fonctions supérieures, il faut :

- 1° remplir les conditions d'accès à l'emploi;
- 2° dépendre de la même Direction générale que celle dont dépend l'emploi.

A défaut d'agent remplissant toutes les conditions, peut être désigné un agent qui n'est pas titulaire du brevet de direction ou ne remplit pas les conditions visées à l'article 53, § 2, 4° et 5°.

Entre agents remplissant les mêmes conditions, les fonctions supérieures sont octroyées à l'agent qui présente le plus d'aptitude pour exercer les fonctions. ».

Art. 28. L'article 69 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 69. Le Gouvernement procède à la désignation pour l'exercice de fonctions supérieures pour les emplois de rang A3, A4 et A5.

Le directeur général du Personnel et des Affaires générales procède à la désignation pour l'exercice de fonctions supérieures pour les emplois des autres rangs, sur proposition du Comité de direction de la Direction générale dont dépend l'emploi. ».

Art. 29. L'article 70 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est abrogé.

Art. 30. Les chapitres VII à XI comprenant les articles 71 à 80 du même arrêté, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 15 février 2007 et 22 mars 2007, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE VII. — *De la mutation*

Art. 71. § 1^{er}. La mutation est le passage d'un agent d'un emploi à un autre emploi au sein des services du Gouvernement ou au sein d'un même organisme.

La mutation s'opère vers un emploi de même grade et aux conditions fixées pour son attribution par promotion à l'exception, pour ce qui concerne la mutation d'office, des conditions relatives à l'évaluation favorable et à la sanction disciplinaire définitive non radiée.

La mutation a lieu d'office ou à la demande de l'agent qui s'est porté candidat à un emploi en s'inscrivant dans la base de données organisée à cet effet. L'inscription perd sa validité deux ans après son introduction sauf renouvellement reçu dans les six mois précédant l'échéance.

§ 2. La mutation à la demande de l'agent est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales sur avis conforme motivé du Comité de direction de la Direction générale dont relève l'emploi à pourvoir, établi notamment sur base de la motivation du candidat et de l'adéquation du profil de fonction.

§ 3. Pour les emplois de recrutement, la mutation d'office est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales sur proposition ou avis des Comités de direction des Directions générales concernées. En cas d'avis ou de propositions divergents des Comités de direction concernés, le Gouvernement accorde ou refuse la mutation.

L'agent qui invoque des raisons impérieuses d'ordre social ou familial peut bénéficier d'une mutation d'office. L'autorité prescrit une enquête sociale, qui est faite par le service social qui remet son avis dans les vingt jours calendrier de la réception de la demande.

§ 4. Pour les emplois d'encadrement et les emplois de rangs A4 et A3, la mutation d'office est décidée par le Gouvernement.

§ 5. L'agent ne peut introduire une demande de mutation avant un délai de deux ans à dater de l'attribution de son emploi.

CHAPITRE VIII. — *De la permutation*

Art. 72. § 1^{er}. La permutation est la mutation concomitante de deux agents de même métier ou de même diplôme et de même niveau, à leur demande.

Au niveau A, elle n'est possible que pour les agents de rang A5 et A6.

La permutation s'opère selon les modalités et les conditions fixées à l'article 71, § 1^{er}, alinéas 1 et 2.

§ 2. La permutation entre agents affectés sur un emploi de recrutement est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales sur avis conforme des Comités de direction des Directions générales concernées.

Toutefois, pour les agents de niveau A, elle est décidée par le Gouvernement.

§ 3. L'agent introduit sa demande de permutation au moyen d'un formulaire conforme au modèle fixé à l'annexe X accompagné d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI.

L'agent ne peut introduire une demande de permutation avant un délai de deux ans à dater de l'attribution de son emploi.

CHAPITRE IX. — *De la mutation temporaire*

Art. 73. § 1^{er}. La mutation temporaire est une mutation d'office pour une période de trois ans au maximum.

L'agent conserve son emploi.

§ 2. La mutation temporaire est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales sur proposition conjointe ou avis conjoint des Comités de direction des Directions générales concernées.

Toutefois, la mutation temporaire d'un agent titulaire d'un grade des rangs A3 à A5 est décidée par le Gouvernement sur proposition conjointe ou avis conjoint des Comités de direction des Directions générales concernées.

CHAPITRE X. — *De la réaffectation*

Art. 74. La réaffectation est l'attribution par le Gouvernement d'un nouvel emploi à un agent qui n'est plus affecté à aucun emploi.

La réaffectation s'opère à un emploi de même grade et aux conditions fixées pour son attribution par promotion. à l'exception, pour ce qui concerne la réaffectation d'office, des conditions relatives à l'évaluation favorable et à la sanction disciplinaire définitive non radiée.

Les agents en instance de réaffectation sont chargés par le Gouvernement d'une mission en rapport avec leur grade, leurs qualifications, leur expérience et leur état de santé.

CHAPITRE XI. — *De la mobilité interne ou externe*

Art. 75. § 1^{er}. La mobilité interne est le passage d'un agent :

1° soit d'un service du Gouvernement wallon vers un organisme d'intérêt public wallon dont le personnel est soumis au présent arrêté;

2° soit d'un organisme d'intérêt public wallon dont le personnel est ou n'est pas soumis au présent arrêté vers un service du Gouvernement wallon ou un organisme d'intérêt public wallon soumis au présent arrêté.

§ 2. La mobilité externe est le passage d'un agent d'un service ou organisme d'intérêt public du pouvoir exécutif fédéral ou d'un service ou organisme d'intérêt public d'un pouvoir exécutif autre que celui de la Région wallonne dont le personnel est soumis à l'ARPG à un service du Gouvernement wallon ou à un organisme wallon d'intérêt public dont le personnel est soumis au présent arrêté.

§ 3. La mobilité interne ou externe a lieu d'office ou à la demande de l'agent qui s'est porté candidat à un emploi en s'inscrivant dans la banque de données visée à l'article 79, § 2.

§ 4. La mobilité interne ou externe est décidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales, sur avis conforme du Comité de direction de la Direction générale dont relève l'emploi à pourvoir et par le Gouvernement pour les emplois de niveau A.

Art. 76. § 1^{er}. L'autorité ne peut recourir à une mesure de mobilité interne d'office que dans les cas suivants :

1° modification des missions des services;

2° nécessité de faire appel à un agent ayant des qualifications et une expérience précises correspondant au profil de la fonction;

3° invocation de raisons impérieuses d'ordre social ou familial par l'agent;

4° recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail.

En cas d'invocation de raisons impérieuses d'ordre social ou familial, l'autorité peut prescrire une enquête sociale, qui est faite par le service social des services du Gouvernement. Le service social remet son avis dans le mois de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité ne peut recourir à une mesure de mobilité externe d'office qu'en cas de nécessité de faire appel à un agent ayant des qualifications et une expérience précises correspondant au profil de la fonction.

Art. 77. La mobilité externe s'opère entre emplois de grades équivalents.

Le Gouvernement arrête l'équivalence entre les grades des services ou organismes visés à l'article 75 et les grades du présent arrêté.

Art. 78. Le bénéficiaire de la mobilité interne ou externe est intégralement soumis au statut d'agent régional.

Le directeur général du Personnel et des Affaires générales notifie la mesure de mobilité interne ou externe au bénéficiaire, à l'ancienne autorité du bénéficiaire et au SELOR.

Art. 79. § 1^{er}. Les demandes de mobilité sont introduites auprès du SELOR, en :

1° répondant à une offre publiée sur le site Internet du SELOR;

2° posant sa candidature, indépendamment de l'existence d'une offre de mobilité.

L'agent ne peut introduire une demande de mobilité avant un délai de deux ans à dater de l'attribution de son emploi.

§ 2. Il lui est accusé réception de sa demande qui est enregistrée dans une banque de données mise à jour selon les modalités définies par le SELOR.

Une demande de mobilité perd sa validité deux ans après son introduction dans la banque de données, sauf demande de renouvellement reçue dans les six mois précédant l'échéance.

Le SELOR transmet à l'autorité compétente les candidatures qui correspondent au profil de compétence établi par cette autorité.

Lors de l'attribution de l'emploi, l'autorité compétente vérifie que le candidat remplit les conditions d'accès à l'emploi à pourvoir et, dans ce cas, l'en informe, avec copie au SELOR et au service d'origine de l'agent. A ce moment, le candidat est supprimé de la banque de données.

CHAPITRE XII. — *Du changement de résidence administrative*

Art. 80. § 1^{er}. Tout changement de résidence administrative lié à une décision d'office est notifié à l'agent concerné qui ne peut la refuser que s'il fait état d'inconvénients majeurs avérés eu égard notamment à son âge, à son état de santé, à ses revenus ou à sa situation familiale ou au temps de parcours entre son domicile et son lieu de travail.

La notification fait mention des recours prévus et du délai dans lequel ils doivent être exercés.

§ 2. L'agent saisit, selon le cas, la chambre de recours visée à l'article 186 ou la chambre de recours des fonctionnaires généraux visée à l'article 335 dans les quinze jours de la notification de la proposition de décision qui entraîne un changement de résidence administrative. ».

Art. 31. Dans l'article 81, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Chaque Ministère » sont remplacés par les mots « Le Service public de Wallonie ».

Art. 32. L'article 84 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84. Les épreuves pour l'obtention du brevet de direction, les examens d'aptitude à l'encadrement, les épreuves de validation des compétences, les épreuves d'acquisition de qualifications professionnelles, les concours d'accession à un niveau supérieur, les examens de qualification, les formations préparatoires à ces épreuves et les formations d'acquisition de compétences sont adaptées aux contraintes liées aux handicaps. ».

Art. 33. Dans l'article 86, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Chaque secrétaire général » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 34. Dans l'article 87, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Chaque secrétaire général » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 35. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre premier du titre V du livre premier, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 1^{er}. — *De la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie* ».

Art. 36. Dans l'article 88 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « des Ministères » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 est remplacé par ce qui suit :

« Il existe au sein de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales une Direction de la Formation du personnel, exclusivement compétente à l'égard du Service public de Wallonie et des organismes pour l'exercice des missions suivantes »;

3° au § 2, 1°, les mots « du Ministère de la Région wallonne et des organismes ainsi que des stagiaires des niveaux 1 et 2+ du Ministère de l'Équipement et des Transports » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie et des organismes »;

4° au § 2, le 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° dans le cadre de la progression de la carrière des agents, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation, préparer la validation des compétences, assurer la validation des compétences, préparer et organiser l'examen d'aptitude à l'encadrement et préparer et organiser l'examen pour l'obtention du brevet de direction; »;

5° au § 3 :

a) dans la première phrase, les mots « Ministère ou » sont supprimés;

b) dans la deuxième phrase, les mots et « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 37. Dans l'article 90 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 38. Dans l'article 91 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « le secrétaire général sur avis de la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 39. Dans l'article 91^{ter}, le § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Service public de Wallonie prend en charge les frais d'inscription aux formations de carrière ou obligatoires visées au présent chapitre ».

Art. 40. Dans l'article 92, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « que cette formation soit organisée ou non par la Direction de la Formation de la Région wallonne » sont supprimés.

Art. 41. Dans l'article 93 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Personnel et des Affaires générales »;

2° les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 42. Dans l'article 96, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « un Ministère » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie ».

Art. 43. Dans l'article 97 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « un Ministère » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie ».

Art. 44. Dans l'article 98 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Le secrétaire général » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales »;

2° les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne sur avis de cette dernière » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 45. Dans l'article 99 du même arrêté, les mots « dans un Ministère ou un organisme » sont remplacés par les mots « au sein du Service public de Wallonie ou d'un organisme ».

Art. 46. Dans l'article 100, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 47. Dans l'article 105, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 48. A l'article 106, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 49. Dans l'article 107, alinéas 1^{er} à 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie ».

Art. 50. A l'article 108, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « le secrétaire général sur proposition de la Direction de la Formation de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 51. L'article 112 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 112. § 1^{er}. La commission des métiers et des programmes, compétente pour les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public qui en dépendent, a pour mission :

1° de donner un avis sur la liste des métiers communs ou particuliers aux services du Gouvernement et aux organismes;

2° de donner un avis sur la liste des diplômes et certificats d'études visés à l'annexe III;

3° de préparer pour le Gouvernement les projets de programmes des concours de recrutement et d'accession, les projets de programmes de l'examen pour l'obtention du brevet de direction, des épreuves de validation des compétences acquises et des examens d'aptitude à l'encadrement, d'en assurer la cohérence, de les évaluer et de formuler toute proposition visant à les améliorer.

§ 2. La commission des métiers et des programmes est composée d'au moins un représentant de chaque Direction générale ou organisme concerné, du directeur de la Sélection et du directeur de la Formation du personnel du Service public de Wallonie; elle est présidée par le directeur général du Personnel et des Affaires générales.».

Art. 52. L'article 113 du même arrêté est abrogé.

Art. 53. Dans l'article 114 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les concours de recrutement comportent une épreuve de base destinée, par métier, groupe de métiers, emplois ou groupe d'emplois déterminés, à évaluer les capacités génériques communes à l'exercice d'une fonction dans le secteur public.

Ils peuvent comporter une épreuve complémentaire, organisée par le SELOR ou la Région wallonne, destinée à évaluer les capacités liées à un métier ou à une spécialisation dans un métier ou à mesurer l'adéquation à un emploi ou groupe d'emplois déclarés vacants.

Toutefois, les concours de recrutement à un emploi d'attaché scientifique et de conseiller scientifique comportent une épreuve complémentaire organisée par le jury scientifique, tel que visé à l'article 291, et destinée à évaluer l'adéquation du profil du lauréat avec le poste à pourvoir.

§ 2. Le Gouvernement établit l'appel aux candidats, lequel détermine :

1° le nombre d'épreuves;

2° le cas échéant, le nombre maximum de candidats retenus pour constituer une réserve;

3° le cas échéant, le nombre maximum de lauréats pouvant être appelés pour l'épreuve complémentaire.

§ 3. Les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points à chaque épreuve.

§ 4. En cas d'épreuve complémentaire, le jury est composé, au minimum, d'un président issu de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales ainsi que de deux membres possédant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau dans le domaine concerné et dont un, au moins, est issu du Service public de Wallonie. ».

2° le § 2 modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, devient le § 5.

Art. 54. L'article 115 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2007 à la place de l'ancien article 115 annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat 162.616 du 22 septembre 2006, et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 115. § 1^{er}. Avant la clôture du procès verbal de l'épreuve, le SELOR s'assure que les lauréats réunissent la condition générale d'admissibilité prévue à l'article 19, 5°, et qu'ils possèdent les diplômes ou certificats d'études exigés et déclare admis les lauréats qui satisfont à cette condition.

§ 2. Le SELOR dresse le procès-verbal et arrête la liste des lauréats qui constituent les réserves issues des épreuves de base.

Le SELOR ou le Gouvernement dresse le procès-verbal et arrête la liste des lauréats qui constituent les réserves issues des épreuves complémentaires.

§ 3. Les lauréats sont classés dans chaque réserve sur la base du total des points obtenus à l'épreuve y relative. En cas d'égalité de points, le candidat le plus âgé est classé premier ».

Art. 55. Dans l'article 116 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sauf disposition spécifique prévoyant le recours à une épreuve complémentaire précisée par la déclaration de vacance ou à la demande du directeur général concerné, les emplois sont attribués sur la base des réserves établies conformément à l'article 114, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »

2° le § 2 est abrogé.

Art. 56. Dans l'article 118, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats qui, par deux fois, répondent sans se porter candidats à aucun des emplois proposés simultanément, dont un au moins à Namur, perdent le bénéfice de leur rang de classement. En sont exclus ceux qui, par deux fois consécutives, ne répondent pas à une proposition d'emplois. »;

2° à l'alinéa 3, les mots « Le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 57. Dans le même arrêté, il insère un article 119^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 119^{bis}. En l'absence de réserve de recrutement ou si aucun lauréat d'une réserve n'accepte l'emploi proposé, l'autorité peut faire appel à une réserve équivalente du pouvoir exécutif fédéral ou d'un pouvoir exécutif soumis à l'Arrêté royal fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernement de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission

communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui dépendent, pour autant que cette faculté ait été prévue dans l'annonce du concours sur la base duquel ladite réserve extérieure a été constituée. »

Art. 58. Dans le même arrêté, il est inséré un article 119^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 119^{ter}. Un agent des niveaux A, B et C peut exercer un métier autre que celui pour lequel il a été recruté à condition qu'il soit titulaire d'un diplôme ou certificat d'études qui donne accès à ce métier ou qu'il ait réussi un concours d'accession valable pour le niveau et le métier considérés.

Un agent du niveau D peut exercer un métier autre que celui pour lequel il a été recruté à condition qu'il ait réussi un concours de recrutement à ce métier ou un examen de qualification au contenu identique à celui du concours de recrutement à ce métier. ».

Art. 59. L'article 120, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 février 2007 et 13 septembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 120. L'accession au niveau supérieur est organisée pour les seuls métiers figurant à l'annexe II, section III. »

Art. 60. Dans l'article 122, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « au niveau 1 » sont remplacés par les mots « au niveau A ».

Art. 61. Dans l'article 125 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 62. Dans l'article 127 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots « le ministre de la Fonction publique » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 63. Dans l'article 128 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le programme et le règlement de l'examen sont arrêtés par le directeur général du Personnel et des Affaires générales sur proposition de la commission des métiers et des programmes ».

Art. 64. Dans l'article 130 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie »;

2° à l'alinéa 3, les mots « le ministre de la Fonction publique » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 65. Dans le Livre premier, titre VI, du même arrêté, le chapitre III « De l'épreuve de validation des compétences acquises », comprenant les articles 132 à 138, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — *Du certificat de validation des compétences*

Art. 132. Le certificat de validation des compétences s'acquiert au terme d'une procédure organisée pour chaque métier par la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie pour l'ensemble des services et organismes.

Art. 133. Les procédures d'obtention du certificat sont organisées au moins tous les deux ans.

Art. 134. Le Gouvernement fixe les compétences requises pour l'exercice, à chaque rang, de chaque métier.

Art. 135. Sur proposition de la commission des métiers et des programmes, le Gouvernement arrête le programme et le règlement de ces procédures d'obtention du certificat.

Art. 136. Le directeur général du Personnel et des Affaires générales annonce par note de service l'organisation de chaque procédure d'obtention du certificat à laquelle peut s'inscrire tout agent réunissant les conditions de promotion autres que la détention du certificat de validation des compétences et l'ancienneté.

Art. 137. Le jury de chaque procédure est désigné par le directeur général du Personnel et des Affaires générales. Il arrête le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de la procédure et veille à son application; il établit le procès-verbal fixant la liste des personnes ayant obtenu le certificat. Le directeur de la Formation notifie les résultats aux candidats.

Art. 138. Le candidat qui a obtenu le certificat de validation des compétences au terme de la procédure est en déclaré titulaire. Cette déclaration figure dans l'annuaire visé à l'article 17.

Les titulaires d'un certificat de validation des compétences en conservent le bénéfice sans limite dans le temps. ».

Art. 66. Dans le Livre premier, titre VI, du même arrêté, il est inséré un chapitre IV, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. — *De l'épreuve d'acquisition de qualifications professionnelles*

Art. 138^{bis}. La préparation à l'épreuve d'acquisition de qualifications professionnelles est organisée pour l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes.

La préparation aux épreuves est organisée au moins tous les deux ans.

Art. 138^{ter}. L'épreuve d'acquisition de qualifications professionnelles est organisée par métier ou par groupe de métiers pour l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes.

L'épreuve est organisée au moins tous les deux ans. ».

Art. 67. Dans l'article 140 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales » et les mots « visé à l'article 158 » par le mot « concerné »;

2° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « du secrétaire général » sont remplacés par les mots « du directeur général du Personnel et des Affaires générales »;

3° au § 3, alinéa 2, les mots « le Gouvernement » sont chaque fois remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 68. Dans l'article 141, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « aux Ministères » sont remplacés par les mots « au Service public de Wallonie »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Comité stratégique visé à l'article 163 » sont remplacés par les mots « Comité de direction de la Direction générale dont l'agent relève ».

Art. 69. Dans l'article 145 du même arrêté, la phrase « La première évaluation est attribuée trois ans après sa nomination » est remplacée par la phrase « La nomination à titre définitif emporte première évaluation, favorable, de l'agent ».

Art. 70. Dans l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, les mots « Comité stratégique » sont remplacés par les mots « Comité de direction » et les mots « des niveaux 2+, 2 et 3 » par les mots « des niveaux B, C et D ».

Art. 71. Dans l'article 150 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le mois de sa saisine » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots « de la division du personnel » sont remplacés par les mots « du service des ressources humaines »;

3° à l'alinéa 3, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 72. Dans l'article 152 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Après deux évaluations défavorables successives définitivement attribuées, et sur proposition du Comité de direction, le directeur général du Personnel et des Affaires générales pour l'agent titulaire d'un grade de recrutement et le Gouvernement pour l'agent titulaire d'un grade de promotion notifie la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle à l'agent »;

2° à l'alinéa 3, les mots « dans le mois » sont remplacés par les mots « dans les deux mois »;

3° à l'alinéa 5, les mots « Le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 73. Dans le même arrêté, l'intitulé du titre IX du livre premier est remplacé par ce qui suit : « Titre IX. - Du collège des fonctionnaires généraux dirigeants, du Comité stratégique et du Comité de direction ».

Art. 74. Dans l'article 153 du même arrêté, les mots « des Ministères et organismes » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie et des organismes ».

Art. 75. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre II du titre IX du livre premier est remplacé par ce qui suit : « Chapitre II. - Du Comité stratégique ».

Art. 76. Dans l'article 158 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Il existe au sein du Service public de Wallonie un Comité stratégique comprenant les fonctionnaires généraux des rangs A1 et A2 »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 77. Dans l'article 159 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Comité de direction » sont remplacés par les mots « Comité stratégique »;

2° les mots « du Ministère ou de l'organisme », sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie ».

Art. 78. Dans les articles 160 à 162, modifiés par l'arrêté du 15 février 2007, les mots « Comité de direction » sont chaque fois remplacés par les mots « Comité stratégique ».

Art. 79. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III du titre IX du livre premier est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Du Comité de direction ».

Art. 80. L'article 163 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 163. Au sein du secrétariat général, de chaque Direction générale et de chaque organisme, un Comité de direction regroupe les fonctionnaires généraux ».

Art. 81. Dans l'article 164, les mots « Comité stratégique » sont remplacés par les mots « Comité de direction » et les mots « du secrétariat général ou de la Direction générale » sont remplacés par les mots « du secrétariat général, de la Direction générale ou de l'organisme ».

Art. 82. Dans les articles 165 et 166, les mots « Comité stratégique » sont chaque fois remplacés par les mots « Comité de direction ».

Art. 83. Dans l'article 167 du même arrêté, les 1° à 4° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° le blâme;

2° la retenue de traitement;

3° le déplacement disciplinaire;

4° la régression barémique ».

Art. 84. L'article 169 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 169. La régression barémique consiste en l'attribution d'une échelle de traitements inférieure dans le grade. La rétrogradation consiste en la nomination à un grade inférieur. »

Art. 85. Dans l'article 172 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Chaque ministre, le directeur général du Personnel et des Affaires générales et, pour ses services, chaque directeur général peut ordonner à un supérieur hiérarchique d'entamer une action disciplinaire pour les faits qu'il précise et de faire une proposition de sanction disciplinaire. »;

2° le § 2 est abrogé.

Art. 86. L'article 173 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2007 à la place de l'ancien article 173 annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat 162 616 du 22 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 173. Tout agent du niveau A peut entamer une action disciplinaire et formuler une proposition de sanction à l'encontre d'un agent placé sous son autorité. Il joint à la proposition et signe le procès-verbal de l'audition de l'agent soumis à la procédure, dûment signé par ce dernier et par l'agent ayant fait office de secrétaire lors de l'audition.

Le secrétaire est porteur d'un grade au moins égal à celui de l'agent soumis à la procédure.

Tout agent participant à une audition est tenu au secret. ».

Art. 87. L'article 174 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2007 à la place de l'ancien article 174 annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat 162 616 du 22 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 174. La proposition définitive de blâme est établie et notifiée par l'agent qui a entamé l'action disciplinaire. La proposition est transmise par la voie hiérarchique au directeur général du Personnel et des Affaires générales.

La proposition définitive de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de régression barémique, de rétrogradation, de démission d'office ou de révocation est établie et notifiée par le Comité de direction sur proposition de l'agent qui a entamé l'action disciplinaire et après avis du directeur général du Personnel et des Affaires générales. ».

Art. 88. Dans l'article 175 du même arrêté, les deux premières phrases sont abrogées.

Art. 89. Dans l'article 176 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Le blâme est infligé par le directeur général. »;

2° les mots « la régression barémique » sont insérés entre les mots « disciplinaire » et les mots « la rétrogradation ».

Art. 90. Dans l'article 183, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé;

2° au 2°, le mot « six » est remplacé par le mot « quatre »;

3° au 3°, les mots « la régression barémique » sont insérés entre les mots « disciplinaire » et les mots « et la rétrogradation ».

Art. 91. A l'article 185 du même arrêté, les mots « par le secrétaire général » sont remplacés par les mots « au sein de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ».

Art. 92. Dans l'article 186 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est complété par les f) et g) rédigés comme suit :

« f) toute proposition de décision visée à l'article 80 entraînant un changement de résidence administrative;

g) toute décision en matière de congés, de disponibilité et d'absences. »;

2° le 2°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est abrogé.

Art. 93. Dans l'article 187, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « des Ministères et » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie et des »;

2° au § 2, alinéa 4, les mots « du niveau 1 des services et organismes » sont remplacés par les mots « du niveau A du Service public de Wallonie et des organismes ».

Art. 94. Dans l'article 188, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 95. Dans l'article 194, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « au secrétaire général » sont remplacés par les mots « au directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 96. Dans l'article 200 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 avril 2007, et remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, en cas de recours contre la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle visée à l'article 152, alinéa 1^{er}, ou de recours contre la proposition de licenciement d'un stagiaire visée à l'article 29, l'avis est rendu endéans les deux mois. »;

2° le § 1^{er}, alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de recours contre un avis ou une décision en matière d'évaluation et de recours contre une décision en matière de congés, d'absences ou de disponibilité, l'avis ou la décision est rendu endéans les deux mois. ».

Art. 97. Dans l'article 216, 1°, du même arrêté, les mots « ou infirmité » sont supprimés.

Art. 98. L'article 219 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 219. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté, l'ordre de préférence entre agents dont l'ancienneté doit être comparée s'établit successivement de la façon suivante :

1° à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent dont l'ancienneté de rang est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de rang, l'agent dont l'échelle de traitements est la plus élevée;

3° à égalité d'échelle, l'agent dont l'ancienneté d'échelle est la plus grande;

4° à égalité d'ancienneté d'échelle, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;

5° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

En cas de passage de l'échelle A6 ou A5 à l'échelle A6S ou A5S et inversement, l'ancienneté acquise dans l'ancienne échelle vaut dans la nouvelle échelle.

Pour l'application du présent article, les échelles A6 et A5 sont respectivement assimilées aux échelles A6S et A5S. ».

Art. 99. Dans l'article 220 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans un niveau au moins équivalent à son niveau de recrutement » sont insérés entre les mots « sans interruption volontaire » et les mots « auprès des institutions suivantes »;

b) à l'alinéa 2, les mots « dans un niveau au moins équivalent à son niveau de recrutement » sont insérés entre les mots « sans interruption volontaire » et les mots « auprès de toute institution »;

2° les §§ 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Constituent des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire dans un rang au moins équivalent à son rang de recrutement auprès des institutions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang, les services effectifs que l'agent a accomplis à titre définitif et sans interruption volontaire dans un rang au moins équivalent à son rang de recrutement auprès des institutions visées au § 1^{er}, alinéa 2.

§ 3. Pour l'application de l'article 49, § 1^{er}, 1°, 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 56, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, en ce qui concerne le niveau A, constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang les services effectifs que l'agent a accomplis à titre contractuel et sans interruption volontaire dans un niveau au moins équivalent à son niveau de recrutement auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté.

§ 4. Constituent des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de service les services effectifs que l'agent a accomplis titre statutaire ou contractuel et sans interruption volontaire auprès des institutions visées au § 1^{er}. ».

Art. 100. Dans l'article 225 du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 101. L'article 226 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 226. En cas de mutation ou de mobilité interne, l'agent conserve les anciennetés de rang, de niveau et de service acquises avant la mutation ou la mesure de mobilité interne. »

Art. 102. Dans l'article 228, du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'agent qui ne satisfait plus à la condition de nationalité, qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques ou qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ».

Art. 103. Dans l'article 229, 1°, du même arrêté, les mots « au secrétaire général » sont remplacés par les mots « au directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 104. Dans l'article 234 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Une échelle de traitements est octroyée au titulaire d'un grade conformément aux correspondances suivantes :

1° pour le grade de secrétaire général, l'échelle de traitements A1;

2° pour le grade de directeur général, l'échelle de traitements A2;

3° pour le grade d'inspecteur général, l'échelle de traitements A3;

4° pour le grade de directeur :

a) l'échelle de traitements A4 s'agissant d'un directeur bénéficiant de l'échelle A5 ou A6 avant sa promotion;

b) l'échelle de traitements A4S s'agissant d'un directeur bénéficiant de l'échelle A5S ou A6S avant sa promotion;

5° pour le grade de conseiller, l'échelle de traitements A4bis;

6° pour le grade de premier attaché :

a) soit l'échelle de traitements A5;

b) soit l'échelle de traitements A5S;

c) soit l'échelle de traitements A4bis;

7° pour le grade d'attaché :

a) soit l'échelle de traitements A5 ou A6;

b) soit l'échelle de traitements A5S ou A6S;

c) soit l'échelle de traitements A4bis;

8° pour le grade de premier gradué, l'échelle de traitements B1;

9° pour le grade de gradué principal, l'échelle de traitements B1bis ou B2;

10° pour le grade de gradué, l'échelle de traitements B3;

11° pour le grade de premier assistant, l'échelle de traitements C1;

12° pour le grade d'assistant principal, l'échelle de traitements C1bis ou C2;

13° pour le grade d'assistant, l'échelle de traitements C3;

14° pour le grade de premier adjoint, l'échelle de traitements D1;

15° pour le grade d'adjoint principal, l'échelle de traitements D1^{bis} ou D2;

16° pour le grade d'adjoint qualifié, l'échelle de traitements D3;

17° pour le grade d'adjoint, l'échelle de traitements D4. ».

Art. 105. Dans l'article 243 du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 106. Dans l'intitulé de la section IV du chapitre II du titre XV du Livre premier du même arrêté, les mots « et en cas d'absence pour convenance personnelle » sont supprimés.

Art. 107. Dans l'article 248 du même arrêté, les mots « ou par des raisons de convenances personnelles » sont supprimés.

Art. 108. L'article 263 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Une retenue de 13,07 % est effectuée sur le pécule de vacances ».

Art. 109. Dans l'article 266 du même arrêté, les mots « une dispense de service » sont remplacés par les mots « un congé ».

Art. 110. Au titre XVII du Livre premier du même arrêté, la division en chapitres est supprimée.

Art. 111. L'article 290 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 290. Occupent du personnel scientifique les Départements ou organismes énumérés à l'annexe XIV.

Par personnel scientifique, il faut entendre les agents qui occupent un emploi lié aux grades d'attaché scientifique, de premier attaché scientifique, de conseiller scientifique, de directeur scientifique et d'inspecteur général scientifique.

Les emplois occupés par le personnel scientifique correspondent à des tâches impliquant principalement des activités de recherche scientifique fondamentale ou appliquée, de développement expérimental, de direction scientifique, de contrôles, de validations ou de traitements scientifiques systématiques et de valorisation de la recherche scientifique.

L'organigramme des Départements ou des organismes énumérés à l'annexe XIV détermine les emplois réservés au personnel scientifique. Ceux-ci sont pourvus, sur proposition du jury scientifique, par le Gouvernement ou par l'organe de gestion des organismes concernés. ».

Art. 112. Dans l'article 291 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) le point 1° est remplacé par « 1° le fonctionnaire dirigeant ou l'inspecteur général sous l'autorité duquel est placé l'organisme ou le Département, ou leur délégué »;

b) un point 3° est ajouté comme suit :

« 3° un représentant de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales du Service public de Wallonie »;

c) un point 4° est ajouté comme suit :

« 4° un représentant du Département des Programmes de Recherche de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche »;

2° à l'alinéa 3 :

a) les mots « par l'agent le plus élevé en grade » sont remplacés par « par le fonctionnaire dirigeant ou l'inspecteur général »;

b) l'alinéa est complété comme suit : « Le représentant de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales s'exprime avec voix consultative. »;

3° à l'alinéa 4, les mots « au directeur de la Formation » sont remplacés par les mots « à la Direction de la Formation du personnel ».

Art. 113. L'article 292 du même arrêté est abrogé.

Art. 114. L'article 293 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 293. § 1^{er}. L'article 6 n'est pas applicable au personnel scientifique.

Les grades des membres du personnel scientifique appartiennent au niveau A et sont répartis comme suit :

1° au rang A3, le grade d'inspecteur général scientifique;

2° au rang A4, les grades de directeur scientifique et de conseiller scientifique;

3° au rang A5, le grade de premier attaché scientifique;

4° au rang A6, le grade d'attaché scientifique.

§ 2. Une échelle de traitements est octroyée au titulaire d'un grade scientifique conformément aux correspondances suivantes :

1° pour le grade d'inspecteur général scientifique, l'échelle de traitements A3;

2° pour le grade de directeur scientifique, l'échelle de traitements A4S;

3° pour le grade de conseiller scientifique, l'échelle de traitements A4;

4° pour le grade de premier attaché scientifique, l'échelle de traitements A5S;

5° pour le grade d'attaché scientifique, l'échelle de traitements A6S ou A5S. ».

Art. 115. L'article 294 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 294. Peuvent être conférés par recrutement, les emplois d'attaché scientifique et de conseiller scientifique. ».

Art. 116. L'article 294bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 294bis. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur scientifique successivement par :

1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;

2° mobilité interne ou externe.

Il est pourvu à la vacance d'un emploi de conseiller scientifique successivement par :

1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;

2° mobilité interne ou externe;

3° recrutement.

Il est pourvu à la vacance d'un emploi de premier attaché scientifique successivement par :

1° mutation, promotion par avancement de grade;

2° mobilité interne ou externe.

Il est pourvu à la vacance d'un emploi d'attaché scientifique successivement par :

1° mutation;

2° mobilité interne ou externe;

3° recrutement. ».

Art. 117. L'article 295 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 295. Nul ne peut être recruté au grade d'attaché scientifique :

1° s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité fixées à l'article 19, 1° à 7°;

2° s'il n'a accompli avec succès le stage visé à l'article 296;

3° s'il ne dispose d'une expérience de quatre ans au moins dans le domaine scientifique, reconnue par le jury scientifique.

Nul ne peut être recruté au grade de conseiller scientifique :

1° s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité fixées à l'article 19, 1° à 7°;

2° s'il ne dispose d'une expérience de dix ans au moins dans le domaine scientifique, reconnue par le jury scientifique.

Les conditions d'accès à l'emploi, visées à l'article 19, 6°, sont approuvées par le jury scientifique, sur proposition du fonctionnaire dirigeant ou du directeur général. ».

Art. 118. L'article 296 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 296. § 1^{er}. Le stage est d'une durée de deux ans.

Le fonctionnaire dirigeant ou le directeur général désigne, au sein de l'organisme ou du Département concerné, un agent scientifique ayant au moins le grade de premier attaché scientifique ou, à défaut, un agent ayant au moins le grade de directeur, chargé de superviser le stagiaire et d'établir les rapports de stage.

Un rapport de stage intermédiaire est établi tous les six mois.

Le rapport de stage final est établi avant la fin du vingt-deuxième mois de stage.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire pour observations éventuelles.

Le fonctionnaire dirigeant ou le directeur général, en accord avec l'agent chargé de superviser le stagiaire, détermine les activités de formation auxquelles le stagiaire est tenu de participer.

Le stagiaire rédige un rapport d'activités et transmet celui-ci, avant la fin du vingt-deuxième mois de stage, au fonctionnaire dirigeant ou au directeur général concerné.

§ 2. Si un rapport intermédiaire indique que le stagiaire ne s'adapte pas ou n'évolue pas de manière satisfaisante, le jury scientifique est réuni à la demande du fonctionnaire dirigeant ou du directeur général.

Après avoir entendu le stagiaire et l'agent chargé de le superviser, le jury scientifique :

1° autorise la poursuite du stage et formule toute recommandation utile à son accomplissement;

2° propose le licenciement du stagiaire.

Dans ce dernier cas, le président du jury scientifique notifie, sans délai, la proposition de licenciement du stagiaire.

En cas de proposition de licenciement, le stagiaire dispose d'un recours devant la chambre de recours visée à l'article 186.

§ 3. Avant la fin de la période de stage, le jury scientifique procède à l'audition du stagiaire en présence de l'agent chargé de le superviser.

Le jury scientifique émet un avis favorable ou défavorable, en tenant compte de la qualité de la production, de l'activité scientifique réalisée par le stagiaire, du travail de fin de stage et de la manière dont le stagiaire s'est acquitté des tâches qui lui ont été confiées.

L'avis motivé est transmis au Gouvernement, avec une proposition de nomination ou de licenciement du stagiaire. ».

Art. 119. Dans le même arrêté, il est inséré un article 297bis rédigé comme suit :

« Art. 297bis. La proposition du Comité de direction visée à l'article 56, § 2, alinéa 2, est établie, après avis du jury scientifique. ».

Art. 120. Dans le même arrêté, il est inséré un article 297ter rédigé comme suit :

« Art. 297ter. L'article 55, § 2, n'est pas applicable au personnel scientifique.

Est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle A5S l'attaché scientifique titulaire de l'échelle A6S. ».

Art. 121. Dans le même arrêté, il est inséré un article 297^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 297^{quater}. A l'exception de son § 2, alinéas 1^{er} et 2, l'article 47 n'est pas applicable au personnel scientifique.

Sous réserve de l'application de l'article 53, l'attaché scientifique peut être promu par promotion par avancement de grade :

- 1° au grade de premier attaché scientifique;
- 2° au grade de conseiller scientifique;
- 3° au grade de directeur scientifique;
- 4° au grade d'inspecteur général scientifique.

A l'exception de la promotion par avancement de grade au grade de conseiller scientifique, la promotion par avancement de grade est subordonnée à la vacance d'un emploi de ce grade.».

Art. 122. L'article 298 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 298. Peuvent être promus, par promotion par avancement de grade au grade de directeur scientifique, l'attaché scientifique et le premier attaché scientifique qui satisfont aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de niveau de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée;
- 4° être titulaire du brevet de direction;
- 5° être titulaire d'un doctorat ou témoigner d'activités scientifiques équivalentes à un doctorat dont la valeur est reconnue par le jury scientifique.

La proposition du Comité de direction est établie conformément à l'article 50, §§ 2 et 3, après avis du jury scientifique. ».

Art. 123. L'article 299 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 299. § 1^{er}. Le directeur scientifique peut obtenir son intégration au grade de conseiller scientifique pourvu qu'il compte une ancienneté de rang de quinze ans et qu'il remplisse les conditions fixées à l'article 49, § 1^{er}, 2° à 3°.

La condition d'ancienneté de rang n'est toutefois pas exigée dans le chef du directeur scientifique âgé de cinquante-cinq ans au moins.

§ 2. A l'issue d'un mandat complet attribué en application du Livre II, pour autant qu'ils justifient d'une évaluation favorable et ne soient pas sous le coup d'une sanction disciplinaire non radiée, l'attaché scientifique et le premier attaché scientifique sont promus par avancement de grade au grade de conseiller scientifique. ».

Art. 124. L'article 300 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 300. § 1^{er}. L'article 53 n'est pas applicable au personnel scientifique.

§ 2. Peut être promu par avancement de grade au grade de premier attaché scientifique l'attaché scientifique qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de niveau de six ans;
- 2° justifier de l'évaluation favorable;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° être titulaire du certificat de validation des compétences pour le grade concerné;
- 5° être lauréat, dans les quatre ans qui précèdent la déclaration de vacance, d'un examen d'aptitude à l'encadrement;
- 6° réussir un test de sélection professionnelle destiné à vérifier l'adéquation du profil du lauréat avec le poste à pourvoir.

§ 3. Les emplois d'encadrement sont attribués, sur proposition du Comité de direction, après avis du jury scientifique, par le Gouvernement, conformément aux règles fixées à l'article 50, §§ 2 et 3.

La proposition du Comité de direction se base sur le classement établi à la suite de l'examen et du test, visés au § 2, 5° et 6°, du présent article.

En cas d'ex æquo, est promu par avancement de grade à l'emploi d'encadrement l'agent qui possède l'ancienneté la plus grande parmi les lauréats jugés aptes.

§ 4. A sa demande, le premier attaché scientifique obtient sa réintégration au grade d'attaché scientifique. ».

Art. 125. L'article 301 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est abrogé.

Art. 126. L'article 302 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 302. Les articles 71 et 72 sont applicables au personnel scientifique. L'avis des jurys scientifiques concernés est également requis. ».

Art. 127. L'article 302^{bis}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 302^{bis}. L'article 76 est applicable personnel scientifique. L'avis des jurys scientifiques concernés est également requis. ».

Art. 128. L'article 303 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 303. L'article 114, § 1^{er}, n'est pas applicable aux attachés scientifiques.

Les concours de recrutement comportent une ou plusieurs épreuves de base destinées, par emploi ou par groupe d'emplois similaires, à évaluer les capacités et aptitudes visées à l'annexe II, section II. »

Art. 129. Dans l'article 305 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « Ministère(s) » est remplacé par les mots « Service public de Wallonie »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Personnel et des Affaires générales »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'alinéa 1^{er}, 2°, ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie. »;

4° le texte actuel devient le § 1^{er} et est complété par les §§ 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. A moins que le décret constitutif de l'organisme n'en dispose autrement, sont des grades :

1° du rang A2 : le grade d'administrateur général ainsi que toute fonction prévue par le décret constitutif de l'organisme et qui consiste à en assumer de façon permanente la direction;

2° du rang A3 : les grades d'administrateur général adjoint et de directeur général adjoint.

§ 3. A moins que le décret constitutif de l'organisme n'en dispose autrement, une échelle de traitements est octroyée au titulaire d'un grade conformément aux correspondances suivantes :

1° l'échelle de traitements A2 pour le grade d'administrateur général ainsi que pour toute fonction prévue par le décret constitutif de l'organisme et qui consiste à en assumer de façon permanente la Direction générale;

2° l'échelle de traitements Abis pour les grades d'administrateur général adjoint et de directeur général adjoint. ».

Art. 130. Dans l'article 309 du même arrêté, les mots « visée à l'article 52, 4° » sont remplacés par les mots « visée aux articles 50, § 1^{er}, 4°, et 298, alinéa 1^{er}, 4° ».

Art. 131. L'article 309*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 309*bis*. Aussi longtemps que la première épreuve de validation des compétences n'est pas clôturée, la condition relative au certificat de validation des compétences visée aux articles 53, § 2, 4°, et 56, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, n'est pas requise.

Pour les procédures en cours au 12 avril 2007, les conditions visées à l'article 53, § 2, 5° et 6°, ne sont pas requises.

Les agents titulaires d'un grade visé à l'article 8 et non affectés à un emploi d'encadrement ne peuvent se voir attribuer un emploi d'encadrement s'ils ne remplissent les conditions visées aux articles 53, § 2, 4° à 6°. ».

Art. 132. Dans le même arrêté, il est inséré un article 313*ter* rédigé comme suit :

« Art. 313*ter*. Les concours de recrutement dont le programme a été établi avant le 1^{er} mai 2009 sont poursuivis sur la base des dispositions applicables avant cette date. ».

Art. 133. Dans l'article 314, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « au niveau 1 » qui terminent la phrase sont remplacés par les mots « au niveau A »;

2° au 4°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « au niveau 1 » sont remplacés chaque fois par les mots « au niveau A ».

Art. 134. Dans l'article 317 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est abrogé;

2° l'alinéa 2, est abrogé;

3° à l'alinéa 3, les mots « lauréats du test » sont remplacés par les mots « titulaires du certificat » et les mots « pour l'avancement de grade au grade de gradué principal » par les mots « pour l'avancement à l'échelle B1*bis* en application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2. »;

4° à l'alinéa 4, les mots « lauréats du test » sont remplacés par les mots « titulaires du certificat » et les mots « pour l'avancement de grade au grade de premier assistant » par les mots « pour l'avancement à l'échelle C1*bis* en application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2. »;

5° à l'alinéa 5, les mots « lauréats du test » sont remplacés par les mots « titulaires du certificat ».

Art. 135. L'article 318 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 318. Le gradué principal bénéficiaire de l'échelle B2 lauréat de l'examen de promotion au grade ancien de premier gradué est réputé définitivement titulaire du test de validation des compétences pour l'avancement à l'échelle B1*bis* en application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 136. L'article 319 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 319. L'assistant principal bénéficiaire de l'échelle C2 lauréat de l'examen de promotion au grade ancien de premier assistant est réputé définitivement titulaire du test de validation des compétences pour l'avancement à l'échelle C1*bis* en application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 137. Dans le même arrêté, il est créé une section II*bis* comprenant l'article 320*bis* et intitulée « Des procédures d'attribution des emplois déclarés vacants à partir du 1^{er} janvier 2004 ».

Art. 138. Dans le même arrêté, il est inséré un article 320*bis* rédigé comme suit :

« Art. 320*bis*. Les procédures d'attribution des emplois déclarés vacants avant le 1^{er} mai 2009 sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant cette date. ».

Art. 139. Dans le même arrêté, il est créé une section III*bis* comprenant l'article 322 et intitulée « De l'évaluation ».

Art. 140. Dans l'article 333 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2 :

a) les mots « le Ministre de la Fonction publique » sont remplacés par les mots « le Gouvernement »;

- b) les mots « des métiers et » sont insérés entre les mots « la commission » et les mots « des programmes »;
2° à l'alinéa 4, les mots « le Ministre de la Fonction publique » sont remplacés par les mots « l'autorité ».

Art. 141. Dans l'article 334 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, 1°, le mot « la » est remplacé par le mot « le »;
2° le § 3 est abrogé;
3° au § 4, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :
« Le fonctionnaire général est entendu à sa demande.

Le collège peut décider d'entendre le fonctionnaire général ainsi que toute personne jugée utile, moyennant motivation.

Le fonctionnaire général peut se faire assister d'une personne de son choix.

Le collège notifie sa proposition d'évaluation par lettre recommandée au fonctionnaire général dans les quinze jours de son adoption ».

Art. 142. Dans l'article 335 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le § 1^{er} est complété par le 6° rédigé comme suit :
« 6° décision visée à l'article 80 entraînant un changement de résidence administrative. »;
2° le § 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« La chambre de recours des fonctionnaires généraux est assistée d'un greffier et d'un greffier suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents du niveau A des services du Gouvernement. »;

- 3° au § 5, les mots « à l'article 200 » sont remplacés par les mots « à l'article 200, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 143. Dans l'article 340, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « niveau 1 » sont remplacés chaque fois par les mots « niveau A »;
2° à l'alinéa 2, les mots « dans le niveau 1 » sont remplacés par les mots « dans le niveau A ».

Art. 144. Dans l'article 343, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 31 août 2006, le mot « et » est inséré entre le mot « SELOR » et le mot « comprennent ».

Art. 145. Dans l'article 344, § 2, alinéa 3, les mots « Le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne et le secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports se suppléent l'un l'autre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales supplée le secrétaire général du Service public de Wallonie ».

Art. 146. Dans l'article 347 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° aux alinéas 1^{er} et 3, le nombre « 345 » est remplacé par le nombre « 346 »;
2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque l'évaluation du mandataire a été réalisée conformément à l'article 356, le plan opérationnel peut être revu à la demande du Gouvernement conformément à la procédure prévue à l'article 346 ».

Art. 147. Dans l'article 349, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « l'autorité ».

Art. 148. Dans l'article 352, 3°, du même arrêté, les mots « pour convenances personnelles et » sont supprimés.

Art. 149. Dans l'article 360, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots « le pool » sont remplacés par les mots « la Direction générale ».

Art. 150. Dans l'article 361 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots « du niveau 1 » sont remplacés par les mots « du niveau A ».

Art. 151. L'article 362 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 362. Sans préjudice du droit du Gouvernement de pourvoir d'office à un emploi, il est pourvu à la vacance d'un emploi du rang A3 successivement par :

- 1° mutation, réaffectation ou promotion;
2° mobilité interne ou externe.

Il n'est procédé à l'attribution de l'emploi selon les modes déterminés à l'alinéa 1^{er}, 2°, qu'en l'absence de toute candidature à l'emploi selon les modes déterminés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou si le Gouvernement décide de n'attribuer l'emploi à aucun des candidats à l'emploi selon les modes précédents ».

Art. 152. Dans l'article 363, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, le nombre « 7 » est remplacé par le nombre « 4 ».

Art. 153. Dans l'article 368 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :
« § 2. Les dispositions du présent livre sont également applicables aux stagiaires en ce qui concerne :
1° le congé annuel de vacances visé aux articles 371 à 373;
2° les jours fériés visés à l'article 375;
3° les congés de circonstances visés à l'article 376;

4° le congé pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'engagé volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps visé à l'article 378, 1°;

5° le congé pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile ou dans un corps de pompiers en qualité d'engagé volontaire à ce corps, visé à l'article 378, 2°;

6° les congés exceptionnels pour cas de force majeure visés à l'article 379;

7° les congés à but philanthropique visés aux articles 380 à 383;

8° les pauses d'allaitement visées aux articles 384 à 386;

9° la protection de la maternité visée aux articles 387 à 395;

10° le congé de paternité de substitution visé à l'article 396;

11° le congé de paternité visé à l'article 397;

12° le congé d'accueil en vue de l'adoption visé aux articles 398 et 399;

13° le congé parental sous la forme d'interruption de la carrière professionnelle visé à l'article 400;

14° le congé parental visé à l'article 400*bis*;

15° les congés pour motif impérieux d'ordre familial visés aux articles 401 à 404;

16° le congé de maladie visé aux articles 405 à 418;

17° la dispense de service pour examen de médecine préventive visée à l'article 419;

18° la disponibilité pour maladie visée aux articles 428 à 432;

19° le congé pour mission visé aux articles 435 à 444;

20° la mise à disposition visée à l'article 445;

21° le congé pour interruption de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs visé à l'article 448;

22° le congé pour interruption de la carrière professionnelle pour assistance ou octroi de soins à un membre de son ménage ou de sa famille qui souffre d'une maladie grave visé à l'article 449;

23° les congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales visés aux articles 454 et 455;

24° le congé politique visé aux articles 474 à 482;

25° le congé pour présenter sa candidature aux élections de certaines assemblées visé aux articles 483 et 484;

26° le congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel ou d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale des membres du Gouvernement fédéral visé aux articles 485 à 490;

27° le congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès d'un président d'un de ces groupes visé aux articles 491 à 496;

28° le congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499 »;

2° les §§ 3 et 4 sont abrogés.

Art. 154. Dans l'article 369, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « en vertu du régime de travail qui lui est imposé » sont remplacés par les mots « en vertu de son régime normal de travail ».

Art. 155. Dans le même arrêté, il est inséré un article 370*bis* rédigé comme suit :

« Art. 370*bis*. Lorsque l'intérêt du service le requiert, les congés énumérés ci-après peuvent être refusés aux agents du rang A3, aux directeurs, ainsi qu'aux agents des rangs A5, B1, C1 et D1 :

1° le congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377;

2° le congé pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'engagé volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps, visé à l'article 378, 1°;

3° le congé pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile ou dans un corps de pompiers en qualité d'engagé volontaire à ce corps, visé à l'article 378, 2°;

4° le congé pour accompagner et assister des handicapés ou des malades au cours de voyages et de séjours, visé à l'article 380;

5° la disponibilité pour convenances personnelles visée aux articles 433 et 434;

6° le congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 et 447;

7° le congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales visé aux articles 454 et 455;

8° la semaine volontaire de quatre jours visée aux articles 462 à 468;

9° le départ anticipé à mi-temps visé aux articles 469 à 473. ».

Art. 156. Dans le même arrêté, il est inséré un article 370*ter* rédigé comme suit :

« Art. 370*ter*. § 1^{er}. A l'exception des prestations réduites pour raisons médicales visées aux articles 414 à 418, du congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 448 et 449 et du congé politique visé aux articles 474 à 482, les prestations d'un régime de travail à temps partiel, notamment ceux visés au chapitre XIV, sont organisées selon un cycle de deux semaines dont la première est impaire, sachant que la semaine commence le lundi et que la première semaine de l'année est celle qui comprend le premier jeudi de janvier.

§ 2. L'agent qui désire faire choix d'un régime de travail à temps partiel introduit une demande par la voie hiérarchique.

La demande est introduite au moins deux mois avant la période pendant laquelle l'agent désire fournir ses prestations à temps partiel.

La demande propose, sous peine de nullité, un calendrier de travail, dans le respect du § 1^{er}.

A défaut de notification d'un refus dans le mois de la réception de la demande, cette dernière et le calendrier proposé sont considérés comme acceptés.

§ 3. Le directeur général de la Direction générale concernée notifie le refus du calendrier de travail proposé, ainsi que les calendriers de travail acceptables, classés dans l'ordre de préférence décroissante de l'Administration.

L'agent dispose de quinze jours à compter de la notification visée à l'alinéa 2 pour notifier à l'Administration soit qu'il fait choix d'un des calendriers de travail proposés par l'Administration, soit qu'il renonce à sa demande.

Faute de notification dans le délai fixé à l'alinéa 3, l'agent est réputé avoir fait choix du calendrier de travail proposé en premier par l'Administration.

Sauf promotion, mutation ou permutation, le calendrier de travail ne peut être modifié qu'avec l'accord de l'agent.

§ 4. Sans préjudice du régime prévu dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle, l'agent ne peut exercer aucune activité professionnelle pendant la période de travail à temps partiel.

Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

N'est pas considérée comme une activité professionnelle une activité exercée dans le cadre d'un congé politique visé aux articles 474 à 482 ».

Art. 157. Dans l'article 372, alinéa 3, du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 158. Dans l'article 373, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « Si, par suite des nécessités du service » sont remplacés par les mots « Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté ».

Art. 159. L'article 374 du même arrêté est abrogé.

Art. 160. L'article 377, alinéa 4, du même arrêté est abrogé.

Art. 161. L'article 378, alinéa 3, du même arrêté est abrogé.

Art. 162. L'article 380, alinéa 4, du même arrêté est abrogé.

Art. 163. L'article 388 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La rémunération due pour la prolongation du congé postnatal accordée en application de l'article 391, alinéa 4, ne peut couvrir plus d'une semaine ».

Art. 164. L'article 391 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A la demande de l'agent féminin, la période d'interruption de travail est prolongée après la neuvième semaine, d'une période d'une semaine, lorsque l'agent a été absente pour cause de maladie due à la grossesse pendant l'ensemble de la période à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue ».

Art. 165. Dans l'article 397 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les trois mois »;

2° au § 2, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « trois mois ».

Art. 166. Dans l'article 400 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 février 2007, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'agent en activité de service obtient, lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, un congé parental qui peut être pris :

1° soit pendant une période de trois mois dans le cadre de l'interruption complète de la carrière professionnelle visée à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée par mois;

2° soit pendant une période de six mois dans le cadre de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la loi susmentionnée; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou en un multiple de ce chiffre;

3° soit pendant une période de quinze mois dans le cadre de l'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la loi susmentionnée; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de cinq mois ou un multiple de ce chiffre.

L'agent a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage des différentes modalités prévues à l'alinéa 1^{er}. Lors d'un changement de forme, il convient de tenir compte du principe qu'un mois de l'interruption complète de la carrière professionnelle est équivalent à deux mois de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle et à cinq mois de l'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle.

Lorsque le congé est pris à l'occasion de la naissance d'un enfant, il doit être pris, avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de six ans.

Lorsque le congé est pris à l'occasion de l'adoption d'un enfant, il doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de huit ans et dans une période de quatre ans qui court à dater de l'inscription de l'enfant comme membre du ménage au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune dans laquelle l'agent a sa résidence.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit au congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

La condition du sixième ou du huitième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental ».

Art. 167. L'article 401, alinéa 2, du même arrêté est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

« 3° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, lorsqu'ils sont atteints d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier I de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales;

4° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui se trouvent sous le statut de la minorité prolongée ».

Art. 168. Dans l'article 421 du même arrêté, les mots « le royaume » sont remplacés par les mots « le Royaume » et les mots « signifiées » par les mots « notifiées ».

Art. 169. Dans l'article 422 du même arrêté, les mots « A3 ou » sont insérés entre le mot « rang » et le mot « A4 » et les mots « A5, B1 ou C1 » sont remplacés par les mots « A5, B1, C1 ou D1 ».

Art. 170. Dans l'article 425 du même arrêté, les mots « le secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 171. Dans le livre III, chapitre X, du même arrêté, la section IV, comportant les articles 433 et 434 est remplacée par ce qui suit :

« Section 4. — Disponibilité pour convenances personnelles »

Art. 433. La disponibilité pour convenances personnelles est accordée pour une période de trois mois au moins et de cinq ans au plus. Chaque période de disponibilité pour convenances personnelles est suivie d'une période d'activité de service de six mois au moins. Le total des périodes de disponibilité pour convenances personnelles ne peut excéder cinq ans pour toute la carrière.

Art. 434. L'agent dont l'absence excède la période pour laquelle la disponibilité pour convenances personnelles a été accordée est considéré comme démissionnaire ».

Art. 172. Dans l'article 435, § 2, 1°, du même arrêté, les mots « d'un Ministère » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie ».

Art. 173. L'article 437, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Il est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national :

1° en vertu de la décision C(2006) 2033 de la Commission du 1^{er} juin 2006 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission;

2° dans le cadre du programme européen « Institution Building » institué par le Règlement (CE) n° 622/98 du Conseil du 16 mars 1998 relatif à l'assistance en faveur des Etats candidats dans le cadre de la stratégie de préadhésion et, en particulier, à l'établissement de partenariats pour l'adhésion. ».

Art. 174. Dans l'article 441 du même arrêté, les mots « A3 ou » sont insérés entre le mot « rang » et les mots « A4 » et les mots « A5, B1 ou C1 » sont remplacés par les mots « A5, B1, C1 ou D1 ».

Art. 175. L'article 444, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Si l'agent a été remplacé, il est réaffecté ».

Art. 176. Dans l'article 445, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est abrogé;

2° aux alinéas 2 et 3, les mots « et par dérogation à l'alinéa 1^{er} » sont supprimés.

Art. 177. Dans le Livre III du même arrêté, le chapitre XIII est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE XIII. — Congé pour interruption de la carrière professionnelle »

Art. 446. L'agent obtient un congé pour interrompre sa carrière de manière complète ou à raison de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus.

Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt totalement sa carrière ne peuvent au total excéder septante-deux mois au cours de la carrière.

Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt partiellement sa carrière ne peuvent au total excéder septante-deux mois au cours de la carrière.

Les périodes d'interruption complètes et partielles peuvent être cumulées.

Pour le calcul de la période de septante-deux mois, il n'est pas tenu compte des périodes d'interruption de la carrière pour donner des soins palliatifs et pour assister ou octroyer des soins à un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade, ainsi que des périodes d'interruption de la carrière pour le congé parental.

Art. 447. Par dérogation à l'article 446, l'agent qui a atteint l'âge de 50 ans peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière jusqu'à la retraite à raison de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées.

Art. 448. Par dérogation à l'article 446, l'agent peut interrompre sa carrière de manière complète ou à raison d'un cinquième ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelable pour un mois, pour donner des soins palliatifs à une personne en vertu des articles 100bis et 102bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales.

Par soins palliatifs on entend toute forme d'assistance, notamment médicale, sociale, administrative et psychologique, ainsi que les soins, donnés à des personnes souffrant d'une maladie incurable et se trouvant en phase terminale.

L'agent qui veut interrompre sa carrière pour ce motif en informe l'autorité dont il relève, joint à cette communication le formulaire de demande dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi ainsi qu'une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne en nécessité de soins palliatifs et dont il paraît que l'agent a déclaré qu'il est disposé à donner des soins palliatifs, sans que l'identité du patient soit mentionnée.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

Art. 449. Par dérogation à l'article 446, l'agent peut interrompre sa carrière de manière complète ou à raison d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers ou de la moitié de la durée des prestations qui leur sont normalement imposées, en vertu des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave, par périodes consécutives ou non d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt sa carrière de manière complète ne peuvent au total excéder douze mois par patient au cours de la carrière. Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt sa carrière de manière partielle ne peuvent au total excéder vingt-quatre mois par patient au cours de la carrière.

Pour l'application du présent article est considéré comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec l'agent et comme membre de la famille, tant les parents que les alliés.

Par maladie grave, il y a lieu d'entendre toute maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle celui-ci est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

L'agent qui veut interrompre sa carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille qui souffre d'une maladie grave, en informe l'autorité dont il relève, joint à cette communication une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou du membre de la famille gravement malade et établissant que l'agent s'est déclaré disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

En cas de maladie grave d'un enfant âgé de 16 ans au plus dont l'agent supporte exclusivement ou principalement la charge au sens de l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971 instituant les prestations familiales garanties, les périodes maximales de l'interruption complète et de l'interruption partielle de la carrière professionnelle sont portées respectivement à 24 mois et à 48 mois lorsque cet agent est isolé.

Les périodes complètes et partielles de la carrière professionnelle peuvent seulement être prises par périodes d'un mois minimum et de trois mois maximum, consécutives ou non.

Est isolé au sens du présent article, l'agent qui habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

En cas d'application de l'alinéa 7 du présent article, l'agent isolé fournit en outre la preuve de la composition de son ménage au moyen d'une attestation délivrée par l'autorité communale et dont il ressort que l'agent, au moment de la demande, habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

Pour chaque prolongation d'une période d'interruption complète et partielle de la carrière, l'agent doit à nouveau suivre la même procédure et introduire les attestations requises en vertu du présent arrêté.

Art. 450. Si l'agent n'a pas droit aux allocations d'interruption à la suite d'une décision du directeur du bureau du chômage ou s'il y renonce, l'interruption de la carrière professionnelle est convertie en non-activité.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux agents qui renoncent aux allocations d'interruption parce que celles-ci, conformément aux arrêtés royaux nos 415, 416 et 418 du 16 juillet 1986, ne sont pas compatibles avec le bénéfice d'une pension. Il ne s'applique pas non plus aux agents qui ont perdu le droit aux allocations d'interruption parce qu'ils ont dépassé le délai de douze mois d'activité indépendante.

Art. 451. Le congé pour interruption de la carrière n'est pas rémunéré; il est assimilé pour le surplus à de l'activité de service.

Art. 452. Au cours d'une période d'interruption partielle de la carrière, l'agent ne peut obtenir un congé pour motifs impérieux d'ordre familial.

Art. 453. A sa demande, l'agent peut reprendre sa fonction avant l'échéance de la période d'interruption moyennant un préavis de deux mois communiqué par lettre recommandée à l'autorité dont il relève, à moins que celle-ci n'accepte un délai plus court. ».

Art. 178. L'article 454 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 454. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, est assimilée au conjoint la personne de l'un ou l'autre sexe avec laquelle l'agent vit en couple.

L'agent est autorisé à exercer ses fonctions par prestations réduites justifiées par raisons sociales ou familiales, lorsque :

1° il a la charge d'au moins un enfant n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans;

2° sa demande, motivée et appuyée de toute preuve utile, tend à remédier à une situation résultant de difficultés affectant soit :

- a) l'agent lui-même;
- b) son conjoint;
- c) son enfant ou celui de son conjoint;
- d) l'enfant adopté par l'agent ou par son conjoint;
- e) l'enfant dont l'agent ou son conjoint est tuteur officieux;
- f) les parents et alliés à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'agent ou étant à sa charge;
- g) les ascendants au premier degré de l'agent ou de son conjoint, ainsi que les frères et sœurs de l'agent;
- h) l'enfant accueilli dans un foyer en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;
- i) l'enfant de l'agent ou de son conjoint qui a été désigné comme tuteur;
- j) l'enfant dont la garde a été confiée à l'agent ou à son conjoint désigné comme subrogé tuteur;
- k) l'interdit dont la garde a été confiée à l'agent ou à son conjoint désigné comme tuteur.

§ 2. Après avoir recueilli l'avis du supérieur hiérarchique de rang A3 au moins de l'agent concerné, le directeur général de la Direction générale concernée apprécie les raisons invoquées en même temps qu'il se prononce sur la compatibilité du calendrier de travail visé à l'article 370^{ter}, § 2, alinéa 3.

§ 3. L'agent qui bénéficie de l'autorisation visée au § 1^{er} est tenu d'accomplir 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la durée des prestations à temps plein. Ces prestations s'effectuent, dans le respect du cycle visé à l'article 370^{ter}, § 1^{er}.

§ 4. L'autorisation de travail à temps partiel est accordée pour une période de trois mois au moins prorogeable sans limite dans le temps, pour autant que des raisons du même ordre subsistent.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent, introduite un mois avant l'expiration du congé en cours.

Moyennant un préavis d'un mois, l'agent peut demander qu'il soit mis fin avant expiration à un congé en cours.

Le congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service. ».

Art. 179. L'article 455 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 455. Le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales est suspendu dès que l'agent obtient :

- 1° un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377;
- 2° un congé pour suivre les cours de protection civile ou pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, visé à l'article 378;
- 3° un congé de maternité;
- 4° un congé de paternité de substitution visé à l'article 396;
- 5° un congé de paternité visé à l'article 397;
- 6° un congé d'accueil en vue de l'adoption visé aux articles 398 et 399;
- 7° un congé parental sous forme d'interruption de la carrière visé à l'article 400;
- 8° un congé parental visé à l'article 400bis;
- 9° un congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404;
- 10° un congé pour mission visé aux articles 435 à 444;
- 11° un congé pour présenter sa candidature aux élections de certaines assemblées visé aux articles 483 à 484;
- 12° le congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, ou d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale de la politique générale, ou d'une cellule de politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein du Cabinet d'un mandataire local, visé aux articles 485 à 490;
- 13° un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès d'un président d'un de ces groupes, visé aux articles 491 à 496;
- 14° un congé pour mise à disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique, visé aux articles 497 à 499;
- 15° un congé visé à l'article 77, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;
- 16° un congé en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 ».

Art. 180. L'article 456 du même arrêté est abrogé.

Art. 181. Dans le Livre III, chapitre XIV, du même arrêté, la section II comportant les articles 457 à 461, est abrogée.

Art. 182. Dans le Livre III, chapitre XIV, du même arrêté, la section III, comprenant les articles 462 à 468, est remplacée par ce qui suit :

« Section 3. — La semaine volontaire de quatre jours »

Art. 462. L'agent peut faire choix pour une période ininterrompue d'au moins un an du régime de travail de la semaine de quatre jours, dans lequel il fournit sur quatre jours ouvrables par semaine quatre cinquièmes des prestations qui lui sont normalement imposées.

Art. 463. Dans le régime de la semaine de quatre jours, l'agent ne peut-être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, sauf pour des raisons de santé. Il ne peut pas non plus se prévaloir d'un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

Art. 464. Le régime de la semaine de quatre jours est suspendu lorsque l'agent bénéficie d'un des congés suivants :

- 1° un congé de maternité;
- 2° un congé d'accueil en vue de l'adoption visé aux articles 398 et 399;
- 3° un congé parental sous forme de l'interruption de la carrière professionnelle visé à l'article 400;
- 4° un congé parental visé à l'article 400bis;
- 5° un congé pour motifs impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404;
- 6° un congé pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées visées à l'article 483;
- 7° un congé pour interruption de la carrière professionnelle en vue de donner des soins palliatifs visé à l'article 448;
- 8° un congé pour assistance ou octroi de soins à un membre de son ménage ou de sa famille qui souffre d'une maladie grave visé à l'article 449.

Art. 465. L'agent absent en raison d'un congé visé à l'article 464 n'est plus soumis pendant ce congé aux dispositions du régime de la semaine de quatre jours mais est soumis aux dispositions qui régissent le congé dont il bénéficie. En ce cas, le complément de traitement est multiplié par une fraction dont le numérateur représente le nombre de jours prestés pendant ladite période et dont le dénominateur représente le nombre de jours qui auraient été prestés si le congé n'avait pas été accordé.

Art. 466. L'agent qui fait choix du régime de la semaine de quatre jours reçoit le traitement dû pour ses prestations réduites, majoré d'un complément de traitement de 70,14 euros par mois, qui fait intégralement partie du traitement.

La loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'état de certaines dépenses du secteur public est applicable au complément de traitement, dont le montant est lié à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 467. La période d'absence de l'agent est considérée comme une période de congé et est assimilée pour le surplus à une période d'activité de service.

Art. 468. L'agent peut mettre fin au régime de la semaine de quatre jours moyennant un préavis de trois mois, à moins que, à sa demande, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court ».

Art. 183. Dans le Livre III, chapitre XIV, du même arrêté, la section IV, comprenant les articles 469 à 473, est remplacée par ce qui suit :

« *Section 4. — Départ anticipé à mi-temps*

Art. 469. L'agent a le droit, à partir de cinquante cinq ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou pour limite d'âge.

Art. 470. Si le supérieur hiérarchique de rang A2 au moins estime qu'il est nécessaire de maintenir l'agent au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut reporter l'ouverture du droit au départ anticipé à une date ultérieure à celle choisie par l'agent sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréée le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à six mois.

Art. 471. Le supérieur hiérarchique visé à l'article 470 dispose, pour invoquer cet article, d'un délai de quinze jours à compter du jour qui suit l'introduction de la demande.

Art. 472. La période d'absence de l'agent est considérée comme une période de congé et est assimilée pour le surplus à une période d'activité de service. Toutefois, il ne peut pas faire valoir ses titres à la promotion.

L'agent ne peut pas non plus obtenir un congé pour motif impérieux d'ordre familial ni être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, sauf pour raison de santé, ni obtenir un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

Art. 473. L'agent peut mettre fin au régime de travail visé à l'article 469, moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'un délai plus court soit accepté. En ce cas, l'agent ne peut plus introduire une nouvelle demande de départ anticipé à mi-temps. ».

Art. 184. Dans l'article 476, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « l'aide » sont remplacés par les mots « l'action »;

2° au 5°, les mots « de la Commission communautaire française ou » sont insérés entre les mots « de la Commission communautaire commune » et les mots « de la Commission communautaire flamande ».

Art. 185. Dans l'article 477, 2°, 3° et 5°, du même arrêté, les mots « l'aide » sont remplacés par les mots « l'action ».

Art. 186. Dans l'article 478, alinéa 1^{er}, 3°, du même arrêté, les mots « l'aide » sont remplacés par les mots « l'action ».

Art. 187. L'article 481, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 188. Dans l'article 482 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A ce moment, l'agent recouvre ses droits statutaires. Si l'agent a été remplacé, il est réaffecté »;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'emploi dont l'agent en congé est titulaire peut être déclaré vacant à condition que l'absence atteigne un an au moins et que l'emploi soit de rang A3 ou A4 ou corresponde à une fonction d'encadrement au rang A5, B1, C1 ou D1 ».

Art. 189. Dans l'article 483 du même arrêté, les mots « conseils régionaux et communautaires » sont remplacés par les mots « Parlements de Communauté et de Région ».

Art. 190. L'article 488 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 488. L'emploi dont l'agent en congé est titulaire peut être déclaré vacant à condition que l'absence atteigne cinq ans au moins et que l'emploi soit de rang A3 ou A4 ou corresponde à une fonction d'encadrement au rang A5, B1, C1 ou D1 ».

Art. 191. Dans l'article 489, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « de l'autorité ».

Art. 192. L'article 490 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 490. Dès que cesse son congé, l'agent qui n'a pas été remplacé dans son emploi occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité. Si l'agent a été remplacé, il est réaffecté ».

Art. 193. L'article 494 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 494. L'emploi dont l'agent en congé est titulaire peut être déclaré vacant à condition que l'absence atteigne cinq ans au moins et que l'emploi soit de rang A3 ou A4 ou corresponde à une fonction d'encadrement au rang A5, B1, C1 ou D1. ».

Art. 194. L'article 496 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 496. Dès que cesse son congé, l'agent qui n'a pas été remplacé dans son emploi occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité. Si l'agent a été remplacé, il est réaffecté. ».

Art. 195. Dans l'article 497 du même arrêté, les mots « par le ministre de la Fonction publique » sont supprimés.

Art. 196. Dans l'article 499 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« L'emploi dont l'agent en congé est titulaire peut être déclaré vacant à condition que l'absence atteigne cinq ans au moins et que l'emploi soit de rang A3 ou A4 ou corresponde à une fonction d'encadrement au rang A5, B1, C1 ou D1. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si l'agent a été remplacé, il est réaffecté. ».

Art. 197. Dans l'article 503, alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « 1^{er} janvier 2009 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2011. ».

Art. 198. Dans l'article 515, du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° directeur général du Personnel et des Affaires générales, le fonctionnaire général de rang A2 compétent en matière de personnel ».

Art. 199. Dans l'article 520, du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général du Personnel et des Affaires générales refuse le remboursement des frais de parcours lorsqu'il estime qu'il s'agit de déplacements non justifiés; il les réduit dans la mesure où ils seraient exagérés ou auraient normalement pu être évités. ».

Art. 200. Dans l'article 523, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 201. Dans l'article 526, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° première classe : les bénéficiaires titulaires d'un grade des niveaux A, B et C et du rang D1; ».

Art. 202. Dans l'article 530, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « les agents et fonctionnaires généraux titulaires d'un grade classé aux rangs A3, A2 et A1 » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires généraux ».

Art. 203. Dans l'article 532 du même arrêté, les mots « Les Ministères » sont remplacés par les mots « Le Service public de Wallonie ».

Art. 204. Dans l'article 535, alinéa 2, du même arrêté, les mots « le Ministère » sont remplacés par les mots « la Région ».

Art. 205. Dans l'article 536 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général dont ils dépendent »;

2° un alinéa 5, rédigé comme suit, est inséré :

« L'indemnité est attribuée par le directeur général dont dépend le bénéficiaire, sur avis du directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 206. Dans l'article 545 du même arrêté, les mots « Le secrétaire général » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Personnel et des Affaires générales ».

Art. 207. Dans l'article 557, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du secrétaire général ou de son délégué » sont remplacés par les mots « du directeur général du Personnel et des Affaires générales ou de son délégué ».

Art. 208. Dans l'article 570, § 2, du même arrêté, les mots « ses cohabitants » figurant entre les mots « de celui-ci » et le mot « conservent » sont supprimés.

Art. 209. Dans l'annexe II du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la section première, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 13 septembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans les tableaux, colonne « niveau », les chiffres « 1 », « 2+ », « 2 », et « 3 » sont respectivement remplacés par les lettres « A », « B », « C » et « D »;

b) la ligne « 1 - A6 - métier 35 - attaché scientifique » est remplacée par la ligne « A - A5 et A6 - métier 35 - attaché scientifique »;

c) dans le tableau du niveau 2+, métier 36, les mots « - en extinction » sont supprimés;

d) dans le tableau du niveau 2+, les mots suivants sont insérés : « 59bis. inspecteur social »;

2° dans la section II, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 15 février 2007 et 13 septembre 2007 :

a) à la rubrique a) :

aa) les mots « du niveau 1 » sont remplacés par les mots « au niveau A »;

ab) le 1° est abrogé;

- ac) le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° savoir communiquer par écrit; »;
- b) à la rubrique b) :
- ba) les mots « du niveau 2+ » sont remplacés par les mots « au niveau B »;
- bb) le 1° est abrogé;
- bc) le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° savoir communiquer par écrit; »;
- c) à la rubrique c) :
- ca) les mots « du niveau 2 » sont remplacés par les mots « au niveau C »;
- cb) le 1° est abrogé;
- cc) le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° savoir communiquer par écrit; »;
- d) à la rubrique d), les mots « du rang D3 du niveau 3 » sont remplacés par les mots « au niveau D, échelle D3 »;
- e) à la rubrique e), les mots « du rang D4 du niveau 3 » sont remplacés par les mots « au niveau D, échelle D4 »;
- 3° dans la section III, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 février 2007 et 13 septembre 2007 :
 - a) dans la colonne « niveau », les chiffres « 1 », « 2+ » et « 2 » sont respectivement remplacés par les lettres « A », « B » et « C »;
 - b) dans le tableau du niveau 2+, devenu niveau B, colonne « métier », les mots « 1°bis administratif » sont insérés avant les mots « 2° agronomie »;
- 4° à la section IV, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 :
 - a) à la sous-section I :
 - aa) dans l'intitulé, les mots « au niveau 1 » sont remplacés par les mots « au niveau A »;
 - ab) les mots « au niveau 1 » sont chaque fois remplacés par les mots « au niveau A »;
 - b) à la sous-section II :
 - ba) dans l'intitulé, les mots « au niveau 2+ » sont remplacés par les mots « au niveau B »;
 - bb) les mots « au niveau 2+ » sont chaque fois remplacés par les mots « au niveau B »;
 - bc) au 3°, les mots « du rang B3 » sont remplacés par les mots « du rang B2 »;
 - c) à la sous-section III :
 - ca) dans l'intitulé, les mots « au niveau 2 » sont remplacés par les mots « au niveau C »;
 - cb) les mots « au niveau 2+ » sont chaque fois remplacés par les mots « au niveau B »;
 - cc) au 2°, le a) est complété par les mots « et de marchés publics »;
 - cd) au 3°, les mots « du rang C3 » sont remplacés par les mots « du rang C2 ».

Art. 210. Dans l'annexe III, chapitre 1^{er}, du même arrêté les mots « NIVEAU 1 » sont remplacés par les mots « NIVEAU A », les mots « NIVEAU 2+ » par les mots « NIVEAU B », les mots « NIVEAU 2 » par les mots « NIVEAU C » et les mots « NIVEAU 3 – NIVEAU 4 » par les mots « NIVEAU D ».

Art. 211. L'annexe XIII du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, est remplacée par l'annexe 1^{er} jointe au présent arrêté.

Art. 212. L'annexe XIV du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

Art. 213. Dans l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les fonctionnaires généraux, le nombre « 348 » est remplacé par le nombre « 356 ».

CHAPITRE III. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique, dans le but d'intégrer au niveau 3 l'actuel niveau 4*

Art. 214. Dans l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique, dans le but d'intégrer au niveau 3 l'actuel niveau 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou titulaires de fonctions correspondant à l'un des métiers repris sous les numéros 74 à 79 du tableau figurant à l'annexe Ière » sont ajoutés après les mots « au rang D3 »;

2° au § 5, les mots « le 31 décembre 2006 » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 215. L'ancienneté d'échelle acquise dans le grade ancien vaut ancienneté d'échelle dans le grade nouveau.

Art. 216. Aussi longtemps que la base de données visée à l'article 71, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne n'est pas opérationnelle, la procédure d'appel à candidatures visée à l'article 16 du même arrêté est également applicable à la mutation.

Art. 217. Aussi longtemps que la banque de données visée à l'article 79, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne n'est pas opérationnelle, la procédure d'attribution des emplois déclarés vacants par mobilité interne ou externe est fixée conformément aux alinéas 2 à 6.

Les conditions doivent être réunies le jour de la déclaration de vacance de l'emploi et le jour de la mesure de mobilité interne ou externe.

Les emplois font l'objet d'un unique appel aux candidats à la mobilité interne ou externe publié au *Moniteur belge*.

L'appel aux candidats comprend un profil de la fonction.

Sous peine de nullité :

1° le délai de dépôt des candidatures est de dix jours à compter de la publication de l'appel au *Moniteur belge*;

2° le candidat à plusieurs emplois mentionne ses préférences par ordre décroissant et en chiffres arabes;

3° la candidature à tout emploi de directeur ou de premier attaché est motivée et accompagnée d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

4° les candidatures sont déposées par pli postal.

La procédure d'appel à candidatures ne peut être lancée entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

Art. 218. L'article 91^{ter}, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne n'est pas applicable aux sessions de formations à l'initiative de l'agent en cours le 12 avril 2007; pour ces sessions, l'octroi des indemnités pour frais de parcours reste régi par les dispositions en vigueur avant le 12 avril 2007.

Art. 219. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 55 et 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié par le présent arrêté, sont promus par avancement d'échelle jusqu'au 31 décembre 2009 :

1° les gradués principaux à l'échelle B1 aux mêmes conditions que celles applicables à la promotion par avancement de grade au grade de premier gradué avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° les assistants principaux à l'échelle C1 aux mêmes conditions que celles applicables à la promotion par avancement de grade au grade de premier assistant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

3° les adjoints principaux à l'échelle D1 aux mêmes conditions que celles applicables à la promotion par avancement de grade au grade de premier adjoint avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. La limite des seize pour cent, visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne dans sa version antérieure au présent arrêté est calculée à la fois sur la base du total des agents des niveaux concernés du Service public de Wallonie et sur la base des agents issus du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

§ 3. La limite des vingt pour cent visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne dans sa version antérieure au présent arrêté est calculée à la fois sur la base du total des agents du niveau concerné du Service public de Wallonie et sur la base des agents issus du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Art. 220. Par dérogation à l'article 296 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, dans sa rédaction issue du présent arrêté, la durée du stage est d'un an pour les membres du personnel contractuel recrutés comme attachés scientifiques.

Art. 221. L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la semaine volontaire de quatre jours et au congé pour interruption de la carrière, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004, est abrogé.

Art. 222. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2009, à l'exception de l'article 214 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 223. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Annexe 1^{re}

Annexe XIII. – Echelles de traitements en base annuelle

NIVEAU A				
Echelles	A6	A6S	A5	A5S
Augmentations	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60
intercalaires	10/2 x 957,68	10/2 x 957,68	10/2 x 1135,17	10/2 x 957,68
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84

NIVEAU A			
Echelles	A4bis	A4	A4S
Augmentations	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60
intercalaires	10/2 x 1260,36	10/2 x 1260,36	10/2 x 1260,36
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	32.734,24	33.478,24	35.762,53
1	33.357,84	34.101,84	36.386,13
2	33.981,44	34.725,44	37.009,73
3	34.605,04	35.349,04	37.633,33
4	34.605,04	35.349,04	37.633,33
5	34.865,40	36.609,40	38.893,69
6	36.115,78	36.859,78	39.144,07
7	37.376,14	38.120,14	40.404,43
8	37.376,14	38.120,14	40.404,43
9	38.636,50	39.380,50	41.664,79
10	38.636,50	39.380,50	41.664,79
11	39.896,86	40.640,86	42.925,15
12	40.147,24	40.891,24	43.175,53
13	41.407,60	42.151,60	44.435,89
14	41.407,60	42.151,60	44.435,89
15	42.667,96	43.411,96	45.696,25
16	42.667,96	43.411,96	45.696,25
17	43.928,32	44.672,32	46.956,61
18	44.178,70	44.922,70	47.206,99
19	45.439,06	46.183,06	48.467,35
20	45.439,06	46.183,06	48.467,35
21	46.699,42	47.443,42	49.727,71
22	46.699,42	47.443,42	49.727,71
23	47.959,78	48.703,78	50.988,07
24	48.210,16	48.954,16	51.238,45
25	48.210,16	48.954,16	51.238,45
26	48.210,16	48.954,16	51.238,45
27	48.210,16	48.954,16	51.238,45
28	48.210,16	48.954,16	51.238,45
29	48.210,16	48.954,16	51.238,45
30	48.460,54	49.204,54	51.488,83

NIVEAU A				
Echelles	A3	Abis	A2	A1
Augmentations	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60	3/1 x 623,60
intercalaires	10/2 x 1260,36	10/2 x 1608,27	10/2 x 1608,27	10/2 x 1608,27
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51

NIVEAU B				
Echelles	B3	B2	B1bis (B2+2.500)	B1
Augmentations intercalaires	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18
	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59
	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03
	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31
	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.849,72	19.345,74	21.845,74	24.986,67
1	16.101,90	19.597,92	22.097,92	25.238,85
2	16.354,08	19.850,10	22.350,10	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
4	16.006,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
5	16.898,85	20.394,87	22.894,87	26.035,80
6	17.149,23	20.645,25	23.145,25	26.286,18
7	17.539,26	21.035,28	31.535,28	26.676,21
8	17.539,26	21.035,28	23.535,28	26.676,21
9	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
10	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
11	18.883,88	22.379,90	24.879,90	28.020,83
12	19.134,26	22.630,28	25.130,28	28.271,21
13	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
14	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
15	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
16	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
17	20.899,16	24.395,18	26.895,18	30.036,11
18	21.149,54	24.645,56	27.145,56	30.286,49
19	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
20	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
21	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
22	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
23	22.914,44	26.410,46	28.910,46	32.051,39
24	23.164,82	26.660,84	29.160,84	32.301,77
25	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
26	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
27	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
28	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
29	24.929,72	28.425,74	30.925,74	34.066,67
30	25.180,10	28.676,12	31.176,12	34.317,05

NIVEAU C				
Echelles	C3	C2	C1bis (C2+2.500)	C1
Augmentations intercalaires	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31
	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31
	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34
	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64
	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	19.380,14	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	19.647,45	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	19.914,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	20.449,3.8	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	20.699,76	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	22.481,38	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	22.731,76	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	24.602,56	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	24.852,94	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	26.723,74	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	26.974,12	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	28.844,92	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	29.095,30	31.516,60

NIVEAU D					
Echelles	D4	D3	D2	D1bis (D2+1.500)	D1
Augmentations intercalaires	3/1 x 140,09	3/1 x 112,97	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09
	5/2 x 194,67	2/2 x 58,17	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67
	6/2 x 266,78	1/2 x 60,40	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78
	2/2 x 419,35	2/2 x 194,67	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35
		6/2 x 266,78			
		2/2 x 419,35			
Sexennales	5/6x250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.518,38	13.257,38	15.444,96	16.944,38	18.749,62
1	12.658,47	13.370,35	15.585,05	17.085,05	18.889,71
2	12.798,56	13.483,32	15.725,14	17.225,14	19.029,80
3	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
4	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
5	13.133,32	13.654,46	16.059,90	17.559,90	19.364,56
6	13.383,70	13.904,84	16.310,28	17.810,28	19.614,94
7	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
8	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
9	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
10	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
11	13.967,71	14.218,08	16.894,29	18.394,29	20.198,95
12	14.218,09	14.468,46	17.144,67	18.644,67	20.449,33
13	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
14	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
15	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
16	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
17	14.946,32	15.196,69	17.872,90	19.372,90	21.177,56
18	15.196,70	15.447,07	18.123,28	19.623,28	21.427,94
19	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
20	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
21	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
22	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
23	15.997,04	16.247,41	18.923,62	20.423,62	22.228,28
24	16.247,42	16.497,79	19.174,00	20.674,00	22.478,66
25	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	22.745,44
26	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	23.745,44
27	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
28	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
29	17.352,90	17.603,27	20.279,48	21.779,48	23.584,14
30	17.603,28	17.853,65	20.529,86	22.029,86	23.834,52

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Annexe 2

Annexe XIV. — Liste des services et organismes autorisés à occuper du personnel scientifique

- 1° Institut scientifique de service public;
- 2° Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique;
- 3° Centre wallon de Recherches agronomiques;
- 4° Département des expertises techniques de la direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments;
- 5° Département des Etudes et de l'Appui à la gestion de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1440

[C — 2009/27082]

27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 über die freiwillige Viertagewoche und den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Generalbeamten angeht, insbesondere des Artikels 9, Absatz 2;

Aufgrund der am 24. April, 24. September und 10. November 2008 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 30. April und am 2. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Dezember 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 23. März 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Pensionen;

Aufgrund des am 9. Dezember 2008 aufgestellten Verhandlungsprotokolls Nr. 523 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. und am 12. Februar 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.711/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

Artikel 1 - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird Absatz 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Die Dienstränge werden wie folgt unter den Stufen verteilt:

1° in der Stufe A: sechs Dienstränge, die mit dem Buchstaben A bezeichnet werden;

2° in der Stufe B: drei Dienstränge, die mit dem Buchstaben B bezeichnet werden;

3° in der Stufe C: drei Dienstränge, die mit dem Buchstaben C bezeichnet werden;

4° in der Stufe D: vier Dienstränge, die mit dem Buchstaben D bezeichnet werden.“

Art. 2 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Punkte 2° bis 4° werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„2° im Dienstrang A2: der Dienstgrad des Generaldirektors;

3° im Dienstrang A3: der Dienstgrad des Generalinspektors;

4° im Dienstrang A4: die Dienstgrade des Direktors und des Beraters;“;

2° in 6° wird der Wortlaut „eines wissenschaftlichen Attachés“ gestrichen.

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die leitenden Generalbeamten sind die Mandatsträger der Dienstränge A1 und A2."

Art. 4 - Artikel 8 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird wie folgt wieder aufgenommen:

"Art. 8 - Die Dienstgrade des ersten Attachés, des ersten Graduierten, des ersten Assistenten und des ersten Beigeordneten sind Führungsdienstgrade."

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 bis § 3° werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Der Generalsekretär koordiniert die Aktionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie im Rahmen des ihm durch die Regierung anvertrauten Mandats in Anwendung der in Buch II vorgesehenen Bestimmungen.

§ 2. Jede Generaldirektion wird von einem Generaldirektor im Rahmen des ihm durch die Regierung anvertrauten Mandats in Anwendung der in Buch II vorgesehenen Bestimmungen geleitet.

§ 3. Jede Abteilung wird von einem Generalinspektor geleitet."

2° in § 5 wird das Wort "Ministeriums" durch den Wortlaut "Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt;

Art. 6 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Die Regierung erlässt den Stellenplan der administrativen Dienststellen, der einerseits die Bezeichnungen der Generaldirektionen, der Abteilungen und der Direktionen und andererseits die mit den Dienstgraden des Generalsekretärs, des Generaldirektors, des Generalinspektors, des Direktors verbundenen Stellen sowie diejenigen, die mit den Führungsdienstgraden verbunden sind, enthält.

Unter Dienststelle versteht man eine Direktion oder eine nicht als Direktion organisierte Einheit in den Außendienststellen."

2° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Die Regierung genehmigt auf Vorschlag des in Artikel 163 erwähnten Direktionsausschusses den Organisationsplan, der die Stellen unter die verschiedenen Dienststellen verteilt, und bestimmt die mit diesen Stellen verbundenen Berufe und den Personalplan, in dem mindestens einmal im Jahr der bestehende Personalbestand sowie die jetzigen und künftigen Bedürfnisse an Personal ausgedrückt werden."

3° § 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 3. Unter Beruf versteht man eine Gesamtheit von Kompetenzen und Fertigkeiten, die zur Ausübung bestimmter Ämterkategorien erforderlich sind."

4° in § 4:

a) in Absatz 1 wird der Wortlaut "In den Rängen A6, B3 und C3" durch den Wortlaut "In den Dienstgraden des Beraters, des ersten Attachés und des Attachés und in den Stufen B und C" ersetzt;

b) in Absatz 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "In den Rängen der Stufen 3 und 4" durch den Wortlaut "In der Stufe D" ersetzt;

Art. 7 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "des Ämterplanes" wird durch den Wortlaut "des Organisationsplanes" ersetzt;

2° der Wortlaut "dem Generalsekretär" wird durch den Wortlaut "dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten und den betreffenden von der Funktion her zuständigen Ministern" ersetzt. Der Wortlaut "; der Generalsekretär übermittelt sie der Regierung" wird gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 13 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 15. April 2005, werden wie folgt verfasste Absätze vor Absatz 1 eingefügt:

"Die Regierung erklärt die Führungsstellen, die Stellen als Direktor und Generalinspektor für offen.

Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten erklärt die im Personalplan vorgesehenen Anwerbungsstellen auf Vorschlag des Direktionsausschusses der Generaldirektion, von der die Stelle abhängt, für offen."

Art. 9 - In denselben Erlass wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13bis - Die Bedingungen für den Zugang zu einer Stelle werden vor deren Zuteilung geprüft."

Art. 10 - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 und vom 15. April 2005, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 14 - § 1. Vorbehaltlich des Rechts der Behörde, die Stelle durch Wiederzuweisung von Amts wegen, durch Versetzung von Amts wegen oder durch interne oder externe Mobilität von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Stelle als Direktor aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad;

2° interne oder externe Mobilität.

§ 2. Vorbehaltlich des Rechts der Behörde, die Stelle durch Wiederzuweisung von Amts wegen, durch Versetzung von Amts wegen oder durch interne oder externe Mobilität von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Führungsstelle aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad;

2° interne Mobilität."

Art. 11 - Artikel 15 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 15 - Vorbehaltlich des Rechts der Behörde, die Stelle durch Wiederzuweisung von Amts wegen, durch Versetzung von Amts wegen oder durch interne oder externe Mobilität von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Anwerbungsstelle aufeinander folgend besetzt durch:

1° Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe;

2° Anwerbung.

Wird die Stelle jedoch gemäß Artikel 13, Absatz 3 für offen erklärt, so wird sie aufeinander folgend besetzt durch:

1° Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe;

2° Versetzung oder Wiederzuweisung;

3° interne oder externe Mobilität;

4° Anwerbung."

Art. 12 - Artikel 16 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird wie folgt wieder aufgenommen:

"Art. 16 - § 1. Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für die Versetzung erfolgt in Anwendung von Artikel 71.

Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe erfolgt in Anwendung von Artikel 120 ff.

Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für die Wiederzuweisung oder die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist gemäß § 2 festgesetzt.

§ 2. Der Aufruf an die Bewerber wird den betreffenden Bediensteten gleichzeitig per Post zugeschickt und im Intranet veröffentlicht. Er enthält das Funktionsprofil und die Auswahl- und Rangordnungskriterien.

Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber darf nicht zwischen dem 1. Juli und dem 31. August eingeleitet werden.

§ 3. Unter Gefahr der Unzulässigkeit gelten folgende Bestimmungen:

1° die Bewerbungen müssen innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem dritten Werktag, Samstag nicht einbegriffen, nach dem Tag der Aufgabe des Aufrufs an die Bewerber bei der Post eingereicht werden;

2° der Bedienstete, der sich um mehrere Stellen bewirbt, gibt seine Vorzüge in absteigender Reihenfolge und in arabischen Ziffern an;

3° die Bewerbung für jede Stelle eines Direktors, jede Führungs- oder Anwerbungsstelle wird begründet und von einem dem in der Anlage VI stehenden Muster entsprechenden Lebenslauf begleitet.

Die Bedingungen müssen am Tag, an dem die Stelle für offen erklärt wird, und am Tag ihrer Zuteilung erfüllt sein."

Art. 13 - In Artikel 17 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der Generalsekretär" durch den Wortlaut "der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 19, 5° desselben Erlasses wird der Wortlaut "Anlage II" durch den Wortlaut "Anlage III" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "der Stufen 1 und 2+" durch den Wortlaut "der Stufen A und B" und der Wortlaut "der Stufen 2 und 3" durch den Wortlaut "der Stufen C und D" ersetzt;

2° in Absatz 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "der Stufe 1 oder 2+" durch den Wortlaut "der Stufe A oder B" und der Wortlaut "der Stufe 2 oder 3" durch den Wortlaut "der Stufe C oder D" ersetzt;

Art. 16 - In Artikel 23, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "der Generalsekretär" durch den Wortlaut "der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 24 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1:

a) der Wortlaut "der Stufen 1 und 2+" wird durch den Wortlaut "der Stufen A und B" und der Wortlaut "der Stufe 1" durch den Wortlaut "der Stufe A" ersetzt;

b) der Wortlaut "des Ministeriums der Wallonischen Region" wird durch den Wortlaut "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt;

2° in § 2:

a) in Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "der Stufen 2 und 3" durch den Wortlaut "der Stufen C und D" ersetzt;

b) in Absatz 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "der Stufe 1" durch den Wortlaut "der Stufe A" und der Wortlaut "der Stufen 2 und 3" durch den Wortlaut "der Stufen C und D" ersetzt;

Art. 18 - In Artikel 27, Absätze 1 und 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut "der Stufen 1 und 2+" durch den Wortlaut "der Stufen A und B" und der Wortlaut "der Stufen 2 und 3" durch den Wortlaut "der Stufen C und D" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 28 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "die Regierung" durch den Wortlaut "der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt;

2° in Absatz 1, 2° wird der Wortlaut "einen Poolwechsel innerhalb desselben Stellenplans" durch den Wortlaut "einen Wechsel der Generaldirektion nach einem Gutachten der den Beamten auf Probe aufnehmenden Generaldirektion" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird der Wortlaut "Poolwechsel" durch den Wortlaut "Wechsel der Generaldirektion" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Absätze 1 und 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Der Probezeitausschuss besteht aus:

1° dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten oder seinem Bevollmächtigten des Ranges A3 mindestens;

2° dem Generaldirektor der Generaldirektion, der der Bedienstete auf Probe untersteht, oder seinem Bevollmächtigten des Ranges A3 mindestens;

3° dem Generalinspektor der Humanressourcen.

Der Vorsitz des Ausschusses wird von dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten oder seinem Beauftragten des Ranges A3 mindestens übernommen.

Wenn der direkte hierarchische Vorgesetzte des Beamten auf Probe der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten oder der Generalinspektor der Humanressourcen ist, wird er in Abweichung von den Absätzen 1 und 2 durch den Generalinspektor der allgemeinen Angelegenheiten ersetzt."

2° in § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut "der Regierung" durch den Wortlaut "dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" und das Wort "Poolwechsel" durch den Wortlaut "Wechsel der Generaldirektion" ersetzt;

Art. 21 - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 30 - Die Regierung nimmt die endgültige Ernennung der Beamten auf Probe der Stufen A, B, C und D vor."

Art. 22 - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Außer bei einem schwerwiegenden Fehler wird dem während oder am Ende der Probezeit entlassenen Beamten auf Probe eine Kündigungsfrist von drei Monaten eingeräumt."

Art. 23 - In Artikel 32 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut " durch die Direktion der Anwerbung des Ministeriums der Wallonischen Region" gestrichen;

2° in den Absätzen 2 und 3 wird der Wortlaut "Direktion der Anwerbung" durch den Wortlaut "Direktion der Personalauswahl" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 33 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "Direktion der Anwerbung" durch den Wortlaut "Direktion der Personalauswahl" ersetzt.

Art. 25 - In demselben Erlass werden folgende Änderungen in Kapitel V von Titel II von Buch I vorgenommen:

1° Die Abschnitte I bis III, die die Artikel 46 bis 58 enthalten, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April, 31. August 2006, 15. Februar und 13. September 2007, werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 46 - Es bestehen drei Arten von Beförderungen:

1° die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad;

2° die Beförderung durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle;

3° die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe.

Unterabschnitt 1 — Allgemeines in Bezug auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad

Art. 47 - § 1. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist die Ernennung in den höheren Dienstgrad innerhalb derselben Stufe.

§ 2. In der Stufe A kann der Bedienstete in den Dienstgrad des ersten Attachés, des Beraters, des Direktors oder des Generalinspektors befördert werden.

Mit Ausnahme der Beförderungen durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Beraters, des Hauptgraduierten, des Hauptassistenten, des Hauptbeigeordneten und des qualifizierten Beigeordneten unterliegt die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad der Vakanz einer Stelle dieses Dienstgrads.

Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad wird am ersten Tag des Monats nach der Ernennung wirksam. Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese ab dem Tag, an dem die Stelle offen wird, wirksam.

Unterabschnitt 2 — Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des qualifizierten Beigeordneten, des Hauptbeigeordneten, des Hauptassistenten und des Hauptgraduierten

Art. 48 - Werden durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert:

1° in den Dienstgrad des Hauptgraduierten: der Graduierte;

2° in den Dienstgrad des Hauptassistenten: der Assistent;

3° in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten: der qualifizierte Beigeordnete;

4° in den Dienstgrad des qualifizierten Beigeordneten: der Beigeordnete.

Art. 49 - § 1. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten, des Hauptassistenten und des Hauptgraduierten befördert:

1° ein Dienstalder von fünfzehn Jahren im betreffenden Dienstgrad haben;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der Beigeordnete wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des qualifizierten Beigeordneten befördert, wenn er den in Absatz 1, 2° und 3° erwähnten Bedingungen genügt und entweder ein Dienstalter im Rang von acht Jahren aufweist oder ein Dienstalter im Rang von vier Jahren aufweist und erfolgreich an einer Prüfung für den Erwerb von beruflichen Qualifikationen teilgenommen hat.

§ 2. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten, des Hauptassistenten und des Hauptgraduierten befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von sechs Jahren im betreffenden Dienststrang haben;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für den betreffenden Dienstgrad und den betreffenden Beruf sein.

Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den betreffenden Direktionsausschuss gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen, dies nach einem Gutachten des Generaldirektors des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten und unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr im Personalplan vorgesehen ist.

Unterabschnitt 3 — Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Direktors und des Beraters

Art. 50 - § 1. Der Bedienstete der Stufe A, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch die Regierung in den Dienstgrad des Direktors befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von sechs Jahren in der betreffenden Stufe haben;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° Inhaber des Direktionszeugnisses sein.

§ 2. Der Direktionsausschuss der Generaldirektion, der die zu besetzende Stelle untersteht, erstellt insbesondere aufgrund des Kompetenzprofils des Bewerbers und seiner Vision der Ausübung der mit der Stelle verbundenen Aufgabe, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber, die er als für Folgendes fähig hält:

- 1° die Versetzung, die Wiederzuweisung oder die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad;
- 2° die interne oder externe Mobilität.

Der Direktionsausschuss macht nur dann einen Vorschlag nach einem der in Absatz 1, 2° bestimmten Verfahren, wenn überhaupt keine Kandidatur für die Zuteilung der Stelle nach den in Absatz 1, 1° bestimmten Verfahren vorliegt, oder wenn die Behörde beschließt, die Stelle keinem der Bewerber zu vergeben.

§ 3. Der vorläufige Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung wird mit Gründen versehen und den Bewerbern zugestellt.

Jeder Bewerber ist berechtigt, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung seine Bemerkungen geltend zu machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Direktionsausschusses einzureichen. Der Direktionsausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb von zwei Monaten nach ihrem Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Direktionsausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat, zugestellt.

Im Falle einer Änderung des vorläufigen Vorschlags wird der endgültige Vorschlag mit Gründen versehen und allen Bewerbern zugestellt. Die verschiedenen Einspruchsmöglichkeiten werden darin angegeben.

Art. 51 - Der Direktor wird auf seinen Antrag hin in dem Dienstgrad des Beraters ernannt, wenn er über ein Dienstalter im Rang von fünfzehn Jahren verfügt und den in Artikel 49, § 2, 2° bis 4° festgesetzten Bedingungen genügt. Die Bedingung in Bezug auf das Dienstalter im Rang wird jedoch nicht im Falle eines mindestens fünfundfünfzig Jahre alten Direktors angefordert.

Art. 52 - Der erste Attaché und der Attaché, die den Nachweis einer günstigen Bewertung am Ende eines in Anwendung von Buch II gewährten vollständigen Mandats erbringen, werden durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Beraters befördert, vorausgesetzt, dass sie nicht unter der Wirkung einer endgültigen, nicht gelöschten Disziplinarstrafe sind.

Unterabschnitt 4 — Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in die Führungsdienstgrade

Art. 53 - § 1. Können befördert werden:

- 1° in den Dienstgrad des ersten Attachés: der Attaché;
 - 2° in den Dienstgrad des ersten Graduierten: der Hauptgraduierte;
 - 3° in den Dienstgrad des ersten Assistenten: der Hauptassistent und der Assistent;
 - 4° in den Dienstgrad des ersten Beigeordneten: der Hauptbeigeordnete und der qualifizierte Beigeordnete.
- § 2. Der im vorigen Paragraph erwähnte Bedienstete kann befördert werden, wenn er den folgenden Bedingungen genügt:

- 1° ein Dienstalter von sechs Jahren in der betreffenden Stufe aufweisen;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für den betreffenden Dienstgrad sein;
- 5° in den vier Jahren vor dem Zeitpunkt der Offenerklärung der Stelle eine Eignungsprüfung für die Führungsfähigkeit in der betreffenden Stufe bestanden haben;
- 6° einen Berufsauswahltest bestehen, durch den die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird.

§ 3. Unbeschadet der Absätze 2 bis 4 werden die Führungsstellen gemäß den in Artikel 50, § 2 und § 3 festgesetzten Regeln besetzt.

Für die Führungsstellen der Stufe B, C und D erstellt der Direktionsausschuss, an dem der Bedienstete des Rangs A4 und gegebenenfalls der Bedienstete der Stufe A, dem die Stelle untersteht, teilnehmen, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber.

Die Stelle wird durch die Regierung für die Stufe A und durch den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten für die anderen Stufen vergeben. Der Vorschlag des Direktionsausschusses beruht auf dem in § 2, 6° erwähnten Test.

Im Falle von gleichwertigen Bewerbern wird der Bedienstete mit dem größten Dienstalter im höchsten Rang unter den als fähig eingestuftten Bewerbern durch Aufsteigen im Dienstgrad in die Führungsstelle befördert.

Art. 54 - Auf seinen Antrag hin erhält der Bedienstete, der eine Führungsstelle besetzt, seine Wiederaufnahme in den Dienstgrad und in die Stufe, die er in Anwendung der Artikel 49, § 1, Absatz 1 und 56, § 1 hatte oder gehabt hätte.

Die Wiederaufnahme des früheren Amtes wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten beschlossen und wird am ersten Tag des zweiten Monats nach dem Eingang des Antrags wirksam.

Für den in seinem früheren Amt wieder aufgenommenen Bediensteten läuft ein Verfahren der Wiederzuweisung.

Abschnitt 2 — Die Beförderung durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle;

Art. 55 - § 1. Die Beförderung durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle ist die Gewährung einer höheren Gehaltstabelle in demselben Dienstgrad.

§ 2. Werden durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle befördert:

- 1° in die Stufe A4bis: der erste Attaché oder der Attaché, der Inhaber der Gehaltstabelle A5S, A5, A6S oder A6 ist;
- 2° in die Stufe A5: der Attaché, der Inhaber der Gehaltstabelle A6 ist;
- 3° in die Stufe A5S: der Attaché, der Inhaber der Gehaltstabelle A6S ist;
- 4° in die Stufe B1bis: der Hauptgraduierte, der Inhaber der Gehaltstabelle B2 ist;
- 5° in die Stufe C1bis: der Hauptassistent, der Inhaber der Gehaltstabelle C2 ist;
- 6° in die Stufe D1bis: der Hauptbeigeordnete, der Inhaber der Gehaltstabelle D2 ist.

Art. 56 - § 1. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen A5, A5S befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von fünfzehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;
- 2° eine günstige Beurteilung nachweisen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen B1bis, C1bis und D1bis befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von zehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;
- 2° eine günstige Beurteilung nachweisen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für die betreffende Gehaltstabelle und den betreffenden Beruf sein.

§ 2. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle in die Stufen A4bis, A5S, A5, B1bis, C1bis und D1bis befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von sechs Jahren im betreffenden Dienstrang haben;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für die betreffende Gehaltstabelle und den betreffenden Beruf sein.

Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den betreffenden Direktionsausschuss gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen, dies nach einem Gutachten des Generaldirektors des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten und unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr im Personalplan vorgesehen ist.

Abschnitt 3 — Die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe

Art. 57 - § 1. Die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe ist die Ernennung in einem Anwerbsdienstgrad einer höheren Stufe als derjenigen des Bediensteten.

Die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe setzt voraus, dass eine Stelle in diesem Dienstgrad offen ist.

§ 2. Die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten gewährt.

§ 3. Die Beförderung durch Aufsteigen in eine höhere Stufe wird am ersten Tag des Monats nach der Ernennung wirksam. Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese ab dem Tag, an dem die Stelle offen wird, wirksam.

Art. 58 - § 1. Können durch Aufsteigen in eine höhere Stufe befördert werden:

- 1° in den Dienstgrad des Attachés: der Bedienstete der Stufe B oder C;
- 2° in den Dienstgrad des Graduierten: der Bedienstete der Stufe C;
- 3° in den Dienstgrad des Assistenten: der Bedienstete der Stufe D.

§ 2. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, kann befördert werden:

- 1° ein Dienstalter von vier Jahren in der betreffenden Stufe haben;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;
- 4° eine für die betreffende Stufe und den betreffenden Beruf gültige Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg bestanden haben.“;

2° die Abschnitte IV und V, die die Artikel 59 bis 62bis enthalten, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004, 15. April 2005, 15. Februar 2007 und vom 13. September 2007, werden aufgehoben.

Art. 26 - Artikel 64 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 64 - Die Bezeichnung zur Ausübung einer höheren Funktion kann für die Stellen eines Generalinspektors, eines Direktors, die Führungs- und die Anwerbstellen erfolgen.”

Art. 27 - Artikel 65 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 65 - Um zur Ausübung einer höheren Funktion bezeichnet zu werden, muss man:

- 1° den Bedingungen für den Zugang zur Stelle genügen;
- 2° von derselben Generaldirektion wie die Stelle abhängen.

Wenn es keinen Bediensteten gibt, der allen Bedingungen genügt, kann ein Bediensteter bezeichnet werden, der nicht Inhaber des Direktionszeugnisses ist oder der den in Artikel 53, § 2, 4° und 5° erwähnten Bedingungen nicht genügt.

Genügen mehrere Bedienstete denselben Bedingungen, so wird die höhere Funktion demjenigen Bediensteten gewährt, der am Besten für die Ausübung der Funktionen geeignet ist."

Art. 28 - Artikel 69 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 69 - Die Regierung nimmt die Bezeichnung zur Ausübung einer höheren Funktion für die Stellen der Dienststränge A3, A4 und A5 vor.

Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten nimmt die Bezeichnung zur Ausübung einer höheren Funktion für die Stellen der anderen Dienststränge auf Vorschlag des Direktionsausschusses der Generaldirektion, von der die Stelle abhängt, vor."

Art. 29 - Artikel 70 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2007 abgeänderten Fassung wird außer Kraft gesetzt.

Art. 30 - Die Kapitel VII bis XI, die die Artikel 71 bis 80 desselben Erlasses enthalten, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 15. Februar 2007 und vom 22. März 2007, werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"KAPITEL VII — Die Versetzung

Art. 71 - § 1. Die Versetzung ist der Übergang eines Bediensteten von einer Stelle zu einer anderen Stelle innerhalb der Dienste der Regierung oder innerhalb ein und derselben Einrichtung.

Die Versetzung erfolgt zu einer Stelle desselben Dienstgrades und unter den für deren Zuweisung durch Beförderung festgesetzten Bestimmungen, mit Ausnahme, was die Versetzung von Amts wegen betrifft, der Bedingungen in Bezug auf die günstige Beurteilung und auf die endgültige und nicht gelöschte Disziplinarstrafe.

Die Versetzung erfolgt von Amts wegen oder auf den Antrag des Bediensteten hin, der sich um eine Stelle beworben hat, indem er sich in die zu diesem Zweck organisierte Datenbank eingetragen hat. Diese Eintragung verliert ihre Gültigkeit zwei Jahre, nachdem sie eingereicht worden ist, es sei denn, ihre Erneuerung wurde innerhalb sechs Monaten vor ihrem Ablauf empfangen.

§ 2. Die Versetzung auf den Antrag des Bediensteten hin wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf der Grundlage eines entsprechenden und begründeten Gutachtens des Direktionsausschusses der Generaldirektion, von der die Stelle abhängt, beschlossen; das Gutachten wird u.a. auf der Grundlage der Motivierung des Bewerbers und der Übereinstimmung mit dem Funktionsprofil erstellt.

§ 3. Was die Anwerbungsstellen betrifft, wird die Versetzung von Amts wegen vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf Vorschlag oder Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen beschlossen. Bei abweichenden Gutachten oder Vorschlägen der betreffenden Direktionsausschüsse wird die Versetzung von der Regierung angenommen oder abgelehnt.

Der Bedienstete, der zwingende soziale oder familiäre Gründe geltend macht, kann eine Versetzung von Amts wegen in Anspruch nehmen. Die Behörde schreibt eine soziale Untersuchung vor, die vom Sozialdienst vorgenommen wird; dieser gibt sein Gutachten innerhalb von zwanzig Kalendertagen ab dem Eingang des Antrags ab.

§ 4. Was die Führungsstellen und die Stellen der Ränge A4 und A3 betrifft, wird die Versetzung von Amts wegen von der Regierung beschlossen.

§ 5. Der Bedienstete darf keinen Antrag auf Versetzung vor einer Frist von zwei Jahren ab der Zuteilung seiner Stelle beantragen.

KAPITEL VIII — Der Stellentausch

Art. 72 - § 1. Der Stellentausch ist die parallel laufende Versetzung zweier Bediensteter des gleichen Berufs oder mit dem gleichen Diplom und der gleichen Stufe auf ihren Antrag hin.

In der Stufe A ist der Stellentausch nur für die Bediensteten des Dienststrangs A5 und A6 möglich.

Der Stellentausch erfolgt gemäß den in Artikel 71, § 1, Absätze 1 und 2 festgesetzten Modalitäten.

§ 2. Der Stellentausch unter Bediensteten, die eine Anwerbungsstelle besetzen, wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf gleichlautendes Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen beschlossen.

Was die Bediensteten der Stufe A betrifft, wird er jedoch von der Regierung beschlossen.

§ 3. Jeder Bedienstete reicht seinen Antrag auf Stellentausch mittels eines mit dem in der Anlage X festgesetzten Muster entsprechenden Formulars ein, dem er einen dem in Anlage VI stehenden Muster entsprechenden Lebenslauf beifügt.

Der Bedienstete darf keinen Antrag auf Stellentausch vor einer Frist von zwei Jahren ab der Zuteilung seiner Stelle einreichen.

KAPITEL IX — Die zeitweilige Versetzung

Art. 73 - § 1. Die zeitweilige Versetzung ist eine Versetzung von Amts wegen für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren.

Der Bedienstete behält seine Stelle.

§ 2. Die zeitweilige Versetzung wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf gemeinsamen Vorschlag oder gemeinsames Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen beschlossen.

Die zeitweilige Versetzung eines Bediensteten eines Dienstgrads der Ränge A3 bis A5 wird jedoch von der Regierung auf gemeinsamen Vorschlag oder gemeinsames Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen beschlossen.

KAPITEL X — Die Wiederzuweisung

Art. 74 - Die Wiederzuweisung ist die Zuteilung durch die Regierung einer neuen Stelle an einen Bediensteten, dem keine Stelle mehr zugewiesen ist.

Die Wiederzuweisung erfolgt zu einer Stelle desselben Dienstgrades und unter den für deren Zuteilung durch Beförderung festgesetzten Bestimmungen, mit Ausnahme, was die Wiederzuweisung von Amts wegen betrifft, der Bedingungen in Bezug auf die günstige Beurteilung und auf die endgültige und nicht gelöschte Disziplinarstrafe.

Die Bediensteten, die von einer Wiederzuweisung betroffen sind, werden von der Regierung mit einer Aufgabe in Zusammenhang mit ihrem Dienstgrad, ihren Qualifikationen, ihrer Erfahrung und ihrem Gesundheitszustand beauftragt.

KAPITEL XI — *Die interne oder externe Mobilität*

Art. 75 - § 1. Die interne Mobilität ist der Übergang eines Bediensteten:

1° entweder von einer Dienststelle der Wallonischen Regierung zu einer wallonischen Einrichtung öffentlichen Interesses, deren Personal dem vorliegenden Erlass unterliegt;

2° oder von einer wallonischen Dienststelle öffentlichen Interesses, deren Personal dem vorliegenden Erlass unterliegt oder nicht, zu einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder zu einer wallonischen Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem vorliegenden Erlass unterliegt.

2° Die externe Mobilität ist der Übergang eines Bediensteten von einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses der föderalen ausführenden Gewalt oder von einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses von einer anderen ausführenden Gewalt als der der Wallonischen Region, deren Personal dem Königlichen Erlass zur Festlegung der auf das Personal der Gemeinschaften und Regionen anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten unterliegt, zu einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder zu einer wallonischen Einrichtung öffentlichen Interesses, deren Personal dem vorliegenden Erlass unterliegt.

§ 3. Die interne oder externe Mobilität erfolgt von Amts wegen oder auf den Antrag des Bediensteten hin, der sich um eine Stelle beworben hat, indem er sich in die in Artikel 79, § 2 erwähnte Datenbank eingetragen hat.

§ 4. Die interne oder externe Mobilität wird vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf der Grundlage eines entsprechenden Gutachtens des Direktionsausschusses der Generaldirektion, von der die zu besetzende Stelle abhängt, und von der Regierung für die Stelle der Stufe A beschlossen.

Art. 76 - § 1. Die Behörde kann nur in den folgenden Fällen eine Maßnahme in Sachen interne Mobilität von Amts wegen einleiten:

1° Änderung der Dienstaufträge;

2° Notwendigkeit, einen Bediensteten heranzuziehen, der über genaue Qualifikationen und eine genaue Erfahrung, die dem Profil der Funktion entsprechen, verfügt;

3° Berufung auf zwingende soziale oder familiäre Gründe des Bediensteten;

4° Empfehlung des Gefahrenverhütungsberaters-Arbeitsmediziners.

Bei Berufung auf zwingende soziale oder familiäre Gründe kann die Behörde eine soziale Untersuchung vorschreiben, die vom Sozialdienst der Dienststellen der Regierung vorgenommen wird. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Antrags gibt der Sozialdienst sein Gutachten ab.

§ 2. Die Behörde kann nur bei Notwendigkeit, einen Bediensteten heranziehen, der über genaue Qualifikationen und eine genaue Erfahrung, die dem Profil der Funktion entsprechen, verfügt, auf eine Maßnahme in Sachen externe Mobilität von Amts wegen zurückgreifen.

Art. 77 - Die externe Mobilität erfolgt zwischen Stellen von vergleichbaren Dienstgraden.

Die Regierung bestimmt die Gleichstellung zwischen den Dienstgraden der in Artikel 75 erwähnten Dienststellen oder Einrichtungen und den Dienstgraden des vorliegenden Erlasses.

Art. 78 - Der Bedienstete, der die interne oder externe Mobilität in Anspruch nimmt, unterliegt völlig dem Statut eines Bediensteten der Region.

Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten stellt die Maßnahme in Sachen interne oder extern Mobilität dem Anspruchsberechtigten, der früheren Behörde des Anspruchsberechtigten und dem SELOR zu.

Art. 79 - § 1. Die Anträge auf Mobilität werden beim SELOR eingereicht, indem:

1° man auf ein auf der Website des SELOR veröffentlichtes Angebot antwortet;

2° man sich unabhängig von dem Bestehen eines Mobilitätsangebots bewirbt.

Der Bedienstete darf nur dann einen Antrag auf Mobilität einreichen, wenn zwei Jahre ab der Zuteilung seiner Stelle vorbei sind.

§ 2. Er erhält eine Bestätigung des Empfangs seines Antrags, der in einer Datenbank gespeichert wird, die gemäß den vom SELOR bestimmten Modalitäten aktualisiert wird.

Ein Antrag auf Mobilität ist zwei Jahre nach dessen Speicherung in der Datenbank nicht mehr gültig, es sei denn ein Antrag auf Erneuerung ist innerhalb der sechs Monate vor dem Ablauf dieser Frist empfangen worden.

Das SELOR übermittelt der zuständigen Behörde die Bewerbungen, die dem von dieser Behörde erstellten Kompetenzprofil entsprechen.

Bei der Zuteilung der Stelle prüft die zuständige Behörde, dass der Bewerber den Bedingungen für den Zugang zu der zu besetzenden Stelle genügt, und falls es so ist, setzt ihn in Kenntnis davon; eine Kopie wird dem SELOR und der ursprünglichen Dienststelle des Bediensteten übermittelt. Dann wird der Bewerber aus der Datenbank entnommen.

KAPITEL XII — *Die Änderung des Amtssitzes*

Art. 80 - § 1. Jegliche Änderung des Amtssitzes, die mit einem Beschluss von Amts wegen verbunden ist, wird dem betroffenen Bediensteten mitgeteilt, der diesen nur verweigern darf, wenn er unter Berücksichtigung seines Alters, seines Gesundheitszustands, seiner Einkünfte oder seiner familiären Lage oder der Dauer der Fahrten zwischen Wohnsitz und Arbeitsort erwiesenermaßen große Nachteile angibt.

Aus dieser Mitteilung geht hervor, welche Beschwerdemöglichkeiten vorgesehen sind und innerhalb welcher Frist sie auszuüben sind.

§ 2. Der Bedienstete verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Mitteilung des Beschlusses, der zu einer Änderung des Amtssitzes führt, um je nach Fall die in Artikel 186 erwähnte Beschwerdekammer oder die in Artikel 335 erwähnte Beschwerdekammer für die Generalbeamten anzurufen."

Art. 31 - In Artikel 81, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Jedes Ministerium" durch den Wortlaut "Der Öffentliche Dienst der Wallonie" ersetzt.

Art. 32 - Artikel 84 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 84 - Die Prüfung zur Erlangung des Direktionszeugnisses, die Eignungsprüfungen für die Führungsfähigkeit, die Prüfungen zur Bescheinigung der Kompetenzen, die Prüfungen für den Erwerb der beruflichen Qualifikationen, die Wettbewerbsverfahren für das Aufsteigen in eine höhere Stufe, die Befähigungsprüfungen, die zu diesen Prüfungen vorbereitenden Ausbildungen und die Ausbildungen für den Erwerb von Kompetenzen sind den mit den Behinderungen verbundenen Erfordernissen angepasst."

Art. 33 - In Artikel 86, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Jeder Generalsekretär" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 87, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Jeder Generalsekretär" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 35 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel I des Titels V des ersten Buches durch folgende Bestimmung ersetzt:

"KAPITEL I — Die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie"

Art. 36 - In Artikel 88 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "der Ministerien" durch den Wortlaut "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt;

2° Der § 2, Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Innerhalb der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten besteht eine Direktion der Personalausbildung, die hinsichtlich des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen für die ausschließliche Ausübung folgender Aufgaben befugt ist";

3° in § 2, 1° wird der Wortlaut "des Ministeriums der Wallonischen Region und der Einrichtungen sowie der Bediensteten auf Probe der Stufen 1 und 2+ des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen" durch den Wortlaut "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen" ersetzt;

4° in § 2 wird der Punkt 4° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° Im Rahmen der Entwicklung der Laufbahn der Bediensteten die Durchführung der Ausbildungsaktionen entwerfen und gewährleisten, die Bescheinigung der Kompetenzen vorbereiten, die Bescheinigung der Kompetenzen gewährleisten, die Eignungsprüfung für eine Führungsfähigkeit vorbereiten und organisieren und die Prüfung zur Erlangung des Direktionszeugnisses vorbereiten und organisieren;"

5° in § 3:

a) im ersten Satz wird der Wortlaut "Jedes Ministerium oder" gestrichen;

b) im zweiten Satz wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 90 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 91 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "dem Generalsekretär auf Gutachten der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "des Generaldirektors des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel 91^{ter} wird der § 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Öffentliche Dienst der Wallonie trägt die Kosten für die Einschreibung zu den im vorliegenden Kapitel erwähnten Laufbahnausbildungen oder obligatorischen Ausbildungen."

Art. 40 - In Artikel 92 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "Unabhängig davon, ob diese Ausbildung durch die Direktion der Ausbildung organisiert wird oder nicht, wird betrachtet, dass er einen Dienstauftrag wahrnimmt." durch den Wortlaut "Es wird betrachtet, dass er einen Dienstauftrag wahrnimmt" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 93 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007; werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Generalsekretär" wird durch den Wortlaut "Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt;

2° der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" wird durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt".

Art. 42 - In Artikel 96, § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "ein Ministerium" durch den Wortlaut "den Öffentlichen Dienst der Wallonie" ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 97 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "ein Ministerium" durch den Wortlaut "den Öffentlichen Dienst der Wallonie" ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 98 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Der Generalsekretär" wird durch den Wortlaut "Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt;

2° der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" wird durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt".

Art. 45 - In Artikel 99 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in einem Ministerium oder einer Einrichtung" durch den Wortlaut "innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder einer Einrichtung" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 100, Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 105, Absätze 1 und 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 106, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 49 - In Artikel 107, Absätze 1 bis 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 108, Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 wird der Wortlaut "dem Generalsekretär auf Vorschlag des Direktors der Ausbildung der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 51 - Artikel 112 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 112 - § 1. Die Kommission der Berufe und der Programme, die für die Dienststellen der Regierung und die von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses zuständig ist, hat zur Aufgabe:

1° ein Gutachten über die Liste der gemeinsamen oder besonderen Berufe der Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen abzugeben;

2° ein Gutachten über die Liste der in der Anlage III erwähnten Diplome und Studienzeugnisse abzugeben;

3° für die Regierung die Projekte im Hinblick auf die Programme für die Anwerbungs- und Aufstiegsprüfungen im Wettbewerbsverfahren, die Projekte im Hinblick auf die Programme für die Prüfung zur Erlangung des Direktionszeugnisses, die Prüfungen zur Bescheinigung der erworbenen Kompetenzen und die Eignungsprüfungen für die Führungsfähigkeit vorzubereiten, deren Kohärenz zu gewährleisten, sie zu bewerten und jeglichen Vorschlag bezüglich deren Aufbesserung zu formulieren.

§ 2. Die Kommission der Berufe und der Programme besteht aus mindestens einem Vertreter jeder Generaldirektion oder jeder betroffenen Einrichtung, dem Direktor der Personalauswahl und dem Direktor der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie; der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten übernimmt deren Führung."

Art. 52 - Artikel 113 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 53 - In Artikel 114 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

4° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Die Anwerbungswettbewerbe enthalten eine oder mehrere Basisprüfungen, die dazu bestimmt sind, die gemeinsamen Gattungsfähigkeiten für die Ausübung eines Amtes im öffentlichen Sektor je nach Beruf, Gruppe von Berufen, Stellen oder Gruppen von bestimmten Stellen zu bewerten.

Sie können eine Zusatzprüfung umfassen, die vom SELOR oder von der Wallonischen Region organisiert wird, die dazu bestimmt ist, die mit einem Beruf oder einer Spezialisierung in einem Beruf verbundenen Fähigkeiten zu bewerten oder die Übereinstimmung mit einer für offen erklärten Stelle oder Gruppe von Stellen zu messen.

Die Anwerbungsprüfungen für eine Stelle eines wissenschaftlichen Attachés und eines wissenschaftlichen Beraters umfassen eine Zusatzprüfung, die von dem in Artikel 291 erwähnten wissenschaftlichen Prüfungsausschuss organisiert wird und die dazu bestimmt ist, die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Prüfungsteilnehmers mit dem zu vergebenden Posten zu prüfen.

§ 2. Die Regierung arbeitet einen Aufruf an die Bewerber aus, der folgende Angaben umfasst:

1° die Anzahl der Prüfungen;

2° gegebenenfalls die maximale Anzahl der Bewerber, die angenommen werden, um eine Reserve zu bilden;

3° gegebenenfalls die maximale Anzahl von erfolgreichen Prüfungsteilnehmern, die zu der Zusatzprüfung geladen werden können.

§ 3. Die Bewerber müssen wenigstens 60% der Punkte bei jeder Prüfung erhalten.

§ 4. Im Fall einer Zusatzprüfung besteht der Prüfungsausschuss aus mindestens einem Vorsitzenden aus der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten sowie aus zwei Mitgliedern, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung im betroffenen Bereich besitzen, und von denen mindestens eines aus dem Öffentlichen Dienst der Wallonie stammt."

2° § 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird § 5.

Art. 54 - Artikel 115 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2007 anstelle des ehemaligen Artikels 115, der durch den Urteil des Staatsrates Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeändert wurde, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 115 - § 1. Vor dem Abschluss des Protokolls nach der Prüfung vergewissert sich das SELOR, dass die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer der allgemeinen Zulässigkeitsbedingung nach Artikel 19, 5° genügen und im Besitz der erforderlichen Diplome oder Studienzeugnisse sind, und erklärt die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer, die diesen Bedingungen genügen, für zulässig.

§ 2. Das SELOR stellt das Protokoll auf und setzt die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer fest, die die aus den Basisprüfungen stammenden Reserven bildet.

Das SELOR oder die Regierung stellt das Protokoll auf und setzt die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer fest, die die aus den Zusatzprüfungen stammenden Reserven bildet.

§ 3. Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden auf der Grundlage der Summe der für die betreffende Prüfung erzielten Punkte in jede Reserve eingestuft. Bei Punktgleichheit wird der älteste Kandidat als erster eingestuft."

Art. 55 - In Artikel 116 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Außer bei einer spezifischen Bestimmung, die die Anwendung einer in der Mitteilung, durch die eine Stelle für offen erklärt wird, angegebenen Zusatzprüfung vorsieht oder auf Antrag des betroffenen Generaldirektors, werden die Stellen auf der Grundlage der gemäß Artikel 114, § 1, Absatz 1 festgesetzten Reserven zugeteilt;"

2° § 2 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 56 - In Artikel 118, § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

4° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer, die zweimal antworten, ohne sich um eine der gleichzeitig vorgeschlagenen Stellen, von denen mindestens eine ihren Amtssitz in Namur hat, zu bewerben, verlieren den Anspruch auf ihre Einstufung in der Rangordnung. Diejenigen, die zweimal nacheinander ein Stellenangebot nicht beantworten, werden ausgeschlossen."

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 57 - In denselben Erlass wird ein Artikel 119^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 119^{bis} - In Ermangelung einer Anwerbungsreserve oder wenn kein erfolgreicher Prüfungsteilnehmer die vorgeschlagene Stelle annimmt, darf die Behörde eine gleichwertige Reserve der föderalen ausführenden Gewalt oder einer ausführenden Gewalt, die dem Königlichen Erlass zur Festlegung der auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und des Kollegiums der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten unterliegen, verwenden, sofern diese Möglichkeit in der Bekanntmachung des Wettbewerbs, auf dessen Grundlage die besagte externe Reserve gebildet wurde, vorgesehen worden ist."

Art. 58 - In denselben Erlass wird ein Artikel 119^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 119^{ter} - Ein Bediensteter der Stufen A, B und C darf einen anderen Beruf als den, für den er angeworben wurde, ausüben, unter der Bedingung, dass er Inhaber eines Diploms oder eines Studienzeugnisses, das den Zugang zu diesem Beruf erlaubt, oder wenn er für die betroffene Stufe und den betroffenen Beruf einen Aufstiegswettbewerb bestanden hat.

Ein Bediensteter der Stufe D darf einen anderen Beruf als denjenigen, für den er angeworben wurde, ausüben, unter der Bedingung, dass er einen Anwerbungswettbewerb für diesen Beruf oder eine Qualifikationsprüfung mit demselben Inhalt wie demjenigen des Anwerbungswettbewerbs für diesen Beruf bestanden hat."

Art. 59 - Artikel 120, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und vom 13. September 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 120 - Der Aufstieg in eine höhere Stufe wird nur für die Berufe organisiert, die in der Anlage II, Abschnitt III erwähnt sind."

Art. 60 - In Artikel 122, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "in der Stufe 1" durch den Wortlaut "in der Stufe A" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel 125 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 62 - In Artikel 127 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "durch die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" gestrichen;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "der Minister des öffentlichen Dienstes" durch den Wortlaut "die Regierung" ersetzt;

Art. 63 - In Artikel 128 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Das Programm und die Regelung der Prüfung werden vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten auf Vorschlag der Kommission der Berufe und der Programme festgelegt."

Art. 64 - In Artikel 130 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "der Minister des öffentlichen Dienstes" durch den Wortlaut "die Regierung" ersetzt."

Art. 65 - Im ersten Buch, Titel VI desselben Erlasses wird das Kapitel III "Die Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen", das Artikel 132 bis 138 umfasst, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"KAPITEL III — Das Zeugnis zur Bescheinigung der Kompetenzen"

Art. 132 - Das Zeugnis zur Bescheinigung der Kompetenzen wird nach Ablauf eines Verfahrens, das für jeden Beruf durch die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Gesamtheit der Dienststellen und Einrichtungen organisiert wird, erworben.

Art. 133 - Die Verfahren zur Erlangung des Zeugnisses werden mindestens alle zwei Jahre organisiert.

Art. 134 - Die Regierung setzt die für die Ausübung jedes Berufes in jedem Dienstrang erforderlichen Kompetenzen fest.

Art. 135 - Auf Vorschlag der Kommission der Berufe und der Programme setzt die Regierung das Programm und die Regelung dieser Verfahren zur Erlangung des Zeugnisses fest.

Art. 136 - Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten verkündet per Dienstmitteilung die Organisation jedes Verfahrens zur Erlangung des Zeugnisses, zu dem sich jeder Bedienstete, der den allen Beförderungsbedingungen mit Ausnahme des Besitzes des Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen und des Dienstalters genügt, einschreiben lassen kann.

Art. 137 - Der Prüfungsausschuss jedes Verfahrens wird durch den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten bezeichnet. Er setzt die innere Dienstordnung in Bezug auf die Organisation des Verfahrens fest und sorgt für deren Anwendung; er erstellt das Protokoll, das die Liste der Personen, die das Zeugnis erhalten haben, festsetzt. Der Direktor der Ausbildung stellt den Bewerbern die Ergebnisse zu.

Art. 138 - Der Bewerber, der das Zeugnis zur Bescheinigung der Kompetenzen nach Ablauf des Verfahrens erhalten hat, wird als Inhaber dieses Zeugnisses erklärt. Diese Erklärung wird in dem in Artikel 17 erwähnten Verzeichnis angeführt.

Die Inhaber eines Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen wird eine unbegrenzte Gültigkeitsdauer gewährt.“.

Art. 66 - In Titel VI des ersten Buches desselben Erlasses wird ein Kapitel IV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“KAPITEL IV — Die Prüfung für den Erwerb von beruflichen Qualifikationen

Art. 138bis - Die Vorbereitung zur Prüfung für den Erwerb von beruflichen Qualifikationen wird für alle Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen organisiert.

Die Vorbereitung zu den Prüfungen wird mindestens alle zwei Jahre organisiert.

Art. 138ter - Die Prüfung für den Erwerb von beruflichen Qualifikationen wird pro Beruf oder pro Gruppe von Berufen für alle Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen organisiert.

Die Prüfung wird mindestens alle zwei Jahre organisiert.“.

Art. 67 - In Artikel 140 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird der Wortlaut “die Regierung” durch den Wortlaut “der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” und der Wortlaut “in Artikel 158 erwähnten” durch den Wortlaut “betroffenen” ersetzt;

2° in § 3, Absatz 1 wird der Wortlaut “dem Generalsekretär” durch den Wortlaut “dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt;

3° in § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut “Die/die Regierung” jedesmal durch den Wortlaut “Der/der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt;

Art. 68 - In Artikel 141, § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 2° wird der Wortlaut “den Ministerien” durch den Wortlaut “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut “Der in Artikel 163 erwähnte strategische Ausschuss” durch den Wortlaut “Der Direktionsausschuss der Generaldirektion, von der der Bedienstete abhängt, ersetzt“.

Art. 69 - In Artikel 145 desselben Erlasses wird der Satz “Die erste Bewertung wird drei Jahre nach der Ernennung erteilt” durch den Satz “Die endgültige Ernennung bewirkt die erste günstige Bewertung des Bediensteten“.

Art. 70 - In Artikel 146, § 1, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird der Wortlaut “der strategische Ausschuss” durch den Wortlaut “der Direktionsausschuss” und der Wortlaut “der Stufen 2+, 2 und 3” durch den Wortlaut “der Stufen B, C und D” ersetzt.

Art. 71 - In Artikel 150 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut “innerhalb eines Monats, nachdem sie mit der Angelegenheit befasst wurde” gestrichen;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut “der Abteilung Personal” durch den Wortlaut “des Dienstes des Personalwesens” ersetzt;

3° in Absatz 3 wird der Wortlaut “Der Generalsekretär” durch den Wortlaut “Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

Art. 72 - In Artikel 152 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

4° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Nach zwei endgültig erteilten aufeinander folgenden negativen Bewertungen und auf Vorschlag des Direktionsausschusses teilt der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten für die Bediensteten, die Inhaber eines Anwerbungsgrades sind, bzw. die Regierung für die Bediensteten, die Inhaber eines Beförderungsgrades sind, dem Bediensteten den Kündigungsvorschlag wegen Berufsuntauglichkeit mit“;

2° In Absatz 3 wird der Wortlaut “innerhalb eines Monats” durch den Wortlaut “innerhalb von zwei Monaten” ersetzt;

3° in Absatz 5 wird der Wortlaut “Der Generalsekretär” durch den Wortlaut “Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

Art. 73 - In demselben Erlass wird die Überschrift vom Titel IX des ersten Buches durch Folgendes ersetzt:

“TITEL IX — Das Kollegium der leitenden Generalbeamten, der strategische Ausschuss und der Direktionsausschuss”

Art. 74 - In Artikel 153 desselben Erlasses wird der Wortlaut “der Ministerien und Einrichtungen” durch den Wortlaut “des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen” ersetzt.

Art. 75 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel II des Titels IX des ersten Buches durch Folgendes ersetzt:

“KAPITEL II — Der strategische Ausschuss”

Art. 76 - In Artikel 158 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie besteht ein strategischer Ausschuss, der die Generalbeamten der Dienststränge A1 und A2 umfasst“;

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 77 - In Artikel 159 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut “der Direktionsausschuss” wird durch den Wortlaut “der strategische Ausschuss” ersetzt;

2° der Wortlaut “des Ministeriums oder der Einrichtung” wird durch den Wortlaut “des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

Art. 78 - In den Artikeln 160 bis 162, abgeändert durch den Erlass vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "Der Direktionsausschuss" jedesmal durch den Wortlaut "Der strategische Ausschuss" und der Wortlaut "des Direktionsausschusses" durch den Wortlaut "des strategischen Ausschusses" ersetzt.

Art. 79 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel III des Titels IX des ersten Buches wie folgt ersetzt:
"KAPITEL III — Der Direktionsausschuss"

Art. 80 - Artikel 163 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 163 - Innerhalb des Generalsekretariats, jeder Generaldirektion und jeder Einrichtung umfasst ein Direktionsausschuss die Generalbeamten".

Art. 81 - In Artikel 164 wird der Wortlaut "der strategische Ausschuss" durch den Wortlaut "der Direktionsausschuss" und der Wortlaut "des Generalsekretariats oder der Generaldirektion" durch den Wortlaut "des Generalsekretariats, der Generaldirektion oder der Einrichtung" ersetzt.

Art. 82 - In Artikeln 165 und 166 wird der Wortlaut "der strategische Ausschuss" durch den Wortlaut "der Direktionsausschuss" und der Wortlaut "des strategischen Ausschusses" durch den Wortlaut "des Direktionsausschusses" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 167 desselben Erlasses werden die Punkte 1° bis 4° durch Folgendes ersetzt:

1° der Verweis;

2° die Gehaltskürzung;

3° die Strafversetzung;

4° die Zurückstufung in der Gehaltstabelle."

Art. 84 - Artikel 169 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 169 - Bei der Rückstufung in der Gehaltstabelle handelt es sich um die Zuweisung einer niedrigeren Gehaltstabelle im Dienstgrad.

Bei der Zurückstufung im Dienstgrad handelt es sich um eine Ernennung in einem niedrigeren Dienstgrad."

Art. 85 - In Artikel 172 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Jeder Minister, der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten und - für die Dienststellen - jeder Generaldirektor kann einen hierarchischen Vorgesetzten anweisen, ein Disziplinarverfahren aufgrund von Handlungen, die er erläutert, einzuleiten und eine Disziplinarstrafe vorzuschlagen.";

2° § 2 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 86 - Artikel 173 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2007 anstelle des ehemaligen Artikels 173, der durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 173 - Jeder Bedienstete der Stufe A kann ein Disziplinarverfahren einleiten und eine Disziplinarstrafe gegen einem ihm unterstehenden Bediensteten vorschlagen. Er fügt diesem Vorschlag das von ihm unterzeichnete Protokoll der Anhörung des Bediensteten, der einem Disziplinarverfahren unterzogen wird, bei, das von diesem Bediensteten, von dem Bediensteten, der die Strafe vorschlägt und von dem Bediensteten, der bei der Anhörung als Sekretär tätig war, unterzeichnet wird.

Der Sekretär ist Inhaber eines Dienstgrades, der wenigstens dem Dienstgrad des Bediensteten, der einem Disziplinarverfahren unterzogen wird, entspricht.

Jeder Bedienstete, der bei der Anhörung zugegen ist, ist an die Schweigepflicht gebunden."

Art. 87 - Artikel 174 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2007 anstelle des ehemaligen Artikels 174, der durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 174 - Der endgültige Vorschlag eines Verweises wird vom Bediensteten, der das Strafverfahren eingeleitet hat, erstellt und mitgeteilt. Der Vorschlag wird dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten über den Amtsweg übermittelt.

Der endgültige Vorschlag einer Gehaltskürzung, einer Strafversetzung, einer Zurückstufung in der Gehaltstabelle, einer Zurückstufung im Dienstgrad, einer Entlassung von Amts wegen oder einer Abberufung wird vom Direktionsausschuss auf Vorschlag des Bediensteten, der das Strafverfahren eingeleitet hat, und nach Abgabe eines Gutachtens des Generaldirektors des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten erstellt und mitgeteilt."

Art. 88 - In Artikel 175 desselben Erlasses werden die ersten beiden Sätze außer Kraft gesetzt:

Art. 89 - In Artikel 176 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der erste Satz wird durch den folgenden Satz ersetzt:

"Der Verweis wird durch den Generaldirektor verhängt.";

2° Zwischen den Wortlaut "die Strafversetzung," und den Wortlaut "die Zurückstufung im Dienstgrad" wird der Wortlaut "die Zurückstufung in der Gehaltstabelle" eingefügt.

Art. 90 - In Artikel 183, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

2° in Punkt 2° wird die Zahl "sechs" durch die Zahl "vier" ersetzt;

3° in Punkt 3° wird zwischen den Wortlaut "die Strafversetzung," und den Wortlaut "die Zurückstufung im Dienstgrad" der Wortlaut "die Zurückstufung in der Gehaltstabelle" eingefügt.

Art. 91 - In Artikel 185 desselben Erlasses wird der Wortlaut "vom Generalsekretär" durch den Wortlaut "innerhalb der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 92 - In Artikel 186 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 1°, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch die Punkte f) und g) mit folgenden Wortlaut ergänzt:

f) jeden Vorschlag eines in Artikel 80 erwähnten Beschlusses, der zu einer Änderung des Amtssitzes führt;

g) jeden Vorschlag in Sachen Urlaub, Zurdispositionsstellung und Abwesenheiten.”;

2° Punkt 2°, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird außer Kraft gesetzt.:

Art. 93 - In Artikel 187 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1, 2° werden die Wörter “der Ministerien und” durch die Wörter “des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und” ersetzt;

2° in § 2, Absatz 4 wird der Wortlaut “der Stufe 1 der Dienststellen und Einrichtungen” durch den Wortlaut “der Stufe A des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen” ersetzt.

Art. 94 - In Artikel 188, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut “vom Generalsekretär” durch den Wortlaut “vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

Art. 95 - In Artikel 194, Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut “vom Generalsekretär” durch den Wortlaut “vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 200 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1, Absatz 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. April 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Handelt es sich jedoch um eine Beschwerde gegen den in Artikel 152, Absatz 1 erwähnten Vorschlag zur Kündigung wegen Berufsuntauglichkeit oder gegen den in Artikel 29 erwähnten Vorschlag zur Entlassung eines Bediensteten auf Probe, wird das Gutachten innerhalb von zwei Monaten abgegeben.”;

2° § 1, Absatz 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Handelt es sich um eine Beschwerde gegen ein Gutachten oder einen Beschluss in Sachen Bewertung oder um eine Beschwerde gegen einen Beschluss in Sachen Urlaub, Abwesenheiten oder Zurdispositionsstellung wird das Gutachten oder der Beschluss innerhalb von zwei Monaten abgegeben.”

Art. 97 - In Artikel 216, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut “oder Behinderung” gestrichen.

Art. 98 - Artikel 219 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 219 - Für die Anwendung der Verordnungsbestimmungen, die sich auf das Dienstalter stützen, wird der Vorrang zwischen Bediensteten, deren Dienstalter verglichen werden muss, wie folgt ermittelt:

1° bei gleichem Dienstalter in der Stufe: der Bedienstete mit dem höchsten Dienstalter im Rang;

2° bei gleichem Dienstalter im Rang: der Bedienstete mit der höchsten Gehaltsstufe;

3° bei gleichem Dienstalter in der Gehaltstabelle: der Bedienstete in der höchsten Gehaltstabelle;

4° bei gleichem Dienstalter in der Gehaltstabelle: der Bedienstete mit dem höchsten allgemeinen Dienstalter;

5° bei gleichem allgemeinem Dienstalter, der älteste Bedienstete.

Bei dem Übergang der Stufe A6 oder A5 zu der Stufe A6S oder A5S und umgekehrt ist das in der ehemaligen Stufe erworbene Dienstalter in der neuen Stufe gültig.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden die Stufen A6 und A5 den Stufen A6S bzw. A5S gleichgestellt.”.

Art. 99 - In Artikel 220 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1:

a) in Absatz 1 wird zwischen den Wortlaut “ohne freiwillige Unterbrechung” und den Wortlaut “effektiv in den nachfolgenden Einrichtungen” der Wortlaut “in einer Stufe, die mindestens seiner Stufe bei der Anwerbung entspricht” eingefügt;

b) in Absatz 2 wird zwischen den Wortlaut “ohne freiwillige Unterbrechung” und den Wortlaut “effektiv in jeglicher Einrichtung” der Wortlaut “in einer Stufe, die mindestens seiner Stufe bei der Anwerbung entspricht” eingefügt;

2° Die § 2 und 3 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

“§ 2. Für die Berechnung des Dienstalters im Rang werden die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in der Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den unter § 1, Absatz 1 angeführten Einrichtungen in einem Rang geleistet hat, der wenigstens seinem Rang bei der Anwerbung entspricht.

Für die Berechnung des Dienstalters im Rang werden ebenfalls die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in der Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den unter § 1, Absatz 2 angeführten Einrichtungen in einem Rang geleistet hat, der wenigstens seinem Rang bei der Anwerbung entspricht.

§ 3. Für die Anwendung der Artikel 49, § 1, 1°, 56, § 1, Absatz 1, 1° und 56, § 2, Absatz 1, 1° und was die Stufe A betrifft, werden für die Berechnung des Dienstalters im Rang die Dienste berücksichtigt, die der Bedienstete als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal dem vorliegenden Erlass unterstehen, in einem Rang geleistet hat, der wenigstens seinem Rang bei der Anwerbung entspricht.”.

§ 4. Für die Berechnung des allgemeinen Dienstalters werden die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in seiner Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied oder als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den unter § 1 angeführten Einrichtungen geleistet hat.”.

Art. 100 - In Artikel 225 desselben Erlasses wird der Wortlaut “vom Generalsekretär” durch den Wortlaut “vom Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

Art. 101 - Artikel 226 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 226 - Bei einer Versetzung oder einer internen Mobilität bewahrt der Bedienstete sein Rang-, Stufen- und allgemeines Dienstalter, das er vor der Versetzung oder der internen Mobilität erworben hat."

Art. 102 - In Artikel 228 desselben Erlasses wird der Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° der Bedienstete, der nicht mehr die Staatsangehörigkeitsbedingung erfüllt, der nicht mehr im Besitz seiner bürgerlichen und politischen Rechte ist, der nicht mehr den Milizgesetzen genügt".

Art. 103 - In Artikel 229 desselben Erlasses wird der Wortlaut "den Generalsekretär" durch den Wortlaut "den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 104 - In Artikel 234 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 wird der Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Den Inhabern eines Dienstgrads wird entsprechend den nachfolgenden Angaben eine Gehaltstabelle zugeteilt:

1° Die Gehaltstabelle A1 für den Dienstgrad eines Generalsekretärs;

2° Die Gehaltstabelle A2 für den Dienstgrad eines Generaldirektors;

3° Die Gehaltstabelle A3 für den Dienstgrad eines Generalinspektors;

4° für den Dienstgrad eines Direktors:

a) die Gehaltsstufe A4 (für den Bediensteten, der vor der Beförderung in der Gehaltsstufe A5 oder A6 war);

b) die Gehaltsstufe A4S (für den Bediensteten, der vor der Beförderung in der Gehaltsstufe A5S oder A6S war);

5° Die Gehaltstabelle A4bis für den Dienstgrad eines Beraters:

6° für den Dienstgrad eines ersten Attachés:

a) entweder die Gehaltstabelle A5;

b) oder die Gehaltstabelle A5S;

c) entweder die Gehaltstabelle A4bis;

7° für den Dienstgrad eines Attachés:

a) entweder die Gehaltstabelle A5 oder A6;

b) entweder die Gehaltstabelle A5S oder A6S;

c) entweder die Gehaltstabelle A4bis;

8° Die Gehaltstabelle B1 für den Dienstgrad eines ersten Graduierten;

9° Die Gehaltstabelle B1bis oder B2 für den Dienstgrad eines Hauptgraduierten;

10° Die Gehaltstabelle B3 für den Dienstgrad eines Graduierten;

11° Die Gehaltstabelle C1 für den Dienstgrad eines ersten Assistenten;

12° Die Gehaltstabelle C1bis oder C2 für den Dienstgrad eines Hauptassistenten;

13° Die Gehaltstabelle C3 für den Dienstgrad eines Assistenten;

14° Die Gehaltstabelle D1 für den Dienstgrad eines ersten Beigeordneten;

15° Die Gehaltstabelle D1bis oder D2 für den Dienstgrad eines Hauptbeigeordneten;

16° Die Gehaltstabelle D3 für den Dienstgrad eines qualifizierten Beigeordneten;

17° Die Gehaltstabelle D4 für den Dienstgrad eines Beigeordneten." .

Art. 105 - In Art. 243 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generalsekretär" durch den Wortlaut "Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 106 - In der Überschrift von Abschnitt IV des Kapitels II des Titels XV des Buches I desselben Erlasses wird der Wortlaut "und bei Abwesenheiten aus persönlichen Gründen" gestrichen.

Art. 107 - In Artikel 248 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder aus persönlichen Gründen" gestrichen.

Art. 108 - Artikel 263 desselben Erlasses wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Von dem Urlaubsgeld werden 13,07% einbehalten".

Art. 109 - In Artikel 266 desselben Erlasses wird der Wortlaut "eine Dienstbefreiung" durch "einen Urlaub" ersetzt.

Art. 110. Im Titel XVII des Buches I desselben Erlasses wird die Kapiteileinteilung abgeschafft.

Art. 111 - Artikel 290 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 290 - Wissenschaftliches Personal wird von den Abteilungen oder Einrichtungen beschäftigt, die in der Anlage XIV erwähnt sind.

Als wissenschaftliches Personal gelten die Bediensteten, die eine Stelle besetzen, die mit den Dienstgraden des wissenschaftlichen Attachés, des ersten wissenschaftlichen Attachés, des wissenschaftlichen Beraters, des wissenschaftlichen Direktors und des wissenschaftlichen Generalinspektors verbunden ist.

Die von wissenschaftlichem Personal besetzten Stellen entsprechen Aufgaben, die hauptsächlich Aktivitäten im Bereich der wissenschaftlichen Grundlagenforschung oder angewandten Forschung, der experimentellen Entwicklung, der wissenschaftlichen Leitung, der systematischen wissenschaftlichen Kontrolle, Validierung oder Behandlung und der Aufwertung der wissenschaftlichen Forschung voraussetzen.

Im Organisationsplan der Abteilungen oder in der Anlage XIV aufgelisteten Einrichtungen werden die Stellen bestimmt, die für wissenschaftliches Personal vorbehalten sind. Diese Stellen werden auf Vorschlag des wissenschaftlichen Ausschusses von der Regierung oder vom Verwaltungsorgan der betreffenden Einrichtung vergeben."

Art. 112 - In Artikel 291 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1:

a) der Punkt 1° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt "1° der leitende Beamte oder der Generalinspektor, unter dessen Aufsicht die Einrichtung oder Abteilung steht, oder ihr Beauftragter";

b) ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"3° ein Vertreter der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie";

c) ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"4° ein Vertreter der Abteilung Forschungsprogramme der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung";

2° in Absatz 3:

a) der Wortlaut "der Bedienstete mit dem höchsten Dienstgrad" wird durch "der leitende Beamte oder der Generalinspektor" ersetzt;

b) der Absatz wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "Der Vertreter der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten verfügt über eine beratende Stimme.";

3° in Absatz 4 werden die Wörter "dem Ausbildungsdirektor" durch die Wörter "der Direktion der Personalaus-
bildung" ersetzt".

Art. 113 - Artikel 292 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 114 - Artikel 293 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 293 - § 1. Artikel 6 ist nicht auf das wissenschaftliche Personal anwendbar.

Die Dienstgrade der Mitglieder des wissenschaftlichen Personals gehören zur Stufe A und werden wie folgt verteilt:

1° in Rang A3: der Dienstgrad des wissenschaftlichen Generalinspektors;

2° im Rang A4: der Dienstgrad des wissenschaftlichen Direktors und der Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters;

3° in Rang A5: der Dienstgrad des ersten wissenschaftlichen Attachés;

4° im Rang A6: der Dienstgrad des wissenschaftlichen Attachés.

§ 2. Dem Inhaber eines wissenschaftlichen Dienstgrades wird eine Gehaltstabelle nach folgenden Übereinstimmungen zugeteilt:

1° für den Dienstgrad des wissenschaftlichen Generalinspektors: die Gehaltstabelle A3;

2° für den Dienstgrad des wissenschaftlichen Direktors: die Gehaltstabelle A4S;

3° für den Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters: die Gehaltstabelle A4;

4° für den Dienstgrad des ersten wissenschaftlichen Attachés: die Gehaltstabelle A5S;

5° für den Dienstgrad des wissenschaftlichen Attachés: die Gehaltstabelle A6S oder A5S."

Art. 115 - Artikel 294 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 294 - Die Stellen eines wissenschaftlichen Attachés und wissenschaftlichen Beraters können durch Anwerbung vergeben werden."

Art. 116 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 eingefügte Artikel 294^{bis} wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 294^{bis} - Eine offene Stelle als wissenschaftlicher Direktor wird aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad;

2° interne oder externe Mobilität.

Eine offene Stelle als wissenschaftlicher Berater wird aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad;

2° interne oder externe Mobilität;

3° Anwerbung.

Eine offene Stelle als erster wissenschaftlicher Attaché wird aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad;

2° interne oder externe Mobilität.

Eine offene Stelle als wissenschaftlicher Attaché wird aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung;

2° interne oder externe Mobilität;

3° Anwerbung."

Art. 117 - Artikel 295 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 295 - Keiner darf als wissenschaftlicher Attaché angeworben werden

1° wenn er die in Artikel 19, 1° bis 7° festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen nicht erfüllt;

2° wenn er die Probezeit nach Artikel 296 nicht absolviert hat;

3° wenn er nicht mindestens vier Jahre Erfahrung im wissenschaftlichen Bereich hat, wobei diese Erfahrung vom wissenschaftlichen Ausschuss anerkannt wird.

Keiner darf als wissenschaftlicher Berater angeworben werden:

1° wenn er die in Artikel 19, 1° bis 7° festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen nicht erfüllt;

2° wenn er nicht mindestens zehn Jahre Erfahrung im wissenschaftlichen Bereich hat, wobei diese Erfahrung vom wissenschaftlichen Ausschuss anerkannt wird.

Die Bedingungen für den Zugang zu einer Stelle, die in Artikel 19, 6° erwähnt sind, werden vom wissenschaftlichen Ausschuss auf Vorschlag des leitenden Beamten oder des Generaldirektors gebilligt.“

Art. 118 - Artikel 296 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 296 - § 1. Die Probezeit hat eine Dauer von zwei Jahren.

Der leitende Beamte oder der Generaldirektor bestimmt innerhalb der betreffenden Einrichtung oder Abteilung einen wissenschaftlichen Bediensteten, der mindestens den Dienstgrad des ersten wissenschaftlichen Attachés hat, oder, wenn dies nicht möglich ist, einen Bediensteten, der mindestens den Dienstgrad des Direktors hat, der damit beauftragt wird, den Bediensteten auf Probe zu überprüfen und die Probezeitberichte aufzustellen.

Ein Zwischenbericht wird alle sechs Monate aufgestellt.

Der abschließende Probezeitbericht wird vor dem Ende des 22. Monats der Probezeit aufgestellt.

Jeder Bericht wird dem Bediensteten auf Probe mitgeteilt, damit dieser seine etwaigen Bemerkungen mitteilen kann.

Der leitende Beamte oder der Generaldirektor bestimmt im Einvernehmen mit dem Bediensteten, der mit der Überprüfung des Bediensteten auf Probe beauftragt ist, die Ausbildungsaktivitäten, an denen der Bedienstete auf Probe teilnehmen muss.

Der Bedienstete auf Probe erstellt einen Tätigkeitsbericht, den er vor dem Ende des 22. Monats der Probezeit, dem betreffenden leitenden Beamten oder Generaldirektor übermittelt.

§ 2. Wird in einem Zwischenbericht angegeben, dass der Bedienstete auf Probe sich nicht anpasst oder sich nicht zufriedenstellend entwickelt, wird der wissenschaftliche Ausschuss auf Antrag des leitenden Beamten oder des Generaldirektors einberufen.

Der wissenschaftliche Ausschuss trifft eine der folgenden Entscheidungen, nachdem er den Bediensteten auf Probe und den Bediensteten, der damit beauftragt ist, letzteren zu überprüfen, angehört hat:

1° er erlaubt die Fortführung der Probezeit, wobei er alle nützlichen Empfehlungen für deren Absolvierung erteilt;

2° er schlägt die Entlassung des Bediensteten auf Probezeit vor.

In letzterem Fall stellt der Vorsitzende des wissenschaftlichen Ausschusses unverzüglich den Entlassungsvorschlag zu.

Bei einem Entlassungsvorschlag hat der Bedienstete auf Probe das Recht, die in Artikel 186 erwähnte Beschwerdekammer anzurufen.

§ 3. Vor dem Ende der Probezeit nimmt der wissenschaftliche Ausschuss die Anhörung des Bediensteten auf Probezeit im Beisein des Bediensteten, der damit beauftragt ist, Letzteren zu überprüfen, vor.

Der wissenschaftliche Ausschuss gibt ein positives oder negatives Gutachten ab, unter Berücksichtigung der Qualität der Produktion, der wissenschaftlichen Aktivität des Bediensteten auf Probe, der Arbeit am Ende der Probezeit, und der Art und Weise, wie der Bedienstete auf Probe die ihm anvertrauten Aufgaben erfüllt hat.

Das begründete Gutachten wird unter Beifügung eines Vorschlags zur Ernennung oder Entlassung des Bediensteten auf Probezeit der Regierung übermittelt.“

Art. 119 - In denselben Erlass wird ein Artikel 297*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 297*bis* - Der in Artikel 56, § 2, Absatz 2 genannte Vorschlag des Direktionsausschusses wird erstellt, nachdem der wissenschaftliche Ausschuss sein Gutachten abgegeben hat.“

Art. 120 - In denselben Erlass wird ein Artikel 297*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 297*ter* - Artikel 55 § 2 ist nicht auf das wissenschaftliche Personal anwendbar.

Der wissenschaftliche Attaché, der auf die Gehaltstabelle A6S Anspruch hat, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle Anspruch auf die Gehaltstabelle A5S haben.“

Art. 121 - In denselben Erlass wird ein Artikel 297*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 297*quater* - Artikel 47 ist nicht auf das wissenschaftliche Personal anwendbar, mit Ausnahme von § 2, Absätze 1 und 2.

Vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 53 kann der wissenschaftliche Attaché durch Aufsteigen im Dienstgrad in folgende Dienstgrade befördert werden:

1° in den Dienstgrad des ersten wissenschaftlichen Attachés;

2° in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters;

3° in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Direktors;

4° in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Generalinspektors.

Mit Ausnahme der Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters unterliegt die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad dem Bestehen einer vakanten Stelle in diesem Dienstgrad.“

Art. 122 - Artikel 298 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 298 - Der wissenschaftliche Attaché und der erste wissenschaftliche Attaché können durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Direktors befördert werden, wenn sie folgende Bedingungen erfüllen:

1° ein Dienstaltes von mindestens sechs Jahren in dieser Stufe aufweisen;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht Gegenstand eines endgültigen und nicht gestrichenen Disziplinarverfahrens sein;

4° Inhaber des Direktionszeugnisses sein;

5° einen Dokortitel führen, oder wissenschaftliche Aktivitäten nachweisen können, die einem Doktorgrad entsprechen, und deren Wert vom wissenschaftlichen Ausschuss anerkannt wird.

Der Vorschlag des Direktionsausschusses wird gemäß Artikel 56, § 2 und § 3 erstellt, nachdem der wissenschaftliche Ausschuss sein Gutachten abgegeben hat.”.

Art. 123 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 erstzte Artikel 299 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”Art. 299 - § 1. Der wissenschaftliche Direktor kann seine Integration im Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters erhalten, unter der Voraussetzung, dass sein Dienstalter im Rang mindestens 15 Jahre ist und dass er die in Artikel 49, § 1, 2° bis 3° festgelegten Bedingungen erfüllt.

Die Bedingung des Dienstalters im Rang wird jedoch nicht verlangt, wenn der wissenschaftliche Direktor mindestens fünfundfünfzig Jahre alt ist.

§ 2. Am Ablauf eines vollständigen, in Anwendung des Buches II vergebenen Mandats werden der wissenschaftliche Attaché und der erste wissenschaftliche Attaché durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des wissenschaftlichen Beraters befördert, unter der Voraussetzung, dass sie eine günstige Beurteilung nachweisen und nicht unter der Wirkung einer nicht gelöschten Disziplinarstrafe sind.”.

Art. 124 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 ersetzte Artikel 300 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”Art. 300 - § 1. Artikel 53 ist nicht auf das wissenschaftliche Personal anwendbar.

§ 2. Der wissenschaftliche Attaché kann durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des ersten wissenschaftlichen Attachés befördert werden, wenn er folgende Bedingungen erfüllt:

1° ein Dienstalter von mindestens sechs Jahren in dieser Stufe aufweisen;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

4° Inhaber des Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für den betreffenden Dienstgrad sein;

5° eine Eignungsprüfung für die Führungsfähigkeit in den vier Jahren vor der Offenerklärung der Stelle bestanden haben;

6° einen Berufsauswahltest bestehen, durch den die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird.

§ 3. Die Führungsstellen werden auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach Gutachten des wissenschaftlichen Ausschusses von der Regierung zugeteilt, in Übereinstimmung mit den in Art. 50 § 2 und § 3 festgelegten Regeln.

Der Vorschlag des Direktionsausschusses beruht auf der Einstufung, die anschließend an die Prüfung und den Test nach § 2, 5° und 6° vorliegenden Artikels vorgenommen worden ist.

Im Falle von gleichwertigen Bewerbern wird der Bedienstete mit dem größten Dienstalter unter den als fähig eingestuften Bewerbern durch Aufsteigen im Dienstgrad in die Führungsstelle befördert.

§ 4. Auf seinen Antrag hin wird der erste wissenschaftliche Attaché im Dienstgrad des wissenschaftlichen Attachés wieder aufgenommen.”.

Art. 125 - Artikel 301 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 126 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 ersetzte Artikel 302 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”Art. 302 - Die Artikel 71 und 72 sind auf das wissenschaftliche Personal anwendbar. Das Gutachten der betreffenden wissenschaftlichen Ausschüsse wird ebenfalls erfordert.”.

Art. 127. Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 eingefügte Artikel 302bis wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

”Art. 302bis - Artikel 76 ist auf das wissenschaftliche Personal anwendbar. Das Gutachten der betreffenden wissenschaftlichen Ausschüsse wird ebenfalls erfordert.”.

Art. 128 - Artikel 303 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

”Art. 303 - Artikel 114 § 1 ist nicht auf die wissenschaftlichen Attachés anwendbar.

Die Anwerbungswettbewerbe enthalten eine oder mehrere Basisprüfungen, die dazu bestimmt sind, die in der Anlage II, Abschnitt II erwähnten Fertigkeiten und Fähigkeiten je nach Stelle oder Gruppe von vergleichbaren Stellen zu bewerten.”

Art. 129 - In Artikel 305 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut ”Ministerium (Ministerien)” durch ”Öffentlicher Dienst der Wallonie” ersetzt;

2° In Absatz 1, 3° wird das Wort ”Generalsekretär” durch den Wortlaut ”Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten” ersetzt.

3° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen Absatz 1 und 2 eingefügt:

”Absatz 1, 2 ist nicht anwendbar wenn es sich um die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie handelt.”;

4° der aktuelle Text wird zum § 1 und wird durch einen § 2 und einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”§ 2. Liegen im Dekret zur Gründung der Einrichtung keine anderslautenden Bestimmungen vor, sind die folgenden Ämter Dienstgrade

1° des Rangs A2: der Dienstgrad des Generalverwalters sowie jedes von dem Dekret zur Gründung der Einrichtung vorgesehene Amt, das darin besteht, die Leitung der Einrichtung ständig zu gewährleisten;

2° des Rangs A3: der Dienstgrad des beigeordneten Generalverwalters und des beigeordneten Generaldirektors.

§ 3. Liegen im Dekret zur Gründung der Einrichtung keine anderslautenden Bestimmungen vor, wird dem Inhaber eines Dienstgrades eine Gehaltstabelle nach folgenden Übereinstimmungen zugeteilt:

1° die Gehaltstabelle A2 für den Dienstgrad des Generalverwalters sowie für jedes von dem Dekret zur Gründung der Einrichtung vorgesehene Amt, das darin besteht, die Generalleitung der Einrichtung ständig zu gewährleisten;

2° die Gehaltstabelle Abis für den Dienstgrad des beigeordneten Generalverwalters und des beigeordneten Generaldirektors.“

Art. 130 - In Art. 309 desselben Erlasses wird der Wortlaut “in Artikel 52, 4° erwähnte” durch “in Artikel 50, § 1, 4° und Artikel 298, Absatz 1, 4° erwähnte” ersetzt.

Art. 131 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2007 eingefügte Artikel 309bis desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 309bis - Solange die erste Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen nicht abgeschlossen ist, ist die in Artikel 53, § 2, 4° und Artikel 56, § 1, Absatz 2, 4° erwähnte Bedingung betreffend das Zeugnis zur Bescheinigung der Kompetenzen nicht erforderlich.

Für die am 12. April 2007 noch laufenden Verfahren sind die in Artikel 53, § 2, 5° und 6° erwähnten Bedingungen nicht erforderlich.

Den Inhabern eines in Artikel 8 erwähnten Dienstgrads, denen keine Führungsstelle zugewiesen worden ist, kann keine Führungsstelle zugewiesen werden, wenn sie die in Artikel 53, § 2, 4° bis 6° erwähnten Bedingungen nicht erfüllen.“

Art. 132 - In denselben Erlass wird ein Artikel 313ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 313ter - Die Anwerbungsprüfungen im Wettbewerbsverfahren, deren Programm vor dem 1. Mai 2009 erstellt worden ist, werden auf der Grundlage der vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.“

Art. 133 - In Artikel 314, Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Nr. 3°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut “in die Stufe 1 befreit” durch den Wortlaut “in die Stufe A befreit” ersetzt;

2° in Nr. 4°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut “Stufe 1” jeweils durch “Stufe A” ersetzt;

Art. 134 - In Artikel 317 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird außer Kraft gesetzt;

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

3° in Absatz 3 wird der Wortlaut “erfolgreiche Teilnehmer an der Prüfung” durch den Wortlaut “Inhaber des Zeugnisses” und wird der Wortlaut “für den Aufstieg in den Dienstgrad eines Hauptgraduierten” durch “für den Aufstieg in die Gehaltsstufe B1bis in Anwendung von Artikel 56, § 1, Absatz 2” ersetzt;

4° in Absatz 4 wird der Wortlaut “erfolgreiche Teilnehmer an der Prüfung” durch den Wortlaut “Inhaber des Zeugnisses” und wird der Wortlaut “für den Aufstieg in den Dienstgrad eines ersten Assistenten” durch “für den Aufstieg in die Gehaltsstufe C1bis in Anwendung von Artikel 56, § 1, Absatz 2” ersetzt;

5° in Absatz 5 wird der Wortlaut “erfolgreiche Teilnehmer an der Prüfung” durch “Inhaber des Zeugnisses” ersetzt.

Art. 135 - Artikel 318 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 318 - Der Hauptgraduierte, der auf die Gehaltsstufe B2 Anspruch hat, und die Prüfung zur Beförderung zum früheren Dienstgrad des ersten Graduierten bestanden hat, wird endgültig als Inhaber des Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für den Aufstieg in die Gehaltsstufe B1bis in Anwendung von Artikel 56, § 1, Absatz 2 betrachtet.“

Art. 136 - Artikel 319 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 319 - Der Hauptassistent, der auf die Gehaltsstufe C2 Anspruch hat, und die Prüfung zur Beförderung zum früheren Dienstgrad des ersten Assistenten bestanden hat, wird endgültig als Inhaber des Zeugnisses zur Bescheinigung der Kompetenzen für den Aufstieg in die Gehaltsstufe C1bis in Anwendung von Artikel 56, § 1, Absatz 2 betrachtet.“

Art. 137 - In denselben Erlass wird ein Abschnitt IIbis mit der Überschrift “Verfahren zur Zuweisung der ab dem 1. Januar 2004 für offen erklärten Stellen” eingefügt, der den Artikel 320bis umfasst.

Art. 138 - In denselben Erlass wird ein Artikel 320bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 320bis - Die Verfahren für die Zuweisung der vor dem 1. Mai 2009 für offen erklärten Stellen werden auf der Grundlage der vor diesem Datum auf sie geltenden Bestimmungen weitergeführt.“

Art. 139 - In denselben Erlass wird ein Abschnitt IIIbis mit der Überschrift “Bewertung” eingefügt, der den Artikel 322 umfasst.

Art. 140 - In Artikel 333 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2

a) wird der Wortlaut “vom Minister des öffentlichen Dienstes” durch “von der Regierung” ersetzt;

b) wird der Wortlaut “der Berufe und” zwischen “Kommission” und “der Programme” eingefügt;

2° in Absatz 4 wird der Wortlaut “der Minister des öffentlichen Dienstes” durch den Wortlaut “die Behörde” ersetzt.

Art. 141 - In Artikel 334 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 1° wird in der französischen Fassung das Wort “la” durch “le” ersetzt;

2° § 3 wird außer Kraft gesetzt;

3° in § 4 werden die Absätze 2 und 3 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Generalbeamte wird auf seinen Antrag angehört.

Das Kollegium kann beschließen, den Generalbeamten oder jede Person, deren Anhörung mittels Begründung als nützlich erachtet wird, anzuhören.

Der Generalbeamte kann sich von einer Person seiner Wahl beistehen lassen.

Das Kollegium stellt dem Generalbeamten seinen Bewertungsvorschlag binnen fünfzehn Tagen nach seiner Verabschiedung per Einschreiben zu".

Art. 142 - In Artikel 335 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch eine Nr. 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° jeglichen Beschluss nach Artikel 80, der eine Änderung des Amtssitzes mit sich bringt.";

2° § 4, Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Beschwerdekammer für die Generalbeamten stehen ein Schriftführer und ein stellvertretender Schriftführer bei, die von der Regierung unter den Bediensteten der Stufe A der Dienststellen der Regierung benannt werden.";

3° In § 5 wird der Wortlaut "von Art. 200" durch den Wortlaut "von Art. 200, § 1, Absatz 1" ersetzt.

Art. 143 - In Artikel 340 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Stufe 1" jeweils durch "Stufe A" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "in der Stufe 1" durch "in der Stufe A" ersetzt.

Art. 144 - In Artikel 343 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird in der französischen Fassung das Wort "et" zwischen "SELO" und "comprennent" eingefügt.

Art. 145 - In Artikel 344, § 2, Absatz 3 wird der Wortlaut "Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region und der Generalsekretär des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen ersetzen einander" durch "Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten ersetzt den Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 146 - In Artikel 347 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 3 wird die Zahl "345" durch "346" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

"Wenn die Bewertung des Mandatträgers gemäß Artikel 356 stattgefunden hat, kann der operative Plan auf Anfrage der Regierung gemäß dem in Art. 346 erwähnten Verfahren revidiert werden."

Art. 147 - In Artikel 349, § 1, Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut "die Regierung" durch "die Behörde" ersetzt.

Art. 148 - In Artikel 352, 3° desselben Erlasses wird der Wortlaut "persönlichen oder aus" gestrichen.

Art. 149 - In Artikel 360, § 1, Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut "der Pool" durch "die Generaldirektion" ersetzt.

Art. 150 - In Artikel 361 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut "Stufe 1" durch "Stufe A" ersetzt.

Art. 151 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 ersetzte Artikel 362 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 362 - Unbeschadet des Rechts für die Regierung, eine Stelle von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Stelle im Dienstrang A3 aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung;

2° interne oder externe Mobilität.

Die Stelle wird nach den in Absatz 1, 2° festgelegten Verfahren nur dann zugewiesen, wenn überhaupt keine Kandidatur für die Zuweisung der Stelle nach dem in Absatz 1, 1° festgelegten Verfahren vorliegt, oder wenn die Regierung beschließt, die Stelle keinem der Bewerber nach den vorherigen Verfahren zu vergeben."

Art. 152 - In Artikel 363, § 1, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird die Zahl "7" durch "4" ersetzt.

Art. 153 - In Artikel 368 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Das vorliegende Buch findet ebenfalls Anwendung auf die Bediensteten auf Probe, was Folgendes betrifft:

1° den Jahresurlaub nach Art. 371 bis 373;

2° die in Art. 375 genannten Feiertage;

3° die umstandsbedingten Urlaubstage nach Art. 376;

4° den Urlaub, um an Kursen der Zivilschutzschule teilzunehmen, entweder als Freiwilliger bei diesem Korps oder als Schüler, der diesem Korps nicht angehört, nach Art. 378, 1°;

5° den Urlaub, um in Friedenszeiten Leistungen beim Zivilschutzkorps oder bei einem Feuerwehrcorps als Freiwilliger zu erbringen, nach Art. 378, 2°;

6° Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt im Sinne von Artikel 379;

7° Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck nach Art. 380 bis 383;

8° Stillpausen nach Art. 384 bis 386;

- 9° Urlaubstage im Rahmen des Schutzes der Mutterschaft nach Art. 387 bis 395;
- 10° den Ersatzaterschaftsurlaub nach Art. 396;
- 11° den Vaterschaftsurlaub nach Art. 397;
- 12° den Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach Art. 398 und 399;
- 13° den Elternurlaub in der Form einer Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Art. 400;
- 14° den Elternurlaub im Sinne von Art. 400*bis*;
- 15° Urlaubstage aus zwingenden familiären Gründen nach Art. 401 bis 404;
- 16° den Krankheitsurlaub nach Art. 405 bis 418;
- 17° die Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung nach Art. 419;
- 18° die Zurdispositionstellung wegen Krankheit nach Art. 428 bis 432;
- 19° den Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags nach Art. 435 bis 444;
- 20° die Zurverfügungstellung nach Art. 445;
- 21° den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, um Palliativpflege zu leisten, nach Art. 448;
- 22° den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen, nach Art. 449;
- 23° den Urlaub wegen verkürzter Dienstleistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455;
- 24° den politischen Urlaub nach Art. 474 bis 482;
- 25° den Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Art. 483 und 484;
- 26° den Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts oder eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik oder einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung, nach Art. 485 bis 490;
- 27° den in Art. 491 bis 496 erwähnten Urlaub um eine Tätigkeit in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder bei dem Vorsitzenden einer dieser Fraktionen auszuüben;
- 28° den in Art. 497 bis 499 erwähnten Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien“;

2° Die Paragraphen 3 und 4 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 154 - In Artikel 369 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "aufgrund der Arbeitszeitregelung, die ihm auferlegt wird," durch "aufgrund seiner normalen Arbeitszeitregelung" ersetzt.

Art. 155 - In denselben Erlass wird ein Artikel 370*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 370*bis* - Wenn es im Interesse des Dienstes erforderlich ist, können die nachstehend aufgelisteten Urlaube den Bediensteten des Dienstranges A3, den Direktoren, sowie den Bediensteten der Dienstränge A5, B1, C1 und D1 verweigert werden:

- 1° der in Artikel 377 erwähnte Urlaub, um eine Anwartschaft bzw. Probezeit zu absolvieren;
- 2° den Urlaub, um an Kursen der Zivilschuttschule teilzunehmen, entweder als Freiwilliger bei diesem Korps oder als Schüler, der diesem Korps nicht angehört, nach Art. 378, 1°;
- 3° den Urlaub, um in Friedenszeiten Leistungen beim Zivilschutzkorps oder bei einem Feuerwehkorps als Freiwilliger zu erbringen, nach Art. 378, 2°;
- 4° den Urlaub, um Behinderte und Kranke bei Reisen oder Aufhalten zu begleiten und ihnen beizustehen, nach Art. 380;
- 5° die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen nach Art. 433 und 434;
- 6° den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 446 bis 447;
- 7° den Urlaub wegen verkürzter Dienstleistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455;
- 8° die freiwillige Viertageswoche nach Art. 462 bis 468;
- 9° das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit nach Art. 469 bis 473."

Art. 156 - In denselben Erlass wird ein Artikel 370*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 370*ter* - § 1. Mit Ausnahme der verkürzten Dienstleistungen aus ärztlichen Gründen nach Art. 414 bis 418, des Urlaubs wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 448 und 449 und des politischen Urlaubs nach Art. 474 bis 482, werden die Leistungen im Rahmen einer Teilzeitarbeitsregelung, insbesondere diejenigen nach Kapitel XIV, nach einem Zyklus von zwei Wochen organisiert, von denen die erste ungerade ist, wobei die Woche am Montag anfängt, und die erste Woche des Jahres diejenige ist, die den ersten Donnerstag vom Monat Januar enthält.

§ 2. Der Bedienstete, der sich für eine Teilzeitarbeitsregelung entscheiden möchte, reicht einen diesbezüglich Antrag über den Amtsweg ein.

Der Antrag wird mindestens zwei Monate vor der Periode, im Laufe deren der Bedienstete seine Leistungen im Rahmen der Teilzeitarbeitsregelung erbringen möchte, eingereicht.

In dem Antrag wird unter Gefahr der Nichtigkeit ein Arbeitszeitplan vorgeschlagen, unter Berücksichtigung von § 1.

Mangels der Zustellung einer Ablehnung binnen eines Monats nach Eingang des Antrags gelten dieser sowie der vorgeschlagene Arbeitszeitplan als genehmigt.

§ 3. Der Generaldirektor der betreffenden Generaldirektion stellt die Ablehnung des vorgeschlagenen Arbeitszeitplans sowie die annehmbaren Arbeitszeitpläne zu, die in der die in der degressiven Vorzugsreihenfolge der Verwaltung eingestuft sind.

Der Bedienstete verfügt über fünfzehn Tage ab der in Absatz 2 erwähnten Zustellung, um der Verwaltung mitzuteilen, dass er sich für einen der durch die Verwaltung vorgeschlagenen Arbeitszeitpläne entscheidet oder dass er auf seinen Antrag verzichtet.

Mangels der im dritten Absatz erwähnten Mitteilung wird davon ausgegangen, dass der Bedienstete sich für den ersten durch die Verwaltung vorgeschlagenen Arbeitszeitplan entschieden hat.

Außer im Falle einer Beförderung, Versetzung, oder Stellentauschs kann der Arbeitszeitplan nur mit der Zustimmung des Bediensteten geändert werden.

§ 4. Unbeschadet der im Rahmen der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn vorgesehenen Arbeitsregelung ist der Bedienstete nicht berechtigt, eine Berufstätigkeit während der Periode der Teilzeitarbeit auszuüben.

Unter Berufstätigkeit versteht man jegliche Beschäftigung, deren Ertrag ein in Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes berufliches Einkommen ist.

Eine Aktivität im Rahmen eines politischen Urlaubs nach Art. 474 bis 482 gilt nicht als Berufstätigkeit.“

Art. 157 - In Art. 372 Absatz 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generalsekretär" durch den Wortlaut "Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 158 - In Art. 373 § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut "infolge der Dienstanforderungen der Bedienstete" durch den Wortlaut "der Bedienstete aus Gründen, die von seinem Willen unabhängig sind," ersetzt.

Art. 159 - Artikel 374 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 160 - Artikel 377, Absatz 4 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 161 - Artikel 378, Absatz 3 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 162 - Artikel 380, Absatz 4 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 163 - Artikel 388 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die für die Verlängerung des in Anwendung von Artikel 391, Absatz 4 gewährten nachgeburtlichen Urlaubs darf die Entlohnung nicht mehr als eine Woche decken".

Art. 164 - Artikel 391 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Auf Antrag der weiblichen Bediensteten wird die Periode der Arbeitsunterbrechung nach der neunten Woche um eine Woche verlängert, wenn diese Bedienstete wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit während der gesamten Periode ab der sechsten Woche vor dem realen Datum der Entbindung oder ab der achten Woche, wenn eine Mehrlingsgeburt vorgesehen ist, abwesend gewesen ist.“

Art. 165 - In Artikel 397 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "innerhalb des Monats" durch den Wortlaut "innerhalb drei Monaten" ersetzt;

2° in § 2 wird der Wortlaut "innerhalb 30 Tagen" durch "innerhalb drei Monaten" ersetzt.

Art. 166 - In Artikel 400 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung wird § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Der Bedienstete im aktiven Dienst erhält bei der Geburt oder Adoption eines Kindes einen Elternurlaub, der wie folgt genommen werden kann:

1° entweder während eines Zeitraums von drei Monaten im Rahmen der gesamten Unterbrechung der Berufslaufbahn im Sinne von Artikel 100 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen; auf Antrag des Bediensteten kann dieser Zeitraum in Monate aufgeteilt werden;

2° oder während eines Zeitraums von sechs Monaten im Rahmen der Halbzeitunterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 102 des oben genannten Gesetzes; auf Antrag des Bediensteten kann dieser Zeitraum in Perioden von zwei Monaten oder einem Vielfachen dieser Zahl aufgeteilt werden;

3° oder während eines Zeitraums von fünfzehn Monaten im Rahmen einer Fünftel-Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 102 des oben genannten Gesetzes; auf Antrag des Bediensteten kann dieser Zeitraum in Perioden von fünf Monaten oder einem Vielfachen dieser Zahl aufgeteilt werden.

Im Rahmen der Ausübung seines Rechts auf den Elternurlaub hat der Bedienstete die Möglichkeit, von den verschiedenen Modalitäten, die in Absatz 1 vorgesehen sind, Gebrauch zu machen. Im Falle einer Änderung der Form gilt es, den Grundsatz zu berücksichtigen, dass ein Monat der gesamten Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zwei Monaten Halbzeitunterbrechung und fünf Monaten der Fünftel-Unterbrechung der beruflichen Laufbahn entspricht.

Der Urlaub kann im Falle einer Geburt bis zum Zeitpunkt genommen werden, an dem das Kind sechs Jahre alt wird.

Der Urlaub kann im Falle einer Adoption bis zum Zeitpunkt genommen werden, an dem das Kind acht Jahre alt wird und dies innerhalb eines Zeitraumes von 4 Jahren ab am Tag der Eintragung des Kindes als Haushaltsmitglied ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, in der der Bedienstete wohnt.

Wenn ein Kind zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert ist oder an einer Krankheit leidet, die bewirkt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden, wird der Elternurlaub spätestens bis zum Zeitpunkt gewährt, an dem das Kind acht Jahre alt wird.

Die Bedingung des sechsten oder achten Geburtstags muss spätestens während des Zeitraums des Elternurlaubs erfüllt werden“.

Art. 167 - Artikel 401 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch eine Nummer 3° und eine Nummer 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° die Aufnahme während der Schulferien von Kindern, die das Alter von achzehn Jahren nicht erreicht haben, wenn sie zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert sind oder an einer Krankheit leidet, die bewirkt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden;

4° die Aufnahme während der Schulferien von Kindern, die dem Status der verlängerten Minderjährigkeit unterliegen“.

Art. 168 - In Artikel 421 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "le royaume" durch "le Royaume" und der Wortlaut "signifiées" durch "notifiées" ersetzt.

Art. 169 - In Art. 422 desselben Erlasses wird der Wortlaut "A3 oder" zwischen "Rangs" und "A4" eingefügt, und wird der Wortlaut "A5, B1 oder C1" durch "A5, B1, C1 oder D1" ersetzt.

Art. 170 - In Art. 425 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generalsekretär" durch den Wortlaut "Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt.

Art. 171 - In Buch III, Kapitel X desselben Erlasses wird der Abschnitt IV mit den Artikeln 433 und 434 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Abschnitt 4 — Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen

Art. 433 - Die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen wird für eine Periode von wenigstens drei Monaten und höchstens fünf Jahren gewährt. Auf jede Periode der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen folgt eine Diensttätigkeitsperiode von wenigstens sechs Monaten. Die Gesamtdauer der Perioden der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen darf fünf Jahre über die gesamte Laufbahn nicht übersteigen.

Art. 434 - Jeder Bedienstete, dessen Abwesenheit die Periode, für die eine Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen gewährt worden ist, überschreitet, wird als rücktretend betrachtet“.

Art. 172 - In Artikel 435, § 2, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "bei einem Ministerium" durch den Wortlaut "bei dem Öffentlichen Dienst der Wallonie" ersetzt.

Art. 173 - Artikel 437, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Er wird jedoch entlohnt, wenn der Bedienstete als einheimische Fachkraft bezeichnet wird:

1° aufgrund des Beschlusses der Kommission KOM(2006) 2033 vom 1. Juni 2006 über die Regelung für zur Kommission abgeordnete nationale Sachverständige;

2° im Rahmen des durch die Verordnung (EG) Nr. 622/98 des Rates vom 16. März 1998 über die Hilfe für die beitragswilligen Staaten im Rahmen der Heranführungsstrategie, insbesondere über die Gründung von Beitrittspartnerschaften eingeführten europäischen Programms "Institution Building".

Art. 174 - In Art. 441 desselben Erlasses wird der Wortlaut "A3 oder" zwischen den Wortlaut "des Rangs" und den Wortlaut "A4" eingefügt und der Wortlaut "A5, B1 oder C1" wird durch den Wortlaut "A5, B1, C1 oder D1" ersetzt.

Art. 175 - Artikel 444, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Wenn der Bedienstete ersetzt worden ist, wird ihm eine neue Stelle zugewiesen".

Art. 176 - In Artikel 445, § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird gestrichen;

2° in den Absätzen 2 und 3 wird der Wortlaut "und in Abweichung von Absatz 1" gestrichen.

Art. 177 - In Buch III desselben Erlasses wird das Kapitel XIII durch folgendes Kapitel ersetzt:

"KAPITEL XIII — Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn

Art. 446 - Der Bedienstete erhält einen Urlaub, um seine Laufbahn vollständig oder für die Hälfte der Dauer der ihm auferlegten Leistungen, pro aufeinander folgende oder nicht aufeinander folgende Perioden von mindestens sechs Monaten und höchstens zwölf Monaten, zu unterbrechen. Die Perioden, im Laufe deren der Bedienstete seine Laufbahn vollständig unterbricht, können insgesamt zweiundsiebzig Monate über die gesamte Laufbahn nicht überschreiten.

Die Perioden, im Laufe deren der Bedienstete seine Laufbahn teilweise unterbricht, können insgesamt zweiundsiebzig Monate über die gesamte Laufbahn nicht überschreiten.

Die Perioden der Vollzeit- und Teilzeitunterbrechungen können kumuliert werden.

Für die Berechnung der Periode von zweiundsiebzig Monaten werden die Laufbahnunterbrechung für Palliativpflegeleistungen und um einem schwer kranken Haushaltszugehörigen oder Familienangehörigen beizustehen und ihn zu pflegen, sowie die Perioden der Laufbahnunterbrechung wegen Elternurlaub nicht berücksichtigt.

Art. 447 - In Abweichung von Artikel 446 kann der Bedienstete, der das Alter von fünfzig Jahren erreicht hat, einen Urlaub erhalten, um seine Laufbahn bis zu seiner Versetzung in den Ruhestand zur Hälfte der Dauer der Leistungen, die ihm normalerweise auferlegt werden, zu unterbrechen.

Art. 448 - In Abweichung von Artikel 446 ist der Bedienstete berechtigt, vollständig oder zu einem Fünftel oder der Hälfte der Dauer der Leistungen, die ihm normalerweise auferlegt werden, für eine Dauer von einem Monat, die gegebenenfalls für einen Monat erneuerbar ist, zu unterbrechen, um bei einer Person auf der Grundlage von Artikeln 100bis und 102bis des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen Palliativpflege zu leisten.

Unter Palliativpflege versteht man jede Form des Beistands, insbesondere medizinischer, sozialer, administrativer und psychologischer Beistand, sowie die Pflege von Personen, die an einer unheilbaren Krankheit leiden und sich im Endstadium befinden.

Der Bedienstete, der aus diesem Grund seine Laufbahn unterbrechen möchte, informiert darüber die Behörde, von der er abhängt. Dieser Mitteilung werden das Antragsformular, dessen Muster und Inhalt vom Verwaltungsausschuss des Nationalen Arbeitsamtes bestimmt werden, sowie eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes der die Palliativpflege benötigenden Person, aus der hervorgeht, dass der Bedienstete sich bereit erklärt hat, Palliativpflege zu leisten, ohne dass der Name des Patienten angegeben wird, beigefügt.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

Art. 449 - In Abweichung von Artikel 446 ist der Bedienstete auf der Grundlage der Artikel 100 und 102 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen berechtigt, seine Laufbahn vollständig oder zu einem Fünftel, einem Viertel, einem Drittel oder der Hälfte der Dauer der Leistungen, die ihm normalerweise auferlegt werden, für aufeinander folgende oder nicht aufeinander folgende Perioden von mindestens einem Monat und höchstens drei Monaten zu unterbrechen, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Perioden, im Laufe deren der Bedienstete seine Laufbahn vollständig unterbricht, können insgesamt zwölf Monate pro Patient über die gesamte Laufbahn nicht überschreiten. Die Perioden, im Laufe deren der Bedienstete seine Laufbahn teilweise unterbricht, können insgesamt vierundzwanzig Monate pro Patient über die gesamte Laufbahn nicht überschreiten.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden als Haushaltszugehörige jegliche Personen, die mit dem Bediensteten unter demselben Dach wohnen, und als Familienangehörige, die gesamten Verwandten und Verschwägerten betrachtet.

Unter schwerer Krankheit versteht man jede Krankheit oder jeden medizinischen Eingriff, die oder der vom behandelnden Arzt als schwerwiegend angesehen wird und für die oder den nach Meinung des Arztes jede Form der Hilfe oder des Beistands auf sozialer, familiärer oder geistiger Ebene notwendig ist, um eine Genesung herbeizuführen.

Der Bedienstete, der seine Laufbahn unterbrechen möchte, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen, informiert darüber die Behörde, von der er abhängt. Dieser Mitteilung wird eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes des schwerkranken Haushaltszugehörigen oder Familienangehörigen beigelegt, aus der hervorgeht, dass der Bedienstete sich bereit erklärt hat, der schwerkranken Person beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

Im Falle einer schweren Krankheit eines Kindes im Alter von 16 Jahren oder mehr, das im Sinne von Artikel des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen ausschließlich oder hauptsächlich zu Lasten des Bediensteten ist, wird die maximale Dauer der vollständigen und der teilweisen Unterbrechung der Berufslaufbahn auf 24 Monate angehoben, bzw. auf 48 Monate, falls der Bedienstete alleinstehend ist.

Die Perioden der Vollzeit- oder der Teilzeitunterbrechung der Berufslaufbahn können jeweils nur als Perioden von wenigstens einem Monat und höchstens drei Monaten (aufeinander folgend oder nicht) in Anspruch genommen werden.

Als alleinstehend im Sinne des vorliegenden Artikels gilt ein Bediensteter, der ausschließlich und tatsächlich mit einem oder mehreren seiner Kinder lebt.

Im Falle der Anwendung von Artikel 7 des vorliegenden Artikels erbringt der alleinstehende Bedienstete zudem den Beweis seiner Haushaltszusammensetzung anhand einer von der Gemeindebehörde ausgestellten Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass der Bedienstete zum Zeitpunkt des Antrags ausschließlich und tatsächlich mit einem oder mehreren seiner Kinder lebt.

Bei jeder Verlängerung der Periode der Vollzeit- oder der Teilzeitunterbrechung der Laufbahn hat der Bedienstete erneut dasselbe Verfahren zu befolgen und die im Rahmen des vorliegenden Erlasses verlangten Bescheinigungen einzureichen.

Art. 450 - Falls der Bedienstete infolge eines Beschlusses des Direktors des Arbeitslosigkeitsbüros keinen Anspruch auf die Unterbrechungszulage hat oder auf diese verzichtet, wird die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn in Nichtaktivität umgewandelt.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf die Bediensteten, die auf die Unterbrechungszulagen verzichten, weil diese gemäß den Königlichen Erlassen Nr. 415, 416 und 418 vom 16. Juli 1986 nicht mit dem Anspruch auf eine Rente vereinbar sind. Er findet ebenfalls keine Anwendung auf die Bediensteten, die den Anspruch auf die Unterbrechungszulagen verloren haben, weil sie die Frist von zwölf Monaten für selbstständige Tätigkeiten überschritten haben.

Art. 451 - Der Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wird nicht entlohnt; im übrigen wird er jedoch der Diensttätigkeit gleichgestellt.

Art. 452 - Im Laufe einer Periode der Teilzeitlaufbahnunterbrechung kann der Bedienstete keinen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen erhalten.

Art. 453 - Auf seinen Antrag hin kann der Bedienstete sein Amt vor dem Ablauf der Unterbrechungsperiode wieder aufnehmen, mittels einer Kündigungsfrist von zwei Monaten, die der Behörde, von der er abhängt, per Einschreibebrief mitgeteilt wird, außer wenn die Behörde eine kürzere Frist akzeptiert.“

Art. 178 - Artikel 454 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 454 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird dem Ehepartner die Person gleich welchen Geschlechts, mit der er in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, gleichgestellt.

Dem Bediensteten wird erlaubt, sein Amt durch verkürzte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen auszuüben, falls:

- 1° er wenigstens ein Kind zu seinen Lasten hat, das das Alter von 18 Jahren noch nicht erreicht hat;
- 2° sein begründeter und durch Beweise belegter Antrag dazu beiträgt, eine Situation zu beheben, die aufgrund von Schwierigkeiten entstanden ist:
 - a) für den Bediensteten selbst;
 - b) für den Ehepartner;
 - c) für sein Kind oder das Kind des Ehepartners;
 - d) für das von ihm oder vom Ehepartner adoptierte Kind;
 - e) für das Kind, dessen Vormundschaft er selbst oder sein Ehepartner übernommen hat;
 - f) für die Eltern oder Verwandten jeglichen Grades, wenn sie unter demselben Dach wohnen oder zu seinen Lasten fallen;
 - g) für die Verwandten in aufsteigender Linie im ersten Grad des Bediensteten oder des Ehepartners, sowie für die Geschwister des Bediensteten;
 - h) für ein Kind, das zwecks Adoption oder Übernahme der Vormundschaft im Haushalt aufgenommen wurde;
 - i) für ein Kind, für das der Bedienstete oder sein Ehepartner als Vormund bezeichnet worden sind;
 - j)° für ein Kind, das unter die Obhut des Bediensteten oder dessen Ehepartners, der als Gegenvormund bezeichnet wurde, gestellt worden ist;
 - k) für einen Entmündigten, der unter die Obhut des Bediensteten oder dessen Ehepartners, der als Vormund bezeichnet wurde, gestellt worden ist.

§ 2. Nachdem er das Gutachten des hierarchischen Vorgesetzten des betreffenden Bediensteten, der mindestens den Rang A3 hat, eingeholt hat, bewertet der Generaldirektor der betreffenden Generaldirektion die angeführten Gründe. Gleichzeitig bezieht er Stellung zu der Vereinbarkeit mit dem in Artikel 370ter, § 2, Absatz 3 angeführten Arbeitszeitplan.

§ 3. Der Bedienstete, dem die in § 1 angeführte Erlaubnis gewährt wird, ist verpflichtet, 50%, 60%, 70%, 80% oder 90% der Arbeitsdauer im Rahmen der Vollzeitregelung zu leisten. Diese Leistungen werden unter Beachtung des in Artikel 370ter, § 1 erwähnten Zyklus erbracht.

§ 4. Die Erlaubnis zur Teilzeitarbeit wird für einen Zeitraum von wenigstens drei Monaten gewährt, der unbegrenzt verlängert werden kann, insofern Gründe gleicher Natur fortbestehen.

Jede Verlängerung ist abhängig von einer Anfrage des Bediensteten, die einen Monat vor dem Ablauf des laufenden Urlaubs eingereicht wird.

Mittels einer einmonatigen Vorankündigung kann der Bedienstete beantragen, dass der laufende Urlaub vor seinem Ablauf beendet wird.

Der Urlaub wird nicht entlohnt. Er wird im übrigen einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.“

Art. 179 - Artikel 455 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 455 - Der Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen wird ausgesetzt, sobald der Bedienstete einen der folgenden Urlaube erhält:

- 1° ein in Artikel 377 erwähnter Urlaub, um eine Anwartschaft bzw. Probezeit zu absolvieren;
- 2° ein in Artikel 378 erwähnter Urlaub, um an Kursen der Zivilschutzschule teilzunehmen oder in Friedenszeiten Leistungen beim Zivilschutzkorps zu erbringen;
- 3° ein Mutterschaftsurlaub;
- 4° ein Ersatzvaterschaftsurlaub nach Artikel 396;
- 5° ein Vaterschaftsurlaub nach Artikel 397;
- 6° ein Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach Artikel 398 und 399;
- 7° ein Elternurlaub in der Form einer Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Artikel 400;
- 8° ein Elternurlaub nach Artikel 400bis;
- 9° ein Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Artikel 401 bis 404;
- 9° ein Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags nach Artikel 435 bis 444;
- 11° ein Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Artikel 483 bis 484;
- 12° ein Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers nach Artikel 485 bis 490;
- 13° ein Urlaub um eine Tätigkeit in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder bei dem Vorsitzenden einer dieser Fraktionen auszuüben nach Artikel 491 bis 496;
- 14° ein Urlaub wegen der Zurverfügungstellung des Königs, eines Prinzen oder einer Prinzessin von Belgien nach Artikel 497 bis 499;
- 15° ein Urlaub im Sinne von Artikel 77, § 1 des Königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind;
- 16° ein Urlaub, um gewisse militärische Leistungen in Friedenszeiten sowie Leistungen beim Zivilschutz zu erbringen oder gemeinnützige Aufgaben zu erfüllen in Anwendung der am 20. Februar 1980 koordinierten Gesetze, die das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen festlegen“.

Art. 180 - Artikel 456 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 181 - In Buch III, Kapitel XIV desselben Erlasses wird der Abschnitt II, der die Artikel 457 bis 461 umfasst, außer Kraft gesetzt.

Art. 182 - In Buch III, Kapitel XIV desselben Erlasses wird der Abschnitt III, der die Artikel 462 bis 468 umfasst, durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

“Abschnitt 3 — Die freiwillige Viertagewoche

Art. 462 - Der Bedienstete kann sich für eine ununterbrochene Periode von mindestens einem Jahr für die Arbeitsregelung der Viertagewoche entscheiden, im Laufe deren er während vier Werktagen die Vierfüntel der Leistungen, die ihm normalerweise auferlegt sind, erbringt.

Art. 463 - In der Arbeitsregelung der Viertagewoche ist es dem Bediensteten nicht erlaubt, verkürzte Leistungen aus irgendwelchem Grund außer aus gesundheitlichen Gründen zu erbringen. Er ist ebenfalls nicht berechtigt, die Regelung der halbezeitigen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn geltend zu machen.

Art. 464 - Die Arbeitsregelung der Viertagewoche wird ausgesetzt, wenn der Bedienstete Anspruch auf einen der folgenden Urlaube hat:

- 1° ein Mutterschaftsurlaub;
- 2° ein Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach Artikel 398 und 399;
- 3° ein Elternurlaub in der Form einer Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Artikel 400;
- 4° ein Elternurlaub nach Artikel 400bis;
- 5° ein Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Artikel 401 bis 404;
- 6° ein in Artikel 483 erwähnter Urlaub, um bei Wahlen zu kandidieren;
- 7° Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, um Palliativpflege nach Artikel 448 zu leisten;
- 8° ein Urlaub zur Unterstützung oder Pflege eines schwerkranken Haushalts- oder Familienmitglieds, das an einer schweren Krankheit leidet nach Artikel 449.

Art. 465 - Der wegen eines im Artikel 464 erwähnten Urlaubs abwesende Bedienstete wird während dieses Urlaubs nicht mehr den Bestimmungen der Arbeitsregelung der Viertagewoche unterworfen. Er wird aber den Bestimmungen unterworfen, die den Urlaub regeln, auf den er Anspruch hat. In diesem Fall wird die Gehaltsergänzung mit einem Bruch multipliziert, dessen Zähler der Anzahl der im Laufe der besagten Periode geleisteten Tage entspricht und dessen Nenner der Anzahl Tage entspricht, die geleistet gewesen wären, wenn der Urlaub nicht erteilt worden wäre.

Art. 466 - Der Bedienstete, der sich für das System der Viertagewoche entscheidet, erhält das für seine verkürzten Leistungen geschuldete Gehalt, erhöht um eine Gehaltsergänzung in Höhe von 70,14 Euro monatlich, die uneingeschränkt Teil des Gehalts ist.

Das Gesetz vom 1. Mai 1977 zur Organisation einer Regelung für die Bindung bestimmter Ausgaben des öffentlichen Sektors an den Index der Verbraucherpreise des Königreichs ist anwendbar auf diese Gehaltsergänzung, deren Betrag an den Schwellenindex vom 1. Januar 1990 gebunden ist.

Art. 467 - Die Abwesenheitsperiode des Bediensteten wird als Urlaub betrachtet und ist im übrigen einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 468 - Der Bedienstete kann der Regelung der Viertagewoche mittels einer Kündigung von drei Monaten beenden, es sei denn, die Behörde, von der er abhängt, akzeptiert eine kürzere Kündigungsfrist.

Art. 183 - In Buch III, Kapitel XIV desselben Erlasses wird der Abschnitt IV, der die Artikel 469 bis 473 umfasst, durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

"Abschnitt 4 — Vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit

Art. 469 - Ab dem Alter von fünfundsünfzig Jahren hat der Bedienstete das Recht, bis zu seiner vorzeitigen Zuruhesetzung oder wegen Erreichung der Altersgrenze mit einem halben Stundenplan zu arbeiten.

Art. 470 - Wenn der hierarchische Vorgesetzte, der mindestens den Rang A2 hat, der Ansicht ist, dass es notwendig ist, einen Bediensteten aufgrund seiner Kenntnisse, Fähigkeiten oder besonderen Eignungen oder aufgrund der Wichtigkeit der ihm erteilten Aufgabe in seiner Vollzeitarbeit zu belassen, ist er berechtigt, das Entstehen des Anspruchs auf ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit auf einen späteren Zeitpunkt als dem vom Bediensteten ausgewählten Zeitpunkt zu verlegen, ohne dass die Periode zwischen dem vom Bediensteten ausgewählten Zeitpunkt und dem vom hierarchischen Vorgesetzten gebilligten Zeitpunkt sechs Monate überschreiten darf.

Art. 471 - Um diesen Artikel geltend zu machen, verfügt der in Artikel 470 erwähnte hierarchische Vorgesetzte über fünfzehn Tage ab dem Tag nach dem Einreichen des Antrags.

Art. 472 - Die Abwesenheitsperiode des Bediensteten wird als Urlaub betrachtet und ist im übrigen einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt. Der Bedienstete ist jedoch nicht berechtigt, seinen Anspruch auf Beförderung geltend zu machen.

Der Bedienstete ist ebenfalls nicht berechtigt, einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen zu erhalten oder aus irgendwelchen Gründen, außer aus gesundheitlichem Grund, verkürzte Leistungen zu erbringen oder eine halbzehnte Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu erhalten.

Art. 473 - Der Bedienstete kann der in Artikel 469 erwähnten Arbeitszeitregelung mittels einer Kündigung von mindestens drei Monaten ein Ende zu setzen, es sei denn, es wird einer kürzeren Kündigungsfrist stattgegeben. In diesem Fall kann der Bedienstete keinen erneuten Antrag auf vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit einreichen.

Art. 184 - In Artikel 476, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird in Punkt 2° der Wortlaut "l'aide" durch den Wortlaut "l'action" ersetzt;

2° in Punkt 5° wird der Wortlaut "der Französischen Gemeinschaftskommission oder" zwischen den Wortlaut "der gemeinsamen Gemeinschaftskommission" und den Wortlaut "der Flämischen Gemeinschaftskommission" eingefügt.

Art. 185 - In Artikel 477, 2°, 3° und 5° desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "l'aide" durch den Wortlaut "l'action" ersetzt.

Art. 186 - In Artikel 478, Absatz 1, 3° desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "l'aide" durch den Wortlaut "l'action" ersetzt.

Art. 187 - Artikel 481, Absatz 2 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 188 - In Artikel 482 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Zu diesem Zeitpunkt erhält der Bedienstete seine statutarischen Rechte zurück. Wenn der Bedienstete ersetzt worden ist, wird ihm eine neue Stelle zugewiesen";

2° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Die von dem beurlaubten Bediensteten besetzte Stelle kann für vakant erklärt werden, unter der Bedingung, dass die Dauer der Abwesenheit mindestens ein Jahr erreicht und dass die Stelle im Rang A3 oder A4 liegt oder einer Führungstätigkeit im Rang A5, B1, C1 oder D1 entspricht".

Art. 189 - In Artikel 483 desselben Erlasses wird der Wortlaut "regionalen und gemeinschaftlichen Räten" durch den Wortlaut "Parlamenten der Gemeinschaften und Regionen" ersetzt.

Art. 190 - Artikel 488 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 488 - Die von dem beurlaubten Bediensteten besetzte Stelle kann für vakant erklärt werden, unter der Bedingung, dass die Dauer der Abwesenheit mindestens fünf Jahre erreicht und dass die Stelle im Rang A3 oder A4 liegt oder einer Führungstätigkeit im Rang A5, B1, C1 oder D1 entspricht".

Art. 191 - In Artikel 489, Absatz 1 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "der Regierung" durch den Wortlaut "der Behörde" ersetzt.

Art. 192 - Artikel 490 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 490 - Sobald der Urlaub des Bediensteten, der in seiner Stelle nicht ersetzt worden ist, zu Ende geht, besetzt er diese Stelle, wenn er seine Tätigkeit wieder aufnimmt. Wenn der Bedienstete ersetzt worden ist, wird ihm eine neue Stelle zugewiesen".

Art. 193 - Artikel 494 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 494 - Die von dem beurlaubten Bediensteten besetzte Stelle kann für vakant erklärt werden, unter der Bedingung, dass die Dauer der Abwesenheit mindestens fünf Jahre erreicht und dass die Stelle im Rang A3 oder A4 liegt oder einer Führungstätigkeit im Rang A5, B1, C1 oder D1 entspricht".

Art. 194 - Artikel 496 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 496 - Sobald der Urlaub des Bediensteten, der in seiner Stelle nicht ersetzt worden ist, zu Ende geht, besetzt er diese Stelle, wenn er seine Tätigkeit wieder aufnimmt. Wenn der Bedienstete ersetzt worden ist, wird ihm eine neue Stelle zugewiesen".

Art. 195 - In Artikel 497 desselben Erlasses wird der Wortlaut "durch den Minister des öffentlichen Dienstes" gestrichen.

Art. 196 - In Artikel 499 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die von dem beurlaubten Bediensteten besetzte Stelle kann für vakant erklärt werden, unter der Bedingung, dass die Dauer der Abwesenheit mindestens fünf Jahre erreicht und dass die Stelle im Rang A3 oder A4 liegt oder einer Führungstätigkeit im Rang A5, B1, C1 oder D1 entspricht";

2° Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Wenn der Bedienstete ersetzt worden ist, wird ihm eine neue Stelle zugewiesen".

Art. 197 - In Artikel 503, Absatz 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 wird der Wortlaut "1. Januar 2009" durch den Wortlaut "1. Januar 2011" ersetzt".

Art. 198 - In Artikel 515 desselben Erlasses wird der Punkt 2° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"2° Generaldirektor des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten: der Generalbeamte des Rangs A2, der in Sachen Personal zuständig ist".

Art. 199 - In Artikel 520 desselben Erlasses wird der Absatz 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Generaldirektor des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten verweigert die Erstattung der Dienstfahrtkosten, wenn er der Meinung ist, dass es sich um unbegründete Fahrten handelt; er verringert sie, falls sie übertrieben sind oder wenn der Betreffende sie normalerweise hätte vermeiden können".

Art. 200 - In Artikel 523, Absatz 1 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "des Generalsekretärs" durch den Wortlaut "des Generaldirektors des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt".

Art. 201 - In Artikel 526, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird Punkt 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1. Klasse: für die Bezugsberechtigten, die Inhaber eines Dienstgrads der Stufen A, B und C und des Dienststranges D1";

Art. 202 - In Art. 530, Absatz 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Die Bediensteten und Generalbeamten, die Inhaber eines Dienstgrads der Ränge A3, A2 und A1" durch den Wortlaut "Die Generalbeamten" ersetzt.

Art. 203 - In Artikel 532 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die Ministerien und Einrichtungen" durch den Wortlaut "der Öffentliche Dienst der Wallonie und die Einrichtungen" ersetzt.

Art. 204 - In Artikel 535, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "das Ministerium" durch den Wortlaut "die Region" ersetzt.

Art. 205 - In Artikel 536 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Generalsekretär" durch den Wortlaut "Generaldirektor, dem sie unterstehen" ersetzt";

2° ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Die Entschädigung wird durch den Generaldirektor, dem der Bezugsberechtigte untersteht, nach Abgabe des Gutachtens des Generaldirektors des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten gewährt".

Art. 206 - In Artikel 545, Absatz 1 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "Der Generalsekretär" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten" ersetzt".

Art. 207 - In Artikel 557, Absatz 1 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "bei dem Generalsekretär oder seinem Beauftragten" durch den Wortlaut "bei dem Generaldirektor des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten oder seinem Beauftragten" ersetzt".

Art. 208 - In Artikel 570, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "behalten der Bedienstete oder seine Mitbewohner" durch den Wortlaut "behalten der Bedienstete" ersetzt.

Art. 209 - In Anlage II desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Abschnitt 1, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 13. September 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in der Spalte "Stufe" der Tabellen werden die Ziffern "1", "2+", "2" und "3" jeweils durch die Buchstaben "A", "B", "C" und "D" ersetzt;

b) die Zeile "1- A6 - Beruf 35 - Wissenschaftlicher Attaché" durch die Zeile "A - A5 und A6 - Beruf 35 - Wissenschaftlicher Attaché" ersetzt;

c) in der Tabelle der Stufe 2+, Beruf 36, wird der Wortlaut "- erlischt allmählich" gestrichen;

d) in der Tabelle der Stufe 2+ wird der folgende Wortlaut eingefügt: "59bis. Sozialinspektor";

2° in Abschnitt II, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, 15. Februar 2007 und vom 13. September 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in der Rubrik a):

aa) der Wortlaut "der Stufe 1" wird durch den Wortlaut "der Stufe A" ersetzt;

ab) Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

ac) Punkt 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "2° schriftlich kommunizieren können;"

b) in der Rubrik b):

ba) der Wortlaut "der Stufe 2+" wird durch den Wortlaut "der Stufe B" ersetzt;

bb) Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

bc) Punkt 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "2° schriftlich kommunizieren können;"

2° in der Rubrik c):

ca) der Wortlaut "der Stufe 2" wird durch den Wortlaut "der Stufe C" ersetzt;

cb) Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

cc) Punkt 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "2° schriftlich kommunizieren können;"

d) in der Rubrik d) wird der Wortlaut "des Ranges D3 der Stufe 3" durch den Wortlaut "der Stufe D, Gehaltstabelle D3" ersetzt;

d) in der Rubrik e) wird der Wortlaut "des Ranges D4 der Stufe 3" durch den Wortlaut "der Stufe D, Gehaltstabelle D4" ersetzt;

3° in Abschnitt III, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und vom 13. September 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in der Spalte "Stufe" der Tabellen werden die Ziffern "1", "2+" und "2" jeweils durch die Buchstaben "A", "B", und "C" ersetzt;

b) in der Tabelle der Stufe 2+, die nunmehr die Bezeichnung Stufe B trägt, wird in der Spalte "Beruf" vor dem Wortlaut "2° Agronomie" der Wortlaut "1bis Verwaltungsbediensteter" eingefügt;

4° in Abschnitt IV, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Unterabschnitt I:

aa) im Titel wird der Wortlaut "der Stufe 1" wird durch den Wortlaut "der Stufe A" ersetzt;

ab) der Wortlaut "in der Stufe 1" wird jeweils durch den Wortlaut "in der Stufe A" ersetzt;

b) in Unterabschnitt II:

ba) im Titel wird der Wortlaut "der Stufe 2+" wird durch den Wortlaut "der Stufe B" ersetzt;

bb) der Wortlaut "in der Stufe 2+" wird jeweils durch den Wortlaut "in der Stufe B" ersetzt;

bc) in Punkt 3° wird der Wortlaut "im Rang B3" durch den Wortlaut "im Rang B2" ersetzt;

c) in Unterabschnitt III:

ca) im Titel wird der Wortlaut "der Stufe 2" wird durch den Wortlaut "der Stufe C" ersetzt;

cb) der Wortlaut "in der Stufe 2+" wird jeweils durch den Wortlaut "in der Stufe B" ersetzt;

cc) in Punkt 2° wird der Punkt a) durch den Wortlaut "und die öffentlichen Aufträge";

cd) in Punkt 3° wird der Wortlaut "im Rang C3" durch den Wortlaut "im Rang C2" ersetzt;

Art. 210 - In der Anlage III, Kapitel I desselben Erlasses wird der Wortlaut "STUFE 1" durch den Wortlaut, "STUFE A", der Wortlaut "STUFE 2+" durch den Wortlaut, "STUFE B", der Wortlaut "STUFE 2" durch den Wortlaut, "STUFE C" und der Wortlaut "STUFE 3 – Stufe 4" durch den Wortlaut, "STUFE D" ersetzt.

Art. 211 - Anlage XIII desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, wird durch die Anlage 1 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 212 - Die Anlage XIV desselben Erlasses wird durch die Anlage 2 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

KAPITEL II — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes*

Art. 213 - In Artikel 9, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Generalbeamten angeht, wird die Zahl "348" durch die Zahl "356" ersetzt.

KAPITEL III — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 zur Änderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes mit dem Ziel, die jetzige Stufe 4 in die Stufe 3 einzugliedern*

Art. 214 - Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 zur Änderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes mit dem Ziel, die jetzige Stufe 3 in die Stufe 4 einzugliedern, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 1, 2° wird nach dem Wortlaut "erfolgreich abgelegt haben" der Wortlaut "oder die Inhaber eines Amtes sind, das einem der unter den Nummern 74 bis 79 der Tabelle, die die Anlage I bildet, angeführten Berufe entspricht" eingefügt.

2° in § 5 wird der Wortlaut "am 31. Dezember 2006" gestrichen.

KAPITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 215 - Das im früheren Dienstgrad erlangte Dienstalter in der Gehaltstabelle gilt als das neue Dienstalter in der Gehaltstabelle im neuen Dienstgrad.

Art. 216 - So lange die in Artikel 71, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Datenbank nicht einsatzbereit ist, ist das in Artikel 16 desselben Erlasses erwähnte Verfahren für den Aufruf an die Bewerber ebenfalls auf die Versetzung anwendbar.

Art. 217 - So lange die in Artikel 79, § 2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Datenbank nicht einsatzbereit ist, wird das Verfahren für die Zuteilung der offen erklärten Stellen durch interne oder externe Mobilität nach den Richtlinien der Absätze 2 bis 6 festgelegt.

Die Bedingungen müssen am Tag, an dem die Stelle für offen erklärt wird, und am Tag der Maßnahme zur internen oder externen Mobilität erfüllt sein.

Die Stellen sind Gegenstand eines einzigen im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlichten Aufrufs an die Bewerber im Rahmen der internen oder externen Mobilität.

Der Aufruf an die Bewerber umfasst ein Funktionsprofil.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit gelten folgende Bestimmungen:

1° Die Frist für das Einreichen der Bewerbungen beträgt zehn Tage ab dem Tag der Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* ;

2° der Bewerber, der sich für mehrere Stellen bewirbt, gibt seine Vorzüge in absteigender Reihenfolge und in arabischen Ziffern an;

3° jede Bewerbung um eine Stelle als Direktor oder als erster Attaché wird begründet und mit einem Lebenslauf versehen, der dem Muster entspricht, das die Anlage VI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bildet;

4° die Bewerbungen werden über dem Postweg eingereicht.

Das Verfahren für den Bewerbungsauftrag darf nicht zwischen dem 1. Juli und dem 31. August eingeleitet werden.

Art. 218 - Artikel 91ter, § 2, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist nicht anwendbar auf die Ausbildungslehrgänge, an denen der Bedienstete auf eigene Initiative seit dem 12. April 2007 teilnimmt; für diese Lehrgänge gelten die vor dem 12. April 2007 auf die Gewährung von Vergütungen für die Fahrtkosten anwendbaren Bestimmungen.

Art. 219 - § 1 In Abweichung der Artikel 55 und 56 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass abgeänderten Fassung werden folgende Bedienstete bis zum 31. Dezember 2009 durch Aufsteigen in die nächsthöhere Stufe befördert:

1° die Hauptgraduierten der Gehaltsstufe B1 zu den Bedingungen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines ersten Graduierten anwendbar waren;

2° die Hauptassistenten der Gehaltsstufe C1 zu den Bedingungen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines ersten Assistenten anwendbar waren;

3° die Hauptbeigeordneten der Gehaltsstufe D1 zu den Bedingungen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines ersten Beigeordneten anwendbar waren;

§ 2. Die in Artikel 49, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Fassung erwähnte Höchstgrenze der 16 Prozent wird berechnet sowohl auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in den betreffenden Stufen des öffentlichen wallonischen Dienstes sowie auf der Grundlage der Anzahl der Bediensteten, die dem Ministerium der Wallonischen Region und dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen angehören.

§ 3. Die in Artikel 49, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Fassung erwähnte Höchstgrenze der 20 Prozent wird berechnet sowohl auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in den betreffenden Stufen des öffentlichen wallonischen Dienstes sowie auf der Grundlage der Anzahl der Bediensteten, die dem Ministerium der Wallonischen Region und dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen angehören.

Art. 220 - In Abweichung von Artikel 296 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Fassung beträgt die Dauer der Probezeit der auf Vertragsbasis als wissenschaftliche Attachés eingestellten Personalmitglieder ein Jahr.

Art. 221 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 über die freiwillige Viertagewoche und den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 222 - Der vorliegende Erlass tritt im Kraft am 1. Mai 2009, mit Ausnahme von Artikel 214, der am 1. Januar 2007 wirksam wird.

Art. 223 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Anlage 1

Anlage XIII – Gehaltstabellen auf jährlicher Basis

STUFE A				
Stufen	A6	A6S	A5	A5S
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84

STUFE A			
Stufen	A4bis	A4	A4S
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36
Sechsjahres-erhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	32.734,24	33.478,24	35.762,53
1	33.357,84	34.101,84	36.386,13
2	33.981,44	34.725,44	37.009,73
3	34.605,04	35.349,04	37.633,33
4	34.605,04	35.349,04	37.633,33
5	34.865,40	36.609,40	38.893,69
6	36.115,78	36.859,78	39.144,07
7	37.376,14	38.120,14	40.404,43
8	37.376,14	38.120,14	40.404,43
9	38.636,50	39.380,50	41.664,79
10	38.636,50	39.380,50	41.664,79
11	39.896,86	40.640,86	42.925,15
12	40.147,24	40.891,24	43.175,53
13	41.407,60	42.151,60	44.435,89
14	41.407,60	42.151,60	44.435,89
15	42.667,96	43.411,96	45.696,25
16	42.667,96	43.411,96	45.696,25
17	43.928,32	44.672,32	46.956,61
18	44.178,70	44.922,70	47.206,99
19	45.439,06	46.183,06	48.467,35
20	45.439,06	46.183,06	48.467,35
21	46.699,42	47.443,42	49.727,71
22	46.699,42	47.443,42	49.727,71
23	47.959,78	48.703,78	50.988,07
24	48.210,16	48.954,16	51.238,45
25	48.210,16	48.954,16	51.238,45
26	48.210,16	48.954,16	51.238,45
27	48.210,16	48.954,16	51.238,45
28	48.210,16	48.954,16	51.238,45
29	48.210,16	48.954,16	51.238,45
30	48.460,54	49.204,54	51.488,83

STUFE A				
Stufen	A3	Abis	A2	A1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sechsjahres-erhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51

STUFE B				
Stufen	B3	B2	B1bis (B2+2.500)	B1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18
	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59
	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03
	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31
	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30
Sechsjahres-erhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.849,72	19.345,74	21.845,74	24.986,67
1	16.101,90	19.597,92	22.097,92	25.238,85
2	16.354,08	19.850,10	22.350,10	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
4	16.006,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
5	16.898,85	20.394,87	22.894,87	26.035,80
6	17.149,23	20.645,25	23.145,25	26.286,18
7	17.539,26	21.035,28	31.535,28	26.676,21
8	17.539,26	21.035,28	23.535,28	26.676,21
9	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
10	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
11	18.883,88	22.379,90	24.879,90	28.020,83
12	19.134,26	22.630,28	25.130,28	28.271,21
13	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
14	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
15	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
16	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
17	20.899,16	24.395,18	26.895,18	30.036,11
18	21.149,54	24.645,56	27.145,56	30.286,49
19	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
20	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
21	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
22	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
23	22.914,44	26.410,46	28.910,46	32.051,39
24	23.164,82	26.660,84	29.160,84	32.301,77
25	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
26	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
27	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
28	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
29	24.929,72	28.425,74	30.925,74	34.066,67
30	25.180,10	28.676,12	31.176,12	34.317,05

STUFE C				
Stufen	C3	C2	C1bis (C2+2.500)	C1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31
	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31
	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34
	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64
	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60
Sechsjahres- erhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	19.380,14	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	19.647,45	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	19.914,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	20.449,3,8	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	20.699,76	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	22.481,38	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	22.731,76	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	24.602,56	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	24.852,94	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	26.723,74	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	26.974,12	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	28.844,92	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	29.095,30	31.516,60

STUFE D					
Stufen	D4	D3	D2	D1bis (D2+1.500)	D1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 140,09	3/1 x 112,97	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09
	5/2 x 194,67	2/2 x 58,17	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67
	6/2 x 266,78	1/2 x 60,40	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78
	2/2 x 419,35	2/2 x 194,67	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35
		6/2 x 266,78			
		2/2 x 419,35			
Sechsjahres- erhöhungen	5/6x250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.518,38	13.257,38	15.444,96	16.944,38	18.749,62
1	12.658,47	13.370,35	15.585,05	17.085,05	18.889,71
2	12.798,56	13.483,32	15.725,14	17.225,14	19.029,80
3	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
4	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
5	13.133,32	13.654,46	16.059,90	17.559,90	19.364,56
6	13.383,70	13.904,84	16.310,28	17.810,28	19.614,94
7	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
8	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
9	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
10	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
11	13.967,71	14.218,08	16.894,29	18.394,29	20.198,95
12	14.218,09	14.468,46	17.144,67	18.644,67	20.449,33
13	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
14	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
15	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
16	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
17	14.946,32	15.196,69	17.872,90	19.372,90	21.177,56
18	15.196,70	15.447,07	18.123,28	19.623,28	21.427,94
19	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
20	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
21	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
22	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
23	15.997,04	16.247,41	18.923,62	20.423,62	22.228,28
24	16.247,42	16.497,79	19.174,00	20.674,00	22.478,66
25	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	22.745,44
26	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	23.745,44
27	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
28	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
29	17.352,90	17.603,27	20.279,48	21.779,48	23.584,14
30	17.603,28	17.853,65	20.529,86	22.029,86	23.834,52

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes beigefügt zu werden.

Namur, den 27. März 2009.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Anlage 2

Anlage XIV — Liste der Dienststellen und Einrichtungen, die befugt sind, wissenschaftliches Personal zu beschäftigen

1° "Institut scientifique de service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

2° "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für Bewertung, Vorausschau und Statistik)

3° "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung)

4° Abteilung technische Gutachten der operativen Generaldirektion "Straßen und Gebäude"

5° Abteilung Studien und Verwaltungsberatung der operativen Generaldirektion "Mobilität und Wasserwege"

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes beigefügt zu werden.

Namur, den 27. März 2009.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1440

[C — 2009/27082]

27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de vrijwillige vierdagenweek en het verlof wegens loopbaanonderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wat betreft de ambtenaren-generaal, inzonderheid op artikel 9, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april, 24 september en 10 november 2008;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april en 2 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister der Pensioenen, gegeven op 23 maart 2009;

Gelet op onderhandelingsprotocol nr. 523 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 9 december 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.711/2, gegeven op 11 en 12 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt het tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, vervangen als volgt :

« De rangen worden tussen de niveaus ingedeeld als volgt :

1° in niveau A, zes rangen aangewezen door de letter A;

2° in niveau B, drie rangen aangewezen door de letter B;

3° in niveau C, drie rangen aangewezen door de letter C;

4° in niveau D, vier rangen aangewezen door de letter D. ».

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 2° tot 4° worden vervangen als volgt :

« 2° in rang A2, de graad van directeur-generaal;

3° in rang A3, de graad van inspecteur-generaal;

4° in rang A4, de graden van directeur en adviseur; »;

2° in 6° vervallen de woorden « wetenschappelijk attaché ».

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De mandatarissen van de rangen A1 en A2 zijn leidend ambtenaren-generaal. ».

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 8. De graden van eerste attaché, eerste gegradueerde, eerste assistent en eerste adjunct zijn leidinggevende graden. ».

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de paragrafen 1 tot 3 worden vervangen als volgt :

« § 1. In het kader van het mandaat dat hem overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II door de Regering wordt opgedragen, coördineert de secretaris-generaal de acties van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. Elk directoraat-generaal wordt geleid door een directeur-generaal in het kader van het mandaat dat hem overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II door de Regering wordt toegewezen.

§ 3. Elk Departement wordt geleid door een inspecteur-generaal. »;

2° in § 5 wordt het woord « Ministerie » vervangen door de woorden « Waalse Overheidsdienst ».

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Regering stelt de personeelsformatie van de administratieve diensten vast die enerzijds de benamingen van de Directoraten-generaal, de Departementen en de Directies en, anderzijds, de betrekkingen gebonden aan de graden van secretaris-generaal, directeur-generaal, inspecteur-generaal, directeur alsmede die gebonden aan de leidinggevende graden bevat.

Onder dienst dient een directie of een entiteit te worden verstaan die in de buitendiensten niet als directie is opgericht. »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Op voorstel van het Directiecomité bedoeld in artikel 163 keurt de Regering het organogram goed dat de betrekkingen verdeelt tussen de verschillende diensten en dat de beroepen gebonden aan deze betrekkingen en het personeelsplan bepaalt, dat minstens jaarlijks de bestaande personeelsbezetting alsmede de huidige en toekomstige behoeften aan personeel uitdrukt. »;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Onder beroep dient een geheel van vaardigheden en bekwaamheden te worden verstaan die vereist zijn voor de uitoefening van bepaalde categorieën van functies. »;

4° § 4° wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden « In de rangen A6, B3 en C3 » vervangen door de woorden « In de graden van adviseur, eerste attaché en attaché en in de niveaus B en C »;

b) in het tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « In de rangen D3 en D4 » vervangen door de woorden « In niveau D ».

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « van de functionele personeelsformatie » worden vervangen door de woorden « van het organogram »;

2° de bewoordingen « aan de secretaris-generaal medegedeeld, die ze aan de leden van de Regering meedeelt » worden vervangen door de bewoordingen « aan de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken en aan de betrokken functionele Ministers medegedeeld. ».

Art. 8. In artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van 15 april 2005, worden leden vóór het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering verklaart de staffuncties, de betrekkingen van directeur en van inspecteur-generaal vacant.

De directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken verklaart de wervingsbetrekkingen bedoeld in het personeelsplan vacant op voorstel van het Directiecomité van het Directoraat-generaal waartoe de betrekking behoort. ».

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 13bis. De toegangsvoorwaarden voor een betrekking worden vóór de toewijzing ervan geverifieerd. ».

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 april 2004 en 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. Onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege wordt de vacante betrekking van directeur achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;

2° interne of externe mobiliteit.

§ 2. Onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege wordt de vacante staffunctie achtereenvolgens ingevuld bij

1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;

2° interne mobiliteit. ».

Art. 11. Artikel 15 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. Onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege wordt de vacante wervingsbetrekking achtereenvolgens ingevuld bij :

1° bevordering door overgang naar een hoger niveau;

2° werving.

Als de betrekking overeenkomstig artikel 13, derde lid, vacant wordt verklaard, wordt de betrekking evenwel achtereenvolgens ingevuld bij :

1° bevordering door overgang naar een hoger niveau;

2° mutatie of reaffectatie;

3° interne of externe mobiliteit;

4° werving. ».

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 16. § 1. De procedure van oproep tot de kandidaten voor de mutatie wordt overeenkomstig artikel 71 uitgevoerd.

De procedure van oproep tot de kandidaten voor de bevordering door overgang naar een hoger niveau wordt uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 120 en volgende.

De procedure van oproep tot de kandidaten voor de reaffectatie of de bevordering door verhoging in graad wordt bepaald overeenkomstig § 2.

§ 2. De oproep tot de kandidaten wordt tegelijkertijd per post gezonden aan de betrokken ambtenaren en verspreid op het « intranet ». Hij omvat het functieprofiel en de criteria voor de selectie en de rangschikking.

De procedure voor de oproep tot de kandidaten mag niet tussen 1 juli en 31 augustus beginnen.

§ 3. Op straffe van nietigheid :

1° moeten de kandidaturen ingediend worden binnen een termijn van tien dagen na de derde werkdag, zaterdag niet inbegrepen, volgend op die van de indiening van de oproep tot de kandidaten bij de post;

2° vermeldt de ambtenaar die kandidaat is voor meerdere betrekkingen zijn voorkeur in dalende volgorde en in Arabische cijfers;

3° is de kandidatuur voor elke betrekking van directeur, elke staf- of wervingsfunctie met redenen omkleed en gaat ze vergezeld van een curriculum vitae dat overeenstemt met het in bijlage VI vermelde model.

De voorwaarden moeten verenigd zijn op de dag waarop de betrekking vacant wordt verklaard en op de dag van toekenning ervan. ».

Art. 13. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken ».

Art. 14. In artikel 19, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden « bijlage II » vervangen door de woorden « bijlage III ».

Art. 15. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « van niveau 1 en 2 » vervangen door de woorden « van niveau A en B » en worden de woorden « van niveau 2 en 3 » vervangen door de woorden « van niveau C en D »;

2° in het derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « van niveau 1 of 2 » vervangen door de woorden « van niveau A of B » en worden de woorden « van niveau 2 of 3 » vervangen door de woorden « van niveau C of D ».

Art. 16. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 17. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden « van de niveaus 1 en 2 » worden vervangen door de woorden « van niveau A en B » en de woorden « van niveau 1 » worden vervangen door de woorden « van niveau A »;

b) de woorden « van het Ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst »;

2° § 2° wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « van de niveaus 2 en 3 » vervangen door de woorden « van niveau C en D »;

b) in het derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « van niveau 1 » vervangen door de woorden « van niveau A » en worden de woorden « van de niveaus 2 en 3 » vervangen door de woorden « van niveau C en D ».

Art. 18. In artikel 27, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « van niveaus 1 en 2 » vervangen door de woorden « van niveau A en B » en worden de woorden « van niveaus 2 en 3 » vervangen door de woorden « van niveau C en D ».

Art. 19. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1°. in het eerste lid worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken »;

2°. in het eerste lid, 2°, worden de woorden « tot een poolverandering in dezelfde personeelsformatie » vervangen door de woorden « tot een verandering van Directoraat-generaal na advies van het Directoraat-generaal waarin de stagiair actief is »;

3°. in het derde lid, worden de woorden « van pool » vervangen door de woorden « van Directoraat-generaal ».

Art. 20. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, worden het eerste en het tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, vervangen als volgt :

« § 1^{er}. De stagecommissie bestaat uit :

1° de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken of zijn afgevaardigde van minstens rang A3;

2° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal waaronder de stagiair valt, of zijn afgevaardigde van minstens rang A3;

3° de inspecteur-generaal personele middelen.

De commissie wordt voorgezeten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken of door zijn afgevaardigde van minstens rang A3.

In afwijking van het eerste en het tweede lid als de rechtstreekse hiërarchische meerdere van de stagiair de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken of de inspecteur-generaal van humane resources is, wordt hij vervangen door de inspecteur-generaal Algemene Zaken. »;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken » en wordt het woord « pool » vervangen door het woord « Directoraat-generaal ».

Art. 21. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 30. De Regering verricht de vaste benoeming van de stagiairs van niveau A, B, C en D. »

Art. 22. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De stagiair die tijdens de stage of na afloop ervan ontslagen is, krijgt behalve in het geval van een zware fout, een opzegtermijn van drie maanden. ».

Art. 23. In artikel 32 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervallen de woorden « door de Directie Aanwerving van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

2° in de tweede en derde leden, worden de woorden « Directie Aanwerving » vervangen door de woorden « Directie Selectie ».

Art. 24. In artikel 33 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « Directie Aanwerving » vervangen door de woorden « Directie Selectie ».

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk V van titel III van Boek I gewijzigd als volgt :

1° de afdelingen I tot III, die de artikelen 46 tot 58 omvatten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 31 augustus 2006 en 15 februari en 13 september 2007 worden vervangen als volgt :

« Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 46. Er zijn drie soorten bevorderingen :

1° de bevordering door verhoging in graad;

2° de bevordering door verhoging in weddeschaal;

3° bevordering door overgang naar een hoger niveau.

Onderafdeling 1. — Algemeenheden wat betreft de bevordering door verhoging in graad

Art. 47. § 1. De bevordering door verhoging in graad is de benoeming in de hogere graad van hetzelfde niveau.

§ 2. In niveau A kan de ambtenaar bevorderd worden tot de graad van eerste attaché, adviseur, directeur of inspecteur-generaal.

Met uitzondering van de bevorderingen door verhoging in graad tot de graden van adviseur, eerstaanwendend gegradueerde, eerstaanwendend assistent, eerstaanwendend adjunct en geschoolde adjunct wordt de bevordering door verhoging in graad ondergeschikt gemaakt aan de vacature van een betrekking van die graad.

De bevordering door verhoging in graad heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op de benoeming. Indien de betrekking evenwel nog bezet is op de datum van de benoeming, heeft de benoeming uitwerking op de dag waarop de betrekking vacant wordt.

Onderafdeling 2. — Bevordering door verhoging in graad van de graden van geschoolde adjunct, eerstaanwendend adjunct, eerstaanwendend assistent en eerstaanwendend gegradueerde

Art. 48. Door verhoging in graad bevorderd wordt :

1° tot de graad van eerstaanwendend gegradueerde, de gegradueerde;

2° tot de graad van eerstaanwendend assistent, de assistent;

3° tot de graad van eerstaanwendend adjunct, de geschoolde adjunct;

4° tot de graad van geschoolde adjunct, de adjunct.

Art. 49. § 1. De ambtenaar wordt bevorderd tot de graden van eerstaanwendend adjunct, eerstaanwendend assistent en eerstaanwendend gegradueerde als hij de volgende voorwaarden vervult :

1° vijftien jaar ranganciënniteit hebben;

2° aantonen dat de evaluatie positief is;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De adjunct wordt door verhoging in graad bevorderd tot de graad van geschoolde adjunct als hij de in het eerste lid, 2° en 3° bedoelde voorwaarden vervult en heeft, ofwel, een ranganciënniteit van acht jaar, ofwel een ranganciënniteit van vier jaar en is lauraat van een proef van verwerving van beroepskwalificaties.

§ 2. De ambtenaar kan door verhoging in graad bevorderd worden tot de graden van eerstaanwendend adjunct, eerstaanwendend assistent en eerstaanwendend gegradueerde als hij de volgende voorwaarden vervult :

1° zes jaar ranganciënniteit hebben;

2° aantonen dat de evaluatie positief is;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;

4° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken graad en het betrokken beroep.

De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door het betrokken directiecomité na advies van de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken en met inachtneming van het aantal bevorderingen in het niveau voorzien voor het lopende jaar door het personeelsplan.

Onderafdeling 3. — Bevordering door verhoging in de graden van directeur en adviseur

Art. 50. § 1. De ambtenaar van niveau A die aan de volgende voorwaarden voldoet, kan door de Regering bevorderd worden tot de graad van directeur :

- 1° zes jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet het voorwerp zijn van een niet geschrapte en definitieve disciplinaire maatregel;
- 4° houder zijn van het directiebrevet.

§ 2. Het Directiecomité van het Directoraat-generaal waaronder de in te vullen betrekking ressorteert, bepaalt op grond met name van het bevoegdheidsprofiel en van de visie van de kandidaat over de uitoefening van de aan de betrekking gebonden opdracht, een voorlopig voorstel voor rangschikking van de kandidaten die geacht worden geschikt te zijn :

- 1° voor de mutatie, de reffectatie of de bevordering door verhoging in graad;
- 2° voor de interne of externe mobiliteit.

Het Directiecomité stelt slechts een voorstel volgens de in het eerste lid, 2°, bepaalde wijzen vast in afwezigheid van elke kandidatuur voor de toekenning van de betrekking volgens de wijzen bepaald in het eerste lid, 1°, of als de overheid beslist die betrekking aan geen enkele kandidaat toe te kennen.

§ 3. Het voorlopige voorstel tot rangschikking of niet-rangschikking is gemotiveerd en wordt aan de kandidaten medegedeeld.

Elke kandidaat mag binnen de vijftien dagen na de mededeling zijn opmerkingen laten geworden of een bezwaar indienen bij de voorzitter van het Directiecomité. Het Directiecomité beslist over het bezwaar binnen twee maanden na ontvangst ervan, na de bezwaarindiener te hebben gehoord indien laatstgenoemde dat wenst. De bezwaarindiener mag zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Van de met redenen omklede beslissing van het Directiecomité over de opmerkingen of het bezwaarschrift wordt kennis gegeven aan degene die zijn opmerkingen heeft laten geworden of een bezwaarschrift heeft ingediend.

In geval van wijziging van het voorlopige voorstel is het definitieve voorstel gemotiveerd en wordt het aan alle kandidaten medegedeeld. Daarin worden de verschillende beroepsmogelijkheden vermeld.

Art. 51. De directeur wordt op eigen verzoek benoemd tot de graad van adviseur voor zover hij vijftien jaar ranganciënniteit heeft en voor zover hij de in artikel 49, § 2, 2° tot 4° bedoelde voorwaarden vervult. De voorwaarde betreffende de ranganciënniteit wordt evenwel niet meer vereist voor de directeur die minstens vijfenvijftig jaar oud is.

Art. 52. Door verhoging tot de graad van adviseur bevorderd worden, de eerste attaché en de attaché die de gunstige evaluatie aantonen aan het einde van een volledig mandaat toegekend overeenkomstig Boek II voor zover ze niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

Onderafdeling 4 - Bevordering door verhoging in graad tot de leidinggevende graden

Art. 53. § 1. Bevorderd kan worden :

- 1° tot de graad van eerste attaché, de attaché;
- 2° tot de graad van eerste gegradueerde, de eerstaanwendend gegradueerde en de gegradueerde;
- 3° tot de graad van eerste assistent, de eerstaanwendend assistent en de assistent;
- 4° tot de graad van eerste adjunct, de eerstaanwendend adjunct en de geschoolde adjunct.

§ 2. De in de vorige § bedoelde ambtenaar kan bevorderd worden als hij de volgende voorwaarden vervult :

- 1° zes jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken graad;
- 5° binnen vier jaar vóór de vacantverklaring laureaat zijn van een geschiktheidsexamen voor staffuncties verricht voor het betrokken niveau;
- 6° geslaagd zijn voor een test inzake beroepsgeschiktheid voor staffuncties bestemd om na te gaan of het profiel van de laureaat en de in te vullen betrekking onderling overeenstemmen.

§ 3. Onverminderd de leden 2 tot 4 worden de staffuncties ingevuld overeenkomstig de regels bepaald in artikel 50, §§ 2 en 3.

Voor de staffuncties van niveau B, C en D stelt het directiecomité, uitgebreid met de ambtenaar van rang A4, en in voorkomend geval met de ambtenaar van rang A onder wie de in te vullen betrekking ressorteert, een voorlopig voorstel van rangschikking op van de kandidaten.

De betrekking wordt toegekend door de Regering voor niveau A en door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken voor de andere niveaus. Het voorstel van het Directiecomité wordt gegrond op de in § 2, 6° bedoelde test.

Bij ex aequo wordt de ambtenaar met de hoogste anciënniteit in de hoogste rang onder de bekwaam verklaarde geslaagden door verhoging in graad bevorderd tot de staffunctie.

Art. 54. Op eigen verzoek krijgt de ambtenaar die een staffunctie bekleedt, zijn wederopname in de graad en de weddeschaal die hij had of die hij zou hebben gekregen overeenkomstig de artikelen 49, § 1, en 56, § 1.

De wederopname wordt beslist door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken en heeft uitwerking op de eerste dag van de tweede maand na ontvangst van de aanvraag.

De in zijn graad herstelde ambtenaar wordt gereffecteerd.

Afdeling 2. — Bevordering door verhoging in weddeschaal

Art. 55. § 1. De bevordering door verhoging in weddeschaal is de toewijzing van een hogere weddeschaal in dezelfde graad.

§ 2. Door verhoging in weddeschaal bevorderd wordt :

- 1° tot weddeschaal A4bis, de eerste attaché of de attaché met weddeschaal A5S, A5 A6S of A6;
- 2° tot weddeschaal A5, de attaché met weddeschaal A6;
- 3° tot weddeschaal A5S, de attaché met weddeschaal A6S;

- 4° tot weddeschaal B1bis, de eerstaanwezend gegradueerde met weddeschaal B2;
- 5° tot weddeschaal C1bis, de eerstaanwezend assistent met weddeschaal C2;
- 6° tot weddeschaal D1bis, de eerstaanwezend adjunct met weddeschaal D2.

Art. 56. § 1. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschalen A5 en A5S :

- 1° vijftien jaar ranganciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, wordt door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschalen B1bis, C1bis en D1bis :

- 1° tien jaar ranganciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken weddeschaal en het betrokken beroep.

§ 2. De ambtenaar die de volgende voorwaarden vervult, kan bevorderd worden door verhoging in weddeschaal tot de weddeschalen A4bis, A5S, A5, B1bis, C1bis en D1bis :

- 1° zes jaar ranganciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4° houder zijn van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden voor de betrokken weddeschaal en het betrokken beroep.

De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door het betrokken directiecomité na advies van de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken en met inachtneming van het aantal bevorderingen in het niveau voorzien voor het lopende jaar in het personeelsplan.

Afdeling 3. — Bevordering door overgang naar een hoger niveau

Art. 57. § 1. De bevordering door overgang naar het hogere niveau is de benoeming in een wervingsgraad van een hoger niveau dan het niveau waartoe de ambtenaar behoort.

Ze is ondergeschikt aan het vacant zijn van een betrekking van die graad.

§ 2. De bevordering door overgang naar het hogere niveau wordt toegekend door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken.

§ 3. De bevordering door overgang naar het hogere niveau heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de benoeming. Indien de betrekking evenwel nog bezet is op de datum van de benoeming, heeft de benoeming uitwerking met ingang van de dag waarop de betrekking vacant wordt.

Art. 58. § 1. Door overgang naar het hogere niveau bevorderd kan worden :

- 1° tot de graad van attaché, de ambtenaar van niveau B of niveau C;
- 2° tot de graad van gegradueerde, de ambtenaar van niveau C;
- 3° tot de graad van assistent, de ambtenaar van niveau D.

§ 2. De ambtenaar kan bevorderd worden als hij de volgende voorwaarden vervult :

- 1° vier jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4° laureaat zijn van een vergelijkend overgangsexamen voor het betrokken niveau en beroep. »;
- 2° de afdelingen IV en V, die de artikelen 59 tot 62bis omvatten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 april 2004, 15 april 2005, 15 februari 2007 en 13 september 2007 worden opgeheven.

Art. 26. Artikel 64 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 64. De aanwijzing voor de uitoefening van hogere functies kan verricht worden voor de betrekkingen van inspecteur-generaal, directeur en voor de staf- en wervingsfuncties. »

Art. 27. Artikel 65 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 65. Om aangewezen te worden voor de uitoefening van de hogere functies dienen volgende voorwaarden te worden vervuld :

- 1° de toegangsvoorwaarden voor de betrekking vervullen;
- 2° onder hetzelfde Directoraat-generaal ressorteren als dat waaronder de betrekking valt.

Bij gebrek aan een ambtenaar die alle voorwaarden vervult, kan een ambtenaar aangewezen worden die niet houder is van het directiebrevet of die de in artikel 53, § 2, 4° en 5°, bedoelde voorwaarden niet vervult.

Onder ambtenaren die dezelfde voorwaarden vervullen, worden de hogere functies verleend aan de ambtenaar die het meest geschikt is om de ambten uit te oefenen. »

Art. 28. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 69. De aanwijzing voor de uitoefening van de hogere functies voor de betrekkingen van rang A3, A4 en A5 wordt door de Regering verricht.

De aanwijzing voor de uitoefening van de hogere functies wordt door de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken verricht op voorstel van het Directiecomité van het Directoraat-generaal waarbij de betrekking behoort. »

Art. 29. Artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt opgeheven.

Art. 30. De hoofdstukken VII tot XI die de artikelen 71 tot 80 van hetzelfde besluit omvatten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 15 februari 2007 en 22 maart 2007, worden vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VII. — *Mutatie*

Art. 71. § 1. De mutatie is de overgang van een ambtenaar van een betrekking in een andere betrekking binnen de diensten van de Regering of binnen dezelfde instelling.

De mutatie wordt verricht naar een betrekking van dezelfde graad en onder de voorwaarden bepaald voor haar toewijzing door bevordering, met uitzondering, wat betreft de mutatie van ambtswege, van de voorwaarden betreffende de gunstige evaluatie en de definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De mutatie gebeurt van ambtswege of op verzoek van de ambtenaar die zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking door zich in te schrijven in de daartoe georganiseerde databank. De inschrijving verliest haar geldigheid twee jaar na de indiening ervan behalve verlenging binnen zes maanden vóór de vervaldatum.

§ 2. De mutatie op verzoek van de ambtenaar wordt besloten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken op eensluidend gemotiveerd advies van het Directiecomité van het Directoraat-generaal waaronder de in te vullen betrekking ressorteert, dat met name bepaald is op grond van de motivering van de kandidaat en van de overeenstemming met het functieprofiel.

§ 3. Voor de wervingsbetrekkingen wordt de mutatie van ambtswege besloten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken op voorstel of advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal. Bij uiteenlopende adviezen of voorstellen van de betrokken Directiecomités wordt de mutatie door de Regering toegekend of geweigerd.

De ambtenaar die dwingende sociale of gezinsredenen aanvoert, kan in aanmerking komen voor een mutatie van ambtswege. De overheid beveelt een sociaal onderzoek aan, dat uitgevoerd wordt door de sociale dienst die zijn advies uitbrengt binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 4. Voor de staffuncties en de betrekkingen van rang A4 en A3 wordt de mutatie van ambtswege besloten door de Regering.

§ 5. De ambtenaar kan geen mutatieaanvraag indienen vóór een termijn van twee jaar te rekenen van de toekenning van zijn betrekking.

HOOFDSTUK VIII. — *Permutatie*

Art. 72. § 1. De permutatie is de gelijktijdige mutatie van twee ambtenaren van hetzelfde beroep of met dezelfde diploma en van hetzelfde niveau op hun verzoek.

In niveau A is ze slechts mogelijk voor de ambtenaren van rang A5 en A6.

De permutatie geschiedt volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald in artikel 71, § 1, eerste en tweede lid.

§ 2. De permutatie tussen ambtenaren aangesteld voor een wervingsbetrekking wordt door de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken op eensluidend advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal besloten.

Voor de ambtenaren van niveau A wordt ze nochtans besloten door de Regering.

§ 3. De ambtenaar dient zijn permutatieaanvraag in aan de hand van een formulier dat overeenstemt met het in bijlage X bepaalde model samen met een curriculum vitae dat overeenstemt met het in bijlage VI bedoelde model.

De ambtenaar kan geen mutatieaanvraag indienen vóór een termijn van twee jaar te rekenen van de toekenning van zijn betrekking.

HOOFDSTUK IX. — *Tijdelijke mutatie*

Art. 73. § 1. De tijdelijke mutatie is een mutatie van ambtswege voor een periode van maximum drie jaar.

De ambtenaar behoudt zijn betrekking.

§ 2. De tijdelijke mutatie wordt besloten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken op gezamenlijk voorstel of gezamenlijk advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal.

De tijdelijke mutatie van een ambtenaar met een graad van de rangen A3 tot A5 wordt evenwel besloten door de Regering op gezamenlijk voorstel of gezamenlijk advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal.

HOOFDSTUK X. — *Reaffectatie*

Art. 74. De reaffectatie is de toekenning door de Regering van een nieuwe betrekking aan een ambtenaar die voor geen enkele betrekking aangesteld is.

De reaffectatie wordt verricht naar een betrekking van dezelfde graad en onder de voorwaarden bepaald voor haar toewijzing door bevordering, met uitzondering, wat betreft de reaffectatie van ambtswege, van de voorwaarden betreffende de gunstige evaluatie en de definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De ambtenaren die de reaffectatieprocedure aan het doorlopen zijn, worden door de Regering belast met een opdracht die in verhouding staat tot hun graad, hun kwalificaties, hun ervaring en hun gezondheidstoestand.

HOOFDSTUK XI. — *Interne of externe mobiliteit*

Art. 75. § 1. De interne mobiliteit is de overgang van een ambtenaar :

1° ofwel van een dienst van de Waalse Regering naar een Waalse instelling van openbaar nut waarvan het personeel onderworpen is aan dit besluit;

2° ofwel van een Waalse instelling van openbaar nut waarvan het personeel al dan niet onderworpen is aan dit besluit naar een dienst van de Waalse Regering of een Waalse instelling van openbaar nut onderworpen aan dit besluit.

§ 2. De externe mobiliteit is de overgang van een ambtenaar van een dienst of instelling van openbaar nut van de federale uitvoerende macht of van een dienst of instelling van openbaar nut van een andere uitvoerende macht dan die van het Waalse Gewest, waarvan het personeel onderworpen is aan het KBAB, naar een dienst van de Waalse Regering of een Waalse instelling van openbaar nut onderworpen aan dit besluit.

§ 3. De interne of externe mobiliteit gebeurt van ambtswege of op verzoek van de ambtenaar die zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking door zich in te schrijven in de in artikel 79, § 2 bedoelde databank.

§ 4. De interne of externe mobiliteit wordt besloten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken op eensluidend advies van het Directiecomité van het Directoraat-generaal, waaronder de in te vullen betrekking ressorteert en door de Regering voor de betrekkingen van niveau A.

Art. 76. § 1. De overheid mag slechts een beroep doen op een maatregel van interne mobiliteit van ambtswege in de volgende gevallen :

1° wijziging van de opdrachten van de diensten;

2° noodzaak om een beroep te doen op een ambtenaar die vereiste kwalificaties en ervaring heeft, die overeenstemmen met het functieprofiel;

3° opgave van dwingende sociale of familiale redenen door de ambtenaar;

4° aanbeveling van de preventie-adviseur-arbeidsgeneesheer.

In geval van opgave van dwingende sociale of familiale redenen kan de overheid een sociaal onderzoek aanbevelen, dat door de sociale dienst van de Diensten van de Regering uitgevoerd wordt. De sociale dienst brengt advies uit binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. De overheid kan slechts een beroep doen op een maatregel van externe mobiliteit van ambtswege als het nodig is een beroep te doen op een ambtenaar die vereiste kwalificaties en ervaring heeft, die overeenstemmen met het functieprofiel.

Art. 77. De externe mobiliteit wordt verricht tussen betrekkingen van gelijkwaardige graden.

De Regering bepaalt de gelijkwaardigheid tussen de graden van de diensten of instellingen bedoeld in artikel 75 en de graden van dit besluit.

Art. 78. De begunstigde van de interne of externe mobiliteit wordt volledig onderworpen aan het statuut van gewestelijke ambtenaar.

De directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken betekent de maatregel van interne of externe mobiliteit aan de begunstigde, aan de voormalige overheid van de begunstigde en aan de SELOR.

Art. 79. § 1. De mobiliteitsaanvragen worden bij de SELOR ingediend, door :

1° een aanbod bekendgemaakt op de website van de SELOR te beantwoorden;

2° door zich kandidaat te stellen, los van het bestaan van een mobiliteitsaanbod.

De ambtenaar mag geen mobiliteitsaanvraag indienen vóór een termijn van twee jaar te rekenen van de toekenning van zijn betrekking.

§ 2. Hij krijgt een bericht van ontvangst van zijn aanvraag die opgenomen wordt in een databank bijgehouden volgens de modaliteiten bepaald door de SELOR.

Een mobiliteitsaanvraag verliest haar geldigheid twee jaar na de indiening ervan in de databank behalve aanvraag om verlenging gekregen binnen zes maanden vóór de vervaldatum.

De SELOR maakt de bevoegde overheid de kandidaturen over, die overeenstemmen met het door die overheid bepaalde bevoegdheidsprofiel.

Bij de toekenning van de betrekking gaat de bevoegde overheid na of de kandidaat de voorwaarden voor de toegang tot de in te vullen betrekking vervult en, in dit geval, informeert hem daarover met afschrift aan de SELOR en aan de oorspronkelijke dienst van de ambtenaar. Op dat moment wordt de kandidaat geschrapt van de databank.

HOOFDSTUK XII. — *Verandering van administratieve standplaats*

Art. 80. § 1. Elke verandering van administratieve standplaats gebonden aan een beslissing van ambtswege wordt betekend aan de betrokken ambtenaar die ze slechts mag weigeren als hij melding maakt van erkende belangrijke nadelen gezien met name zijn leeftijd, zijn gezondheidstoestand, zijn inkomens of zijn gezinstoestand of de duur van zijn verplaatsing tussen zijn woonplaats en zijn werkplaats.

De mededeling maakt melding van de beroepsmogelijkheden en de termijnen waarin die uitgeoefend moeten worden.

§ 2. De ambtenaar beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de kennisgeving van het beslissingsvoorstel dat een verandering van administratieve standplaats meesleept, om, volgens het geval, de in artikel 186 bedoelde kamer van beroep of de kamer van beroep van de algemene ambtenaren bedoeld in artikel 335 aanhangig te maken.

Art. 31. In artikel 81, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Elk ministerie » vervangen door de woorden « De Waalse Overheidsdienst ».

Art. 32. Artikel 84 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 84. De proeven voor het verkrijgen van het directiebrevet, de geschiktheidsexamens voor staffuncties, de proeven ter bevestiging van de vaardigheden, de proeven voor het verwerven van beroepskwalificaties, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau, de bekwaamheidsexamens, de proefvoorbereidende vormingen en de vormingen voor het verwerven van vaardigheden worden aangepast aan de dwingende omstandigheden die verbonden zijn met de handicaps. ».

Art. 33. In artikel 86, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Elke secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken ».

Art. 34. In artikel 87, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Elke secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken ».

Art. 35. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk I van titel V van Boek I vervangen door wat volgt :

« HOOFDSTUK I. — *De Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst* »

Art. 36. In artikel 88 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van de ministeries » vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst »;

2° § 2, eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 wordt vervangen door wat volgt :

« Er bestaat in het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken een Directie Opleiding van het personeel die uitsluitend bevoegd is ten opzichte van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen voor de uitoefening van de volgende opdrachten »;

3° in § 2, 1°, worden de woorden « van het ministerie van het Waalse Gewest en de instellingen evenals van de stagiairs van de niveaus 1 en 2+ van het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer » vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst en de instellingen »;

4° in § 2 wordt punt 4 vervangen door wat volgt :

4° in het kader van de vordering van de loopbaan van de ambtenaren, de uitvoering van vormingsacties voorzien en waarborgen, de validering van de vaardigheden voorbereiden, de validering van de vaardigheden doorvoeren, de voorbereiding en de organisatie van het geschiktheidsexamen voor staffuncties en de voorbereiding en de organisatie van het examen voor het behalen van het directiebrevet »;

5° in § 3 :

a) in de eerste zin vervallen de woorden « ministerie of »;

b) in de tweede zin worden de woorden « de directie vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 37. In artikel 90 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de directie vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 38. In artikel 91 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de secretaris-generaal goedgekeurd na advies van de directie vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « goedgekeurd door de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 39. In artikel 91*ter*, wordt § 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, vervangen door wat volgt :

« § 1. De Waalse Overheidsdienst neemt de inschrijvingskosten over voor de in dit hoofdstuk bedoelde loopbaanopleidingen of verplichte opleidingen ».

Art. 40. In artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, vervallen de woorden « ongeacht of die vorming al dan niet door de directie vorming (van het ministerie van het Waalse Gewest) wordt georganiseerd ».

Art. 41. In artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « secretaris-generaal » worden vervangen door de woorden « directeur-generaal Personeel en Algemene zaken »;

2° de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 42. In artikel 96, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « Een Ministerie » vervangen door de woorden « de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 43. In artikel 97 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « Een Ministerie » vervangen door de woorden « de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 44. In artikel 98 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De secretaris-generaal » worden vervangen door de woorden « De directeur-generaal Personeel en Algemene zaken »;

2° de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest, na advies van laatstgenoemde » worden vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 45. In artikel 99 van hetzelfde besluit worden de woorden « in een ministerie of een instelling » vervangen door de woorden « in de Waalse Overheidsdienst of in een instelling ».

Art. 46. In artikel 100, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de Directie vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 47. In artikel 105, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de directie vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 48. In artikel 106, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 49. In artikel 107, leden 1 tot 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 50. In artikel 108, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de secretaris-generaal op voordracht van de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 51. Artikel 112 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 112. § 1. De beroeps- en programma commissie, bevoegd voor de diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, heeft als opdracht :

1° een advies uit te brengen over de lijst van beroepen gemeen aan of eigen aan de diensten van de Regering en de instellingen;

2° een advies uit te brengen over de lijst van de in bijlage III bedoelde diploma's en getuigschriften;

3° de voorbereiding voor de Regering van de ontwerp-programma's voor de vergelijkende wervings- en overgangsexamens, de ontwerp-programma's voor het examen voor het behalen van het directiebrevet, de proeven voor de bevestiging van de verworven vaardigheden en het geschiktheidsexamen voor staffuncties, ervoor te zorgen dat ze samenhang hebben, ze te beoordelen en elk voorstel voor te leggen met het oog op verbetering ervan.

§ 2. De beroeps- en programma commissie bestaat minstens uit één vertegenwoordiger van elk betrokken Directoraat-generaal of instelling, uit de directeur Selectie en de directeur Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst; zij wordt voorgezeten door de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken. ».

Art. 52. Artikel 113 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 114 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De vergelijkende wervingsexamens houden één basisproef in die per beroep, groep van beroepen, betrekkingen of groep van vastgestelde betrekkingen, bestemd is om de algemene capaciteiten gemeen aan de uitoefening van een ambt in de openbare sector te evalueren.

Er mag een door SELOR of het Waalse Gewest georganiseerde bijkomende proef worden voorzien, die bestemd is om de capaciteiten gebonden aan een beroep of aan een specialisatie binnen een beroep te evalueren of om de overeenstemming met een betrekking of een groep vacant verklaarde betrekkingen na te gaan.

De vergelijkende wervingsexamens voor een betrekking van wetenschappelijk attaché en wetenschappelijk adviseur houden evenwel een door de wetenschappelijke jury georganiseerde bijkomende proef in, zoals bedoeld in artikel 291, die bestemd is om na te gaan of het profiel van de geslaagde in overeenstemming is met de in te vullen betrekking.

§ 2. De Regering bepaalt in de oproep tot de kandidaten :

1° het aantal proeven;

2° in voorkomend geval, het maximumaantal kandidaten die in aanmerking komen om een reservepool aan te leggen;

3° in voorkomend geval, het maximumaantal geslaagden die voor de bijkomende proef kunnen worden opgeroepen.

§ 3. De kandidaten dienen minstens 60 % van de punten op elke proef te behalen.

§ 4. In geval van een bijkomende proef is de jury samengesteld uit minstens een voorzitter afkomstig uit het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken alsook twee leden die over bijzondere kennis en een brede expertise van hoog niveau in het betrokken domein beschikken waaronder, minstens een, afkomstig is uit de Waalse Overheidsdienst. ».

2° § 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt § 5.

Art. 54. Artikel 115 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2007 in de plaats van voormalig artikel 115, vernietigd bij het besluit van de Raad van State 162.616 van 22 september 2006, en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 115. § 1. Voor het proces-verbaal na de proef afgesloten wordt, vergewist SELOR zich ervan dat de laureaten aan alle algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bepaald in artikel 19, 5° voldoen en de vereiste diploma's of studiegetuigenschappen bezitten en verklaart de laureaten die aan die voorwaarden voldoen toegelaten.

§ 2. De SELOR maakt het proces-verbaal op en stelt de lijst vast van de laureaten die na de basisproeven de reserves uitmaken.

De SELOR of de Regering maakt het proces-verbaal op en stelt de lijst vast van de laureaten die na de bijkomende proeven de reserves uitmaken.

§ 3. De kandidaten worden in elk reserve gerangschikt op grond van het totaal aantal punten verkregen bij de desbetreffende proef. Bij een gelijk puntenaantal wordt de oudste kandidaat het eerst gerangschikt. »

Art. 55. In artikel 116 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Behalve bij specifieke bepalingen die een bij de vacantverklaring of op verzoek van de betrokken directeur-generaal bedoelde bijkomende proef voorzien, worden de betrekkingen toegekend op grond van de overeenkomstig artikel 114, § 1, eerste lid, vastgestelde reserves. »

2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 118, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

« De geslaagden die twee keer ingaan maar zich niet kandidaat stellen voor de tegelijke aangeboden betrekkingen, waarvan minstens een in Namen, verliezen het voordeel van hun rang in de rangschikking. De geslaagden die twee keer opeenvolgend niet ingaan op een aanbod voor betrekkingen worden uit de wervingsreserve uitgesloten. »;

2° in het derde lid worden de woorden « De secretaris-generaal van het ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « De directeur-generaal Personeel Algemene zaken ».

Art. 57. In hetzelfde besluit wordt een artikel 119bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 119bis. Indien geen wervingsreserve bestaat of indien geen enkele geslaagde de voorgestelde betrekking aanvaardt, kan de overheid beroep doen op een gelijkwaardige reserve van de federale uitvoerende macht of van een uitvoerende macht onderworpen aan het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregering en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, voor zover deze mogelijkheid was voorzien in de aankondiging van het examen op grond waarvan deze externe reserve is samengesteld. »

Art. 58. In hetzelfde besluit wordt een artikel 119ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 119ter. Een ambtenaar van de niveaus A, B en C kan een andere betrekking uitoefenen dan degene waarvoor hij aangeworven is op voorwaarde dat hij houder is van een diploma of een studiegetuigenschrift dat toegang verleent tot deze betrekking of dat hij geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang voor het hoger niveau geldig voor het betrokken niveau en de betrokken betrekking.

Een ambtenaar van niveau D kan een andere betrekking uitoefenen dan degene waarvoor hij aangeworven is op voorwaarde dat hij geslaagd is voor een vergelijkend wervingsexamen voor deze betrekking of voor een bekwaamheidsexamen waarvan de inhoud overeenkomt met deze van de vergelijkende wervingsexamens voor die betrekking. ».

Art. 59. Artikel 120, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en 13 september 2008, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 120. De overgang naar het hogere niveau wordt enkel georganiseerd voor de beroepen opgenomen in bijlage II, afdeling III. »

Art. 60. In artikel 122, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « naar niveau 1 » vervangen door de woorden « naar niveau A ».

Art. 61. In artikel 125 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 62. In artikel 127 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervallen de woorden « door de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

2° in het tweede lid worden de woorden « de Minister van Ambtenarenzaken » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 63. In artikel 128 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Het programma en het reglement van het examen worden vastgelegd door de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken op voordracht van de beroeps- en programmacommissie ».

Art. 64. In artikel 130 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst »;

2° in het derde lid, worden de woorden « de Minister van Ambtenarenzaken » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 65. In boek I, titel VI, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk III « Examen voor de validatie van de verworven bekwaamheden », artikelen 132 tot 138, vervangen door wat volgt :

« HOOFDSTUK III. — *Getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden*

Art. 132. Het getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden wordt verworven na een voor elk beroep door de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst voor het geheel van de diensten en instellingen georganiseerde procedure.

Art. 133. De procedures voor het verkrijgen van het getuigschrift worden om de twee jaar georganiseerd.

Art. 134. De Regering bepaalt de bekwaamheden die vereist zijn voor de uitoefening, op elke rang, van elk beroep.

Art. 135. Op voorstel van de beroeps- en programmacommissie, bepaalt de Regering het programma en het reglement van deze procedures voor het verkrijgen van het getuigschrift.

Art. 136. De directeur-generaal Personeel en Algemene zaken kondigt d.m.v. een dienstnota de organisatie van elke procedure voor het verkrijgen van het getuigschrift af waarvoor elk personeelslid dat andere bevorderingsvoorwaarden vervult dan het houden van het getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden, zich kan inschrijven.

Art. 137. De jury van elke procedure wordt aangewezen door de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken. Hij stelt het huishoudelijk reglement vast voor de organisatie van de procedure en waakt over de toepassing ervan; hij stelt het proces-verbaal op ter bepaling van de lijst van de laureaten. De directeur van de Opleiding deelt de uitslagen aan de kandidaten mee.

Art. 138. De kandidaat die na afloop van de procedure het getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden heeft behaald, wordt houder ervan verklaard. Deze verklaring staat vermeld in het jaarboek bedoeld in artikel 17.

De houders van een getuigschrift ter bevestiging van de vaardigheden behouden onbeperkt het voordeel ervan. ».

Art. 66. In Boek I, titel VI, van hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — *Proef voor het verwerven van beroepsbekwaamheden*

Art. 138bis. De voorbereiding voor de proef voor het verwerven van beroepsbekwaamheden wordt georganiseerd voor het geheel van de diensten van de Regering en de instellingen.

De voorbereiding voor de proeven wordt om de twee jaar georganiseerd.

Art. 138ter. De proef voor het verwerven van beroepsbekwaamheden wordt georganiseerd per beroep of per groep van beroepen voor het geheel van de diensten van de Regering en de instellingen.

De proef wordt minstens om de twee jaar georganiseerd. ».

Art. 67. In artikel 140 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de woorden « De Regering » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken » en de woorden « het directiecomité bedoeld in artikel 158 » door de woorden « het betrokken directiecomité »;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken »;

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden « de Regering » telkens vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 68. In artikel 141, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « aan de betrokken ministeries » vervangen door de woorden « aan de Waalse Overheidsdienst of de betrokken »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « strategisch comité bedoeld in artikel 163 » vervangen door de woorden « Directiecomité van het Directoraat-generaal waaronder de ambtenaar ressorteert ».

Art. 69. In artikel 145 van hetzelfde besluit wordt de zin « De eerste evaluatie wordt toegekend drie jaar na de benoeming » vervangen door de zin « De vaste benoeming geldt als eerste gunstige evaluatie van de ambtenaar ».

Art. 70. In artikel 146, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden de woorden « strategisch comité » vervangen door de woorden « Directiecomité » en de woorden « van niveau 2+, 2 en 3 » door de woorden « van niveau B, C en D ».

Art. 71. In artikel 150 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, vervallen de woorden « binnen één maand na aanhangigmaking »;

2° in het tweede lid worden de woorden « van de afdeling personeel » vervangen door de woorden « van de dienst personele middelen »;

3° in het derde lid, worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 72. In artikel 152 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

« Na twee definitief toegekende opeenvolgende ongunstige evaluaties, en op voordracht van het Directiecomité, stelt de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken de ambtenaar die houder is van een wervingsgraad of de Regering de ambtenaar die houder is van een bevorderingsgraad in kennis van het voorstel tot ontslag wegens beroepsonbekwaamheid »;

2° in het derde lid, worden de woorden « binnen de maand » vervangen door de woorden « binnen de twee maanden »;

3° in het vijfde lid, worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 73. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van titel IX van Boek I vervangen door wat volgt : « Titel IX. - College van de leidende ambtenaren-generaal, Strategisch comité en Directiecomité ».

Art. 74. In artikel 153 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de ministeries en instellingen » vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst en de instellingen ».

Art. 75. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk II van titel IX van Boek I vervangen door wat volgt : « Hoofdstuk II. - Strategisch comité ».

Art. 76. In artikel 158 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

« Er bestaat binnen de Waalse Overheidsdienst een Strategisch comité met de ambtenaren-generaal van de rangen A1 en A2 »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 159 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Directiecomité » worden vervangen door de woorden « Strategisch comité »;

2° de woorden « van het ministerie of de instelling » worden vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 78. In de artikelen 160 tot 162, gewijzigd bij het besluit van 15 februari 2007, wordt het woord « Directiecomité » telkens vervangen door de woorden « Strategisch comité ».

Art. 79. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk III van Titel IX van Boek I vervangen door wat volgt : « Hoofdstuk III. - Directiecomité ».

Art. 80. Artikel 163 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 163. Er bestaat binnen het secretariaat-generaal en elk Directoraat-generaal en elke instelling, een Directiecomité met de ambtenaren-generaal ».

Art. 81. In artikel 164, worden de woorden « strategisch comité » vervangen door het woord « Directiecomité » en de woorden « van het secretariaat-generaal of van het directoraat-generaal » door de woorden « van het secretariaat-generaal, van het directoraat-generaal of van de instelling ».

Art. 82. In de artikelen 165 en 166, worden de woorden « strategisch comité » telkens vervangen door de woorden « Directiecomité ».

Art. 83. In artikel 167 van hetzelfde besluit, worden de punten 1 tot 4 vervangen door wat volgt :

« 1° berisping;

2° inhouding van wedde;

3° strafmutatie;

4° lagere inschaling ».

Art. 84. Artikel 169 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 169. De lagere inschaling bestaat in de toekenning van een lagere weddeschaal binnen de graad.

De terugzetting in graad bestaat in de benoeming tot een lagere graad. »

Art. 85. In artikel 172 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Elke minister, de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken en, binnen zijn diensten, elke directeur-generaal kan een hiërarchische meerdere bevelen een tuchtvoordringing in te stellen voor de feiten die hij opgeeft en een voorstel tot tuchtstraf voor te leggen.

2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 86. Artikel 173 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2007 in de plaats van voormalig artikel 173, vernietigd bij het besluit van de Raad van State 162.616 van 22 september 2006, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 173. Elke ambtenaar van niveau A kan een tuchtvordering instellen en een voorstel tot tuchtstraf uitspreken ten opzichte van de ambtenaar die onder zijn gezag staat. Bij het voorstel voegt hij het proces-verbaal van verhoor van de aan de procedure onderworpen ambtenaar, behoorlijk ondertekend door laatstgenoemde en door degene die als secretaris optreedt bij het verhoor.

De secretaris is houder van een graad ten minste gelijk aan die van de ambtenaar onderworpen aan de procedure.

De ambtenaar die een verhoor bijwoont is tot geheimhouding gedwongen. ».

Art. 87. Artikel 174 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2007 in de plaats van voormalig artikel 174, vernietigd bij het besluit van de Raad van State 162.616 van 22 september 2006, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 174. Het definitieve voorstel tot berisping wordt vastgesteld en meegedeeld door de ambtenaar die de tuchtvordering heeft ingesteld. Het voorstel wordt, via de hiërarchische weg, overgemaakt aan de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken.

Het definitieve voorstel tot inhouding van wedde, strafmutatie, lagere inschaling, terugzetting in graad, ontslag van rechtswege of afzetting wordt vastgesteld en overgemaakt door het Directiecomité op voordracht van de ambtenaar die de tuchtvordering heeft ingesteld en na advies van de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken. ».

Art. 88. In artikel 175 van hetzelfde besluit, worden de eerste twee zinnen opgeheven.

Art. 89. In artikel 176 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin wordt vervangen door volgende zin :

« De berisping wordt opgelegd door de directeur-generaal. »;

2° de woorden « de lagere inschaling » worden ingevoegd tussen het woord « strafmutatie, » en de woorden « de terugzetting in graad ».

Art. 90. In artikel 183, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt opgeheven;

2° in punt 2°, wordt het woord « zes » vervangen door het woord « vier »;

3° in punt 3°, worden de woorden « de lagere inschaling » ingevoegd tussen het woord « strafmutatie, » en de woorden « de terugzetting in graad ».

Art. 91. In artikel 185 van hetzelfde besluit, worden de woorden « door de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « binnen het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 92. In artikel 186 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt aangevuld met f) en g), luidend als volgt :

« f) elk beslissingsvoorstel bedoeld in artikel 80 dat een verandering van administratieve standplaats teweegbrengt;

g) elke beslissing inzake verloven, disponibiliteit en afwezigheden. »;

2° punt 2°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt opgeheven.

Art. 93. In artikel 187, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 2°, worden de woorden « van de Ministeries en » vervangen door de woorden « van de Waalse Overheidsdienst en de »;

2° in § 2, vierde lid, worden de woorden « van niveau 1 van de diensten en instellingen » vervangen door de woorden « van niveau A van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen ».

Art. 94. In artikel 188, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 95. In artikel 194, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « aan de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « aan de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 96. In artikel 200, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 april 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Bij beroep tegen het voorstel tot ontslag wegens beroepsongbekwaamheid bedoeld in artikel 152, eerste lid, of bij beroep tegen het voorstel tot ontslag van een stagiair bedoeld in artikel 29 wordt het advies evenwel binnen de twee maanden uitgebracht. »;

2° § 1, derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Bij beroep tegen een advies of tegen een beslissing inzake evaluatie en bij beroep tegen een beslissing inzake verloven, afwezigheden of disponibiliteit, wordt het advies of de beslissing binnen de twee maanden uitgebracht. ».

Art. 97. In artikel 216, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « of gebrekkigheid » opgeheven.

Art. 98. Artikel 219 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 219. Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de anciënniteit wordt, onder de ambtenaren wier anciënniteit moet worden vergeleken, de voorrang als volgt bepaald :

1° bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar met de grootste ranganciënniteit;

2° bij gelijke ranganciënniteit, de ambtenaar met de hoogste weddeschaal;

- 3° bij gelijke weddeschaal, de ambtenaar met de grootste anciënniteit in de weddeschaal;
- 4° bij gelijke anciënniteit in de weddeschaal, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;
- 5° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Bij overgang van schaal A6 of A5 naar schaal A6S of A5S en omgekeerd, is de anciënniteit verworven in de oude weddeschaal geldig in de nieuwe schaal.

Voor de toepassing van dit artikel, worden de weddenscalen A6 en A5 gelijkgesteld met de weddenscalen A6S en A5S. ».

Art. 99. In artikel 220 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) in het eerste lid, worden de woorden « in een niveau minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsniveau » ingevoegd tussen de woorden « zonder vrijwillige onderbreking » en de woorden « in de volgende instellingen »;

a) in het tweede lid, worden de woorden « in een niveau minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsniveau » ingevoegd tussen de woorden « zonder vrijwillige onderbreking » en de woorden « gepresteerd heeft »;

2° de § 2 en 3 worden vervangen door wat volgt :

« § 2. In aanmerking komen voor het berekenen van de graadanciënniteit, de werkelijke diensten die de ambtenaar als statutair en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in een rang minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsrang, bij de instellingen bedoeld in § 1, eerste lid.

In aanmerking komen ook voor het berekenen van de graadanciënniteit, de werkelijke diensten die de ambtenaar als statutair en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in een rang minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsrang, bij de instellingen bedoeld in § 1, tweede lid.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 49, § 1, 1°, 56, § 1, eerste lid, 1°, en 56, § 2, eerste lid, 1°, wat betreft het niveau A, komen ook in aanmerking voor het berekenen van de graadanciënniteit, de werkelijke diensten die de ambtenaar als contractueel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in een rang minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsrang, bij de diensten van de Waalse Regering of bij de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen.

§ 4. In aanmerking komen voor het berekenen van de dienstanciënniteit, de werkelijke diensten die de ambtenaar als statutair en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht bij de instellingen bedoeld in § 1. ».

Art. 100. In artikel 225, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 101. Artikel 226 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 226. Bij mutatie of interne mobiliteit, behoudt de ambtenaar de vóór de mutatie of de maatregel inzake interne mobiliteit verworven rang-, niveau- en dienstanciënniteit. »

Art. 102. In artikel 228, van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de ambtenaar die niet meer voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde, die zijn burgerlijke en politieke rechten niet meer geniet of die niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten ».

Art. 103. In artikel 229, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « aan de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « aan de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 104. In artikel 234, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Een weddeschaal wordt toegekend aan de houder van een graad overeenkomstig volgende lijst :

1° weddeschaal A1 voor de graad van secretaris-generaal;

2° weddeschaal A2 voor de graad van directeur-generaal;

3° weddeschaal A3 voor de graad van inspecteur-generaal;

4° voor de graad van directeur :

a) weddeschaal A4 voor een directeur met een schaal A5 of A6 vóór zijn bevordering;

b) weddeschaal A4S voor een directeur met een schaal A5S of A6S vóór zijn bevordering;

5° weddeschaal A4bis voor de graad van adviseur;

6° voor de graad van eerste attaché :

a) ofwel weddeschaal A5;

b) ofwel weddeschaal A5S;

c) ofwel weddeschaal A4bis;

7° voor de graad van attaché :

a) ofwel weddeschaal A5 of A6;

b) ofwel weddeschaal A5S of A6S;

c) ofwel weddeschaal A4bis;

8° weddeschaal B1 voor de graad van eerste gegradueerde;

9° weddeschaal B1bis of B2 voor de graad van eerstaanwendend gegradueerde;

10° weddeschaal B3 voor de graad van gegradueerde;

11° weddeschaal C1 voor de graad van eerste assistent;

12° weddeschaal C1bis of C2 voor de graad van eerstaanwendend assistent;

13° weddeschaal C3 voor de graad van assistent;

14° weddeschaal D1 voor de graad van eerste adjunt;

15° weddeschaal D1bis of D2 voor de graad van eerstaanwezend adjunct;

16° weddeschaal D3 voor de graad van geschoolde adjunct;

17° weddeschaal D4 voor de graad van adjunct. ».

Art. 105. In artikel 243, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene zaken ».

Art. 106. In het opschrift van afdeling IV van hoofdstuk II van Titel XV van Boek I van hetzelfde besluit, worden de woorden « en in geval van afwezigheid wegens een persoonlijke aangelegenheid » opgeheven.

Art. 107. In artikel 248, van hetzelfde besluit, worden de woorden « of wegens persoonlijke aangelegenheden » opgeheven.

Art. 108. Artikel 263 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« Een inhouding van 13,07 % wordt uitgevoerd op het vakantiegeld ».

Art. 109. In artikel 266, van hetzelfde besluit, worden de woorden « vrijstelling van dienst » vervangen door het woord « verlof ».

Art. 110. Titel XVII van Boek I van hetzelfde besluit, wordt niet meer verdeeld in hoofdstukken.

Art. 111. Artikel 290 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 290. Wetenschappelijk personeel mag slechts in dienst worden genomen door de departementen of instellingen bedoeld in bijlage XIV.

Onder wetenschappelijk personeel wordt verstaan de ambtenaren die een betrekking bekleden met de graden van wetenschappelijk attaché, wetenschappelijk eerste attaché, wetenschappelijk adviseur, wetenschappelijk directeur en wetenschappelijk inspecteur-generaal.

De door het wetenschappelijk personeel beklede betrekkingen stemmen overeen met taken die betrekking hebben met fundamenteel of toegepast wetenschappelijk onderzoek, experimentele ontwikkeling, wetenschappelijke directie, systematische wetenschappelijke controles, validaties of behandelingen en valorisatie van wetenschappelijke onderzoek.

Het organogram van de Departementen of instellingen bedoeld in bijlage XIV bepaalt de aan het wetenschappelijk personeel voorbehouden betrekkingen. Deze worden toegewezen, op voordracht van de wetenschappelijke jury, door de Regering of door het beheersorgaan van de betrokken instellingen. ».

Art. 112. In artikel 291 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) punt 1° wordt vervangen door « 1° de leidend ambtenaar of de inspecteur-generaal onder wiens gezag de instelling of het Departement staat, of hun gemachtigde »;

b) een punt 3° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° een vertegenwoordiger van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken van de Waalse Overheidsdienst »;

c) een punt 4° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° een vertegenwoordiger van het Departement Onderzoeksprogramma's van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek »;

2° in het derde lid :

a) de woorden « door de ambtenaar met de hoogste graad » worden vervangen door « door de leidend ambtenaar of de inspecteur-generaal »;

b) het lid wordt aangevuld als volgt : « De vertegenwoordiger van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken uit zich met raadgevende stem. »;

3° in het vierde lid, worden de woorden « aan de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « aan de Directie Opleiding van het personeel ».

Art. 113. Artikel 292 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 114. Artikel 293 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 293. § 1. Artikel 6 is niet van toepassing op het wetenschappelijk personeel.

De graden van de leden van het wetenschappelijk personeel behoren tot niveau A en worden ingedeeld als volgt :

1° in de rang A3, de graad van wetenschappelijk inspecteur-generaal;

2° in de rang A4, de graden van wetenschappelijk directeur en wetenschappelijk adviseur;

3° in de rang A5, de graad van wetenschappelijk eerste attaché;

4° in de rang A6, de graad van wetenschappelijk attaché.

§ 2. Een weddeschaal wordt toegekend aan de houder van een wetenschappelijke graad overeenkomstig volgende lijst :

1° weddeschaal A3 voor de graad van wetenschappelijk inspecteur-generaal;

2° weddeschaal A4S voor de graad van wetenschappelijk directeur;

3° weddeschaal A4 voor de graad van wetenschappelijk adviseur;

4° weddeschaal A5S voor de graad van wetenschappelijk eerste attaché;

5° weddeschaal A6S of A5S voor de graad van wetenschappelijk attaché. ».

Art. 115. Artikel 294 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 294. Enkel de betrekkingen van wetenschappelijk attaché en wetenschappelijk adviseur kunnen via werving worden ingevuld. »

Art. 116. Artikel 294bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 294bis. Een openstaande betrekking van wetenschappelijk directeur wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;

2° interne of externe mobiliteit.

Een openstaande betrekking van wetenschappelijk adviseur wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;

2° interne of externe mobiliteit;

3° werving.

Een openstaande betrekking van eerste wetenschappelijk attaché wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, bevordering door verhoging in graad;

2° interne of externe mobiliteit.

Een openstaande betrekking van wetenschappelijk attaché wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie;

2° interne of externe mobiliteit;

3° werving. ».

Art. 117. Artikel 295 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 295. Om tot wetenschappelijk attaché geworven te worden, dienen de volgende voorwaarden te worden vervuld :

1° voldoen aan de algemene toelatingsvoorwaarden die vastliggen in artikel 19, 1° tot 7°;

2° met vrucht de stage doorlopen bedoeld in artikel 296;

3° minstens vier jaar ervaring hebben op wetenschappelijk gebied, erkend door de wetenschappelijke jury.

Om tot wetenschappelijk adviseur geworven te worden, dienen de volgende voorwaarden te worden vervuld :

1° voldoen aan de algemene toelatingsvoorwaarden die vastliggen in artikel 19, 1° tot 7°;

2° minstens tien jaar ervaring hebben op wetenschappelijk gebied, erkend door de wetenschappelijke jury.

De voorwaarden voor de toegang tot de betrekking bedoeld in artikel 19, 6°, worden door de wetenschappelijke jury goedgekeurd op voorstel van de leidende ambtenaar of directeur-generaal. ».

Art. 118. Artikel 296 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 296. § 1. De stage duurt twee jaar.

De leidende ambtenaar of de directeur-generaal wijst, binnen de instelling of het betrokken Departement, een wetenschappelijk personeelslid aan dat op zijn minst de graad van eerste wetenschappelijk attaché heeft of, bij gebrek, een personeelslid dat op zijn minst de graad van directeur heeft, en dat belast wordt met het toezicht op de stagiair en het opstellen van het stageverslag.

Om de zes maanden wordt een tussentijds verslag opgesteld.

Het eindverslag wordt vóór het einde van de tweeëntwintigste maand van de stage opgesteld.

Elk verslag wordt aan de stagiair meegedeeld die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.

De leidende ambtenaar of de directeur-generaal bepaalt, in samenspraak met het toezichthoudend personeelslid, de opleidingsactiviteiten waaraan de stagiair moet deelnemen.

De stagiair moet een activiteitenverslag opstellen. Voor het einde van de tweeëntwintigste stagemaand maakt de stagiair zijn activiteitenverslag over aan de betrokken leidende ambtenaar of directeur-generaal.

§ 2. Indien een tussentijds verslag erop wijst dat de stagiair zich niet aanpast of onvoldoende evolueert, moet de jury op verzoek van de leidende ambtenaar of directeur-generaal samenkomen.

Na de stagiair en het toezichthoudend personeelslid gehoord te hebben, kan de wetenschappelijke jury :

1° de voortzetting van de stage toestaan. Hij formuleert aanbevelingen die nuttig zijn om de stage te voltooien;

2° het ontslag van de stagiair voorstellen.

In dit laatste geval deelt de voorzitter van de wetenschappelijke jury het voorstel tot ontslag van de stagiair onverwijld mee.

Indien ontslag wordt voorgesteld, beschikt de stagiair over een beroep voor de Kamer van beroep bedoeld in artikel 186.

§ 3. Vóór het einde van de stageperiode wordt de stagiair door de wetenschappelijke jury gehoord in aanwezigheid van het toezichthoudend personeelslid.

De wetenschappelijke jury brengt een gunstig of ongunstig advies uit rekening houdend met de kwaliteit van de productie, de wetenschappelijke activiteit die de stagiair heeft geleverd, de eindverhandeling en de manier waarop hij de aan hem toevertrouwde taken vervuld heeft.

Het gemotiveerde advies wordt overgemaakt aan de Regering, met een voorstel tot benoeming of ontslag van de stagiair. ».

Art. 119. In hetzelfde besluit wordt een artikel 297bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 297bis. Het voorstel van het Directiecomité bedoeld in artikel 56, § 2, tweede lid, wordt opgesteld, na advies van de wetenschappelijke jury. ».

Art. 120. In hetzelfde besluit wordt een artikel 297^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 297^{ter}. Artikel 55, § 2, is niet toepasselijk op het wetenschappelijk personeel.

Wordt bevorderd bij verhoging in weddeschaal tot de schaal A5S, de wetenschappelijk attaché dat titularis is van de schaal A6S. ».

Art. 121. In hetzelfde besluit wordt een artikel 297^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 297^{quater}. Met uitzondering van zijn § 2, eerste en tweede lid, is artikel 47 niet toepasselijk op het wetenschappelijk personeel.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 53, kan de wetenschappelijk attaché bij verhoging in graad bevorderd worden tot :

- 1° de graad van eerste wetenschappelijk attaché;
- 2° de graad van wetenschappelijk adviseur;
- 3° de graad van wetenschappelijk directeur;
- 4° de graad van wetenschappelijk inspecteur-generaal.

Met uitzondering van de bevordering door verhoging in graad tot de graad van wetenschappelijk adviseur wordt de bevordering door verhoging in graad ondergeschikt aan het vacant zijn van een betrekking van die graad. ».

Art. 122. Artikel 298 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 298. Een wetenschappelijk attaché en een eerste wetenschappelijk attaché kunnen bij bevordering door verhoging in graad bevorderd worden tot de graad van wetenschappelijk directeur als zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° zes jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet het voorwerp zijn van een niet geschrapte en definitieve disciplinaire maatregel;
- 4° houder zijn van het directiebrevet;

5° houder zijn van een doctoraat of het bewijs leveren van wetenschappelijke activiteiten die gelijk gesteld kunnen worden met een doctoraat en waarvan de waarde door de wetenschappelijke jury erkend is.

Het voorstel van het Directiecomité wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 50, §§ 2 en 3, na advies van de wetenschappelijke jury. ».

Art. 123. Artikel 299 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 299. § 1. De wetenschappelijk directeur kan in de graad van wetenschappelijk adviseur worden geïntegreerd voor zover hij een ranganciënniteit van vijftien jaar telt en dat hij voldoet aan de voorwaarden die vastliggen in artikel 49, § 1, 2° tot 3°.

De voorwaarde inzake ranganciënniteit wordt evenwel niet vereist in hoofde van de wetenschappelijk directeur die minstens vijftien jaar oud is.

§ 2. Na afloop van een volledig mandaat toegekend overeenkomstig boek II, en voor zover zij een gunstige evaluatie aantonen en niet getroffen zijn door een niet-geschrapte tuchtmaatregel, worden de wetenschappelijk attaché en de eerste wetenschappelijk attaché door verhoging in graad bevorderd tot de graad van wetenschappelijk adviseur. ».

Art. 124. Artikel 300 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 300. § 1. Artikel 53 is niet toepasselijk op het wetenschappelijk personeel.

§ 2. Een wetenschappelijk attaché kan bij verhoging in graad bevorderd worden tot de graad van eerste wetenschappelijk attaché als hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° zes jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4° houder zijn van een getuigschrift voor de validering van de vaardigheden voor de betrokken graad;

5° laureaat zijn van een geschiktheidsexamen voor staffuncties binnen de vier jaar die voorafgaan aan de vacantverklaring van de betrekking;

6° slagen voor een beroepsselectietest om na te gaan of het profiel van de laureaat overeenstemt met de in te vullen betrekking.

§ 3. De staffuncties worden op de voordracht van het Directiecomité, na advies van de wetenschappelijke jury, door de Regering toegekend overeenkomstig de regels die vastliggen in artikel 50, §§ 2 en 3.

Het voorstel van het Directiecomité is gebaseerd op de rangschikking die opgesteld is na het examen en de test bedoeld in § 2, 5° en 6°, van dit artikel.

Bij gelijke uitslagen wordt bij verhoging in graad tot de staffunctie bevorderd, de ambtenaar die de hoogste anciënniteit heeft onder de geschikt bevonden kandidaten.

§ 4. Op zijn verzoek wordt de eerste wetenschappelijk attaché opnieuw opgenomen in de graad van wetenschappelijk attaché. ».

Art. 125. Artikel 301 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt opgeheven.

Art. 126. Artikel 302 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 302. De artikelen 71 en 72 gelden voor het wetenschappelijk personeel. Het advies van de betrokken wetenschappelijke jury's is ook vereist. ».

Art. 127. Artikel 302*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 302*bis*. Artikel 76 geldt voor het wetenschappelijk personeel. Het advies van de betrokken wetenschappelijke jury's is ook vereist. ».

Art. 128. Artikel 303 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 303. Artikel 114, § 1, is niet toepasselijk op de wetenschappelijke attachés.

De vergelijkende wervingsexamens houden één of verschillende basisproeven in die bestemd zijn, per betrekking of per gelijkaardige groep betrekkingen, om de capaciteiten en vaardigheden bedoeld in bijlage II, afdeling II te evalueren. »

Art. 129. Artikel 305 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 2°, wordt het woord « Ministerie(s) » vervangen door de woorden « Waalse Overheidsdienst »;

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « secretaris-generaal » vervangen door de woorden « directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken »;

3° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het eerste lid, 2°, is niet van toepassing als het gaat om de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst. »;

4° de huidige tekst wordt § 1 en wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidend als volgt :

« § 2. Tenzij het decreet houdende oprichting van bedoelde instelling daar anders over beslist, worden beschouwd als graden :

1° van rang A2 : de graad van administrateur-generaal alsook elke functie bepaald bij het decreet tot oprichting van de instelling en die erin bestaat de leiding erover permanent te waarborgen;

2° van rang A3 : de graden van adjunct-administrateur-generaal en van adjunct-directeur-generaal.

§ 3. Tenzij het decreet houdende oprichting van bedoelde instelling daar anders over beslist, wordt een weddeschaal toegekend aan de houder van een graad overeenkomstig volgende lijst :

1° weddeschaal A2 voor de graad van administrateur-generaal alsook voor elke functie bepaald bij het decreet tot oprichting van de instelling en die erin bestaat de Algemene leiding erover permanent te waarborgen;

2° weddeschaal A3 voor de graden van adjunct-administrateur-generaal en van adjunct-directeur-generaal. ».

Art. 130. In artikel 309 van hetzelfde besluit, worden de woorden « bedoeld in artikel 52, 4° » vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 50, § 1, 4°, en 298, eerste lid, 4° ».

Art. 131. Artikel 309*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 309*bis*. Zolang de eerste proef voor de validering van de vaardigheden niet afgesloten is, is de voorwaarde betreffende het getuigschrift voor de validering van de vaardigheden bedoeld in artikel 53, § 2, 4°, en 56, § 1, tweede lid, 4°, niet vereist.

Voor de procedures die op 12 april 2007 lopende zijn, zijn de voorwaarden bedoeld in artikel 53, § 2, 5° en 6°, niet vereist.

De ambtenaren die houder zijn van een graad bedoeld in artikel 8 en die niet aangewezen zijn voor een staffunctie mogen geen staffunctie toegekend krijgen als ze niet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 53, § 2, 4° tot 6°. ».

Art. 132. In hetzelfde besluit wordt een artikel 313*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 313*ter*. De vergelijkende wervingsexamens waarvan het programma vóór 1 mei 2009 werd opgesteld, worden voortgezet op basis van de bepalingen die vóór deze datum van toepassing zijn. ».

Art. 133. Artikel 314, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in 3°, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « naar niveau 1 » aan het einde van de zin, vervangen door de woorden « naar niveau A »;

2° in 4°, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « naar niveau 1 » telkens vervangen door de woorden « naar niveau A ».

Art. 134. Artikel 317 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden « laureaat te zijn van de validatieproef » vervangen door de woorden « houder te zijn van het validatiegetuigschrift » en worden de woorden « voor de graadbevordering in de graad van eerstaanwendend gegradueerde » vervangen door de woorden « voor de bevordering in schaal B1*bis* overeenkomstig artikel 56, § 1, tweede lid. »;

4° in het vierde lid worden de woorden « laureaat te zijn van de validatieproef » vervangen door de woorden « houder te zijn van het validatiegetuigschrift » en worden de woorden « voor de graadbevordering in de graad van eerste assistent » vervangen door de woorden « voor de bevordering in schaal C1*bis* overeenkomstig artikel 56, § 1, tweede lid. »;

5° in het vijfde lid worden de woorden « laureaat te zijn van de validatieproef » vervangen door de woorden « houder te zijn van het validatiegetuigschrift ».

Art. 135. Artikel 318 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 318. De eerstaanwendend gegradueerde van schaal B2 die laureaat is van het bevorderingsexamen tot de voormalige graad van eerste gegradueerde wordt geacht definitief houder te zijn van de validatieproef inzake de bevoegdheden voor de bevordering in schaal B1*bis* overeenkomstig artikel 56, § 1, tweede lid. ».

Art. 136. Artikel 319 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 319. De eerstaanwezend assistent van schaal C2 die lauraat is van het bevorderingsexamen tot de voormalige graad van eerste assistent wordt geacht definitief houder te zijn van de validatieproef inzake de bevoegdheden voor de bevordering in schaal C1bis overeenkomstig artikel 56, § 1, tweede lid. ».

Art. 137. In hetzelfde besluit wordt een afdeling IIbis gecreëerd die artikel 320bis bevat, met als opschrift « Toekenningprocedures van de betrekkingen die vanaf 1 januari 2004 worden vacant verklaard ».

Art. 138. In hetzelfde besluit wordt een artikel 320bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 320bis. De toekenningprocedures van de betrekkingen die vóór 1 mei 2009 worden vacant verklaard, worden voortgezet op basis van de bepalingen die op hen van toepassing waren vóór die datum. ».

Art. 139. In hetzelfde besluit wordt een afdeling IIIbis gecreëerd die artikel 322 bevat, met als opschrift « Evaluatie ».

Art. 140. Artikel 333 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid :

a) worden de woorden « de Minister van Ambtenarenzaken » vervangen door de woorden « de Regering »;

b) worden de woorden « beroepen en » ingevoegd tussen het woord « de » en het woord « programma commissie »;

2° in het vierde lid worden de woorden « de Minister van Ambtenarenzaken » vervangen door de woorden « de overheid ».

Art. 141. Artikel 334 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 1°, wordt in de Franse versie het woord « la » vervangen door het woord « le »;

2° § 3 wordt opgeheven;

3° in § 4, worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

« De ambtenaar-generaal kan op zijn verzoek gehoord worden.

Het college kan beslissen om de ambtenaar-generaal te horen, alsook elke nuttig geachte persoon, mits motivatie.

De ambtenaar-generaal mag zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Het college deelt zijn evaluatievoorstel per aangetekende brief mee aan de ambtenaar-generaal binnen de vijftien dagen na aanneming ervan ».

Art. 142. Artikel 335 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° elke beslissing bedoeld in artikel 80 die een wijziging van administratieve standplaats teweegbrengt. »;

2° § 4, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De Kamer van beroep van de ambtenaren-generaal wordt bijgestaan door een griffier en een plaatsvervangende griffier aangewezen door de Regeringen onder de personeelsleden van niveau A van de diensten van de Regering. »;

3° in § 5, worden de woorden « van artikel 200 » vervangen door de woorden « van artikel 200, § 1, eerste lid ».

Art. 143. Artikel 340, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

3° in het eerste lid, worden de woorden « niveau 1° » telkens vervangen door de woorden « niveau A »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « in niveau 1 » vervangen door de woorden « in niveau A ».

Art. 144. In artikel 343, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt in de Franse versie het woord « et » ingevoegd tussen het woord « SELOR » en het woord « comprenant ».

Art. 145. In artikel 344, § 2, derde lid, worden de woorden « De secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer vervangen mekaar » vervangen door de woorden « De directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken vervangt de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 146. Artikel 347 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste en het derde lid wordt het getal « 345 » vervangen door het getal « 346 »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de evaluatie van de mandataris verricht is overeenkomstig artikel 356, kan het operationeel plan op verzoek van de Regering herzien worden overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 346 ».

Art. 147. In artikel 349, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de overheid ».

Art. 148. In artikel 352, 3°, van hetzelfde besluit vervallen de woorden « wegens persoonlijke aangelegenheden of ».

Art. 149. In artikel 360, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden « De pool » vervangen door de woorden « Het Directoraat-generaal ».

Art. 150. In artikel 361 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden « van niveau 1 » vervangen door de woorden « van niveau A ».

Art. 151. Artikel 362 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. 362. Onverminderd het recht van de Regering om ambtshalve een betrekking in te vullen, wordt een vacante betrekking van rang A3 achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reffectatie of bevordering;

2° interne of externe mobiliteit.

De betrekking wordt enkel toegekend op de in het eerste lid, 2° bepaalde wijzen bij ontstentenis van enige kandidatuur voor de betrekking op de in het eerste lid, 1° bepaalde wijzen, of als de Regering beslist de betrekking aan geen enkele van de kandidaten voor de betrekking op de voorgaande wijzen toe te wijzen ».

Art. 152. In artikel 363, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, wordt het getal « 7 » vervangen door het getal « 4 ».

Art. 153. Artikel 368 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De bepalingen van dit boek zijn eveneens van toepassing op de stagiairs wat betreft :

1° het jaarlijks vakantieverlof bedoeld in de artikelen 371 tot 373;

2° de feestdagen bedoeld in artikel 375;

3° de omstandigheidsverloven bedoeld in artikel 376;

4° het verlof om cursussen te volgen bij de school voor civiele bescherming, als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, of als leerling die niet tot dat korps behoort, bedoeld in artikel 378, 1°;

5° het verlof om in vredetijd prestaties te verrichten bij het korps civiele bescherming of bij een brandweerkorps als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, bedoeld in artikel 378, 2°;

6° de uitzonderlijke verloven voor gevallen van overmacht bedoeld in artikel 379;

7° de verloven met een filantropisch doel bedoeld in de artikelen 380 tot 383;

8° de borstvoedingspauzes bedoeld in de artikelen 384 tot 386;

9° de moederschapsbescherming bedoeld in de artikelen 387 tot 395;

10° het vervangend vaderschapsverlof bedoeld in artikel 396;

11° het vaderschapsverlof bedoeld in artikel 397;

12° het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld in de artikelen 398 en 399;

13° het ouderschapsverlof in de vorm van de loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 400;

14° het ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis;

15° de verloven om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot 404;

16° het ziekteverlof bedoeld in de artikelen 405 tot 418;

17° de dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek bedoeld in artikel 419;

18° de disponibiliteit wegens ziekte bedoeld in de artikelen 428 tot 432;

19° het verlof wegens opdracht bedoeld in de artikelen 435 tot 444;

20° de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel 445;

21° het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan teneinde palliatieve zorg te verstrekken bedoeld in artikel 448;

22° het verlof wegens loopbaanonderbreking voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, bedoeld in artikel 449;

23° de verloven wegens verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455;

24° het politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot 482;

25° het verlof om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van bepaalde vergaderingen, bedoeld in de artikelen 483 en 484;

26° het verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecel of in een algemene beleidscel van de leden van de federale Regering, bedoeld in de artikelen 485 tot 490;

27° het verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep van een wetgevende vergadering van de Federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen, bedoeld in de artikelen 491 tot 496;

28° het verlof wegens terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of Prinses van België, bedoeld in de artikelen 497 tot 499 »;

2° de §§ 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 154. In artikel 369, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « krachtens een hem opgelegde arbeidsregeling » vervangen door de woorden « krachtens zijn normale arbeidsregeling ».

Art. 155. In hetzelfde besluit wordt een artikel 370bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 370bis. Indien vereist door het belang van de dienst kunnen de hiernavermelde verloven worden geweigerd aan de personeelsleden van rang A3, aan de directeurs, alsook aan de personeelsleden van de rangen A5, B1, C1 en D1 :

1° het verlof om een stage of een proefperiode te doorlopen bedoeld in artikel 377;

2° het verlof om cursussen te volgen bij de school voor civiele bescherming, als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, of als leerling die niet tot dat korps behoort bedoeld in artikel 378, 1°;

3° het verlof om in vredetijd prestaties te verrichten bij het korps civiele bescherming of bij een brandweerkorps als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, bedoeld in artikel 378, 2°;

4° het verlof voor het begeleiden en bijstaan van minder-validen of zieken tijdens vakantiereizen en –verblijven, bedoeld in artikel 380;

5° de disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden bedoeld in de artikelen 433 en 434;

6° het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 en 447;

7° het verlof wegens verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455;

8° de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de artikelen 462 tot 468;

9° de vervroegde halftijdse uittreding bedoeld in de artikelen 469 tot 473. ».

Art. 156. In hetzelfde besluit wordt een artikel 370^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 370^{ter}. § 1. Met uitzondering van de verminderde prestaties om medische redenen bedoeld in de artikelen 414 tot 418, van het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 448 en 449 en van het politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot 482, worden de prestaties van een deeltijdse arbeidsregeling, met name diegene bedoeld in hoofdstuk XIV, geregeld volgens een cyclus van twee weken waarvan de eerste oneven is, aangezien de week op maandag begint en de eerste week van het jaar de week is die de eerste donderdag van het jaar omvat.

§ 2. Het personeelslid dat wenst te kiezen voor de deeltijdse arbeidsregeling dient een aanvraag via de hiërarchische weg in.

De aanvraag wordt minstens twee maanden vóór de periode ingediend waarin het personeelslid zijn deeltijdse prestaties wenst te leveren.

In de aanvraag wordt op straffe van nietigheid een arbeidstijdsindeling voorgesteld, met inachtneming van § 1.

Bij ontstentenis van kennisgeving van een weigering binnen de maand van de ontvangst van de aanvraag wordt die laatste en de indeling als ingewilligd beschouwd.

§ 3. De directeur-generaal van het betrokken Directoraat-generaal geeft kennis van de weigering van de voorgestelde arbeidstijdsindeling, evenals van de indelingen die door de Administratie aanvaard kunnen worden, gerangschikt in dalende orde van voorkeur.

Het personeelslid beschikt over vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving bedoeld in het tweede lid om de Administratie mede te delen ofwel dat hij kiest voor één van de door de Administratie voorgestelde arbeidstijdsindelingen ofwel dat hij van zijn aanvraag afziet.

Bij gebreke van kennisgeving binnen de termijn vastgesteld in het derde lid wordt het personeelslid geacht te hebben gekozen voor de arbeidstijdsindeling die de voorkeur van de Administratie wegdraagt.

Behalve bevordering, mutatie of permutatie kan de arbeidstijdsindeling slechts met de toestemming van het personeelslid worden gewijzigd.

§ 4. Onverminderd de regeling voorzien in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan mag het personeelslid geen enkele beroepsactiviteit uitoefenen gedurende de periode van de deeltijdse arbeid.

Onder beroepsactiviteit wordt verstaan, elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is als bedoeld in artikel 23 van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Een activiteit uitgeoefend in het kader van een politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot 482 wordt niet als beroepsactiviteit beschouwd ».

Art. 157. In artikel 372, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 158. In artikel 373, § 2, eerste lid, worden de woorden « door de behoeften van de dienst » vervangen door de woorden « om redenen buiten zijn wil om ».

Art. 159. Artikel 374 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 160. Artikel 377, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 161. Artikel 378, derde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 162. Artikel 380, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 163. Artikel 388 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De bezoldiging die verschuldigd is voor de verlenging van nabevallingsverlof toegekend overeenkomstig artikel 391, vierde lid, mag niet meer dan één week dekken ».

Art. 164. Artikel 391 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Op verzoek van de vrouwelijke ambtenaar wordt de periode van arbeidsonderbreking na de negende week verlengd met een periode van één week als het personeelslid wegens ziekte toe te schrijven aan de zwangerschap afwezig is geweest tijdens de hele periode vanaf de zesde week vóór de werkelijke bevallingsdatum of vanaf de achtste week indien er een meervoudige geboorte wordt verwacht ».

Art. 165. Artikel 397 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « de drie maanden »;

2° in § 2, worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « drie maanden ».

Art. 166. In artikel 400 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 februari 2007, wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. Het personeelslid in dienstactiviteit krijgt bij de geboorte of de adoptie van een kind een ouderschapsverlof dat genomen kan worden :

1° hetzij gedurende een periode van drie maanden in het raam van de volledige loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen; op verzoek van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in maanden;

2° hetzij gedurende een periode van zes maanden in het raam van de halftijdse loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet; op verzoek van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in periodes van twee maanden of een veelvoud hiervan;

3° hetzij gedurende een periode van vijftien maanden in het raam van de loopbaanonderbreking met één vijfde zoals bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet; op verzoek van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in periodes van vijf maanden of een veelvoud hiervan.

De ambtenaar heeft de mogelijkheid om bij het opnemen van zijn ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten vermeld in het eerste lid. Bij een wijziging van opnamevorm moet rekening worden gehouden met het principe dat één maand volledige loopbaanonderbreking gelijk is aan twee maanden halftijdse loopbaanonderbreking en gelijk is aan vijf maanden loopbaanonderbreking met één vijfde.

Indien het verlof opgenomen wordt ter gelegenheid van de geboorte van een kind, dient dat te gebeuren vóór het kind de leeftijd van zes jaar heeft bereikt.

Indien het verlof opgenomen wordt ter gelegenheid van de adoptie van een kind, dient dat te gebeuren vóór het kind de leeftijd van acht jaar heeft bereikt en in een periode van vier jaar die ingaat te rekenen van de inschrijving van het kind als gezinslid in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid zijn woonplaats heeft.

Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het recht op ouderschapsverlof toegekend uiterlijk tot het kind acht jaar wordt.

Aan de voorwaarde van de zesde of de achtste verjaardag moet zijn voldaan uiterlijk gedurende de periode van het ouderschapsverlof ».

Art. 167. Artikel 401, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met 3° en 4°, luidend als volgt :

« 3° opvang tijdens de periodes van schoolvakantie van de kinderen die de leeftijd van 18 jaar niet hebben bereikt, wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke en geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regelgeving betreffende de kinderbijslag;

4° opvang tijdens de periodes van schoolvakantie van de kinderen die onder het statuut van verlengde minderjarigheid werden geplaatst ».

Art. 168. In artikel 421 van hetzelfde besluit worden in de Franse versie de woorden « le royaume » vervangen door de woorden « le Royaume » en wordt het woord « betekend » vervangen door de woorden « ter kennis gegeven ».

Art. 169. In artikel 422 van hetzelfde besluit worden de woorden « A3 of » ingevoegd tussen het woord « rang » en het woord « A4 » en worden de woorden « A5, B1 of C1 » vervangen door de woorden « A5, B1, C1 of D1 ».

Art. 170. In artikel 425 van hetzelfde besluit worden de woorden « de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 171. In boek III, hoofdstuk X, van hetzelfde besluit wordt afdeling IV die de artikelen 433 en 434 bevat, vervangen als volgt :

« Afdeling 4. — Disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 433. De disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden wordt toegekend voor een periode van minstens drie maanden en van maximum vijf jaar. Elke periode van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden wordt gevolgd door een periode van dienstactiviteit van minstens zes maanden. Het totaal van de periodes van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden mag voor de hele loopbaan geen vijf jaar overschrijden.

Art. 434. De ambtenaar wiens afwezigheid de periode overschrijdt waarvoor de disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden toegekend is, wordt geacht ontslag te nemen ».

Art. 172. In artikel 435, § 2, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « een Ministerie » vervangen door de woorden « de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 173. Artikel 437, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het wordt evenwel wel bezoldigd indien de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige :

1° krachtens de beschikking C(2006) 2033 van de Commissie van 1 juni 2006 betreffende de regeling die van toepassing is op de nationale deskundigen die bij de diensten van de Commissie zijn gedetacheerd;

2° in het kader van het Europese programma « Institution Building » ingesteld bij Verordening (EG) nr. 622/98 van de Raad van 16 maart 1998 betreffende de hulp aan de kandidaat-lidstaten in het kader van de pretoetredingsstrategie, en inzonderheid de invoering van partnerschappen voor de toetreding. ».

Art. 174. In artikel 441 van hetzelfde besluit worden de woorden « A3 of » ingevoegd tussen het woord « rang » en het woord « A4 » en worden de woorden « A5, B1 of C1 » vervangen door de woorden « A5, B1, C1 of D1 ».

Art. 175. Artikel 444, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Als het personeelslid vervangen is, wordt het gereaffecteerd ».

Art. 176. Artikel 445, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede en het derde lid, vervallen de woorden « en in afwijking van het eerste lid ».

Art. 177. In boek III van hetzelfde besluit wordt hoofdstuk XIII vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XIII. — Verlof voor loopbaanonderbreking

Art. 446. De ambtenaar krijgt verlof om zijn loopbaan volledig of ten belope van de helft van de duur van de prestaties die hem normaal te onderbreken met al dan niet opeenvolgende periodes van ten minste drie maanden en ten hoogste twaalf maanden.

De periodes waarin de ambtenaar zijn loopbaan volledig onderbreekt mogen in totaal tweeënzeventig maanden in de loopbaan niet overschrijden.

De periodes waarin de ambtenaar zijn loopbaan gedeeltelijk onderbreekt mogen in totaal tweeënveertig maanden in de loopbaan niet overschrijden.

De periodes van volledige en gedeeltelijke onderbreking mogen samengevoegd worden.

Voor de berekening van de periodes van tweeënveertig maanden wordt geen rekening gehouden met de periodes van loopbaanonderbreking om palliatieve zorg te verstrekken en om een gezins- of familielid dat ernstig ziek is bij te staan of te verzorgen, noch met de periodes van loopbaanonderbreking wegens ouderschapsverlof.

Art. 447. In afwijking van artikel 446 kan het personeelslid dat de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt, verlof krijgen om zijn loopbaan te onderbreken ten belope van de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd.

Art. 448. In afwijking van artikel 446 kan het personeelslid zijn loopbaan volledig of ten belope van één vijfde of de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd voor een duur van één maand, onderbreken, eventueel verlengbaar met één maand, teneinde palliatieve zorg te verstrekken aan een persoon krachtens de artikelen 100bis en 102bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Onder palliatieve zorg wordt verstaan elke vorm van bijstand en inzonderheid medische, sociale, administratieve en psychologische bijstand en verzorging van personen die lijden aan een ongeneeslijke ziekte en die zich in een terminale fase bevinden.

Het personeelslid dat om deze reden zijn loopbaan wil onderbreken brengt er de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte, voegt bij die mededeling het aanvraagformulier waarvan model en inhoud bepaald worden door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, alsmede een attest afgeleverd door de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve zorg behoeft en waaruit blijkt dat het personeelslid zich bereid heeft verklaard deze palliatieve zorg te verlenen, zonder dat hierbij de identiteit van de patiënt wordt vermeld.

De onderbreking neemt een aanvang de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling is geschied.

Art. 449. In afwijking van artikel 446 kan het personeelslid zijn loopbaan volledig of ten belope van één vijfde, één vierde, één derde of de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd, onderbreken krachtens de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid tot in de tweede graad dat aan een ernstige ziekte lijdt, per al dan niet opeenvolgende periodes van minstens één maand en maximum drie maanden.

De periodes waarin het personeelslid zijn loopbaan volledig onderbreekt mogen in totaal twaalf maanden per patiënt tijdens de loopbaan niet overschrijden. De periodes waarin het personeelslid zijn loopbaan gedeeltelijk onderbreekt mogen in totaal vierentwintig maanden per patiënt tijdens de loopbaan niet overschrijden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt als gezinslid beschouwd, elke persoon die met het personeelslid samenwoont en als familielid, zowel de bloed- als de aanverwanten.

Onder ernstige ziekte dienen elke ziekte of medische interventie te worden verstaan die als dusdanig wordt beschouwd door de behandelende geneesheer en waarvoor laatstgenoemde van mening is dat elke vorm van maatschappelijke, gezins- of mentale bijstand voor het herstel noodzakelijk is.

Het personeelslid dat zijn loopbaan wil onderbreken voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, licht er de overheid waaronder hij valt over in, voegt bij die mededeling een attest van de behandelend geneesheer van dat gezins- of familielid dat ernstig ziek is en aan de hand waarvan vastgesteld wordt dat het personeelslid zich bereid heeft verklaard de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen.

De onderbreking neemt een aanvang de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling is geschied.

Als een kind van hoogstens zestien jaar oud dat uitsluitend of hoofdzakelijk ten laste valt van de ambtenaar in de zin van artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag ernstig ziek is, worden de maximumperiodes van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking op respectievelijk 24 en 48 maanden gebracht indien die ambtenaar alleenstaand is.

De volledige en gedeeltelijke periodes van loopbaanonderbreking kunnen enkel opgenomen worden per periode van minstens één en hoogstens drie maanden, al dan niet opeenvolgend.

In de zin van dit artikel is alleenstaand, de ambtenaar die uitsluitend en daadwerkelijk samenwoont met één of meerdere kinderen.

Bij toepassing van lid 7 van dit artikel verstrekt de alleenstaande ambtenaar daarnaast het bewijs van de samenstelling van zijn gezin middels een attest afgeleverd door de gemeenteoverheid en waaruit blijkt dat de ambtenaar op het ogenblik van de aanvraag uitsluitend en daadwerkelijk met één of meerdere van zijn kinderen samenwoont.

Voor elke verlenging van een periode van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking moet de ambtenaar opnieuw dezelfde procedure volgen en de krachtens dit besluit vereiste attesten indienen.

Art. 450. Indien de ambtenaar geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de directeur van het werkloosheidsbureau of afziet van deze uitkeringen, wordt de loopbaanonderbreking omgezet in non-activiteit.

Lid 1 geldt niet voor de ambtenaren die afstand doen van de onderbrekingsuitkeringen omdat die overeenkomstig de koninklijke besluiten nrs 415, 416 en 418 van 16 juli 1986 niet verenigbaar zijn met het voordeel van een pensioen. Het geldt ook niet voor de ambtenaren die het recht op de onderbrekingsuitkeringen verloren hebben omdat ze de termijn van twaalf maanden zelfstandige activiteit hebben overschreden.

Art. 451. Het verlof wegens loopbaanonderbreking wordt niet bezoldigd en voor het overige wordt het wel gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 452. In de loop van een periode van gedeeltelijke loopbaanonderbreking kan de ambtenaar geen verlof om dwingende redenen van familiaal belang krijgen.

Art. 453. Op eigen aanvraag en per aangetekende brief kan de ambtenaar zijn ambt opnieuw opnemen vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verlopen is behoudens een opzegperiode van twee maanden, tenzij de overheid waarvan hij afhangt een kortere periode aanvaardt. » .

Art. 178. Artikel 454 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 454. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt de persoon van het één of andere geslacht met wie de ambtenaar als een koppel samenleeft met de echtgenoot/-genote gelijkgesteld.

De ambtenaar mag zijn ambt met verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen uitoefenen indien :

1° hij minstens één kind ten laste heeft dat de leeftijd van 18 jaar niet bereikt heeft;

2° zijn gemotiveerde en door elk nuttig bewijs gestaafde aanvraag ertoe strekt een toestand te verhelpen die het gevolg is van moeilijkheden betreffende ofwel :

- a) de ambtenaar zelf;
- 2° diens echtgenoot/-genote;
- c) diens kind of het kind van zijn echtgenote/haar echtgenoot;
- d) het kind dat door de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote geadopteerd is;
- e) het kind van wie de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote de pleegvoogd is;
- f) de bloed- en aanverwanten, ongeacht in welke graad, onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar of te zijnen laste zijnd;
- g) de bloedverwanten in opgaande lijn in de eerste graad van de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote, evenals de broers en zusters van de ambtenaar;
- h) het kind dat in een gezin opgevangen wordt met het oog op diens adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij;
- i) het kind voor wie de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote als voogd is aangesteld;
- j) het kind op wie het toezicht aan de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote, aangesteld als toezienend voogd, is toevertrouwd;
- k) de onbekwaamverklarde op wie het toezicht aan de ambtenaar of diens echtgenoot/-genote, aangesteld als voogd, is toevertrouwd.

§ 2. Na het advies te hebben ingewonnen van de hiërarchische overste van minstens rang A3 van de betrokken ambtenaar, beoordeelt de directeur-generaal van het betrokken Directoraat-generaal de aangevoerde redenen, en tegelijk spreekt hij zich uit over de verenigbaarheid van de arbeidstijndeling bedoeld in artikel 370ter, § 2, lid 3.

§ 3. De ambtenaar die de vergunning bedoeld in § 1 krijgt, moet 50 %, 60 %, 70 %, 80 % of 90 % van de volle arbeidsduur voltooien. Die prestaties worden geleverd met inachtneming van de cyclus bedoeld in artikel 370ter, § 1.

§ 4. De machtiging voor deeltijdse arbeid wordt toegekend voor een periode van minstens drie maanden die zonder beperking in de tijd verlengbaar is voor zover er redenen van dezelfde aard voorhanden zijn.

Elke verlenging wordt ondergeschikt gemaakt aan een aanvraag van de ambtenaar die ingediend moet worden vóór verstrijken van het lopend verlof.

Mits een vooropzeg van één maand kan de ambtenaar verzoeken dat zijn lopend verlof vóór verstrijken ervan beëindigd wordt.

Het verlof is onbezoldigd. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. » .

Art. 179. Artikel 455 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 455. Het verlof wegens verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen wordt geschorst zodra één van de volgende verloven aan de ambtenaar wordt toegekend :

- 1° verlof om een stage of een proefperiode te doorlopen bedoeld in artikel 377;
- 2° verlof om de cursussen te volgen van de school voor civiele bescherming of om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het korps civiele bescherming, bedoeld in artikel 378;
- 3° bevallingsverlof;
- 4° vervangend vaderschapsverlof bedoeld in artikel 396;
- 5° vaderschapsverlof bedoeld in artikel 397;
- 6° het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld in de artikelen 398 en 399;
- 7° het ouderschapsverlof in de vorm van een onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in artikel 400;
- 8° ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis;
- 9° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404;
- 10° verlof wegens opdracht bedoeld in de artikelen 435 tot 444;
- 11° het verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen voor sommige vergaderingen bedoeld in de artikelen 483 tot 484;
- 12° het verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet, een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatie, in een algemene beleidscel van de leden van de federale Regering of in het kabinet van een plaatselijk mandataris, bedoeld in de artikelen 485 tot 490;
- 13° verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep van een wetgevende vergadering van de Federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen, bedoeld in de artikelen 491 tot en met 496;
- 14° verlof wegens terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of Prinses van België, bedoeld in de artikelen 497 tot en met 499;
- 15° verlof zoals bedoeld in artikel 77, § 1, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
- 16° voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vreedstijd en van diensten bij de Civiele Bescherming of van taken van openbaar nut op grond van de wet van 20 februari 1980 houdende coördinatie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden. » .

Art. 180. Artikel 456 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 181. In boek III, hoofdstuk XIV, van hetzelfde besluit, wordt afdeling II, bevattende de artikelen 457 tot en met 461, opgeheven.

Art. 182. In boek III, hoofdstuk XIV, van hetzelfde besluit, wordt afdeling III, bevattende de artikelen 462 tot en met 468, vervangen door wat volgt :

« *Afdeling 3. — De vrijwillige vierdagenweek*

Art. 462. De ambtenaar kan kiezen voor een ononderbroken periode van minstens één jaar met de arbeidsregeling van de vierdagenweek waarin hij over vier werkdagen per week vier vijfde van de prestaties die hem normaal zijn opgelegd, levert.

Art. 463. In de vierdagenweekregeling mag de ambtenaar de toelating niet krijgen om om welke reden ook verminderde prestaties te verstrekken, behalve om gezondheidsredenen. Hij mag zich ook niet beroepen op een regeling voor de halftijdse onderbreking van de beroepsloopbaan.

Art. 464. De vierdagenweekregeling wordt geschorst wanneer de ambtenaar in aanmerking komt voor één van de volgende verloven :

- 1° bevallingsverlof;
- 2° het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld in de artikelen 398 en 399;
- 3° het ouderschapsverlof in de vorm van een onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in artikel 400;
- 4° ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis;
- 5° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404;
- 6° verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen voor sommige vergaderingen bedoeld in artikel 483;
- 7° verlof wegens loopbaanonderbreking om palliatieve zorgen te verstrekken, bedoeld in artikel 448;
- 8° verlof voor de verlening van bijstand of zorgen aan een lid van zijn gezin of van zijn familie die aan een ernstige ziekte bedoeld in artikel 449 lijdt.

Art. 465. De ambtenaar die afwezig is om reden van een verlof bedoeld in artikel 464 is tijdens dat verlof niet meer onderworpen aan de bepalingen van de vierdagenweekregeling en is onderworpen aan de bepalingen van het verlof waaronder hij valt. In dat geval wordt de aanvullende wedde vermenigvuldigd met een breukdeel waarvan de teller het aantal dagen weergeeft die tijdens die periode zijn gepresteerd en waarvan de noemer het aantal dagen weergeeft die gepresteerd zouden zijn als het verlof niet was toegestaan.

Art. 466. De ambtenaar die voor de vierdagenweek kiest, krijgt de wedde die verschuldigd is voor zijn verminderde prestaties, verhoogd met een aanvullende wedde van 70,14 euro per maand die volledig deel uitmaakt van de wedde.

De wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld is van toepassing op de aanvullende wedde waarvan het bedrag gekoppeld wordt aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 467. De periode van afwezigheid van de ambtenaar wordt beschouwd als een verlofperiode en wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 468. De ambtenaar mag de vierdagenweekregeling beëindigen mits een vooropzeg van drie maanden, tenzij de overheid waaronder hij ressorteert op zijn eigen verzoek een kortere termijn aanvaardt. » .

Art. 183. In boek III, hoofdstuk XIV, van hetzelfde besluit, wordt afdeling IV, bevattende de artikelen 469 tot en met 473, vervangen door wat volgt :

« *Afdeling 4. — Vervroegde halftijdse uittreding*

Art. 469. De ambtenaar heeft vanaf vijfenvijftig jaar het recht om halftijds te werken tot op de datum van zijn vervroegde opruststelling of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens.

Art. 470. Als de hiërarchische meerdere van minstens rang A2 oordeelt dat de ambtenaar wegens zijn specifieke kennis, bekwaam- of vaardigheden of wegens het belang van de hem opgelegde opdracht volgens de voltijdse arbeidsregeling moet blijven werken, kan hij de opening van het recht op de vervroegde uittreding uitstellen tot een latere datum dan die, welke de ambtenaar gekozen heeft, zonder dat de periode die tussen de door laatstgenoemde gekozen datum en de datum die de hiërarchische meerdere beter past, meer mag bedragen dan zes maanden.

Art. 471. De hiërarchische meerdere bedoeld in artikel 470 beschikt, om dat artikel in te roepen, over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag volgend op de indiening van het verzoek.

Art. 472. De periode van afwezigheid van de ambtenaar wordt beschouwd als een verlofperiode en wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Hij kan zijn aanspraak op bevordering evenwel niet doen gelden.

De ambtenaar kan ook geen verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang krijgen noch de toelating krijgen om verminderde prestaties te verrichten om ongeacht welke redenen behalve om gezondheidsredenen, noch een halftijdse loopbaanonderbreking krijgen.

Art. 473. Middels een vooropzeg van drie maanden kunnen de Regering en de ambtenaar te allen tijde de arbeidsregeling waarvan sprake in artikel 469 in de loop ervan beëindigen. In dat geval mag de ambtenaar geen nieuwe aanvraag voor een vervroegde halftijdse uittreding meer indienen. » .

Art. 184. Artikel 476, lid 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in 2° worden, in de Franse versie de woorden « l'aide » vervangen door de woorden « l'action »;
- 2° in 5° worden de woorden « van de Franse Gemensschapscommissie of » ingevoegd tussen de woorden « van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » en de woorden « van de Vlaamse Gemeenschapscommissie ».

Art. 185. In artikel 477, 2°, 3° en 5°, worden, in de Franse versie de woorden « l'aide » vervangen door de woorden « l'action »;

Art. 186. In artikel 478, lid 1, 3°, worden, in de Franse versie de woorden « l'aide » vervangen door de woorden « l'action ».

Art. 187. Artikel 481, lid 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 188. Artikel 482, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in § 1 wordt lid 2 vervangen als volgt :

« Op dat ogenblik wordt de ambtenaar opnieuw in het genot van zijn statutaire rechten gesteld. Als hij vervangen is, wordt hij gereffecteerd. »;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De betrekking waarvan de ambtenaar met verlof titularis is kan vacant worden verklaard op voorwaarde dat de afwezigheid minstens één jaar bedraagt en de betrekking van rang A3 of A4 is of beantwoordt aan een staffunctie in de rang A5, B1, C1 of D1. » .

Art. 189. In artikel 483 van hetzelfde besluit worden de woorden « Gewest- en Gemeenschapsraden » vervangen door de woorden « Parlementen van Gemeenschap en Gewest ».

Art. 190. Artikel 488 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 488. De betrekking waarvan de ambtenaar met verlof titularis is kan vacant worden verklaard op voorwaarde dat de afwezigheid minstens één jaar bedraagt en de betrekking van rang A3 of A4 is of beantwoordt aan een staffunctie in de rang A5, B1, C1 of D1. » .

Art. 191. In artikel 489, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « van de Regering » vervangen door de woorden « van de overheid ».

Art. 192. Artikel 490 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 490. Zodra zijn verlof ophoudt, bekleedt de ambtenaar die in zijn betrekking niet vervangen is, die betrekking bij wederopname van zijn activiteit. Als hij vervangen is, wordt hij gereffecteerd. » .

Art. 193. Artikel 494 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 494. De betrekking waarvan de ambtenaar met verlof titularis is kan vacant worden verklaard op voorwaarde dat de afwezigheid minstens één jaar bedraagt en de betrekking van rang A3 of A4 is of beantwoordt aan een staffunctie in de rang A5, B1, C1 of D1. » .

Art. 194. Artikel 496 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 496. Zodra zijn verlof ophoudt, bekleedt de ambtenaar die in zijn betrekking niet vervangen is, die betrekking bij wederopname van zijn activiteit. Als hij vervangen is, wordt hij gereffecteerd. » .

Art. 195. In artikel 497 van hetzelfde besluit vervallen de woorden « door de Minister van Ambtenarenzaken ».

Art. 196. Artikel 499, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

« De betrekking waarvan de ambtenaar met verlof titularis is kan vacant worden verklaard op voorwaarde dat de afwezigheid minstens één jaar bedraagt en de betrekking van rang A3 of A4 is of beantwoordt aan een staffunctie in de rang A5, B1, C1 of D1. » ;;

2° lid 3 wordt vervangen als volgt :

« Als hij vervangen is, wordt hij gereffecteerd. » .

Art. 197. In artikel 503, lid 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de woorden « 1 januari 2009 » vervangen door de woorden « 1 januari 2011 ».

Art. 198. In artikel 515 van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door volgende bepaling :

« 2° directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ambtenaar-generaal van rang A2 bevoegd voor personeels-aangelegenheden ».

Art. 199. In artikel 520 van hetzelfde besluit wordt lid 3 vervangen door volgende bepaling :

« De directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken weigert de terugbetaling van reiskosten voor niet gerechtvaardigde verplaatsingen; hij vermindert ze als ze overdreven zouden zijn of voorkomen hadden kunnen worden. » .

Art. 200. In artikel 523, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 201. In artikel 526, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt 1° vervangen door wat volgt :

« 1° 1e klasse : de begunstigten die houder zijn van een graad van niveau A, B en C en van rang D1, ».

Art. 202. In artikel 530, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden « De personeelsleden en de ambtenaren-generaal die houder zijn van een graad in de rangen A3, A2 en A1 » vervangen door de woorden « De ambtenaren-generaal ».

Art. 203. In artikel 532 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Ministeries » vervangen door de woorden « De Waalse Overheidsdienst ».

Art. 204. In artikel 535, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « het Ministerie » vervangen door de woorden « het Gewest ».

Art. 205. Artikel 536 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 wordt het woord « secretaris-generaal » vervangen door de woorden « directeur-generaal van wie ze afhangen »;

2° er wordt een lid 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« De vergoeding wordt toegekend door de directeur-generaal van wie de begunstigde afhangt, na advies van de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 206. In artikel 545 van hetzelfde besluit worden de woorden « De secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken ».

Art. 207. In artikel 557, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « bij de Secretaris-generaal of diens afgevaardigde » vervangen door de woorden « de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken of diens afgevaardigde ».

Art. 208. In artikel 570, § 2, van hetzelfde besluit vervallen, in de Franse versie, de woorden « ses cohabitants » tussen de woorden « de celui-ci » en « conservent ».

Art. 209. In bijlage II bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° afdeling I, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 13 september 2007, wordt gewijzigd als volgt :

a) in de tabellen worden, in de kolom « niveau », de cijfers « 1 », « 2+ », « 2 » en « 3 » vervangen door de respectievelijke letters « A », « B », « C » en « D »;

b) de lijn « 1 – A6 – beroep 35 – wetenschappelijk attaché » wordt vervangen door de lijn « A – A5 en A6 – beroep 35 – wetenschappelijk attaché »;

c) in de tabel van niveau 2+, beroep 36, vervallen de woorden « - in uitdoving »;

d) in de tabel van niveau 2+ worden volgende woorden ingevoegd : « 59bis. sociaal inspecteur »;

2° in afdeling II, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 15 februari 2007 en 13 september 2007 :

a) in rubriek a) :

aa) worden de woorden « van niveau 1 » vervangen door de woorden « van niveau A »;

ab) wordt punt 1° opgeheven;

ac) wordt 2° vervangen als volgt : « 2° schriftelijke communicatie; »;

b) rubriek b) :

ba) worden de woorden « van niveau 2 » vervangen door de woorden « van niveau B »;

bb) wordt 1° opgeheven;

bc) wordt 2° vervangen als volgt : « 2° schriftelijke communicatie; »;

c) in rubriek c) :

ca) worden de woorden « van niveau 2 » vervangen door de woorden « van niveau C »;

cb) wordt 1° opgeheven.

cc) wordt 2° vervangen als volgt : « 2° schriftelijke communicatie; »;

d) in rubriek d) worden de woorden « van rang D3 niveau D3 » vervangen door de woorden « in niveau D, schaal D3 »;

e) in rubriek e) worden de woorden « van rang D4 van niveau 3 » vervangen door de woorden « in niveau D, schaal D4 »;

3° in afdeling III, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en 13 september 2007 :

a) in de kolom « niveau » worden de cijfers « 1 », « 2+ » en « 2 » vervangen door de respectievelijke letters « A », « B » en « C »;

b) in de tabel van niveau 2+, niveau B geworden, kolom beroep, worden de woorden « 1°bis administratief » ingevoegd voor de woorden « 2° landbouwkunde »;

4° in afdeling IV, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 :

a) in onderafdeling I :

aa) worden de woorden « naar niveau 1 » vervangen door de woorden « naar niveau A »;

aa) worden de woorden « naar niveau 1 » telkens vervangen door de woorden « naar niveau A »;

a) in onderafdeling II :

ba) worden, in het opschrift, de woorden « naar niveau 2 » vervangen door de woorden « naar niveau B »;

bb) worden de woorden « naar niveau 2 » telkens vervangen door de woorden « naar niveau B »;

bc) de woorden « van rang B3° » vervangen door de woorden « van rang B2 »;

a) in onderafdeling III :

ca) worden, in het opschrift, de woorden « naar niveau 2 » vervangen door de woorden « naar niveau C »;

cb) worden de woorden « naar niveau 2 » telkens vervangen door de woorden « naar niveau B »;

cc) wordt onder 2° littera a aangevuld met de woorden « en overheidsopdrachten »;

bc) worden in 3° de woorden « van rang C3° » vervangen door de woorden « van rang C2 ».

Art. 210. In bijlage III, hoofdstuk 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « NIVEAU 1 » vervangen door de woorden « NIVEAU A », de woorden « NIVEAU 2+ » vervangen door de woorden « NIVEAU B », de woorden « NIVEAU 2 » door de woorden « NIVEAU C » en de woorden « NIVEAU 3 – NIVEAU 4 » vervangen door de woorden « NIVEAU D ».

Art. 211. Bijlage XIII van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 212. Bijlage XIV van hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Art. 213. In artikel 9, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wat betreft de ambtenaren-generaal wordt het getal « 348 » vervangen door het getal « 356 ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende Ambtenarenzaken, met het oog op de integratie van het huidige niveau 4 in het niveau 3*

Art. 214. In artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende Ambtenarenzaken, met het oog op de integratie van het huidige niveau 3 in het niveau 4, wordt het volgende gewijzigd :

1° in § 1, lid 1, 2°, worden, na de woorden « in de rang D3 » de woorden toegevoegd « of houders van ambten die overeenstemmen met één van de beroepen vermeld onder de nummers 74 tot 79 van de tabel opgenomen in bijlage I »;

2° in § 5 vervallen de woorden « op 31 december 2006 ».

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 215. De schaalanciënniteit, verworven in de voormalige graad, geldt als schaalanciënniteit in de nieuwe graad.

Art. 216. Zolang de gegevensbank waarvan sprake in artikel 71, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode niet operationeel is, geldt de procedure voor de oproep tot het indienen van kandidaturen waarvan sprake in artikel 16 van hetzelfde besluit eveneens voor de mutatie.

Art. 217. Zolang de gegevensbank waarvan sprake in artikel 79, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 2003 december 2 houdende de Waalse Ambtenarencode niet operationeel is, wordt de procedure voor de toekenning van de via interne of externe mobiliteit vacant verklaarde betrekkingen tot het indienen van kandidaturen vastgesteld overeenkomstig de leden 2 tot en met 6.

De voorwaarden moeten verenigd zijn op de dag waarop de betrekking vacant wordt verklaard en op de dag van de interne of externe mobiliteitsmaatregel.

Voor de betrekkingen wordt er een enige oproep tot de kandidaten voor de interne of externe mobiliteit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De oproep tot de kandidaten omvat een functieprofiel.

Op straffe van nietigheid :

1° bedraagt de termijn voor de indiening van de kandidaturen tien dagen, te rekenen van de datum van bekendmaking van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*;

2° vermeldt de ambtenaar die kandidaat is voor meerdere betrekkingen zijn voorkeur in dalende volgorde en in Arabische cijfers;

3° de kandidatuur voor elke betrekking van directeur of eerste attaché wordt gemotiveerd en gaat vergezeld van een curriculum vitae overeenstemmend met het model opgenomen in bijlage VI bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

4° de kandidaturen worden bij postschrijven ingediend.

De procedure voor de oproep tot het indienen van kandidaturen mag niet opgestart worden tussen 1 juli en 31 augustus.

Art. 218. Artikel 91ter, § 2, lid 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is niet van toepassing op de vormingsessies op initiatief van de ambtenaar die aan de gang is op 12 april 2007; voor die sessies wordt de toekenning van de vergoeding wegens reiskosten geregeld bij de bepalingen geldend voor 12 april 2007.

Art. 219. § 1. Ter afwijking van de artikelen 55 en 56 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, zoald gewijzigd bij dit besluit, worden bevorderd bij schaalverhoging tot 31 december 2009 :

1° de eerstaanwezend gegradueerden in de schaal B1, in dezelfde voorwaarden als die, geldend voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van eerste gegradueerde vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

2° de eerstaanwezend assistenten in de schaal C1, in dezelfde voorwaarden als die, geldend voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van eerste assistent vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

3° de eerstaanwezend adjuncten in de schaal D1, in dezelfde voorwaarden als die, geldend voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van eerste adjunct vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De grens van zestien percent, als bedoeld in artikel 49, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode in de versie geldend vóór dit besluit wordt tegelijk berekend op grond van het totale aantal ambtenaren van de betrokken niveaus in de Waalse Overheidsdienst en op grond van de ambtenaren uit het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

§ 3. De grens van twintig percent, als bedoeld in artikel 49, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode in de versie geldend vóór dit besluit wordt tegelijk berekend op grond van het totale aantal ambtenaren van de betrokken niveaus in de Waalse Overheidsdienst en op grond van de ambtenaren uit het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Art. 220. In afwijking van artikel 296 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, in zijn lezing voortvloeiende uit dit besluit, bedraagt de duur van de stage voor de contractuele personeelsleden, aangeworven als wetenschappelijke attachés, één jaar.

Art. 221. Het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de vrijwillige vierdagenweek en het verlof wegens loopbaanonderbreking, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004, wordt opgeheven.

Art. 222. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2009, behalve artikel 214, dat uitwerking heeft op 1 januari 2007.

Art. 223. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

Bijlage 1

Bijlage XIII. — Weddeschalen op jaarbasis

NIVEAU A				
Weddeschalen	A6	A6S	A5	A5S
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68
Zesjaarlijkse	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84

NIVEAU A			
Weddeschalen	A4bis	A4	A4S
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36
Zesjaarlijkse	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	32.734,24	33.478,24	35.762,53
1	33.357,84	34.101,84	36.386,13
2	33.981,44	34.725,44	37.009,73
3	34.605,04	35.349,04	37.633,33
4	34.605,04	35.349,04	37.633,33
5	34.865,40	36.609,40	38.893,69
6	36.115,78	36.859,78	39.144,07
7	37.376,14	38.120,14	40.404,43
8	37.376,14	38.120,14	40.404,43
9	38.636,50	39.380,50	41.664,79
10	38.636,50	39.380,50	41.664,79
11	39.896,86	40.640,86	42.925,15
12	40.147,24	40.891,24	43.175,53
13	41.407,60	42.151,60	44.435,89
14	41.407,60	42.151,60	44.435,89
15	42.667,96	43.411,96	45.696,25
16	42.667,96	43.411,96	45.696,25
17	43.928,32	44.672,32	46.956,61
18	44.178,70	44.922,70	47.206,99
19	45.439,06	46.183,06	48.467,35
20	45.439,06	46.183,06	48.467,35
21	46.699,42	47.443,42	49.727,71
22	46.699,42	47.443,42	49.727,71
23	47.959,78	48.703,78	50.988,07
24	48.210,16	48.954,16	51.238,45
25	48.210,16	48.954,16	51.238,45
26	48.210,16	48.954,16	51.238,45
27	48.210,16	48.954,16	51.238,45
28	48.210,16	48.954,16	51.238,45
29	48.210,16	48.954,16	51.238,45
30	48.460,54	49.204,54	51.488,83

NIVEAU A				
Weddeschalen	A3	Abis	A2	A1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Zesjaarlijkse	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51

NIVEAU B				
Weddeschalen	B3	B2	B1bis (B2+2.500)	B1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18
	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59
	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03
	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31
	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30
Zesjaarlijkse	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.849,72	19.345,74	21.845,74	24.986,67
1	16.101,90	19.597,92	22.097,92	25.238,85
2	16.354,08	19.850,10	22.350,10	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
4	16.006,26	20.102,28	22.602,28	25.743,21
5	16.898,85	20.394,87	22.894,87	26.035,80
6	17.149,23	20.645,25	23.145,25	26.286,18
7	17.539,26	21.035,28	31.535,28	26.676,21
8	17.539,26	21.035,28	23.535,28	26.676,21
9	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
10	18.211,57	21.707,59	24.207,59	27.348,52
11	18.883,88	22.379,90	24.879,90	28.020,83
12	19.134,26	22.630,28	25.130,28	28.271,21
13	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
14	19.722,56	23.218,58	25.718,58	28.859,51
15	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
16	20.310,86	23.806,88	26.306,88	29.447,81
17	20.899,16	24.395,18	26.895,18	30.036,11
18	21.149,54	24.645,56	27.145,56	30.286,49
19	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
20	21.737,84	25.233,86	27.733,86	30.874,79
21	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
22	22.326,14	25.822,16	28.322,16	31.463,09
23	22.914,44	26.410,46	28.910,46	32.051,39
24	23.164,82	26.660,84	29.160,84	32.301,77
25	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
26	23.753,12	27.249,14	29.749,14	32.890,07
27	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
28	24.341,42	27.837,44	30.337,44	33.478,37
29	24.929,72	28.425,74	30.925,74	34.066,67
30	25.180,10	28.676,12	31.176,12	34.317,05

NIVEAU C				
Weddeschalen	C3	C2	C1bis (C2+2.500)	C1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31
	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31
	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34
	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64
	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60
Zesjaarlijkse	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	19.380,14	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	19.647,45	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	19.914,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	20.182,07	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	20.449,3.8	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	20.699,76	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	21.056,10	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	21.768,74	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	22.481,38	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	22.731,76	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	23.355,36	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	23.978,96	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	24.602,56	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	24.852,94	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	25.476,54	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	26.100,14	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	26.723,74	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	26.974,12	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	27.597,72	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	28.221,32	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	28.844,92	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	29.095,30	31.516,60

NIVEAU D					
Weddeschalen	D4	D3	D2	D1bis (D2+1.500)	D1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 140,09	3/1 x 112,97	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09	3/1 x 140,09
	5/2 x 194,67	2/2 x 58,17	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67	5/2 x 194,67
	6/2 x 266,78	1/2 x 60,40	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78	6/2 x 266,78
	2/2 x 419,35	2/2 x 194,67	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35	2/2 x 419,35
		6/2 x 266,78			
		2/2 x 419,35			
Zesjaarlijkse	5/6x250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.518,38	13.257,38	15.444,96	16.944,38	18.749,62
1	12.658,47	13.370,35	15.585,05	17.085,05	18.889,71
2	12.798,56	13.483,32	15.725,14	17.225,14	19.029,80
3	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
4	12.938,65	13.596,29	15.865,23	17.365,23	19.169,89
5	13.133,32	13.654,46	16.059,90	17.559,90	19.364,56
6	13.383,70	13.904,84	16.310,28	17.810,28	19.614,94
7	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
8	13.578,37	13.963,01	16.504,95	18.004,95	19.809,61
9	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
10	13.773,04	14.023,41	16.699,62	18.199,62	20.004,28
11	13.967,71	14.218,08	16.894,29	18.394,29	20.198,95
12	14.218,09	14.468,46	17.144,67	18.644,67	20.449,33
13	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
14	14.412,76	14.663,13	17.339,34	18.839,34	20.644,00
15	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
16	14.679,54	14.929,91	17.606,12	19.106,12	20.910,78
17	14.946,32	15.196,69	17.872,90	19.372,90	21.177,56
18	15.196,70	15.447,07	18.123,28	19.623,28	21.427,94
19	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
20	15.463,48	15.713,85	18.390,06	19.890,06	21.694,72
21	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
22	15.730,26	15.980,63	18.656,84	20.156,84	21.961,50
23	15.997,04	16.247,41	18.923,62	20.423,62	22.228,28
24	16.247,42	16.497,79	19.174,00	20.674,00	22.478,66
25	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	22.745,44
26	16.514,20	16.764,57	19.440,78	20.940,78	22.745,44
27	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
28	16.933,55	17.183,92	19.860,13	21.360,13	23.164,79
29	17.352,90	17.603,27	20.279,48	21.779,48	23.584,14
30	17.603,28	17.853,65	20.529,86	22.029,86	23.834,52

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse openbare besturen.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Bijlage 2

Bijlage XIV. — Lijst van de diensten en instellingen die ertoe gemachtigd zijn om wetenschappelijke personeelsleden tewerk te stellen

- 1° het « Institut scientifique de service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);
 - 2° « Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waalse Raad voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek);
 - 3° Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek;
 - 4° Departement Technische Expertise van het operationele Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen;
 - 5° Departement Onderzoek en Beleidsondersteuning van het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen.
- Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1441

[C – 2009/27083]

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 février 2007, du 13 septembre 2007 et du 29 novembre 2007;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 24 avril et 24 septembre 2008;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 30 avril et 2 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 décembre 2008;

Vu le protocole n° 523 du Comité de secteur n° XVI, établi le 9 décembre 2008;

Vu l'avis n° 45.712/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est remplacé par l'intitulé suivant : « CHAPITRE II. — *Des catégories d'engagement* ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les points 1° à 4° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires telles que définies par le présent article;

4° d'accomplir des tâches spécifiques telles que définies par le présent article;

5° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter. »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Par tâches spécifiques, il y a lieu d'entendre :

1° les activités liées au développement des outils de l'information et de la communication;

2° les tâches de police domaniale;

3° les activités de gardiennage;

4° les tâches d'interprétariat;

5° le métier de photographe ou de caméraman;

6° le métier d'archéologue;

7° le métier de conducteur de poids lourds et engins de chantier;

8° les tâches liées à l'inventaire de la faune et de la flore.

Ces tâches correspondent à des fonctions du niveau A, B ou C.

Les engagements conclus aux fins d'exécuter ces tâches le sont soit pour une durée déterminée ou un travail nettement défini, soit pour une durée indéterminée. »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les tâches définies au § 1^{er}, 5°, sont confiées à des experts. Elles correspondent, s'agissant des tâches nécessitant des connaissances particulières, à des fonctions attribuées aux niveaux A ou B et, s'agissant des tâches nécessitant une expérience de haut niveau, à des fonctions attribuées au niveau A.

Les engagements conclus aux fins d'exécuter ces tâches le sont soit pour une durée déterminée ou un travail nettement défini, soit pour une durée indéterminée. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les mots "LI.TII.8, § 1^{er}, alinéa 2°" sont remplacés par les mots "11, § 1^{er}, alinéa 2°".

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Afin d'atteindre le pourcentage visé à l'article 81, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il peut être recouru à l'engagement de personnes handicapées dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté. »

Art. 5. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Les personnes à engager par contrat de travail doivent tout au long de l'exécution du contrat satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° satisfaire aux lois sur la milice;
- 4° justifier de la possession de l'aptitude physique exigée pour la fonction à exercer;
- 5° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau de l'emploi à conférer.

§ 2. Pour les niveaux A, B et C, les critères de sélection sont :

- 1° le diplôme et la formation en rapport avec l'emploi à attribuer;
- 2° les aptitudes;
- 3° les compétences;
- 4° la motivation pour occuper l'emploi.

Pour le niveau D, les critères de sélection sont :

- 1° la motivation pour occuper l'emploi;
- 2° les aptitudes;
- 3° les compétences;
- 4° le cas échéant, la qualification.

§ 3 Au sens du présent arrêté, on entend par "aptitude" une disposition relativement stable, mentale ou physique, caractérisant un individu. L'aptitude relève du domaine des potentialités : si elle est requise pour accomplir une tâche déterminée, elle peut toutefois demeurer latente aussi longtemps que l'exercice de certaines activités ne révèle pas son existence. Les aptitudes sont mesurées par l'intermédiaire de tests ou d'épreuves standardisées à caractère psychométrique. »

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1^{er}. Pour les engagements visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°, un appel à candidature peut être lancé par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Le Ministre fonctionnel procède à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir sur la base :

- 1° de la définition du poste à pourvoir, laquelle comprend au minimum :
 - a) la référence au métier;
 - b) la description des tâches;
 - c) la position dans l'organigramme;
- 2° du profil du candidat recherché, lequel précise :
 - a) le diplôme et la formation;
 - b) les aptitudes et les compétences.

Les candidats font l'objet d'une audition par le responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. La direction générale concernée transmet le rapport d'audition au ministre fonctionnel, au Ministre de la Fonction publique et à la direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales.

Pour chaque candidat, outre la définition du poste à pourvoir et le profil requis, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

- a) identification du candidat;
- b) motivation pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle le candidat sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé;
- f) classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition relatifs à l'engagement du personnel engagé en l'attente du recrutement d'un agent statutaire ou à l'engagement du personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, 2°, le Ministre fonctionnel effectue son choix au sein de la catégorie des personnes qui conviennent pour la fonction et donne les instructions nécessaires à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales afin qu'elle procède à l'engagement dans les cinq jours de la réception l'instruction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition relatifs à l'engagement du personnel engagé en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires et à l'engagement du personnel chargé d'accomplir des tâches auxiliaires, le Ministre fonctionnel communique au Ministre de la Fonction publique son choix qu'il effectue au sein de la catégorie des personnes qui conviennent pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception du choix du Ministre fonctionnel, le Ministre de la Fonction publique donne les instructions nécessaires à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales afin qu'elle procède à l'engagement dans les cinq jours de la réception l'instruction.

En cas d'absence de choix de la part du Ministre fonctionnel dans le délai imparti, le Ministre de la Fonction publique opère lui-même son choix.

§ 2. Tout engagement d'un membre du personnel contractuel chargé d'accomplir des tâches spécifiques et d'expert nécessite :

1° la publication d'un appel aux candidats par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester;

2° une description de fonction et un profil de compétence contenant la mention des compétences, de l'expérience et des aptitudes requises;

3° l'instauration d'une commission de sélection présentant les garanties d'impartialité ou d'objectivité requises;

4° une décision motivée en la forme, visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

Pour autant qu'un délai de dix jours sépare la date de publication de celle du dépôt des candidatures, celle-ci sont déposées dans les vingt-cinq jours de la décision par laquelle le Gouvernement autorise l'engagement, adopte la description de fonction, le profil de compétences et la composition de la commission de sélection.

La commission de sélection est composée pour un tiers de membres présentant une compétence incontestable dans le domaine considéré et choisis en dehors de l'Administration.

Pour ce qui concerne le Service public de Wallonie, la commission comprend au moins un représentant du Ministre de la Fonction publique et du Ministre fonctionnel. Pour ce qui concerne les organismes, la commission comprend au moins un représentant du Ministre fonctionnel.

Les épreuves de sélection adaptées à la fonction à pourvoir sont organisées par la commission de sélection dans les vingt jours à dater du délai prévu pour le dépôt des candidatures. Ce délai peut être prorogé par la commission en fonction du nombre de candidats.

La commission est chargée de classer les candidats dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction. Elle rend au Gouvernement un avis motivé sur l'admissibilité des candidats par rapport à la description de fonction, au profil des compétences, à l'expérience, aux aptitudes et à la motivation de ceux-ci. »

Art. 7. A l'article 6 du même arrêté, les mots "LI.TI.2 et 3" sont remplacés par les mots "2 et 3" et les mots "LI.TVII.1^{er} et 2" sont remplacés par les mots "139 et 140".

Art. 8. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les dispositions du chapitre II du titre V du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visés par le présent arrêté.

Les dispositions du chapitre III du titre VI du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1^{er}, 3°, 4° et 5°, engagés à durée indéterminée. »

Art. 9. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une rémunération identique au traitement et aux augmentations intercalaires liées au grade de recrutement du niveau correspondant au diplôme requis.

Les membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1^{er}, 3°, 4° et 5°, engagés à durée indéterminée, bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des promotions visées aux articles 49, § 1^{er}, et § 2, 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2.

Dans le niveau A, le Gouvernement peut octroyer aux membres du personnel contractuel le bénéfice d'une rémunération liée au grade de premier attaché, de conseiller et, moyennant circonstances particulières dûment motivées, de directeur et d'inspecteur général.

Dans le niveau B, le Gouvernement peut, s'agissant des cas prévus à l'article 2, § 1^{er}, 5°, et moyennant circonstances particulières dûment motivées, octroyer aux membres du personnel contractuel le bénéfice d'une rémunération liée au grade de premier gradué et de gradué principal. »

Art. 10. A l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, les mots "LI.TXV.CIII.2" sont remplacés par le nombre "251".

Art. 11. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les périodes de suspension du contrat rémunérées par la Région.

En outre, les périodes de suspension non rémunérées suivantes sont également prises en considération :

1° les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;

2° les périodes de congé ou d'interruption du travail visées aux articles 39, 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

3° les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;

4° les périodes de suspension pour congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° les jours de congé exceptionnels pour cas de force majeure accordés en application de l'article 379 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

6° les périodes de suspension pour congé parental visé à l'article 400bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

7° les périodes de suspension accordées pour congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

8° les périodes de suspension pour congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

9° les périodes de suspension pour congé pour prestations réduites pour raisons sociales ou familiales visé aux articles 454 et 455 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

10° les périodes de suspension lorsque le membre du personnel contractuel a opté pour le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé aux articles 462 à 468 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

11° les périodes de suspension pour congé politique visé aux articles 474 à 482 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

12° les périodes de suspension pour congé pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées visé à l'article 483 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

13° les périodes de suspension pour congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale, d'une cellule de la politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein du cabinet d'un mandataire local, visé aux articles 485 à 490 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

14° les périodes de suspension pour congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

Art. 12. Le chapitre VII du même arrêté est remplacé par le chapitre suivant :

« CHAPITRE VII. — De l'évaluation »

Art. 12. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne relatives à l'évaluation, à l'exception des articles 152 et 186, 1°, e), sont applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1^{er}, 3°, 4° et 5°, engagés pour une durée indéterminée. »

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VIIbis rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIIbis. — Des congés et autres absences »

Art. 12bis. Les dispositions du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel en ce qui concerne :

1° le congé annuel de vacances visé aux articles 371 à 373;

2° les jours fériés visés à l'article 375;

3° le congé de circonstances visé à l'article 376;

4° le congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377, uniquement pour les membres du personnel contractuel engagés en vue d'accomplir des tâches auxiliaires;

5° le congé exceptionnel pour cas de force majeure visé à l'article 379;

6° le congé à but philanthropique visé aux articles 380 à 383;

7° les pauses d'allaitement visées aux articles 384 à 386;

8° la protection de la maternité visée aux articles 392 à 395;

9° le congé de paternité visé à l'article 397;

10° le congé d'accueil en vue de l'adoption visé aux articles 398 et 399;

11° le congé parental sous forme d'interruption de la carrière professionnelle visé à l'article 400;

12° le congé parental visé à l'article 400bis;

13° le congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404;

14° la dispense de service pour examen de médecine préventive visée à l'article 419;

15° le congé pour mission dans le cadre de missions exercées en qualité d'expert national en vertu de la décision du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes, ainsi qu'aux missions exercées dans le cadre du programme européen "Institution building" institué par le Règlement n° 622/98 du conseil des Communautés européennes relatif à l'assistance en faveur des Etats des candidats, visé à l'article 437, alinéa 2;

16° la mise à disposition visée à l'article 445;

17° le congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453;

18° les congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales visés aux articles 454 et 455, sauf pour les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de remplacement ou dans le cadre de plusieurs contrats de travail de remplacement successifs;

19° la semaine volontaire de quatre jours visée aux articles 462 à 468;

20° le congé politique visé aux articles 474 à 482;

21° le congé pour présenter sa candidature aux élections de certaines assemblées visés à l'article 483;

22° le congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel ou d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale des membres du Gouvernement fédéral visé aux articles 485 à 490;

23° le congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès d'un président d'un de ces groupes visés aux articles 491 à 496;

24° le congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499.

Art. 12^{ter}. Les modalités prévues aux articles 370^{bis} et 370^{ter} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel.

Art. 12^{quater}. Les prestations de travail du membre du personnel contractuel sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Sont également assimilées à des périodes d'activité de service, les périodes de suspension du contrat de travail pour lesquelles le travailleur a droit à sa rémunération ainsi que les périodes suivantes pour lesquelles il n'a pas droit à sa rémunération :

1° les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;

2° les périodes de congé ou d'interruption de travail visées aux articles 39, 42 à 43^{bis} de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

3° les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;

4° les périodes de suspension pour congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° les jours de congé exceptionnels pour cas de force majeure accordés en application de l'article 379 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

6° les périodes de suspension pour congé parental visé à l'article 400^{bis} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

7° les périodes de suspension accordées pour congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

8° les périodes de suspension pour congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

9° les périodes de suspension pour congé pour prestations réduites pour raisons sociales ou familiales visé aux articles 454 et 455 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

10° les périodes de suspension lorsque le membre du personnel contractuel a opté pour le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé aux articles 462 à 468 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

11° les périodes de suspension pour congé politique visé aux articles 474 à 482 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

12° les périodes de suspension pour congé pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées visé à l'article 483 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

13° les périodes de suspension pour congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale, d'une cellule de la politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein du cabinet d'un mandataire local, visé aux articles 485 à 490 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

14° les périodes de suspension pour congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

Art. 14. L'article 16, alinéa 1^{er}, du même arrêté est abrogé.

Art. 15. Les membres du personnel contractuel en place au 1^{er} janvier 2004 engagés à durée indéterminée bénéficient, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente d'un recrutement statutaire, des dispositions prévues aux articles 7, alinéa 2, et 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 16. Par dérogation aux articles 13, alinéa 2, et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le membre du personnel contractuel déjà engagé à durée indéterminée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est recruté s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°, de l'arrêté précité;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR pour la Région wallonne et les organismes d'intérêt public qui en dépendent et clôturé avant le 31 décembre 2009;

3° être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre.

La présente disposition n'est pas applicable aux lauréats des concours dont l'appel aux candidats a été lancé après le 31 décembre 2010.

Art. 17. Les membres du personnel scientifique contractuel à qui est attribuée une échelle de traitements A5S, conservent le bénéfice de cette échelle au moment de leur recrutement.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2009.

Art. 19. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1441

[C — 2009/27083]

27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, vom 13. September 2007 und vom 29. November 2007;

Aufgrund der am 24. April und 24. September 2008 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 30. April und am 2. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Dezember 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 9. Dezember 2008 aufgestellten Protokolls Nr. 523 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 28. Januar 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.712/2 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift von Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, wird durch folgende Überschrift ersetzt: «KAPITEL II. — *Die Anstellungskategorien.*»

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Punkte 1° bis 4° durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«1° einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, ob es sich um die Durchführung von zeitlich begrenzten Aktionen oder um einen außerordentlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2° Bedienstete bei einer gesamten oder teilweisen Abwesenheit zu ersetzen, ob sie sich im aktiven Dienst befinden oder nicht;

3° Hilfsaufgaben durchführen, die im Rahmen des vorliegenden Artikels definiert werden;

4° spezifische Aufgaben durchführen, die im Rahmen des vorliegenden Artikels definiert werden;

5° Aufgaben ausführen, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung, die beide für die betreffenden auszuführenden Aufgaben relevant sind, voraussetzen.»;

2° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Unter spezifischen Aufgaben versteht man:

1° die mit der Entwicklung der Informations- und Kommunikationsinstrumente verbundenen Aktivitäten;

2° die Aufgaben der Domänenpolizei;

3° die Wachaufgaben;

4° die Dolmetscheraufgaben;

5° der Beruf des Photographen oder Kameramanns;

6° der Beruf des Archäologen;

7° der Beruf des Fahrers von Nutzfahrzeugen und Baumaschinen;

8° die mit dem Inventar der Fauna und der Flora verbundenen Aufgaben.

Diese Aufgaben entsprechen Ämtern der Stufe A, B oder C.

Die Anstellungen zwecks der Durchführung dieser Aufgaben werden entweder auf bestimmte Zeit oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit, oder aber auf unbestimmte Zeit vorgenommen.»;

3° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Die in § 1 5° bestimmten Aufgaben werden Sachverständigen anvertraut. Dort, wo es sich um Aufgaben handelt, die besondere Kenntnisse erfordern, entsprechen sie Ämtern, die in den Stufen A oder B zugewiesen werden; dort, wo es sich um Aufgaben handelt, die eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung erfordern, entsprechend sie Ämtern, die in der Stufe A zugewiesen werden.

Die Anstellungen zwecks der Durchführung dieser Aufgaben werden entweder auf bestimmte Zeit oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit, oder aber auf unbestimmte Zeit vorgenommen.»

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "LI.TII.8 § 1 Absatz 2" durch den Wortlaut "11 § 1 Absatz 2" ersetzt.

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *3bis* - Um den in Artikel 81 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Prozentsatz zu erreichen, können behinderte Personen unter den in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bedingungen eingestellt werden.»

Art. 5 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Die im Rahmen eines Arbeitsvertrags einzustellenden Personen müssen während der gesamten Dauer der Vertragsdurchführung den folgenden Bedingungen genügen:

1° einer den Anforderungen des Amtes entsprechenden Führung sein;

- 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3° den Milizgesetzen genügen;
- 4° den Besitz der erforderlichen körperlichen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;
- 5° Inhaber eines Diploms oder Studienzeugnisses sein, das der Stufe der zu besetzenden Stelle entspricht;

§ 2 - Für die Stufen A, B und C gelten die folgenden Auswahlkriterien:

- 1° das Diplom und die Ausbildung in Zusammenhang mit der zu besetzenden Stelle;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die Kompetenzen;
- 4° die Motivation, um die Stelle zu besetzen.

Für die Stufe D gelten die folgenden Auswahlkriterien:

- 1° die Motivation, um die Stelle zu besetzen;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die Kompetenzen;
- 4° und gegebenenfalls die Qualifikation.

§ 3 - Im Sinne vorliegenden Erlasses versteht man unter "Fähigkeit" eine ziemlich stabile geistige oder körperliche Anlage, die einen Menschen charakterisiert. Die Fähigkeit gehört zum Bereich der Potentialitäten: sie ist für die Erfüllung einer bestimmten Aufgabe erforderlich, kann aber latent bleiben, solange sie durch die Ausübung bestimmter Tätigkeiten nicht an den Tag gebracht wird. Die Fähigkeiten werden durch standardisierte psychometrische Tests oder Prüfungen gemessen.

Art. 6 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - § 1 - Für die in Artikel 2 § 1 1°, 2° und 3° genannten Anstellungen kann ein Aufruf an die Bewerber erlassen werden, dies anhand aller Kommunikationsmittel, die es den Interessenten ermöglichen, sich zu melden.

Der von der Funktion her zuständige Minister trifft eine erste Auswahl für die zu besetzenden Stellen, und zwar auf der Grundlage:

- 1° der Definition der zu besetzenden Stelle, die mindestens Folgendes umfasst:

- a) die Bezugnahme auf den Beruf;
- b) die Beschreibung der Aufgaben;
- c) die Stellung im Organisationsplan;

- 2° des Profils des gesuchten Bewerbers, das Folgendes angibt:

- a) das Diplom und die Ausbildung;
- b) die Fähigkeiten und die Kompetenzen.

Die Bewerber werden von dem hierarchischen Vorgesetzten der funktionellen Dienststelle, wo die Person arbeiten wird, angehört. Die betreffende Generaldirektion übermittelt den Anhörungsbericht dem von der Funktion her zuständigen Minister, dem Minister des öffentlichen Dienstes und der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten.

Für jeden Bewerber werden im Anhörungsbericht außer der Definition der zu besetzenden Stelle und dem erforderlichen Profil mindestens folgende Elemente angegeben:

- a) Identifikation des Bewerbers;
- b) Motivation, um die Stelle zu besetzen;
- c) berufliche Erfahrung;
- d) Datum, ab dem der Bewerber die Stelle besetzen kann;
- e) Übereinstimmung mit dem gesuchten Profil;
- f) Einstufung des Bewerbers in eine der folgenden beiden Kategorien: passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Anhörungsberichte betreffend die Anstellung des in Erwartung der Anwerbung eines statutarischen Bediensteten angestellten Personals oder betreffend die Anstellung des in Artikel 2 § 1 2° erwähnten Personals trifft der von der Funktion her zuständige Minister seine Wahl innerhalb der Kategorie der für die Funktion passenden Personen; er gibt der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten die notwendigen Anweisungen, damit sie die Anstellung innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Anweisung vornimmt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Anhörungsberichte betreffend die Anstellung des Personals, das angestellt wurde, um einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, und betreffend die Anstellung des Personals, das mit der Durchführung von Hilfsaufgaben beauftragt ist, teilt der von der Funktion her zuständige Minister dem Minister des öffentlichen Dienstes seine Wahl mit, die er innerhalb der Kategorie der für die Funktion passenden Personen vornimmt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Wahl des von der Funktion her zuständigen Ministers erteilt der Minister des öffentlichen Dienstes der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten die notwendigen Anweisungen, damit diese die Anstellung innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Anweisungen vornimmt.

Liegt innerhalb der vorgeschriebenen Frist keine Wahl seitens des von der Funktion her zuständigen Ministers vor, trifft der Minister des öffentlichen Dienstes diese Wahl selbst.

§ 2 - Jegliche Anstellung eines vertraglichen Personalmitglieds, das spezifische Aufgaben oder Sachverständigenaufgaben zu erfüllen hat, benötigt:

- 1° die Veröffentlichung eines Bewerberaufrufs mittels aller Kommunikationsmittel, die es jedem Interessenten ermöglichen, sich zu melden;

2° eine Funktionsbeschreibung und ein Kompetenzprofil, in dem die erforderlichen Kompetenzen, Fähigkeiten und Erfahrung angegeben werden;

3° die Einrichtung eines Auswahlausschusses, der alle verlangten Garantien der Unparteilichkeit und der Objektivität bietet;

4° einen förmlich begründeten Beschluss im Hinblick auf die Zulässigkeit der Kandidaten und deren Auswahl.

Soweit eine Frist von zehn Tagen das Datum der Veröffentlichung von dem der Einreichung der Bewerbungen trennt, werden diese innerhalb von fünfundzwanzig Tagen ab dem Beschluss, durch den die Regierung die Anstellung genehmigt, die Funktionsbeschreibung, das Kompetenzprofil und die Zusammensetzung des Auswahlausschusses annimmt, eingereicht.

Der Auswahlausschuss wird zu einem Drittel aus Mitgliedern gebildet, die über unbestreitbare Fachkenntnisse in dem betreffenden Bereich verfügen; diese Mitglieder werden außerhalb der Verwaltung gewählt.

Was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft, umfasst der Ausschuss mindestens einen Vertreter des Ministers des öffentlichen Dienstes und des von der Funktion her zuständigen Ministers. Was die Einrichtungen betrifft, umfasst der Ausschuss mindestens einen Vertreter des von der Funktion her zuständigen Ministers.

Die an die zu besetzende Stelle angepassten Auswahlprüfungen werden durch den Auswahlausschuss innerhalb von zwanzig Tagen ab der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist organisiert. Der Ausschuss darf diese Frist aufgrund der Anzahl Bewerber verlängern.

Der Ausschuss wird damit beauftragt, die Bewerber in eine der folgenden beiden Kategorien einzustufen: passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion. Er gibt der Regierung ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit der Bewerber aufgrund der Funktionsbeschreibung, des Kompetenzprofils, der Erfahrung, der Fähigkeiten und der Motivation der Bewerber ab.»

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "LI.TI.2 und 3" durch "2 und 3" und der Wortlaut "LI.TVII.1 und 2" durch "139 und 140" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Die Bestimmungen von Kapitel II des Titels V des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die in dem vorliegenden Erlass genannten vertraglichen Personalmitglieder.

Die Bestimmungen von Kapitel III des Titels VI des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° angeführten, auf unbestimmte Zeit eingestellten vertraglichen Personalmitglieder.»

Art. 9 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Die vertraglichen Personalmitglieder erhalten eine Entlohnung, die mit dem Gehalt und den zeitlich gestuften Erhöhungen gleich ist, die mit dem Anwerbsdienstgrad der dem erforderlichen Diplom entsprechenden Stufe verbunden sind.

Die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° angeführten, auf unbestimmte Zeit eingestellten Vertragspersonalmitglieder haben unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten Anspruch auf die in Art. 49 § 1 und § 2, Art. 56 § 1 Absatz 1 und, was die Stufe A betrifft, Art. 56 § 2 erwähnten Beförderungen.

In der Stufe A kann die Regierung den vertraglichen Personalmitgliedern den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit dem Dienstgrad eines ersten Attachés, eines Beraters und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände eines Direktors und eines Generalinspektors verbunden ist.

In der Stufe B kann die Regierung für die in Artikel 2 § 1 5° vorgesehenen Fälle und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände den vertraglichen Personalmitgliedern den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit dem Dienstgrad eines ersten Graduierten und eines Hauptgraduierten verbunden ist.»

Art. 10 - In Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses wird "LI.TXV.CIII.2" durch "251" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen gelten die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, die von der Region vergütet werden, als zulässige Dienste.

Die folgenden nicht vergüteten Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung werden ebenfalls berücksichtigt:

1° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfall oder Berufskrankheit;

2° die Zeitspannen des Urlaubs oder der Arbeitsunterbrechung im Sinne der Artikel 39, 42 bis 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit;

3° die Zeitspannen der Abwesenheit wegen Teilnahme an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;

4° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Artikel 377 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

5° die Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt, die in Anwendung von Artikel 379 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gewährt werden;

6° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Elternurlaub nach Artikel 400bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

7° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Art. 401 bis 404 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

8° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Art. 446 bis 453 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

9° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zwecks verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

10° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, wenn sich das Vertragspersonalmitglied für die Arbeitsregelung der freiwilligen Viertagewoche nach Art. 462 bis 468 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes entschieden hat;

11° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen politischen Urlaub nach Art. 474 bis 482 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

12° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Art. 483 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

13° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers nach Art. 485 bis 490 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

14° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien nach Art. 497 bis 499 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.»

Art. 12 - Der Kapitel VII desselben Erlasses wird durch folgenden Kapitel ersetzt:

«KAPITEL VII — Die Bewertung»

Art. 12 - Die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes betreffend die Bewertung, mit Ausnahme der Artikel 152 und 186 1°, e) sind auf die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° genannten Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar, die auf unbestimmte Zeit eingestellt sind.»

Art. 13 - In denselben Erlass wird ein Kapitel VIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VIIbis — Urlaub und sonstige Abwesenheiten»

Art. 12bis - Die Bestimmungen von Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die vertraglichen Personalmitglieder für was das Folgende betrifft:

- 1° den Jahresurlaub nach Art. 371 bis 373;
- 2° die in Art. 375 genannten Feiertage;
- 3° die umstandsbedingten Urlaubstage nach Art. 376;
- 4° den Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Art. 377, dies nur für die Vertragspersonalmitglieder, die für die Ausführung von Hilfsarbeiten eingestellt worden ist;
- 5° Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt im Sinne von Art. 379;
- 6° Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck nach Art. 380 bis 383;
- 7° Stillpausen nach Art. 384 bis 386;
- 8° Urlaubstage im Rahmen des Schutzes der Mutterschaft nach Art. 392 bis 395;
- 9° den Vaterschaftsurlaub nach Art. 397;
- 10° den Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach Art. 398 und 399;
- 11° den Elternurlaub in der Form einer Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Art. 400;
- 12° den Elternurlaub im Sinne von Art. 400bis;
- 13° den Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Art. 401 bis 404;
- 14° die Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung nach Art. 419;
- 15° den Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags im Rahmen der Dienstaufträge, die als einheimische Fachkraft aufgrund des Beschlusses vom 7. Januar 1998 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften ausgeführt werden sowie der Dienstaufträge, die im Rahmen des durch die Verordnung Nr. 1998 des Rates der Europäischen Gemeinschaften über die Hilfe für die beitragswilligen Staaten eingeführten europäischen Programms "Institution Building" ausgeführt werden, nach Art. 437 Absatz 2;
- 16° die Zurverfügungstellung nach Art. 445;
- 17° den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 446 bis 453;
- 18° die Urlaubstage wegen verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455, außer für die Vertragspersonalmitglieder, die im Rahmen eines Vertretungsvertrags oder im Rahmen mehrerer aufeinanderfolgender Vertretungsverträge eingestellt wurden;
- 19° die freiwillige Viertagewoche nach Art. 462 bis 468;
- 20° den politischen Urlaub nach Art. 474 bis 482;
- 21° den Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Art. 483;
- 22° den Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts oder eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik oder einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung, nach Art. 485 bis 490;
- 23° den in Art. 491 bis 496 erwähnten Urlaub um eine Tätigkeit in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder bei dem Vorsitzenden einer dieser Fraktionen auszuüben;
- 24° den in Art. 497 bis 499 erwähnten Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien.

Art. 12ter - Die in den Artikeln 370bis und 370ter des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Modalitäten sind auf die Vertragspersonalmitglieder anwendbar.

Art. 12quater - Die Arbeitsleistungen des Vertragspersonalmitglieds werden Diensttätigkeitsperioden gleichgestellt.

Die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, für die der Arbeiter Anspruch auf seine Entlohnung hat, sowie die folgenden Zeiträume, für die er keinen Anspruch auf seine Entlohnung hat, werden ebenfalls Diensttätigkeitsperioden gleichgestellt:

1° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfall oder Berufskrankheit;

2° die Zeitspannen des Urlaubs oder der Arbeitsunterbrechung im Sinne der Artikel 39, 42 bis 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit;

3° die Zeitspannen der Abwesenheit wegen Teilnahme an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;

4° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Artikel 377 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

5° die Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt, die in Anwendung von Artikel 379 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gewährt werden;

6° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für Elternurlaub nach Artikel 400bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

7° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Artikel 401 bis 404 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

8° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Artikel 446 bis 453 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

9° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zwecks verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Artikel 454 und 455 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

10° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, wenn sich das Personalmitglied für die Arbeitsregelung der freiwilligen Viertagewoche nach Artikeln 462 bis 468 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes entschieden hat;

11° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen politischen Urlaub nach Artikeln 474 bis 482 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

12° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Artikel 483 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

13° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers nach Artikeln 485 bis 490 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

14° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien nach Artikeln 497 bis 499 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Art. 13 - Artikel 16 Absatz 1 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - Die bereits am 1. Januar 2004 amtierenden, auf unbestimmte Zeit eingestellten Vertragspersonalmitglieder mit Ausnahme derjenigen Vertragspersonalmitglieder, die um abwesende Bedienstete zu ersetzen oder in Erwartung einer statutarischen Anwerbung eingestellt worden sind, haben Anspruch auf die in Art. 7 Absatz 2 und Art. 8 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder vorgesehenen Bestimmungen.

Art. 15 - In Abweichung von Art. 13 Absatz 2 und Art. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird das zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bereits auf unbestimmte Zeit eingestellte Vertragspersonalmitglied angeworben, wenn es folgenden Bedingungen genügt:

1° die in Artikel 19, 1° bis 5°, und 8° des vorgenannten Erlasses festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllen;

2° eine vom SELOR für die Wallonische Region und die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses veranstaltete Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, die vor dem 31. Dezember 2009 abgeschlossen wurde;

3° günstig eingestuft sein, um für den Posten, das es besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden.

Vorliegende Bestimmung ist nicht auf die erfolgreichen Teilnehmer der Wettbewerbsverfahren anwendbar, deren Aufruf an die Kandidaten nach dem 31. Dezember 2010 erlassen worden ist.

Art. 16 - Die Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals, denen die Gehaltsstufe A5S zugewiesen wird, behalten zum Zeitpunkt ihrer Anwerbung den Anspruch auf diese Gehaltsstufe.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2009 in Kraft.

Art. 18 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1441

[C — 2009/27083]

27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007, 13 september 2007 en 29 november 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april en 24 september 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april en 2 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 december 2008;

Gelet op protocol nr. 523 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 9 december 2008;

Gelet op het advies 45.712/2 van de Raad van State, gegeven op 28 januari 2009, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt vervangen door volgend opschrift: "HOOFDSTUK II. — *Categorieën van indienstneming*".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1 worden de punten 1^o tot 4^o vervangen door volgende bepalingen :

« 1^o in te spelen op uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel, ofwel door de uitvoering van in de tijd beperkte acties, ofwel door een uitzonderlijke werktoename;

2^o personeelsleden te vervangen in geval van totale of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn;

3^o hulptaken zoals bedoeld in dit artikel te vervullen;

4^o specifieke opdrachten zoals bedoeld in dit artikel te vervullen;

5^o te zorgen voor de uitvoering van opdrachten die bijzondere kennis en of een brede hoogstaande expertise vereisen, die beide relevant zijn voor de uit te voeren opdrachten. »;

2^o § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Onder specifieke opdrachten worden verstaan :

1^o de activiteiten in verband met de ontwikkeling van informatie- en communicatie-instrumenten;

2^o taken inzake de domaniale ordehandhaving;

3^o de bewakingsactiviteiten;

4^o de tolktaken;

5^o het beroep van fotograaf of cameraman;

6^o het beroep van archeoloog;

7^o het beroep van vrachtwagen- of werfvoertuigenbestuurder;

8^o de taken in verband met de inventaris van de fauna en de flora.

Die taken stemmen overeen met de functies van niveau A, B of C.

De indienstnemingen die gesloten zijn om die taken uit te voeren, worden ofwel voor een bepaalde duur of voor een duidelijk afgebakende taak, ofwel voor een onbepaalde duur gesloten. »;

3^o § 4 wordt vervangen door volgende bepaling:

« § 4. De taken omschreven in § 1, 5^o, worden aan deskundigen toevertrouwd. Ze komen, wat de taken betreft die een bijzondere kennis behoeven, overeen met functies toegekend aan de niveaus A of B en, wat betreft de taken die een ruime hoogstaande ervaring behoeven, met functies toegekend aan niveau A.

De indienstnemingen die gesloten zijn om die taken uit te voeren, worden ofwel voor een bepaalde duur of voor een duidelijk afgebakende taak, ofwel voor een onbepaalde duur gesloten. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TII.8., § 1, tweede lid" vervangen door de woorden "11, § 1, tweede lid".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 3bis. Om het percentage bedoeld in artikel 81, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te bereiken, kan er een beroep gedaan worden op de indienstneming van gehandicapte personen in de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van dit besluit. »

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. De bij arbeidsovereenkomst in dienst te nemen personen moeten tijdens de gehele duur van de uitvoering van het contract de volgende voorwaarden vervullen :

1^o een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;

2^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;

- 3° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 4° het bewijs leveren van de lichamelijke geschiktheid vereist om de functie uit te oefenen;
- 5° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verhouding met het niveau van de toe te kennen betrekking.

§ 2. Voor de niveaus A, B en C zijn de selectiecriteria de volgende :

- 1° het diploma en de vorming in verband met de toe te kennen betrekking;
- 2° de bekwaamheden;
- 3° de vaardigheden;
- 4° de motivering om de betrekking te bekleden.

Voor het niveau D zijn de selectiecriteria:

- 1° de motivering om de betrekking te bekleden;
- 2° de bekwaamheden;
- 3° de vaardigheden;
- 4° in voorkomend geval, de kwalificatie.

§ 3. In de zin van dit besluit wordt onder bekwaamheid een geestelijke of lichamelijke, betrekkelijk stabiele instelling verstaan die een individu karakteriseert. De bekwaamheid valt onder de potentialiteiten: hoewel de bekwaamheid vereist is om een welbepaalde taak uit te voeren, kan ze evenwel latent blijven zolang de uitoefening van bepaalde activiteiten haar bestaan niet openbaart. De bekwaamheden worden gemeten aan de hand van test of standaardproeven van het psychometrisch type.

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. Voor de indienstneming bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3°, kan er een oproep tot de kandidaten uitgeschreven worden via elk communicatiekanaal waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen.

De vakminister verricht een eerste selectie van de kandidaten voor de in te vullen betrekkingen op volgende grondslag:

1° bepaling van de functie waarin moet worden voorzien, die minstens het volgende bevat :

- a) de vermelding van het beroep;
- b) de taakomschrijving;
- c) de plaats in het organogram;

2° het profiel van de gezochte kandidaat, waarin het volgende wordt aangegeven :

- a) het diploma en de vorming;
- b) de bekwaamheden en de vaardigheden.

De kandidaten worden gehoord door de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar de persoon zal moeten werken. Het betrokken directoraat-generaal maakt het verslag van de hoorzitting over aan de vakminister, aan de Minister van Ambtenarenzaken en het overkoepelend directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken.

Voor elke kandidaat wordt in het verslag van de hoorzitting naast de omschrijving van de in te vullen betrekking en het vereiste profiel minstens gewag gemaakt van volgende gegevens :

- a) naam en persoonsgegevens van de kandidaat;
- b) motivatie van de kandidaat om de functie te bekleden;
- c) beroepservaring;
- d) datum waarop de persoon vrij is om de functie te bekleden;
- e) adequatie met het gevraagde profiel
- f) indeling van een kandidaat in één van beide volgende categorieën: geschikt voor de functie of niet geschikt voor de functie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de verhoorverslagen betreffende de aanwerving van het in dienst genomen personeel in afwachting van de aanwerving van een statutair personeelslid of de indienstneming van het personeel bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, maakt de vakminister zijn keuze uit de categorie personen die geschikt zijn voor de functie en geeft de nodige instructies aan het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken opdat hij zou overgaan tot de aanwerving binnen de vijf dagen na ontvangst van de instructie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de verhoorverslagen betreffende de indienstneming van het personeel aangeworven om in uitzonderlijke en tijdelijke behoeften te voorzien en betreffende de indienstneming van het personeel belast met het vervullen van hulptaken deelt de vakminister aan de Minister van Ambtenarenzaken zijn keuze mee die hij maakt uit de categorie personen die voor de functie geschikt zijn.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de keuze van de vakminister geeft de Minister van Ambtenarenzaken de nodige instructies aan het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken om tot de indienstneming over te gaan binnen de vijf dagen na ontvangst van de instructie.

Bij uitblijven van de keuze vanwege de vakminister binnen de toegekende termijn maakt de Minister van Ambtenarenzake zelf zijn keuze.

§ 2. Elke aanwerving van een contractueel personeelslid dat belast is met het vervullen van de specifieke en deskundigentaken behoeft:

- 1° de bekendmaking van een oproep tot de kandidaten via elk communicatiekanaal waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen;
- 2° een functieomschrijving en een bevoegdheidsprofiel met vermelding van de bevoegdheden, de ervaring en de vereiste bekwaamheden;
- 3° de invoering van een selectiecommissie die de vereiste waarborgen inzake onpartijdigheid en objectiviteit bezit;

4° een vormelijk gemotiveerde beslissing met het oog op de toelaatbaarheid van de kandidaten en van hun selectie.

Voor zover er een termijn van tien dagen bestaat tussen de datum van bekendmaking en de datum van indiening van de kandidaturen worden deze kandidaturen ingediend binnen de vijftientig dagen na de beslissing waarbij de Regering de aanwerving toelaat, de functieomschrijving, het profiel van de vaardigheden en de samenstelling van de selectiecommissie aanneemt.

De selectiecommissie bestaat voor een derde uit leden gekozen buiten de administratie die een onbetwistbare bevoegdheid in het betrokken domein moeten hebben.

Voor wat betreft de Waalse Overheidsdienst, bestaat de commissie minstens uit een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken en de vakminister. Voor wat de instellingen betreft, bevat de commissie minstens één vertegenwoordiger van de vakminister.

De aan de in te vullen functie aangepaste selectieproeven worden door de selectiecommissie gehouden binnen de twintig dagen te rekenen van de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen. Die termijn kan verlengd worden door de commissie in functie van het aantal kandidaten.

De commissie wordt belast met de indeling van de kandidaten in één van beide volgende categorieën: geschikt voor de functie of niet geschikt voor de functie. Ze verstrekt de Regering een gemotiveerd advies over de toelaatbaarheid van de kandidaten ten opzichte van de functieomschrijving, het profiel van de vaardigheden, de ervaring, de bekwaamheden en de motivering van laatstgenoemden. »

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TI.2 en 3" vervangen door de woorden "2 en 3" en de woorden "LI.TVII. 1 en 2", vervangen door de woorden "139 en 140".

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 7. De bepalingen van hoofdstuk II van titel V van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld bij dit besluit.

De bepalingen van hoofdstuk III van titel VI van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5° die met een bepaalde duur in dienst zijn genomen. »

Art. 9. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 8. De contractuele personeelsleden krijgen dezelfde bezoldiging als de wedde en de tussentijdse verhogingen verbonden aan de wervingsgraad van het niveau dat overeenstemt met het vereiste diploma.

De contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°, die met een onbepaalde duur in dienst zijn genomen, krijgen, in dezelfde voorwaarden als de vastbenoemde ambtenaren, de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, § 1, en § 2, 56, § 1, lid 1, en, wat betreft niveau A, 56, § 2.

In het niveau A kan de Regering het voordeel van een bezoldiging verbonden aan de graad van eerste attaché, adviseur, en, mits bijzondere, behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, van directeur en inspecteur-generaal verlenen aan de contractuele personeelsleden.

In het niveau B kan de Regering, wat betreft de gevallen voorzien in artikel 2, § 1, 5°, en, mits bijzondere behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, het voordeel van een bezoldiging verbonden aan de graad van eerste gegradueerde en hoofdgegradueerde verlenen aan de contractuele personeelsleden. »

Art. 10. In artikel 9, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TXV.CIII.2" vervangen door de woorden "251".

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 10. De door het Gewest bezoldigde periodes waarin het contract wordt geschorst, komen in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen.

Bovendien worden de volgende niet-bezoldigde schorsingsperiodes ook overwogen :

1° de periodes van opschorting wegens ziekte of gebrekkigheid evenals wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

2° de verlofperiodes of de periodes van arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39, 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;

3° de periodes van afwezigheid wegens deelname van een overlegde werkonderbreking;

4° de periodes van opschorting wegens verlof om een stage of een proefperiode als bedoeld in artikel 377 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te doorlopen;

5° de uitzonderlijke verlofdagen wegens overmacht toegekend overeenkomstig artikel 379 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

6° de periodes van opschorting wegens ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° de periodes van opschorting wegens verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

8° de periodes van opschorting wegens verlof voor de onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot en met 453 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

9° de periodes van opschorting wegens verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

10° de periodes van opschorting wanneer het contractuele personeelslid gekozen heeft voor de vrijwillige vierdagenwerkweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

11° de periodes van opschorting wegens politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot en met 482 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

12° de periodes van opschorting wegens verlof om zijn kandidatuur in te dienen voor de verkiezingen voor bepaalde vergaderingen bedoeld in artikel 483 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

13° de periodes van opschorting wegens verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecél of in een algemene beleidsceel van de leden van de federale Regering of in het kabinet van een plaatselijke mandataris, bedoeld in de artikelen 485 tot en met 490 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

14° de periodes van opschorting wegens verlof voor terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of een Prinses van België bedoeld in de artikelen 479 tot en met 499 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. »

Art. 12. Hoofdstuk VII van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend opschrift:

« HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie*

Art. 12. De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode betreffende de evaluatie zijn, behoudens de artikelen 152 en 186, 1°, e), van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°, die voor een onbepaalde duur in dienst zijn genomen. »

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIIbis, luidend als volgt, ingevoegd :

« HOOFDSTUK VIIbis. — *Verloven en andere afwezigheden*

Art. 12bis. De bepalingen van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden wat betreft :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof bedoeld in de artikelen 371 tot 373 ;
- 2° de feestdagen bedoeld in artikel 375;
- 3° het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 376;
- 4° het verlof om een stage of een proefperiode bedoeld in artikel 377 te vervullen, enkel voor de contractuele personeelsleden in dienst genomen om hulp taken te vervullen;
- 5° het uitzonderlijke verlof voor gevallen van overmacht bedoeld in artikel 379;
- 6° het verlof met een menslievend doel bedoeld in de artikelen 380 tot 383;
- 7° de borstvoedingspauzes bedoeld in de artikelen 384 tot 386;
- 8° de bescherming van het moederschap bedoeld in de artikelen 392 tot en met 395;
- 9° het vaderschapsverlof bedoeld in artikel 397;
- 10° het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld in de artikelen 398 en 399;
- 11° het ouderschapsverlof in de vorm van een onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in artikel 400;
- 12° het ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis;
- 13° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in artikelen 401 tot 404;
- 14° de dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek bedoeld in artikel 419;
- 15° het verlof wegens opdracht, behalve in het kader van opdrachten die als nationaal deskundige worden uitgeoefend krachtens de beslissing van 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, evenals de opdrachten uitgeoefend in het kader van het Europese programma "Institution Building" ingesteld bij Verordening nr. 622/98 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bijstand aan de kandidaat-lidstaten bedoeld in artikel 437, lid 2;
- 16° de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel 445;
- 17° het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot 453;
- 18° de verloven wegens verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455, behalve voor de contractuele personeelsleden in dienst genomen in het kader van een vervangende arbeidsovereenkomst of in het kader van meerdere opeenvolgende vervangende arbeidsovereenkomsten;
- 19° de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468;
- 20° het politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot 482;
- 21° het verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen voor sommige vergaderingen bedoeld in artikel 483;
- 22° het verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecél of in een algemene beleidsceel van de leden van de federale Regering, bedoeld in de artikelen 485 tot 490;
- 23° het verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep van een wetgevende vergadering van de Federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen, bedoeld in de artikelen 491 tot en met 496;
- 24° het verlof wegens terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of Prinses van België, bedoeld in de artikelen 497 tot en met 499.

Art. 12ter. De nadere regels van de artikelen 370bis en 370ter van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden.

Art. 12quater. De arbeidsprestaties van het contractuele personeelslid worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

De periodes van opschorting van de arbeidsovereenkomst waarvoor de werknemer recht heeft op zijn vergoeding en de volgende periodes waarvoor hij geen recht heeft op zijn vergoeding worden eveneens gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit:

1° de periodes van opschorting wegens ziekte of gebrekkigheid evenals wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

2° de periodes van verlof of arbeidsonderbreking waarvan sprake in de artikelen 39, 42 tot 43bis van de wet van 16 maart 1971 op de arbeid;

3° de periodes van afwezigheid wegens deelname aan een overlegde werkonderbreking;

4° de periodes van opschorting wegens verlof om een stage of een proefperiode als bedoeld in artikel 377 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te doorlopen;

5° de uitzonderlijke verlofdagen wegens overmacht toegekend overeenkomstig artikel 379 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

6° de periodes van opschorting wegens ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° de periodes van opschorting wegens verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

8° de periodes van opschorting wegens verlof voor de onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot en met 453 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

9° de periodes van opschorting wegens verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

10° de periodes van opschorting wanneer het contractuele personeelslid gekozen heeft voor de vrijwillige vierdagenwerkweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

11° de periodes van opschorting wegens politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot en met 482 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

12° de periodes van opschorting wegens verlof om zijn kandidatuur in te dienen voor de verkiezingen voor bepaalde vergaderingen bedoeld in artikel 483 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

13° de periodes van opschorting wegens verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatietoele of in een algemene beleidsce van de leden van de federale Regering of in het kabinet van een plaatselijke mandataris, bedoeld in de artikelen 485 tot en met 490 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

14° de periodes van opschorting wegens verlof voor terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of een Prinses van België bedoeld in de artikelen 479 tot en met 497 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. »

Art. 14. Artikel 16, lid 1, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. De contractuele personeelsleden die in dienst genomen waren met een onbepaalde duur op 1 januari 2004 genieten, behoudens het contractuele personeel in dienst genomen ter vervanging van afwezige personeelsleden of in afwachting van een statutaire aanwerving, de bepalingen bedoeld in de artikelen 7, lid 2, en 8, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

Art. 16. In afwijking van de artikelen 13, lid 2, en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt het contractuele personeelslid dat reeds in dienst genomen is met een onbepaalde duur op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, aangeworven indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 1° tot 5°, en 8°, van voornoemd besluit vervullen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door SELOR voor het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, en afgesloten voor 31 december 2009;

3° in nuttige orde zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie.

Deze bepaling is niet van toepassing op de laureaten van de vergelijkende examens waarvan de oproep tot de kandidaten verricht is na 31 december 2010.

Art. 17. De contractuele wetenschappelijke personeelsleden die een weddeschaal A5S toegewezen kregen, behouden het voordeel van die schaal op het ogenblik van hun aanwerving.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2009.

Art. 19. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD